FONDATION GABRIEL PERI

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET L'ANNÉE 1956

Actes des Journées d'étude organisées par les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis les 29 et 30 novembre 2006 à Bobigny

Seine-Saint-Denis Conseil Général

Mémoire en Ligne(s)

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET L'ANNÉE 1956

Actes des Journées d'étude organisées par les
Archives départementales de la Seine-Saint-Denis
les 29 et 30 novembre 2006 à Bobigny

Département de la Seine-Saint-Denis
Conseil général

Fondation Gabriel Péri

2007

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET L'ANNÉE 1956

Actes des Journées d'étude organisées par les
Archives départementales de la Seine-Saint-Denis
sous l'égide de la Direction des Archives de France,
en partenariat avec le Parti communiste français
et la Fondation Gabriel Péri

Mercredi 29 et jeudi 30 novembre 2006

Auditorium de la Bourse départementale du Travail de Bobigny

Coordination des Actes : Pascal Carreau,
Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Département de la Seine-Saint-Denis
Conseil général

Fondation Gabriel Péri

2007

Avertissement

Ces Journées d'étude organisées par les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis s'inscrivaient dans le cadre des commémorations nationales du ministère de la Culture, dont une des thématiques retenues pour 2006 était : *« 1956 : la crise du Parti communiste »*.

Dépositaires du fonds d'archives du Parti communiste en vertu d'une convention passée entre le Parti communiste français (PCF) et le Département de la Seine-Saint-Denis, les Archives départementales ont saisi l'opportunité qui s'offrait d'organiser cette manifestation, la première depuis l'ouverture du fonds à la communication en juillet 2005. Inscrite au programme officiel des commémorations, elle inaugurait le développement d'une action de valorisation scientifique et culturelle de ces archives, classées « Archives historiques » par l'Etat.

L'initiative visait plusieurs objectifs :

- Afficher les ambitions des Archives départementales et acter les premiers résultats obtenus dans le classement et la valorisation du fonds. Dans cet esprit, à côté des instruments de recherche relatifs aux fonds déjà classés, un état sommaire des archives disponibles à ce jour concernant spécifiquement l'année 1956 a été réalisé et remis aux participants. Il figure ici en annexe.
- Informer largement le public universitaire concerné (chercheurs, directeurs de recherche, étudiants) sur la diversité des archives et des supports (papier, son, image fixe et animée) disponibles aux Archives départementales, qui en font un lieu-ressource de référence pour la recherche sur le communisme, l'engagement politique, le mouvement ouvrier… ainsi qu'en témoignent le taux de fréquentation élevé et la diversité des lecteurs.
- Donner à voir les résultats de travaux scientifiques récents, qui illustrent la vitalité des activités de recherche appuyées sur l'exploitation de ce fonds.
- Plus généralement, manifester la spécificité des missions de service public assumées par les archives départementales en matière d'accueil, de médiation patrimoniale et de valorisation culturelle.

Elle s'est déroulée en présence de plus de 120 personnes : enseignants et chercheurs, étudiants, citoyens. Le programme comportait deux tables rondes : la première, réunissant des spécialistes confirmés du communisme, a discuté l'intitulé officiel de la commémoration pour en dégager les enjeux historiographiques ; une seconde, rassemblant des directeurs de recherche, s'est interrogée sur la pertinence d'ériger l'année 1956 en borne historiographique pour la recherche sur le communisme. Dans les deux cas, un archiviste avait été convié à participer aux échanges. Le programme prévoyait également la présentation, par des chercheurs effectuant ou ayant publié récemment des travaux appuyés sur la consultation du fonds du PCF, de communications portant sur des théma-

tiques en rapport avec l'année 1956. Une séance a été consacrée aux témoignages de militants communistes ayant exercé leur activité durant cette période.

Deux Journées d'étude ne pouvaient prétendre à l'exhaustivité, d'autant qu'un des critères ayant prévalu à la définition du programme et au choix des intervenants consistait explicitement à valoriser le rapport à l'archive. C'est donc très logiquement que des remarques en ce sens ont été émises par Roland Leroy, par exemple, qui nous avait confié sa crainte préalable que la complexité politique de cette année ne soit restituée que trop partiellement, ou par Jacques Girault, qui pointait, à l'occasion même des travaux, l'absence regrettable de toute référence à la dimension communiste municipale. Il nous semble au final que la qualité des interventions et la richesse des échanges qui ont eu lieu tout au long de ces Journées auront permis de pallier en partie à cette limite initiale.

Les présents Actes tâchent d'ailleurs de rendre compte, dans toute la mesure du possible, de la teneur de ces discussions, marquées par des confrontations stimulantes d'approches et d'interprétations ainsi que par un questionnement sur les apports respectifs de l'archive et du témoignage au travail d'investigation historique. Pour autant, elles n'avaient vocation à conclure, ni sur le plan de la connaissance historique - elles visaient au contraire à mettre l'accent sur la richesse des sources disponibles qui restent à exploiter - ni sur celui des débats qui restent ouverts. Sur ce dernier point, il est évident que les discussions entamées auraient pu donner lieu à de plus amples développements, mais, là aussi, la durée impartie de deux Journées constituait un cadre contraignant. Des participants ont donc dû limiter leurs interventions. D'autres points de vue, complémentaires ou contradictoires, qui n'ont pas pu se faire entendre durant ces Journées pour des raisons de disponibilité - tel celui de plusieurs militants communistes qui nous l'ont fait savoir après-coup - auraient sans nul doute contribué à nourrir encore davantage ces échanges.

En définitive, ces Journées qui étaient conçues comme une étape de valorisation et une incitation à poursuivre le travail d'exploitation des archives, nous semblent avoir rempli cet objectif.

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Sommaire

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE **11**
M. Hervé Bramy 13
M^me^ Martine de Boisdeffre 15
M^me^ Marie-George Buffet 19
M. Michel Maso 23
M. Guillaume Nahon 27

TABLE RONDE : « 1956 : QUE COMMÉMORE-T-ON ? PROBLÉMATIQUES ET ENJEUX HISTORIOGRAPHIQUES » **29**
Denis Peschanski, président de séance 31
Roger Martelli 33
Danièle Neirinck 37
Marc Lazar 40
Bernard Pudal 44
Serge Wolikow 48
Denis Peschanski 51
Bernard Pudal 52
Marc Lazar 53
Roger Martelli 56
Serge Wolikow 57
Discussion.

COMMUNICATIONS : « L'ANNÉE 1956 ET SON CONTEXTE » **69**
Serge Wolikow, président de séance 71
L'Humanité : une entreprise de presse communiste en 1956, Alexandre Courban 72
Les communistes français et la guerre d'Algérie, 1956, Alain Ruscio 79
Discussion.
Le Parti communiste français et l'intervention soviétique en Hongrie, Sarolta Kleja'nsky. 95
Le débat sur le *birth control* : une simple diversion ? Sandra Fayolle 105
La promotion de Raymond Guyot à la section de politique extérieure du Parti communiste français, Marc Giovaninetti 115
Projection de films, Tangui Perron 122
Discussion.

COMMUNICATIONS : « LE PCF EN 1956 : RUPTURE OU CONTINUITÉ ? » **129**
Jacques Girault, président de séance 130
Thorez, le bureau politique et le 20^e^ congrès du PCUS : quoi de neuf à la direction du PCF ? Mathilde Régnaud-Nassar. 131
Les maisons d'édition du PCF en 1956 : l'année de toutes les crises ? Marie-Cécile Bouju 141

Les juristes communistes face au 20e congrès et à ses suites,
Frédérick Genevée 149
1954-1959 : une tentative de renouveau communiste au prisme
du Secours populaire français, Axelle Brodiez 159
L'année 1956 aux prismes de l'historiographie communiste en France.
Coups de sonde dans les analyses du 20e congrès du PCUS,
Nathalie Ethuin 167
Discussion.
Images et propagande communistes autour de 1956 :
les affiches illustrées du PCF, Lucie Fougeron 187
Discussion.

TEMOIGNAGES : « L'ANNÉE 1956 VÉCUE PAR DES MILITANTS COMMUNISTES » 199
Danielle Tartakowsky, présidente de séance 201
Jacques Coubard 201
Jean Cordillot 204
Claude Lecomte 208
Henri Martin 210
Danielle Tartakowsky 214
Discussion.

TABLE RONDE : « L'ANNEE 1956 : UNE BORNE DE PERIODISATION OPERATIONNELLE POUR LA RECHERCHE ? » 221
Danielle Tartakowsky, présidente de séance 223
Michel Dreyfus 223
Jacques Girault 229
Christian Oppetit 230
Claude Pennetier 234
Jean-Louis Robert 237
Danielle Tartakowsky 240
Jacques Girault 242
Michel Dreyfus 243
Jean-Louis Robert 244
Claude Pennetier 245
Christian Oppetit 245
Guillaume Nahon 247

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

M. Hervé BRAMY

Président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

Madame la Députée, Madame la Secrétaire nationale,
Madame la Directrice des Archives de France,
Madame la Déléguée aux Célébrations nationales,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,

C'est avec beaucoup de plaisir et de fierté que je vous accueille ici, en Seine-Saint-Denis, à l'occasion de ces Journées d'étude organisées par les Archives départementales avec la collaboration fructueuse de la Fondation Gabriel Péri.

Après le colloque intitulé *«Bidonvilles en Seine-Saint-Denis, images et représentations »* qui a eu lieu il y a quinze jours et qui a connu une forte participation, cette nouvelle initiative me permet de saluer le travail effectué par les Archives départementales, son personnel, son directeur, Guillaume Nahon, et de me féliciter, je le dis sans forfanterie, que dans notre département la vie intellectuelle et en particulier la recherche historique soit reconnue et valorisée. C'est un élément de plus pour faire mieux percevoir la réalité de notre Seine-Saint-Denis que l'on décrit souvent, trop souvent, comme un territoire où ne règnent que l'irrationnel, la confusion et la violence. Je le redis encore et je ne me lasserai pas de le dire : oui, il y a une violence en Seine-Saint-Denis, mais c'est avant tout d'une violence sociale dont il s'agit. Dans ce contexte, qu'ait lieu ici une activité scientifique de haut niveau menée par nos Archives départementales constitue une fierté.

Je me réjouis encore du dépôt aux Archives départementales du fonds inestimable, classé par l'Etat, des Archives du Parti communiste français. Ce fonds, qui recèle des documents de toute nature, est d'une richesse exceptionnelle par la variété des informations tout à fait inédites qu'il apporte pour la connaissance du dernier siècle et de l'histoire de notre pays. Son classement par l'Etat montre qu'il participe du patrimoine national et votre présence, une nouvelle fois, Madame de Boisdeffre, en témoigne. Plus largement, c'est également la concrétisation vivante de notre engagement respectif à faire vivre un partenariat fructueux de préfiguration de l'implantation des Archives nationales à Pierrefitte dans les années proches.

C'est une reconnaissance de la place du Parti communiste français, de ses militantes et militants dans l'histoire de la France. Plus largement, je souhaite et je suis sûr que ces Journées d'étude vont permettre une connaissance fine du communisme, cette pensée du vingtième siècle, toujours en mouvement. Cette grande utopie de liberté et de justice qui a animé et anime des millions d'hom-

mes et de femmes autour de l'espérance d'une société meilleure pour le genre humain. Ce fonds aidera, bien sûr, à la connaissance de l'année 1956 et évidemment à ce que fût le Parti communiste français dans cette période, qui demeure une étape importante de l'histoire européenne et mondiale de la deuxième moitié du siècle précédent ; je crois que les historiens que vous êtes ne me démentiront pas.

Je pense que la démocratie et les pratiques citoyennes ont tout à gagner de l'étude de documents qui permettent d'avancer sur des questions aussi importantes de nos jours que celle du rapport entre partis politiques et citoyens, celle du pouvoir. Des questions qui sont pour moi inévitables dans l'exercice de mon mandat de Président du Conseil général.

Un dernier mot pour vous rappeler que la culture, c'est-à-dire la connaissance sans entraves, organisée et réfléchie, est pour nous constitutive de la construction des individus, de la construction des humains. Le Conseil général accorde donc une extrême importance à tout ce qui est œuvre de l'esprit. Le dynamisme et la créativité de la vie culturelle en Seine-Saint-Denis ne doivent rien au hasard. La culture est pour nous un outil de libération. La responsabilité d'une collectivité comme la nôtre est de contribuer à la mettre à portée du plus grand nombre, d'en organiser et faciliter l'usage. Et je veux saluer mes prédécesseurs, notamment Robert Clément, Président Honoraire du Conseil général, pour une action que je partage et poursuis, qui permet que nos Archives départementales soient non seulement dépositaires de l'histoire des hommes et des femmes de notre département, mais aussi un pôle de recherche national et international.

C'est un nouvel élément de l'efficacité et de la pertinence du service public, qui permet ici au domaine de la recherche de pouvoir s'exercer et de contribuer à l'avancée de notre société. Je suis, bien sûr, de ceux qui militent pour une recherche publique dotée des moyens financiers d'Etat, lui garantissant de travailler en toute indépendance et donc de jouer tout son rôle.

Pour terminer, je voudrais encore rappeler que ce travail fait au sein des Archives départementales est l'exemple d'un partenariat réussi entre l'Etat et des collectivités de statut différent, une manière de décentraliser intelligemment, qui va dans le sens de l'intérêt des citoyens et du service public. Il en va tout autrement lorsque la décentralisation ne sert qu'à masquer des transferts de charges et à rompre les solidarités nationales. Mais cela est une autre histoire, une histoire sur laquelle vous aurez peut-être à vous interroger. Mais ce sera plus tard…

Pour aujourd'hui, je vous souhaite plein succès dans la conduite de vos travaux. Merci de votre attention.

M^me^ Martine de BOISDEFFRE

Directrice des Archives de France

Madame la Députée, Secrétaire nationale du Parti communiste français,
Monsieur le Président du Conseil Général,
Mesdames et Messieurs les élus,
Madame la Déléguée aux Célébrations nationales,
Monsieur le Directeur des Archives départementales,
Monsieur le Directeur de la Fondation Gabriel Péri,
Chers amis,

Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir conviée à l'ouverture de ces Journées d'étude consacrées au *« Parti communiste et à l'année 1956 »*. C'est un plaisir, en effet, de me retrouver dans ce département qui a pris aujourd'hui une importance particulière pour les archives. C'est dans son ressort - vous l'indiquiez Monsieur le Président - que s'élèvera le futur centre des Archives nationales, à Pierrefitte. Je saisis l'occasion pour informer ceux qui ne le sauraient pas, que le 7 juillet dernier, nous étions réunis, Monsieur le Président, à l'Hôtel de Ville de Pierrefitte, avec Madame Hanriot, pour signer la convention d'implantation territoriale qui formalise notre coopération en la matière. Il s'agit d'un autre exemple de ce partenariat intelligent que vous évoquiez tout à l'heure en ce qui concerne les archives, je vous rejoins tout à fait.

Je n'oublie pas non plus que les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis ont toujours manifesté, sous l'impulsion de leurs différents directeurs, un dynamisme certain et une cohérence toute aussi réelle dans la politique menée. Le dépôt aux Archives départementales des archives du Parti communiste français en est une des illustrations les plus marquantes. Vous savez que la Direction des Archives de France a, depuis plusieurs années déjà, témoigné un vif intérêt à ces archives. Ce fut d'abord leur classement, comme Archives historiques en 2003 - une première en ce qui concerne les archives d'un parti. C'est aussi, depuis, l'attribution de crédits pour aider à leur classement. Encore un exemple du partenariat déjà souligné.

Les archives du Parti communiste français sont en effet accessibles depuis 1993. Mais, bien évidemment, ne peuvent être réellement ouverts et offerts aux lecteurs que les fonds classés. Il est à souligner que, depuis leur arrivée aux Archives départementales, les progrès en la matière ont été considérables. La totalité des archives de direction (comité central, bureau politique, secrétariat) est désormais communicable pour tous les supports disponibles et sur l'ensemble de la période concernée, soit jusqu'à l'année 1976 incluse. On peut citer à cet égard les dizaines d'heures d'enregistrement des réunions du comité central

tenues entre le début des années 1950 et 1976, qui offrent un corpus nouveau depuis leur transfert intégral sur CD audio.

Ajoutons que le traitement des archives des sections de travail a commencé, en accordant la priorité à celles de la *« Polex »* (politique extérieure) et de la section *« Intellectuels, culture »*, pour lesquelles des instruments de recherche seront disponibles en 2007. Une attention particulière est également portée aux archives personnelles des dirigeants qui peuvent constituer des compléments à ces fonds. Le traitement de l'importante collection d'affiches éditées par le Parti communiste français a permis de classer un premier ensemble comportant près d'un millier de documents. Enfin, des instruments de recherche spécifiques sont en cours de réalisation, comme un *« Etat des sources et des instruments de recherche relatifs aux réunions du comité central »*, qui sera édité en 2007, en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri.

Je tiens à souligner cela, parce que cela constitue en quelque sorte un des effets du classement. Nous en avions parlé à l'époque, classer des archives comme archives historiques, c'est aussi manifester la volonté de plus les ouvrir. Et tout le travail scientifique mené aux Archives départementales permet précisément d'aller en ce sens. Il va de soi qu'une plus grande connaissance des fonds permet une plus grande communicabilité. Je ne m'attarderai pas sur les chiffres en ce domaine, mais le bilan qui m'a été transmis est extrêmement impressionnant. Je pense notamment à toutes les actions de recherche qui commencent à se lancer grâce à l'accessibilité des fonds ; recherches qui sont menées aussi bien par des institutions françaises que par des institutions étrangères. Je crois qu'en la matière, l'un de nos objectifs partagés commence à être atteint.

Plus largement, d'autres initiatives des Archives de France visent à compléter les sources offertes. Je voudrais en donner quelques exemples. L'accueil aux Archives nationales du don des archives de Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch. Un travail universitaire est d'ailleurs en cours sur ces archives, sous l'impulsion de Denis Peschanski, qui animera la table ronde qui va suivre. Les motifs de ce don exemplaire ont été rappelés récemment, à l'occasion d'une journée sur les archives politiques organisée par l'Association des archivistes français. S'ajoute à ce don celui des archives Rol Tanguy, tout à fait essentiel au regard des fonds que conservent les Archives nationales sur toute cette période - et notamment la période de la Libération. Je ne saurais oublier l'action que nous menons en continuité, depuis plusieurs années déjà, en vue de récupérer des copies des archives du Komintern et tout particulièrement de celles du Politburo. Des personnes ici présentes, comme Serge Wolikow, y sont activement impliquées.

Pour en revenir aux archives du Parti communiste français, ces Journées d'étude constituent à mes yeux une première opération de valorisation très intéressante de ces fonds. Elles s'inscrivent dans le programme des Célébrations

nationales 2006, puisqu'une des thématiques retenue pour cette année est *« la crise du Parti communiste français en 1956 »*. Il existe évidemment un lien explicite et étroit entre ce sujet et deux fonds conservés aux Archives départementales : celui du Parti communiste, mais également celui de *l'Humanité*. Il était donc logique d'organiser, à partir d'eux, cette rencontre scientifique.

Je laisserai aux membres de la première table ronde le soin de définir précisément ce que nous commémorons. Je voudrais simplement rappeler quelques éléments au sujet de la Délégation aux Célébrations nationales, à la tête de laquelle se trouve Madame Neirinck, ici présente, qui va, elle aussi, participer au débat. Cette délégation, rattachée à la Direction des Archives de France, facilite le travail du Haut comité des Célébrations nationales. Elle réalise et édite la fameuse brochure des Célébrations nationales que chacun connaît désormais, bien qu'elle ne soit pas diffusée commercialement. Dans quel esprit travaillons-nous ensemble à choisir les anniversaires retenus ? D'abord, nous ne recensons et retenons que les anniversaires multiples de cinquante, pour éviter le piège de l'immédiateté. Ensuite, nous choisissons des personnages, hommes et femmes, et des événements qui présentent la caractéristique commune d'être marquants pour l'histoire de notre pays, constitutifs de sa formation et de son évolution. Le champ d'investigation est très vaste : institutions et vie politique, arts et culture, sciences et techniques... Les faits ou les personnes retenus le sont à des titres très divers ; d'autant que, dans certains cas, nous commémorons, dans d'autres, nous célébrons vraiment. Dans toutes les hypothèses, il s'agit plutôt de réunir que d'exclure, en vue de contribuer, dans la limite de nos compétences, au développement d'une conscience et d'une connaissance historiques et citoyennes. Je vous remercie.

M^me^ Marie-George BUFFET

Secrétaire nationale du Parti communiste français

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,
Chers camarades,

Je voulais d'abord vous remercier de l'organisation de ce colloque, ici, aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, où les archives de notre parti sont aujourd'hui déposées.

Je souhaiterais commencer mon intervention sur *« le PCF et l'année 1956 »* en reprenant certains des propos qu'Aimé Césaire, alors député de Martinique, écrivit à Maurice Thorez pour lui expliquer les raisons de sa démission du Parti communiste français : *« Il est très vrai de dire qu'au lendemain du rapport Khrouchtchev, nous avons tressailli d'espérance. On attendait du Parti communiste français une autocritique probe ; une désolidarisation d'avec le crime qui le disculpât ; pas un reniement mais un nouveau et solennel départ ; quelque chose comme le Parti communiste fondé une nouvelle fois… Au lieu qu'au Havre, nous n'avons vu qu'entêtement dans l'erreur ; persévérance dans le mensonge ; absurde prétention de ne s'être jamais trompé ; bref, chez des pontifes plus que jamais pontifiant, une incapacité sénile à se dépendre de soi-même pour se hausser au niveau de l'événement et toutes les ruses puériles d'un orgueil sacerdotal aux abois »*. Derrière ces mots, extrêmement durs, c'est évidemment toute la désillusion et la rage d'un homme communiste, qui assiste, impuissant, à la dérive de l'organisation pour laquelle il n'avait jusqu'alors cessé de se battre.

Car que d'occasions manquées en cette année 1956 ! Bien sûr, il y a cette assurance en la force jamais démentie du Parti communiste. Car cette année commence bien pour le PCF. Le 2 janvier, il recueille près de 26 % aux élections législatives. 150 députés communistes sont élus. Sa position institutionnelle et donc aussi ses choix stratégiques en sont d'apparence clairement confortés. Fort de ce soutien populaire, face à la droite, notre parti appelle à la constitution d'un nouveau Front populaire et soutient, pour la première fois depuis des années, un gouvernement, celui de Guy Mollet. Le PCF commence à sortir, petit à petit, de l'isolement politique qui était le sien depuis 1947. Mais sous cette apparence de force, malgré l'aura considérable acquise pendant l'Occupation et par tout ce qu'il a construit à la Libération, le Parti communiste est déjà, en cette année 1956, fragilisé par dix années de guerre froide. Dix années où, assiégés par l'offensive d'une droite particulièrement revancharde contre tous les acquis de la Libération, les communistes se sont aussi fermés aux évolutions de la société.

De cette année, l'histoire a ainsi retenu le vote des pouvoirs spéciaux pour le gouvernement Mollet en Algérie. Ce vote nous fut et nous est encore reproché. Certains en ont profité pour chercher à détourner vers le PCF les responsabilités autrement plus lourdes des dirigeants politiques d'alors, de droite et de gauche, dans le déclenchement et la conduite de cette guerre coloniale. Mais, quoi qu'il en soit, il reste un malaise devant ce vote qui ne cesse d'apparaître, à tort, comme une relative tolérance au déclenchement, par d'autres, de cette guerre ignoble. Cette incompréhension est d'autant plus forte qu'elle contraste avec le comportement en tout point remarquable de notre parti durant la guerre d'Indochine, mais aussi avec le soutien plein et entier que nous avons apporté ensuite à la lutte émancipatrice du peuple algérien.

Cette même année 1956, la direction du PCF a tout simplement dissimulé le rapport secret de Nikita Khrouchtchev devant le 20e congrès du PCUS. J'ai eu l'occasion, en février dernier dans *l'Humanité*, de souligner la lourde responsabilité qu'ont prise les dirigeants du PCF en choisissant, sur cette question fondamentale, le silence. Ce n'est qu'en janvier 1977 que le comité central du Parti communiste français s'est clairement départi de ce qui apparaît aujourd'hui comme la glorification d'un stalinisme d'un autre âge, et a officiellement reconnu que les membres de la délégation du PCF au 20e congrès du PCUS avaient bien eu connaissance de ce rapport longtemps *« soi-disant attribué au camarade Khrouchtchev »*. Je précise, sur ce point, que le compte rendu de ce comité central est désormais accessible au public, et que dans le même temps, nous réfléchissons actuellement à la réduction du délai de communication de nos archives de 30 à 25 ans.

A peine quelques mois plus tard, le PCF choisissait de faire bloc et d'apporter son soutien total à la répression, par les troupes du Pacte de Varsovie, de l'insurrection hongroise. Dans cette répression, nous aurions pu comprendre combien la politique des Etats socialistes contredisait les idéaux qui nous animent, et combien elle salissait notre combat. Nous aurions pu voir, dans ce soulèvement incontestablement populaire, l'incapacité du système soviétique à concrétiser les idéaux du communisme, et donc la nécessité de tout remettre à plat. Nous n'y avons vu qu'un complot.

Qui se souvient, dans le même temps, que c'est cette même année 1956 que la direction du parti se prononça contre la contraception et donc contre le droit des femmes à disposer pleinement de la maîtrise de leur corps ? Que d'occasions manquées de se saisir de tous ces événements, de toutes ces évolutions sociales, pour prendre, en cette année 1956, un *« nouveau et solennel départ »* !

Je sais combien étaient dures, à cette époque, les conditions sociales dans les entreprises. Je sais tout autant que la classe ouvrière, toujours plus nombreuse, n'était encore que marginalement admise au partage des fruits de la prospérité naissante des années cinquante. Je sais combien personne, à

l'époque, n'avait vraiment senti l'ampleur des changements qui allaient naître, l'ampleur des transformations qui se jouaient dans le monde, comme, par exemple, allait le révéler la crise de Suez. Je sais aussi combien la bataille des idées était totale et la pression de l'anticommunisme forte. Tout ceci ne facilitait pas, bien au contraire, l'engagement plein et entier, confiant, des camarades dans ce monde aussi inquiétant par tous ses bouleversements que visiblement hostile.

Mais quoi qu'il en soit, qu'avions nous à craindre de nos idées et de nos valeurs ; qu'avions nous à craindre des remises en cause qui renforcent et grandissent ? Qu'avions nous à renoncer à être pleinement communistes, c'est-à-dire ouverts, attentifs aux attentes des Françaises et des Français, attachés à soutenir tous les combats qui, quelles que soient leurs formes, vont dans le sens de l'émancipation humaine ? Il est difficile de trouver des réponses satisfaisantes à ces interrogations. C'est d'ailleurs le grand mérite de ces Journées d'étude que de chercher à avancer sur cette question où, je crois, les portes de la recherche restent pleinement ouvertes. Mais quoi qu'il en soit, les faits sont là, têtus, à nous rappeler que le parti préféra les certitudes du passé à l'effervescence d'un monde et d'idées qui bougent ; il fit, par ses choix stratégiques, le choix du communisme des mots plutôt que du communisme des actes.

Le parti était alors tellement fort qu'il ne vit pas combien il venait de perdre de crédit. 1956, ce fut au final la fracture entre le Parti communiste et de nombreuses couches de la population, notamment intellectuelles, qui avaient pourtant toujours regardé d'un œil favorable les combats qui étaient alors les nôtres. Ce décrochage, jamais il ne fut véritablement rattrapé. Que de temps avons-nous passé depuis à écoper les suites de cette cassure, plutôt qu'à faire vivre et déployer les combats du jour, plutôt qu'à porter l'espoir de l'émancipation humaine ?

Car cette ambition, notre conviction qu'il est possible de faire vivre les hommes et les femmes autrement, elle reste là. Nous la tenons de l'activité des militants et élus communistes en 1956, avant et après 1956. Nous la tenons de cette présence formidable à la porte des usines, dans leurs quartiers, à l'écoute des souffrances de leurs voisins et de leurs collègues ; nous la tenons de cette mobilisation quotidienne pour la défense des intérêts de notre peuple. Au-delà des graves erreurs commises en 1956, ce sont aussi ces valeurs qui ont été transmises aux hommes et aux femmes qui composent le Parti communiste. Et ce sont ces combats que nous nous efforçons de faire vivre, malgré les difficultés de chacune des différentes époques que nous avons traversées, malgré un anticommunisme qui n'a jamais disparu, malgré tout notre rejet du stalinisme.

Qui s'en étonnerait ? C'est bien d'abord cette idée d'émancipation que rejettent nos adversaires. Travaillons donc, sans crainte aucune, à faire revivre l'idée communiste par nos actes, par une curiosité permanente, par notre contri-

bution effective à la réussite de toutes les luttes émancipatrices, sociales, féministes, écologiques, démocratiques. Face au capitalisme mondialisé, face à toutes ces politiques libérales, face aux souffrances vécues au quotidien par tant d'hommes et de femmes, notre combat est d'une forte actualité, d'une grande urgence. C'est donc le regard lucide sur nos erreurs passées, conscients de l'impact terrible qu'aurait tout repli sur soi du Parti communiste, que nous continuerons, plus que jamais, à chercher à avancer sur la voie d'un communisme qui serait l'œuvre, avant tout, des hommes et des femmes eux-mêmes.

Permettez-moi de terminer cette intervention en citant une nouvelle fois Aimé Césaire, que j'ai rencontré vendredi dernier : *« Alors ? Alors il nous faudra avoir la patience de reprendre l'ouvrage ; la force de refaire ce qui a été défait ; la force d'inventer au lieu de suivre... »*. C'est aujourd'hui ce que nous essayons de faire ! Je vous remercie de votre attention.

M. Michel MASO

Directeur de la Fondation Gabriel Péri

Monsieur le Président,
Madame la Directrice,
Ma chère Marie-George,
Mesdames, Messieurs,

D'abord, je veux remercier les organisateurs de ces deux Journées d'étude d'avoir convié la Fondation Gabriel Péri à y participer et les remercier également de me donner l'occasion de m'adresser brièvement à vous ce matin.

Je voudrais, parce qu'il me semble que cela s'impose, présenter en quelques mots la Fondation Gabriel Péri. Certains d'entre vous la connaissent déjà, mais elle est de création vraiment très récente puisque c'est le 23 juillet 2004, voilà un peu plus de deux ans, qu'un décret du Premier ministre portant reconnaissance de son utilité publique était publié au *Journal Officiel*. Et ce décret intervenait lui-même quelques dix-huit mois après que le Parti communiste français ait engagé une procédure et constitué un dossier visant à créer une fondation à vocation politique : la Fondation Gabriel Péri.

Toutes les fondations de ce type - elles sont d'ailleurs peu nombreuses en France, cinq au total - quel que soit leur objet, quel que soit leur créateur, sont régies par la loi de 1984 relative au mécénat et aux fondations. Réputée d'utilité publique, la Fondation Gabriel Péri est, selon les termes de cette loi, seule responsable de ses choix et de ses initiatives, de son administration, dans tous les aspects de son fonctionnement. Et pour veiller à une réelle garantie de cette indépendance, nous avons notamment mis en place un conseil scientifique, pluraliste dans la diversité d'opinions et de disciplines, que le grand historien de la Révolution française, Michel Vovelle, nous a fait l'amitié de bien vouloir présider. Vous me pardonnerez ce très court détour, je n'en dirai pas plus, mais il m'a semblé utile d'apporter ces quelques précisions. Je reste à votre disposition, de même que Jean-Yves Gendron qui m'accompagne aujourd'hui, pour vous en dire davantage si vous le souhaitez.

Le Fondation Gabriel Péri s'est fixé deux objectifs essentiels. Du premier, je ne dirai que quelques mots. Elle entend d'abord contribuer à l'animation du débat d'idées en France et au-delà de notre pays, entre toutes celles et tous ceux, progressistes de diverses sensibilités, qui veulent agir selon les termes du préambule de nos statuts, au service *« d'un travail rigoureux d'intelligence des mutations de notre époque et des mobilisations citoyennes pour le progrès humain qu'elles peuvent susciter »*. Dans un monde de pensée particulièrement réactif aux crises, dans un climat politique souvent marqué par l'émotion et la polémique, soumis aux pressions - et c'est normal - des échéances électorales,

nous voulons essayer d'être un lieu de rencontre pluraliste, un lieu de confrontation et d'élaboration, travaillant à l'émergence d'idées, si possible, novatrices en politique. Cela peut sans doute paraître très ambitieux, je crois que c'est néanmoins l'objectif que nous nous fixons et à quoi nous essayons de travailler. Mais je n'en dirai pas plus sur ce point, parce qu'on me ferait reproche, fort justement, d'être hors sujet. Et le sujet précisément, j'y reviens.

Notre second objectif est de contribuer à la valorisation des archives du communisme français et à ce que nous appelons le travail de mémoire. Le préambule de nos statuts précise que : *« L'histoire contemporaine de la France est riche en événements politiques, sociaux, culturels, démocratiques, dont les enseignements peuvent être précieux. Le Parti communiste français en est, depuis 1920, l'un des acteurs. Au-delà de toute historiographie officielle et en refusant toute instrumentalisation au profit d'une idéologie ou d'une organisation, une étude approfondie et réellement contradictoire de cette histoire, jusque dans ses prolongements actuels, s'impose »*. Les controverses sur l'histoire occupent, en effet, une large place dans la vie politique française, avec souvent des impacts forts sur la politique elle-même. D'ailleurs, nous assistons depuis quelques années, et je ne suis pas certain que ce soit une bonne chose, à des prises de positions qui consistent à vouloir trancher par la loi des débats entre historiens.

Cela dit, s'il est une histoire qui fut et qui est sans doute encore souvent instrumentalisée au service de la politique, c'est bien l'histoire du communisme. Il me semble par conséquent qu'il y a beaucoup à faire encore afin d'imposer le respect des fonctions spécifiques de la politique et de l'histoire, sous peine de voir l'effort complexe de connaissance rigoureuse du passé compromis, quand ce n'est pas manipulé à des fins de conjoncture. Et je le répète, nous devons reconnaître que cela a existé aussi dans le mouvement communiste, et notamment dans le communisme français. Cela étant, comme j'ai eu l'occasion de le dire lors d'un colloque organisé à l'Université de Bourgogne, en septembre 2005, par notre ami Serge Wolikow : *« Tout cela n'a pas altéré, fort heureusement, le besoin d'histoire chez un très grand nombre de communistes. Leur culture politique les a convaincus qu'il faut bien, pour être efficace en politique, faire effort de compréhension et de lucidité sur le passé, sur des évolutions antérieures, sur des conceptions qui ont prévalu des décennies durant ; sur des choix effectués et leur implication en longue durée, autrement dit sur l'histoire »*.

Et bien, c'est à cela que, modestement, nous voulons être utiles avec les différentes initiatives déjà prises ou prévues par la Fondation Gabriel Péri. Je veux à présent en dire quelques mots rapidement. Nous avons passé un certain nombre d'accords dans le détail desquels je ne rentrerai pas, d'abord avec le Parti communiste français évidemment, avec le Conseil général de la Seine-Saint-Denis où sont déposées les archives du PCF et avec l'Université de Bourgogne. Entre autres choses, je signalerai une collection d'instruments de recherche consacrés aux archives du PCF, à laquelle nous travaillons avec les Archives

départementales de la Seine-Saint-Denis. Un premier ouvrage, consacré aux sources d'archives relatives aux réunions du comité central du PCF de 1921 à 1977, sera édité courant 2007. Il comportera quatre tomes dans sa version papier et connaîtra une version électronique. Nous travaillons également à l'élaboration et à la publication - là aussi dans les deux versions, papier et électronique - d'une histoire documentaire du communisme avec l'Université de Bourgogne.

Nous développons par ailleurs d'autres projets. Un, pour lequel nous avons sollicité le concours de deux jeunes chercheuses, et qui sera consacré - je n'en dis pas davantage parce que nous sommes en phase de travail, de réflexion - au Parti communiste français et à ses affiches. Un second portera sur *« Aragon, dirigeant politique »*. Nous avons la chance de disposer, dans les archives, de l'enregistrement sonore d'un certain nombre d'interventions politiques de Louis Aragon. Il pourrait donner lieu à la publication d'un CD-ROM accompagné d'un livret de contextualisation. Je n'en dis pas plus, nous sommes en phase de finalisation du projet avec une universitaire.

Tout cela commence à exister. C'est encore bien modeste, je le reconnais. Mais, répétons-le, la Fondation Gabriel Péri n'a que deux ans d'existence et ne prétend en aucun cas au statut de « pierre angulaire » de la recherche sur le communisme. Si nous nourrissions une telle prétention, nous serions en contradiction flagrante avec ce que j'ai essayé d'exposer précédemment. En revanche, j'ai la conviction que notre fondation peut apporter un plus aux efforts des chercheurs dont l'ambition est d'approfondir la connaissance de la longue histoire du communisme français et, dans ce cadre, du Parti communiste français. Comme a pu le dire, en d'autres occasions, le Président de la fondation, le sénateur Robert Hue, l'histoire du communisme français est une histoire de dévouements, d'engagements les plus purs, de combats pour la liberté et la justice ; c'est aussi la révélation des tragiques fourvoiements dont nous n'avons pas fini de faire les frais et, avec nous, des millions d'hommes et de femmes qui ont placé leur espoir dans le communisme. L'année 1956, à laquelle ces deux Journées vont être consacrées, fut de ce point de vue sans doute, une année charnière, une année décisive pour l'ensemble de ce qu'on a nommé le *« mouvement communiste international »*.

J'indique, pour finir, que la contribution de la Fondation Gabriel Péri à ces Journées d'étude consistera, au-delà de mon court propos, à assurer la publication de leurs Actes. Elle se chargera également de les diffuser largement, notamment auprès des universités et des centres de documentation universitaires. Je vous remercie de votre attention et vous souhaite bon courage pour vos travaux.

M. Guillaume NAHON

Directeur des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Madame la Secrétaire nationale,
Madame la Directrice,
Madame la Déléguée aux Célébrations nationales,
Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur de la Fondation Gabriel Péri,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Au nom de l'ensemble de l'équipe des Archives départementales, je tiens à exprimer mes sincères remerciements à tous les intervenants qui ont accepté d'apporter leur contribution à ces Journées d'étude, ainsi qu'à tous les partenaires sans lesquels ce projet n'aurait pu avoir lieu. La Direction des Archives de France, le Parti communiste français, la Fondation Gabriel Péri soutiennent depuis plusieurs années les efforts du Département de la Seine-Saint-Denis pour la préservation, la communication et la valorisation d'un fonds d'archives, classé « Archives historiques », dont l'intérêt national et international n'est plus à démontrer.

Au plan scientifique, ces actions sont également soutenues par plusieurs universités et centres de recherche tels que les universités de Paris 1, avec son Centre d'histoire sociale du Vingtième siècle, de Paris 8 ou de Paris 13, qui sont liés par convention au Département de la Seine-Saint-Denis. Cette liste s'allonge aujourd'hui avec la participation de plusieurs institutions françaises et étrangères comme l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, le CNRS, les universités de Paris 10 et de Budapest. L'Institut CGT d'histoire sociale, les associations « Mémoire d'Humanité » et « Périphérie » sont également des partenaires réguliers des Archives départementales et contribuent à la mise en œuvre de nombreux projets patrimoniaux et scientifiques. Je renouvelle donc mes remerciements les plus vifs à tous ces partenaires.

Comme cela a été indiqué, ces Journées d'étude constituent la première initiative de valorisation scientifique des archives du Parti communiste depuis leur dépôt aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. Je ne reviendrai pas sur le programme de ces Journées, ni sur les enjeux historiographiques qu'elles soulèvent.

Je voulais simplement profiter de l'occasion qui m'est donnée pour dresser un rapide bilan du travail qui a été mené depuis un an et demi sur les archives du Parti communiste, et sur les résultats observés en termes de consultation et d'exploitation scientifique. Madame de Boisdeffre a déjà donné un certain nombre d'éléments touchant aux travaux de traitement en cours. Je rappellerai

seulement que la totalité des archives de direction, c'est-à-dire celles du comité central, du bureau politique et du secrétariat, ont été classées, cotées et inventoriées. Elles sont désormais accessibles sur tous les supports disponibles et pour toute la période ouverte à la communication (jusqu'en 1977). Je confirme aussi que le traitement des archives des sections de travail se poursuit. L'avancement du classement du fonds de la section *« Polex »*, soutenu financièrement par la Direction des Archives de France, et celui de la section *« Intellectuels, culture »*, permettent d'envisager la parution des instruments correspondants courant 2007.

En terme de communication, les résultats sont également tout à fait satisfaisants. Sur le seul fonds du PCF, nous avons pu relever les moyennes mensuelles suivantes : 65 communications pour 215 articles communiqués par mois, ce qui est tout à fait considérable pour des archives de ce type. Depuis juillet 2005, 275 lecteurs au total nous ont sollicités au sujet de ce fonds, dont 135 pour des travaux universitaires menés dans 65 établissements (dont 28 à l'étranger). On relève 27 thèses de doctorat parmi ces travaux. Plusieurs de ces chercheurs présenteront d'ailleurs ici le résultat de leurs recherches encore inédites. Gageons que la poursuite des travaux d'inventaire et l'ouverture progressive des fonds qui restent à classer contribueront à intensifier l'exploitation scientifique des fonds d'archives du Parti communiste français. Je vous remercie de votre attention et je laisse maintenant la parole aux intervenants de la première table ronde.

« 1956 : QUE COMMÉMORE-T-ON ? PROBLÉMATIQUES ET ENJEUX HISTORIOGRAPHIQUES »

Table ronde avec :

Roger MARTELLI, historien, directeur de Regards, dernier ouvrage paru : *1956 communiste : le glas d'une espérance,* La dispute, 2006.

Danielle NEIRINCK, conservateur général, déléguée aux Célébrations nationales, Direction des Archives de France.

Marc LAZAR, professeur à l'IEP de Paris, directeur de l'école doctorale de Sciences Po.

Bernard PUDAL, professeur de sciences politiques à l'Université Paris 10, chercheur à l'IRESCO-CNRS.

Serge WOLIKOW, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, directeur de la Maison des sciences de l'homme de Dijon.

Séance présidée par **Denis PESCHANSKI,** directeur de recherche au CNRS, Centre d'histoire sociale du XX^{e} siècle, Université Paris 1.

Denis PECHANSKI

Avant d'engager notre discussion, je veux dire mon plaisir de présider cette table ronde en compagnie d'anciens complices - entendez complices depuis longtemps dans l'étude du mouvement communiste et dans le travail sur les archives. J'inscrirai également quelques remarques, périphériques à notre sujet, dans la continuité des allocutions prononcées en ouverture de ces Journées d'étude.

La première débutera par l'évocation d'un souvenir personnel. Il y a presque vingt-cinq ans, j'ai été sollicité par la fille de Marcel Cachin, dont la famille détenait les carnets manuscrits tenus par son père. Je précise d'emblée que ces carnets se sont avérés être d'un intérêt fondamental, puisqu'ils couvraient toute la période 1905-1956 et que nous avons finalement pu, après douze ou treize ans de travail, les publier dans leur quasi intégralité. Ma discussion avec Marcelle Hertzog-Cachin a porté sur le sort qu'il convenait de réserver à ces documents. J'ai dit mon sentiment qu'ils relevaient du patrimoine national et, qu'à ce titre, ils avaient vocation à être confiés à une institution spécifiquement conçue pour accueillir le patrimoine national. C'est donc tout à fait logiquement que nous nous sommes retournés vers les Archives nationales, où ces carnets sont aujourd'hui conservés.

Pierre Thorez, a fait sienne cette logique, il y a quelques années, quand s'est posée la question du devenir des archives de Maurice Thorez et de Jeannette Vermeersch. La rumeur d'un éventuel transfert de ces archives vers d'autres horizons européens… plus orientaux avait couru un temps, avant que ces derniers connaissent les bouleversements que l'on sait… Mais Pierre Thorez avait la conviction profonde, sans doute renforcée par sa culture d'universitaire, que la nature de ces archives et l'intérêt historique qu'elles présentaient les destinaient légitimement aux Archives Nationales.

C'est toujours à cette même logique de préservation du patrimoine national que je relie la décision du Parti communiste français de déposer son fonds d'archives historiques aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que, finalement, c'est le parti qui apparaissait comme le parti le plus secret, celui dont le secret était même consubstantiel de son action - nous y reviendrons en procédant à l'investigation historique de l'année 1956 - qui va se trouver en situation d'avant-garde en procédant au dépôt et à l'ouverture de ses archives, situation qui prévaut depuis plusieurs années. Je le souligne comme chercheur, bien sûr, mais également comme membre de la direction du département des sciences humaines et sociales du CNRS. C'est à ce titre que je veux saluer à la fois la démarche initiée par le Parti communiste et le travail réalisé depuis par l'équipe des Archives départementales pour mettre à la disposition des chercheurs ces sources essentielles pour la compréhension du vingtième siècle.

Ma seconde remarque portera sur l'usage des archives. Bien sûr, les archives ne parlent pas d'elles-mêmes. Il est illusoire d'imaginer qu'il suffit de décou-

vrir une archive pour que la vérité historique se dégage de ce document. Mais, à l'inverse, il est rare de parvenir à faire de la bonne histoire sans recours aux archives. Et on a pu vérifier qu'il se fait beaucoup de mauvaise histoire du fait de l'absence d'archives, mais aussi faute de les avoir cherchées. Alors, à présent que de nouvelles sources relatives au communisme sont disponibles, il est à souhaiter qu'elles contribueront à réaliser de la très bonne histoire. Je suis convaincu que les choses sont bien engagées en ce sens, y compris pour des périodes complexes. A la condition toutefois de revenir en permanence à quelques-uns des fondements mêmes de la démarche historienne. Poser ses questions au document et décrypter les sources, revenir à son questionnement d'origine pour éventuellement le modifier complètement ou simplement l'amender, retourner ensuite aux sources : c'est de cet aller-retour entre le questionnement de l'historien et la source que va résulter le résultat - provisoirement final - de la démarche historienne. Et ce résultat que l'historien tire de l'exploitation des archives est directement lié aux questions qu'il leur a posées. Ceci nous amène à quelques questions épistémologiques essentielles dans notre métier ; par exemple, qu'il n'y a pas « la » vérité en histoire. A cet égard, le Président Bramy a pointé à juste titre, dans son discours, la question effectivement sensible de l'utilisation de l'histoire ; en particulier de l'utilisation de l'histoire dans la sphère législative, généralement en fonction de critères politiques. Pas plus qu'il n'y a « la » vérité, il n'y a plusieurs vérités en histoire. Mais il peut exister plusieurs lectures vraies des documents qui constituent des traces laissées par l'histoire. Et ces différentes lectures sont dépendantes des questionnements qui ont été mis en œuvre par chaque historien.

Ce préambule achevé, notre table ronde va évoquer l'année 1956 avec la participation d'intervenants qui comptent parmi les meilleurs spécialistes du sujet. Je suggère donc trois échelles d'approche :

- La première au niveau de ce que nous appelons dans notre jargon « les processus décisionnels », c'est-à-dire, au fond, en observant comment se prend la décision. Cela renvoie au positionnement du Parti communiste français dans le mouvement communiste international, face aux événements de l'année 1956. Cela amènera à s'interroger sur les circuits décisionnels entre le centre et la périphérie, ici Moscou et Paris, et, dans le même temps, sur le degré d'autonomie du PCF et de sa direction.
- La seconde au plan national français, c'est-à-dire en analysant le comportement du PCF, les réactions de son organisation et de ses adhérents face à ces chocs successifs.
- La troisième au niveau du rapport d'ensemble du PCF à la société française, c'est-à-dire en jaugeant l'impact de ces événements sur son influence même et sur son implantation organisationnelle et électorale.

Mes collègues traiteront ces questions en tant que spécialistes qu'ils sont, je leur demande simplement de veiller à expliciter dans quelle mesure l'historiographie a évolué en ces domaines et ce que nous apportent les archives. Comme il s'agit d'un objet qui sera traité tout au long de nos deux Journées, on se bornera ici à un panorama général. Je propose à Roger Martelli d'entamer la discussion sur la question du processus décisionnel.

Roger MARTELLI

Quelques mots, donc, sur ce processus décisionnel. Puisque des Journées d'étude fournissent l'occasion de faire le bilan de nos connaissances, je partirai de ce que nous savons désormais en ce qui concerne le Parti communiste français. Et, plus précisément, des éléments nouveaux de connaissance par rapport à ce que nous savions jusqu'à présent. Car l'ouverture des archives a permis d'éclairer de manière fort intéressante ce processus de décision et, en particulier, d'en préciser la chronologie. Nous savions que le Parti communiste français, ou plus exactement son noyau dirigeant, avec notamment Maurice Thorez, figure charismatique dont l'autorité est totale à l'intérieur de son parti, s'est rangé en 1956 dans le camp du refus à la démarche entreprise par Nikita Khrouchtchev au 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS). En 1956, ce camp du refus est majoritaire dans le mouvement communiste international ; je proposerai quelques éléments d'interprétation à ce sujet. Nous savions également, et l'archive n'a fait que le confirmer, que la délégation du PCF au 20e congrès du PCUS a compté parmi le petit nombre d'élus et de responsables qui ont eu le privilège de prendre connaissance, à Moscou même, du fameux rapport secret à peu près au moment où Khrouchtchev le prononçait à huis-clos, le 25 février. La totalité de la délégation française[1], puisque Maurice Thorez a fait traduire le document par Georges Cogniot, qui en a donné ensuite lecture. Il n'en va pas de même dans le cas du Parti communiste italien (PCI), par exemple, seul autre parti communiste occidental à avoir connaissance du rapport. Palmiro Togliatti a reçu le rapport et, connaissant le russe, il a pu le lire, mais n'en a pas dit pas un mot à ses camarades présents à Moscou. Tout ceci, je le répète, était largement connu.

Ce que nous percevons mieux aujourd'hui, c'est le déroulement de la suite, c'est-à-dire la chronologie de la réception du 20e congrès, notamment en France. Je rappelle brièvement que la délégation du PCF rentre en France au début mars et que, le 9 mars, Jacques Duclos fait acclamer le nom de Staline devant les militants communistes réunis à Paris, salle Wagram. Le 13 mars, le bureau politique se réunit. Nous n'en avions pas de trace jusqu'alors, mais grâce au travail accompli par Mathilde Régnaud-Nassar qui présentera demain une communication sur les notes et les carnets de Maurice Thorez, nous connaissons désormais les notes personnelles du dirigeant communiste sur cette séance du bureau politique. Lors de la réunion, Thorez évoque le 20e congrès de façon quasi subliminale. Il rend compte de ce qui a été dit au sujet de Staline, mais il reste muet sur le rapport secret. Il adopte donc la position à laquelle se range au même moment Togliatti en Italie, c'est-à-dire le silence : le 13 mars, on ne parle pas du rapport secret. Les difficultés commencent lorsque, le 16, *le New York Times* publie, sous la plume de son correspondant à Moscou, Harrison Salisbury, une information sur la discussion en cours parmi les communistes

[1] La délégation était composée de Maurice Thorez, Jacques Duclos, Georges Cogniot et Pierre Doize.

d'Union soviétique sur le rapport secret. Suite à ce qui constitue la première information sur le document dans le monde occidental, *l'Humanité* publie les 19 et 20 mars des reportages de son propre correspondant à Moscou, Pierre Hentgès, qui confirment que les communistes soviétiques discutent d'un second rapport Khrouchtchev, consacré « aux mérites et aux erreurs du camarade Staline ». Ainsi, le 19 mars, *l'Humanité* atteste-t-elle de l'existence du rapport secret, alors que le 13 mars Thorez n'en a rien dit devant le bureau politique.

Le 22 mars, le comité central du PCF se réunit. Maurice Thorez n'y assiste pas, se sentant sans doute déjugé par l'information divulguée dans *l'Humanité* qui contraste avec le silence qu'il a observé lui-même. Premier enseignement des archives du PCF : la séance du comité central du 22 mars est la seule parmi toutes celles qui ont été tenues durant l'année 1956 dont l'enregistrement sonore n'ait pas été conservé. Les raisons n'en ont jamais été éclaircies. Par contre, on dispose dans les archives du PCF, mais également dans le fonds Jacques Duclos conservé au musée de l'Histoire vivante à Montreuil, de quelques extraits du rapport introductif prononcé par Duclos. Ils permettent d'établir un élément nouveau, Jacques Duclos évoque explicitement le rapport secret. Il justifie d'abord le silence entretenu jusque-là, par la volonté de la direction du PCF d'en parler d'abord devant le comité central. Il procède ensuite à une présentation qui met en place ce que l'on pourrait appeler « le mensonge » sur le rapport secret, en affirmant que le texte relève à la fois les mérites et les erreurs du camarade Staline. Quand on sait que le mot *« mérite »* figure peut-être une fois dans ce rapport, la volonté manifeste de préserver malgré tout l'équilibre entre les mérites et les erreurs est éloquente. Le noyau dirigeant est manifestement rassuré par cette explication, qui ne provoque pas de remous à l'intérieur de la direction communiste. Le seul membre du comité central à exprimer un point de vue véritablement critique est Pierre Courtade ; les autres ne laissant pas paraître, du moins nous n'avons pas la preuve du contraire, de franches critiques. Pierre Courtade, lui, demande des explications. On serait tenté de dire qu'à ce moment, il est le plus khrouchtchévien des dirigeants français.

Le 10 mai suivant se tient une nouvelle réunion du comité central. Les archives, en particulier les enregistrements sonores des réunions, en attestent, Maurice Thorez est bien présent cette fois, et il a manifestement pris le parti de déballer l'affaire. Il reconnaît : *« nous avons eu connaissance du rapport secret »,* alors que le 22 mars Duclos en avait admis l'existence sans préciser que la délégation française avait pu en prendre connaissance. Il affirme : *« nous avons eu connaissance du rapport secret, il y avait les mérites et les erreurs du camarade Staline »*, ajoutant même : *« j'ai dit à Khrouchtchev, je ne comprends pas, alors que le rapport spécial évoquait les mérites et les erreurs, pourquoi publiquement ne parler que des fautes »*. Enfin, il livre une version déformée des faits car, évidemment, le rapport secret ne disait pas ça et, selon toute vraisemblance, il n'a pas tenu à Khrouchtchev les propos qu'il rapporte devant le comité central. A partir de là, les jeux sont faits et le Parti communiste ne changera plus d'analyse. On peut même dire que, au mois de juin, il profitera du

recul qu'opérera Khrouchtchev par rapport à son attitude de février. Face à la pression des conservateurs en Union soviétique, le dirigeant soviétique adopte en effet un repositionnement « centriste », entériné par la résolution officielle du PCUS du 30 juin qui procède à une lecture très en retrait du rapport secret, lequel ne sera jamais publié officiellement. Le PCF se sentira vraisemblablement conforté dans ses options par ce recul de Khrouchtchev devant les conservateurs du Politburo.

Voilà pour l'état actuel de nos connaissances. A vrai dire, il n'a pas connu de véritable bouleversement, mais l'ouverture des archives permet d'entrer plus avant dans le détail du processus décisionnel. Celui-ci se caractérise notamment par le fait que Thorez, comme Togliatti au départ, manifeste une attitude de refus. La différence réside dans le maintien par Thorez de cette position pendant toute l'année 1956. Il s'appuie dans un premier temps sur les réactions du Parti communiste chinois aux orientations du 20e congrès du PCUS, puis sur la résolution soviétique de juin consacrée au culte de la personnalité - dont j'ai dit qu'elle marquait un retrait par rapport à la ligne du 20e congrès, pour imposer à la direction du PCF puis au parti tout entier une lecture extrêmement réductrice, réticente à l'égard des révélations sur le bilan de Staline.

Quelques mots à présent sur le processus décisionnel et l'interprétation qu'on peut en proposer. Comment expliquer que les choses se déroulent ainsi au sein du Parti communiste français alors qu'en Italie le processus de discussion apparaît plus complexe ? A mon sens, une piste réside dans l'étude comparative des mécanismes de direction de ces partis, au cœur desquels un rôle différent est attribué à l'appareil dirigeant lui-même et, notamment, au Secrétaire général. La légitimité de Thorez et de Togliatti dans leur parti est comparativement aussi forte. Mais les conditions d'existence du Parti communiste italien, notamment durant la période de la clandestinité, ont établi une sorte de légitimité multiple. Togliatti possède une véritable autorité, mais les dirigeants qui ont assumé les responsabilités notamment à l'intérieur, en Italie, pendant la période de la clandestinité, ont acquis eux aussi de la légitimité. Sans remettre en question le magistère de Togliatti, ils se sentent autorisés, notamment au printemps et à l'été 1956, à interpeller Togliatti et à exiger des explications de sa part. Il en va différemment dans le parti français, où la légitimité et le charisme de Thorez sont confortés par le fait que ceux qui, à la direction du PCF, pouvaient apparaître à un moment ou un autre comme contestant sa légitimité et son autorité ont été mis à l'écart. C'est le cas de Jacques Doriot en 1934, d'André Marty en 1952 et - quoique dans une moindre mesure - d'Auguste Lecœur en 1954.

Pourquoi Thorez adopte t-il cette position de refus ? Rappelons que c'est une position commune dans le mouvement communiste international, à quelques exceptions près : Togliatti, Tito et Gomulka. Elle exprime la sorte de rupture qui s'opère entre le projet khrouchtchévien et ce qu'est, à ce moment-là, le mouvement communiste international. Khrouchtchev s'engage dans la dénonciation de Staline, parce qu'il considère qu'elle permet de faire bouger le sys-

tème, le modèle soviétique fixé à partir de 1929, sans le remettre en question sur le fond. On pourrait dire que, pour lui, se débarrasser de Staline constitue la meilleure façon de sauver le système. La complexité de la chose, c'est que si en Union soviétique, Staline est identifié à un mode de gestion sociale, à l'échelle du mouvement communiste international, sa figure rayonne comme la pièce maîtresse d'une culture dépassant largement le cadre d'un modèle de société. D'une certaine façon, être du côté de Staline, éprouver de l'amour pour Staline, c'est la manière d'être et de s'affirmer communiste. C'est le moyen de se distinguer de ceux qui ne sont pas communistes, aussi bien des adversaires du communisme que des tenants de la social-démocratie. En cela, l'identification à Staline procède d'une forme d'incarnation de l'identité communiste par la négative, inscrite dans une culture de guerre froide qui n'a pas disparu en 1956 et qui exige de choisir son camp. Or si, à plusieurs reprises entre 1929 et 1956 les communistes ont changé d'orientation politique, ils éprouvent l'impression en 1956 qu'on leur demande, non pas un changement de ligne, mais un changement d'identité. La réponse massive en 1956, c'est « non », et Thorez est totalement de ce côté-là.

Pourquoi Thorez se fixe-t-il dans le refus, optant plutôt pour l'option de Mao Tsé Toung, plutôt que pour celle de Khrouchtchev ? J'y vois, et je terminerai par là, trois raisons principales :

D'abord, il pense qu'il n'a pas besoin des remises en cause initiées par Khrouchtchev. La situation du Parti communiste français en 1956 apparaît plutôt bonne, ses résultats électoraux sont convenables, alors que le Parti communiste italien, par exemple, connaît des problèmes d'implantation, notamment dans le monde ouvrier. A la limite, les révélations khrouchtchéviennes semblent devoir entraîner plus une gêne qu'une aide pour l'activité du PCF, engagé en 1956 dans des discussions avec les socialistes ambitionnant de déboucher sur un nouveau Front populaire, dans la réponse au problème de l'Algérie, etc.

Ensuite, il n'est pas prêt. Maurice Thorez a démontré une créativité politique extraordinaire à différentes périodes, et notamment entre 1934 et 1937. Mais une question de fond constitue un véritable butoir culturel pour lui, celle de la dictature du prolétariat. Il est prêt à développer de la créativité, de l'innovation, de l'ouverture politique, mais pas à la remise en cause de la dictature du prolétariat qui reste continûment la pierre angulaire de sa réflexion politique et théorique. Et cela le conduit à une sorte d'identification avec ce qui s'est fait en Union soviétique, à partir de 1929 jusqu'aux années 1934 ou 1937, c'est-à-dire la période de la mise en place du modèle soviétique stalinisé. Thorez ne voit pas comment on peut faire autrement. Alors que, à la fin de la seconde guerre mondiale, Georges Dimitrov ou Palmiro Togliatti sont prêts à essayer d'esquisser des cheminements stratégiques dans des univers mentaux différents, Thorez n'y parvient pas. Et pour lui, en 1956, accepter la dénonciation de Staline revient à ouvrir la boîte de Pandore et avaliser la remise en cause du modèle soviétique, de la dictature du prolétariat ; c'est finalement estimer que Léon Blum avait raison en 1920 et que le communisme n'a pas de raison d'être.

Troisième facteur, Thorez est à cette époque d'une certaine façon un homme brisé. J'évoquais à l'instant sa créativité extraordinaire, notamment entre 1934 et 1937. Mais il a été profondément affecté en deux occasions par l'obligation de se plier à des réalignements stratégiques, contraires à ses convictions mais imposés par l'Internationale communiste. En 1939, le passage d'une ligne de Front populaire à celle fondée sur la notion de guerre impérialiste ; en 1947, le tournant du passage à la ligne de guerre froide, à la ligne des deux camps. En 1956, Staline n'étant plus là, pour la première fois, il avait la possibilité de dire non, ou plus exactement, dans cette nouvelle situation de dire oui, oui aux orientations krouchtchéviennes. Mais vraisemblablement, pour cet homme fatigué, usé par la maladie, la dimension psychologique a pesé de façon non négligeable dans le choix. Voilà comment, de mon point de vue, s'est noué à l'intérieur du groupe dirigeant français ce ratage historique, le ratage de l'opportunité ouverte par le rapport secret.

Denis PESCHANSKI

Merci pour ce développement sur le Parti communiste français. L'articulation dont il procède entre analyse des facteurs identitaires et mise en perspective comparative constitue un premier apport à notre discussion. Avant de passer la parole à Marc Lazar, dont j'imagine qu'il souhaitera revenir, entre autres, sur la comparaison entre le parti français et le parti italien, je voudrais la donner à Danielle Neirinck, Déléguée aux Célébrations nationales, pour nous dire pourquoi l'année 1956 a été retenue et inscrite au programme des Célébrations nationales du ministère de la Culture pour 2006.

Danièle NEIRINCK

Il peut sembler effectivement étonnant que le Haut comité des Célébrations nationales ait fait ce choix, comme cela, de prime abord, si l'on considère que son Président, Monsieur Jean Leclant est un éminent égyptologue et qu'il est secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. C'est ignorer que les douze personnalités choisies par le ministre de la Culture et de la communication pour une durée de trois ans sont représentatives des grands domaines historique, littéraire, artistique, scientifique et technique. Le Haut comité des Célébrations nationales est conscient de ses missions : éduquer à la citoyenneté par la mémoire ; être attentif à la diversité des repères d'une histoire, nationale et européenne. Il essaie de ne pas laisser de côté les repères politiques. Il est des faits qu'il est nécessaire de rappeler parce qu'ils structurent la conscience que l'on a de son temps. Le Haut comité des Célébrations nationales sait qu'il travaille sur une histoire courte, celle de la constitution de la nation française, dans un espace européen, à partir duquel se découvrent d'autres espa-

ces et d'autres rationalités. Il sait également qu'il est des silences qui peuvent paraître des oublis.

C'est dans cet esprit qu'il a examiné trois dates que la secrétaire - je veux dire la petite main qui prépare le travail que je suis - lui a présentées avec les anniversaires 2006 : le 20e congrès du PCUS (février 1956) qui reconnaît les fautes de Staline (mort en 1953), la publication dans la presse internationale (été 1956) du rapport « secret » reconnaissant ses crimes, enfin le soulèvement de Budapest (fin octobre 1956) et la répression soviétique qui s'ensuivit. Tous les membres du Haut comité des Célébrations nationales ont été unanimes pour dire qu'à défaut d'être fêtés, ces événements devaient être rappelés et Monsieur Maurice Agulhon a souhaité rédiger l'article les rappelant. Il m'avait dit alors, je m'en souviens très bien : *« vous aurez un texte bien balancé qui expliquera tout - dont notre choix »*. En fait c'était - mais je ne pouvais pas le savoir - la dernière fois qu'il assistait à une réunion du Haut comité des Célébrations nationales. Quelques semaines plus tard, j'ai reçu un texte, manuscrit et très difficilement lisible - alors que son écriture m'est familière depuis de longues années. La fin m'a surprise par sa brièveté. J'avais l'impression qu'il manquait au moins un paragraphe sur les événements de Hongrie. Je lui ai immédiatement téléphoné et j'ai appris qu'il avait été victime d'un accident vasculaire. Tant bien que mal j'ai arrangé la dernière page de son texte et le cabinet du ministre a souhaité que pour étoffer ce texte - évidemment un peu court - on fasse appel à un témoin oculaire s'agissant de la Révolution hongroise. Avant de venir parmi vous aujourd'hui, j'ai relu mes notes et le texte de Monsieur Maurice Agulhon. Je me suis rendue compte ainsi qu'en écrivant il avait sans doute dialogué avec un interlocuteur imaginaire qui lui aurait posé la question que vous vous posez aujourd'hui. Monsieur Agulhon y répondait point par point. Voici ses arguments, qui sont - je le souligne - aussi ceux du Haut comité des Célébrations nationales :

« 1956 est une année importante dans l'histoire intérieure de la France, notamment parce qu'elle ébranle la puissance du "parti de Maurice Thorez". Depuis qu'au printemps de 1934 Staline avait découvert que l'ennemi le plus dangereux pour le communisme de l'URSS n'était pas la pauvre France de Poincaré et d'Herriot mais l'Allemagne d'Hitler, le PCF avait reçu pour rôle d'appuyer le patriotisme français, allié potentiel de la Russie, et pour cela de réintégrer la Nation. Cette politique eut un immense succès populaire, qui valut au PCF une croissance en effectif, en électorat, des influences de toutes sortes et fit de lui un acteur de tout premier ordre au temps du Front populaire, de l'Occupation et de la Résistance, de la Libération et encore (défensivement cette fois) au temps des débuts de la "guerre froide". Puissance énorme (peut-être 500 000 adhérents, 25 % des voix aux élections, contrôle total de la CGT, etc.), consolidée par une discipline de fer et une cohésion morale redoutable, consistant en fait en une véritable dévotion aux dirigeants, Staline le premier d'entre eux, et Thorez pour la France. C'est ce système qui est contesté de diverses façons, en 1956, du dehors et du dedans, ce qui justifie que l'on fixe à cette date son entrée dans une phase durable de lent affaiblissement.

Du dedans d'abord. La mort de Staline (9 mars 1953) inquiète et Khrouchtchev tarde à devenir un leader incontesté. C'est chose faite en février 1956, au 20e congrès du PCUS, où son rapport de secrétaire général reconnaît qu'il y a eu des fautes dans la politique de Staline. Puis survient la publication dans la presse internationale (en France, *Le Monde* du 4 juin) d'un autre rapport, initialement secret, reconnaissant et dénonçant des "crimes". Le PCF le mit en doute *("rapport attribué à K.")* mais le tabou de l'admirable perfection du régime et des dirigeants du "pays du socialisme" était bel et bien rompu.

C'est le début d'une ère de contestations internes, notamment de la part des intellectuels, qui ne cessera plus, sinon par la série longuement échelonnée de l'exclusion ou de la démission des contestataires. D'autant que - quand une brèche est ouverte elle ne peut que s'élargir - la contestation ou la discussion ne s'en prennent plus seulement aux outrances sectaires de la propagande ou de la discipline mais aussi à des actes relevant de la politique générale elle-même en cours de changement : c'est dans le même semestre que le parti décide de maintenir son soutien au gouvernement SFIO (Guy Mollet), refusant ainsi de prendre clairement parti pour la révolte nationale des Algériens, ce que bien des militants eussent trouvé plus conforme aux principes révolutionnaires.

Ceci nous amène vers l'extérieur. L'Algérie en révolte donc, ce qui mènera la France au fiasco de Suez. Mais aussi réactions antistaliniennes en Europe dans les démocraties populaires (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, etc.). Khrouchtchev, auteur d'une esquisse de libéralisation en URSS, ne peut accepter en Europe centrale des libéralisations qui aboutiraient, de fait, au rétrécissement de l'Empire soviétique. Ici il joue la résistance, et c'est l'intervention meurtrière de l'Armée rouge qui rétablit le communisme à Budapest.

Quand Khrouchtchev, qui leur était suspect, redevient un brutal stalinien, les staliniens français redeviennent khrouchtchéviens : ils approuvent l'entrée des chars russes dans la capitale hongroise. Et c'est la deuxième date historique de cette extraordinaire année 1956. L'opinion publique française, toujours majoritairement hostile au communisme, s'indigne avec colère à la fois contre l'URSS et contre la direction du PCF ; survient le 7 novembre une véritable émeute au centre de Paris pour attaquer et tenter de détruire le siège de *l'Humanité* et celui du comité central. Il y a plusieurs morts. Il en reste une trace marquante de topographie symbolique : le siège du comité central était au 44, rue Le Peletier, sur le carrefour dit de Châteaudun (en souvenir de la ville martyrisée par les Prussiens en 1871). Châteaudun devient le carrefour Kossuth (1848, la Hongrie et la Liberté) à la suite d'une décision du conseil de Paris. Le PCF vit diversement ce choc. Beaucoup d'intellectuels quittent alors le parti avec colère, d'autres ont plutôt tendance à rester et serrer les rangs devant ce qui paraît être une menace d'hostilité fascisante. Mais il est sûr qu'une date de spectaculaire importance est franchie.

Quant à Maurice Thorez, vrai symbole du long demi-siècle écoulé, il survit jusqu'en 1964, mais l'ébranlement de sa santé interférant avec celle, bien réelle, du système de direction et aussi avec la confusion politique de l'époque a déjà mis un terme à son "règne" » (Maurice Agulhon).

Je suis heureuse que cette matinée m'ait permis de rendre cet hommage à un homme que j'apprécie énormément et derrière qui je donne un peu l'impression de me cacher, Monsieur Maurice Agulhon que j'ai appris à connaître il y a près de trente ans aujourd'hui lorsque j'étais jeune directeur des Archives de l'Aude.

Denis PESCHANSKI

Cette intervention permet d'évoquer la figure de Maurice Agulhon qui compte effectivement beaucoup pour ceux qui siègent autour de cette table et, plus globalement, pour l'école historique française. Je propose maintenant que Marc Lazar revienne sur la question du processus décisionnel du Parti communiste français dans sa dimension internationale, en procédant éventuellement à une comparaison avec le parti italien, puisque la perche a été tendue par Roger Martelli.

Marc LAZAR

Dans le temps limité qui m'est imparti, je tenterai, en partant de quelques réflexions consacrées au Parti communiste français durant toute cette année 1956 - j'évoquerai ultérieurement le Parti communiste italien - d'étendre mon propos à la succession d'événements internes que connaît le mouvement communiste. Evidemment, cette période est également marquée par la guerre d'Algérie, l'expédition de Suez, les transformations de la société française. Je ferai le choix de ne pas traiter ces événements, même si c'est difficile parce que tout cela est en réalité entremêlé, pour centrer mon intervention sur l'accélération d'événements, dont l'effet cumulatif aboutit à la profonde crise du communisme international qui touche l'un des deux plus puissants partis communistes de l'Europe occidentale, le Parti communiste français. Quels sont-ils ? Il s'agit du 20e congrès du PCUS, des événements de Poznan en Pologne et de l'octobre polonais autour de la figure de Gomulka, violemment attaqué au comité central du PCF, comme en témoignent les archives sonores, et puis de la Hongrie.

Première réflexion : je suis tout à fait d'accord avec la chronologie qu'a présentée Roger Martelli au sujet de la réception du 20e congrès du PCUS. Il me semble que l'élément clé qui s'en dégage est le fait qu'une grande partie du groupe dirigeant français résiste et fait blocage, face à la fois aux pressions extérieures, car elles sont multiples à droite et à gauche, mais aussi aux pressions internes. De ce point de vue, la figure de Pierre Courtade est tout à fait intéressante pour qui écoute les archives sonores des réunions du comité central du PCF. Il prononce durant les réunions de mai, de juin puis de novembre, une série d'interventions marquées par la prudence mais où, chaque fois, il tente de pous-

ser ses arguments. Je tiens à dire en passant tout l'intérêt de l'écoute de ces enregistrements. Bien différents de la retranscription écrite, ils restituent des éléments tout à fait importants comme, par exemple ici, le bruit du poing de Maurice Thorez qui s'abat sur la table, ou les interventions qui coupent la parole d'un orateur.

Deuxième réflexion : la fidélité absolue manifestée par le PCF à l'égard de l'Union soviétique - avec le choix, face au dilemme, de soutenir non pas Khrouchtchev mais les forces les plus conservatrices en URSS - constitue également un élément clé. Je reviendrai sur son interprétation, mais c'est un élément fondamental et qui va porter loin. Je veux évoquer ici un fait qui n'a pas été évoqué jusqu'ici en France, mais qui a été découvert par un chercheur italien, Federico Angel Fieri, il y a maintenant plus de quinze ans. La fidélité à l'URSS érigée en concept, conduisant à la défense inconditionnelle de l'URSS et à l'approbation de l'intervention soviétique en Hongrie, va marquer jusqu'à la discussion qui réunit les représentants des partis communistes du monde entier à Moscou, en novembre 1957, pour décider de la manière dont on allait traiter Nagy. Les communistes hongrois, les archives hongroises en attestent, ont avancé l'idée qu'il convenait de juger Nagy pour traîtrise, ce qui signifiait la condamnation à la peine de mort. Cette proposition a été soumise à tous les dirigeants des partis au pouvoir, mais également à Palmiro Togliatti et à Maurice Thorez. Nous savons que Palmiro Togliatti a approuvé cette mesure. Quant à Maurice Thorez, si les archives n'ont pour l'instant fourni aucun élément à ce sujet, je doute qu'il l'ait désapprouvée, parce que le seul qui ait refusé la condamnation pour traîtrise de Nagy est Gomulka. Ce document de novembre 1957, qui a été publié en italien à partir des sources hongroises, a évidemment provoqué un certain nombre de controverses. Mais depuis plus de quinze ans qu'il a été rendu public, il reste à établir jusqu'où est allée ici, en France, la fidélité thorézienne à l'URSS, notamment dans l'affaire de Imre Nagy.

Troisième réflexion : la consultation des archives, et notamment des enregistrements sonores des réunions du comité central, s'avère extrêmement utile. Sur ce point notamment, l'ouverture de ses archives par le Parti communiste français a rendu un énorme service. L'écoute des enregistrements permet en effet de se rendre compte de la manière dont « un débat est organisé » - si on peut appeler cela un débat - dans les conditions de l'époque. C'est-à-dire d'observer la manière dont chacun va intervenir, essayer éventuellement d'apporter un certain nombre de nuances. Elle permet de mesurer la présence, je dirais l'omniprésence, d'un Maurice Thorez qui, bien qu'affaibli - il s'excuse d'ailleurs à plusieurs reprises de rester assis - intervient régulièrement dans ces débats. Et ce qui est frappant, c'est la violence des échanges. C'était déjà le cas lors de la réunion du mois de mai, c'est également vrai pour la réunion de juin 1956, mais c'est encore plus vrai au moment des événements hongrois, lors des réunions du comité central de novembre et de décembre. La violence des affrontements et - j'utilise ici le terme, quitte à être repris - la manipulation des termes. Car, selon les emplois qu'on fait d'un mot, on induit un certain nombre de

choses. Quand on parle, par exemple, de contre-révolution au sujet des événements hongrois, quand on dénonce - je cite - *« les pogroms des communistes »*, cela induit évidemment un certain type de perception de la réalité. Et quiconque critique cette position est supposé être du côté des capitalistes, de l'impérialisme, des traîtres, etc. Je crois donc que ces enregistrements doivent être écoutés par tous les historiens qui souhaitent étudier le processus qui aboutit à une décision, car la retranscription papier édulcore la virulence des affrontements, et notamment celle des condamnations.

Quatrième réflexion : au sujet de la comparaison entre le Parti communiste français et Parti communiste italien, je suis d'accord avec Roger Martelli tout en souhaitant introduire un petit point de divergence. Il me semble qu'il ne faut pas trop accentuer la différence entre les deux partis, et - pour dire les choses brutalement - qu'on a parfois eu trop tendance à opposer un « bon » Parti communiste italien à un « mauvais » Parti communiste français. Dans l'historiographie togliattienne du PCI, reprise par des opposants au sein du PCF, puis par toute l'historiographie internationale, on considère qu'il y a un « bon » Parti communiste italien, qui aurait approuvé le rapport secret. C'est totalement faux, Roger Martelli l'a démontré. L'attitude de Togliatti résulte effectivement d'une forte pression interne et externe, notamment liée à la présence du Parti socialiste italien. Or, cela n'a pas été mentionné, mais c'est fondamental, le Parti communiste italien est allié au Parti socialiste italien, c'est d'ailleurs le seul cas en Europe occidentale après la fracture de 1947. Le Parti socialiste italien est en train de s'autonomiser du Parti communiste italien. Il condamne de plus en plus fortement l'Union soviétique, Pietro Nenni y joue un rôle important, puis arrivent les événements hongrois. Palmiro Togliatti a en mémoire l'expérience du fascisme et de l'isolement du Parti communiste italien, il est très attentif à ne pas renouveler ce type de situation. Contraint et forcé, il donne donc son fameux entretien à la revue *Nuovi Argomenti*. Mais, hormis cette concession de juin 1956, il consacre ses efforts à reprendre en main la direction du Parti communiste italien. Pour cela, il se positionne au centre du débat interne de ce parti, entre d'un côté, les forces, qui ont parfois été présentes dans la résistance italienne, comme Pietro Seccia, et qui estiment qu'il ne faut surtout pas condamner Staline et qu'il faut revenir à une fidélité absolue à l'Union soviétique, et ceux, qu'il va qualifier de révisionnistes, qui pensent que le 20e congrès du PCUS a soulevé un certain nombre de questions et qu'il convient de condamner l'intervention soviétique en Hongrie. Pour autant, il ne faut pas édulcorer les différences entre les deux partis qui vont se manifester nettement à la fin de l'année 1956. Le 8e congrès du PCI tente de poursuivre dans une voie médiane, tandis que le PCF campe sur une position plus orthodoxe. La polémique va s'ouvrir. D'ailleurs, dans les archives du comité central du PCF, nous trouvons l'expression de la vive condamnation de deux partis en Europe : le parti polonais de Gomulka et le parti italien de Togliatti. Mais les choses sont beaucoup plus complexes qu'on ne l'a souvent dit.

Cinquième et dernière réflexion : comment interpréter tout ça, et notamment cette position du Parti communiste français ? Il me semble que le recours

aux trois fameux « I » des sciences sociales : les idées, les intérêts et les institutions, peut s'avérer opératoire.

Premier élément, les idées. Comme l'a dit Roger Martelli, la position de Thorez est fondée sur un ensemble d'éléments doctrinaux fondamentaux à l'époque. Il est vrai qu'aujourd'hui, nous avons tendance à relativiser cette importance de la doctrine, mais elle est essentielle, comme cela a été relevé au sujet de la dictature du prolétariat. Ajoutons aussi la conviction, la croyance, qui fonde chez, disons les « thoréziens » pour aller vite, une perception, une représentation du monde qui ne permet pas de procéder à une remise en cause d'ensemble, même si la direction du PCF reconnaît un certain nombre d'éléments critiques.

Deuxième élément, la défense des intérêts. Il est très clair que la préoccupation manifestée en 1956, c'est celle de sauver l'institution partisane, de défendre le parti, l'esprit de parti. Et de ce point de vue là, c'est tout à fait intéressant à observer, il est indispensable de préserver le parti de toute contamination externe et interne, de sauver la pureté de l'organisation. Nous aurons peut-être l'occasion de revenir sur les effets qui en découleront pour l'ensemble du Parti communiste, aussi je ne veux pas trop développer cet aspect ici. Mais, il y a aussi le souci de préserver les intérêts du groupe dirigeant. Je n'exclus pas complètement, même si ce n'est qu'une hypothèse, que, dans le groupe thorézien se soit manifestée une inquiétude quant à une éventuelle contestation - même si apparemment elle ne se manifeste pas et n'est pas non plus combattue explicitement - ou au moins quant à un risque de perturbation de l'emprise du groupe thorézien sur le PCF. Je signale que, au PCI, c'est le cas. Palmiro Togliatti va être confronté, en particulier au cours de l'été 1956 et surtout après la première intervention soviétique en Hongrie, à une réelle difficulté. On retrouve cette situation dans une moindre mesure dans le cas de la CGT française, lorsque la CGIL (Confederazione generale italiana de lavoro) et le leader historique du syndicalisme italien, Giuseppe Di Vittorio, condamnent la première intervention soviétique. Et comment réagit alors Togliatti ? Il en appelle aux Soviétiques pour une intervention en Hongrie tout en exposant qu'il est contesté dans son parti. Cela ressort de documents qui ont été publiés dans la dernière livraison de la revue *Communisme* par notre collègue espagnol Antonio Elorza. *« Di Vittorio, dit en substance Togliatti, est en train de me contester »*. C'est dire qu'il y a un affrontement, en tout cas perçu ou utilisé par Togliatti. *« Mon pouvoir risque d'être mis en cause »,* poursuit-il. Di Vittorio a toujours affirmé qu'il n'avait jamais tenté de prendre la direction du Parti communiste italien. Mais telle est la perception de Togliatti et, surtout, telle est la manipulation togliattienne pour préserver son pouvoir.

Troisième élément, le système des institutions. A travers tout ce blocage que nous venons d'évoquer : résistance sur le 20e congrès, sur les événements de Poznan, sur l'octobre hongrois, sur l'insurrection hongroise, on peut déceler selon moi la tentative - désespérée - de préserver ce que l'on a pu appeler le système communiste mondial. C'est-à-dire, même si on peut discuter ensuite de toutes ces notions, l'articulation URSS-démocraties populaires-Parti communiste français. Cela fait système mais, à l'époque, risque de se déliter. Et sur ce

point, je partage l'analyse de Roger Martelli, il y a une formidable intuition thorézienne. Maurice Thorez l'exprime d'ailleurs, en avril 1956, quand il fait son fameux voyage en Italie à l'occasion duquel il rencontre Palmiro Togliatti à Florence. Nous connaissions le compte rendu qui en avait été fait par Cerutti et nous disposons maintenant des archives de l'Institut Gramsci. Lorsque Thorez dit à Togliatti *« il faut arrêter de remuer toute cette boue »*, il manifeste l'intuition que, si on commence à toucher à un élément du dispositif essentiel du système, en l'occurrence l'URSS, tout risque de s'effondrer. Cette inquiétude de Thorez porte sur ce que nous sommes plusieurs à avoir appelé la dimension téléologique du communisme. Denis Peschanski, qui préside cette table ronde, a d'ailleurs été l'un des premiers, avec Stéphane Courtois, à faire la distinction entre dimension téléologique et dimension sociétale. Cette inquiétude va conduire chez Maurice Thorez à un processus de négation. Pour lui, il faut absolument refouler complètement tout cela. On va alors retrouver des ressorts connus, la manipulation, l'invocation de la défense du Parti communiste, de la fidélité à la classe ouvrière. Si on se penche sur les effets que cela aura sur l'organisation communiste, dont l'opinion nous est connue à travers un certain nombre de sondages qui ont été réalisés, on mesure que Thorez n'avait pas tort sur le coup.

Denis PESCHANSKI

Cette intervention a permis de creuser la notion d'identité et de situer où se trouvait finalement, pour Thorez et le groupe dirigeant du PCF, l'enjeu identitaire. Je propose à Bernard Pudal de revenir sur la question du processus décisionnel, avant de passer la parole à Serge Wolikow.

Bernard PUDAL

D'abord, je n'ai pas préparé d'intervention écrite, puisque nous étions conviés à une table ronde de discussion. Ensuite, étant assez d'accord avec ce qui a été dit jusqu'à présent, je voudrais faire quelques remarques au sujet des processus décisionnels, tout en laissant si possible ouvertes un certain nombre de questions. Car, pour ce qui me concerne en tout cas, beaucoup de questions restent ouvertes, y compris quand on a eu accès aux archives, ce qui est mon cas. J'ai passé une partie de l'année dernière à essayer de prospecter quelques éléments dans les archives et, je crois pouvoir en témoigner, ce n'est pas si simple que ça. Je rejoins totalement Denis Peschanski, qui disait tout à l'heure que les archives ne parlent pas d'elles-mêmes.

Contrairement à ce qui semble être dit ici, tout me semble mystérieux dans cette affaire, en premier lieu, le rapport dit « secret ». Pour ce que j'en sais, et je regrette sur ce point l'absence de Jean-Paul Depretto, il ne s'agit pas du tout d'un

rapport facile à analyser au regard des logiques de fonctionnement de l'Union soviétique et de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique. Le terme même de rapport secret, il faudrait en faire l'histoire, savoir qui l'a utilisé, comment, etc. puisque, comme le montre un article de Jean-Paul Depretto publié par la revue *Fondations*, dans lequel il étudie la réception du rapport dit « secret » de Khrouchtchev dans la région de Gorki, ce rapport a été immédiatement connu de tous les militants communistes russes mais aussi de « sans parti ». Il a fait l'objet d'une information tout de suite après qu'il ait été prononcé, le texte du rapport lui-même n'étant d'ailleurs pas connu. Pour ce que je peux en savoir, un rapport, qui était en partie le rapport Khrouchtchev, a effectivement circulé. Mais, en définitive, nous ne disposons pas du texte exact du rapport réellement prononcé au 20e congrès du PCUS. C'est du moins ce qu'en disent les soviétologues, en particulier Jean-Paul Depretto. Il faut donc être prudent dans cette affaire. L'un des problèmes que soulève cette affaire concerne le degré de fermeture manifesté par la direction du PCUS à l'égard d'un texte, dont elle a tout fait par ailleurs pour qu'il soit connu du monde entier. On ne peut pas faire discuter un texte à des dizaines de milliers de communistes en URSS, en Pologne et ailleurs sans que des informations circulent sur son contenu. C'est un problème qui, pour moi, reste entier. Je passe là-dessus mais c'est quand même une question importante, en particulier pour la suite. Parce qu'évidemment, quand ce rapport dit secret va être publié en France, on va se trouver dans une toute autre situation. Personnellement, je ne fais pas d'histoire, disons « normative ». Je ne considère pas que la direction du Parti communiste français ait commis une erreur en refusant d'admettre la réalité du rapport, etc. Ce n'est pas mon problème. Ce qui m'intéresse, on peut le contester, mais c'est ma position, ce sont les raisons pour lesquelles les protagonistes - Thorez en particulier - étaient obligés, dans une certaine mesure, d'agir comme ils l'ont fait, ou en tout cas, les rationalités qui sont au principe de leur réaction. Il semble que c'est plus compliqué que ce qui en a été dit et je voudrais avancer quelques hypothèses.

Première hypothèse, le rapport de Khrouchtchev est un rapport stalinien. Je ne peux pas développer cela ici, mais ce qui caractérise de mon point de vue le monde communiste, c'est qu'il est un monde biocratique. Autrement dit, que l'évaluation de tous les individus dans la société soviétique, dans le parti, etc. est fondée sur une évaluation du capital politique, lequel capital politique est fondé sur toute une série - je renvoie à tout ce que nous avons pu publier avec Claude Pennetier à ce sujet - d'évaluations de la biographie des gens. En fait, dans ce qui est appelé le rapport secret, Khrouchtchev propose une nouvelle biographie de Staline. Elle vise à casser - en cela, je suis d'accord avec Marc Lazar - le lien magique d'identification qui caractérisait le monde stalinien. Or ce lien irrigue toute la culture communiste et bien entendu si, en Union soviétique, les dirigeants soviétiques peuvent s'imaginer contrôler les effets symboliques du travail de déconstruction du mythe de Staline, il va de soi que, dans les pays capitalistes entre autres, les partis communistes qui ne sont pas au pouvoir ne peuvent pas contrôler ces effets. C'est pourquoi ils envoient des délégations qui portent en substance le message : *« Attention ce n'est pas possible, il faut qu'il y ait un autre*

type d'analyse de ce qui s'est passé. On va passer des compromis ». Ce qui va déboucher sur la résolution du 30 juin 1956, importante, car elle permet aux directions communistes de mettre sous le boisseau le rapport attribué à Khrouchtchev. C'est à partir de ce moment-là qu'on va dire qu'il est attribué. Elle permet de le mettre sous le boisseau et de proposer une autre théorie des erreurs de Staline, qui passe par une réévaluation de l'individu lui-même et une mise en cause du contexte : Staline a été Staline parce qu'il y avait la situation de guerre, parce qu'il y avait les ennemis extérieurs, etc. J'en passe et des meilleures.

Il y a bien là contradiction entre des logiques propres. D'une part, celle qui est liée au fonctionnement du PCUS, aux conflits internes à sa direction, à la non perception des effets que produira ce texte une fois divulgué dans le monde entier, d'autre part, celle qui découle de la perception qu'en ont immédiatement Thorez, bien entendu, et d'autres qui ne peuvent pas contrôler ce processus. Cela met en cause tout le fonctionnement de ce que j'appelle le mode « ecclésial » de l'église communiste, le mode « ecclésial » du parti. Je ne peux pas développer ici, mais il ne s'agit pas seulement d'une métaphore. Il faut désormais composer avec cette nouvelle donne et, partant de là, il y a une évolution, contrairement à ce qui est souvent avancé. Pour ma part, je considère que le rapport secret de 1956 marque une date importante dans l'histoire du communisme français, puisqu'il va lui falloir aménager la réalité du Parti communiste sur fond d'une crise symbolique impossible à refermer. C'est le moment où le guide génial devient l'incompétent qui dirigeait le front et la stratégie militaire soviétique à l'aide d'un globe terrestre, comme l'affirme Khrouchtchev. Il va de soi que c'est effectivement insoluble. Une série d'effets va en découler au sein du PCF, comme on le voit à partir des archives. Par exemple, et c'est une chose qui n'a pas été dite ici, la valorisation de ce qui va être appelé la direction collective, c'est-à-dire de l'intellectuel collectif. Autrement dit, on va remplacer le mode de fonctionnement stalinien par un mode de fonctionnement, je dirais fondamentalement issu de la matrice stalinienne, mais qui suppose un élargissement, avec des contradictions et des conflits au sein du groupe dirigeant. Il va d'ailleurs y en avoir, comme l'affaire Servin-Casanova et bien d'autres. On voit très bien à partir des archives que, à partir de 1956, les intellectuels communistes acquièrent progressivement une importance de plus en plus grande dans la vie du PCF, en même temps que la direction politique du PCF veille à contrôler les choses. Cela va durer jusqu'en 1978, d'un certain point de vue, moment où la direction met fin à l'ouverture qui a été concédée à un certain nombre d'intellectuels. Mais après 1956, le changement est énorme dans le domaine de la théorie, de la production des considérants théoriques, des analyses historiques, etc.

Ce changement signifie également que le processus décisionnel se complexifie. En schématisant, je dirais que nous n'avons plus une ligne directrice qui passe de Staline par Thorez, etc. Les choses deviennent beaucoup moins linéaires et beaucoup plus conflictuelles. Cela, je voudrais le démontrer en m'appuyant sur les archives. Après 1956, à cause de la divulgation du rapport secret, en particulier dans les milieux intellectuels - c'est ce que je connais le mieux, il faudrait bien

sûr travailler aussi sur la classe ouvrière - on constate que la direction du PCF est particulièrement attentive à ce qui se passe chez les intellectuels communistes. Mais pas seulement. Dans un rapport de 1958 qui figure dans les archives du PCF, Léo Figuères estime que *« ce qui est grave, ce n'est pas qu'il y ait des communistes qui aient fait la pétition, les dix, etc., c'est que tous les communistes doutent, y compris ceux qui sont encore fidèles au parti. Ils doutent de ce qu'ils avaient dit avant… »*. Autrement dit, le doute s'est installé, même s'il ne s'est pas forcément formalisé. Dans cette analyse de Figuères on décèle bien la sensibilité qu'acquiert la direction du Parti communiste aux contradictions qui couvent en cette année 1956. Nous voyons bien, dit-il, que *« certains scientifiques communistes maintenant militent dans leur cellule, etc. mais ils ne s'occupent plus de théorie politique ou de politique et ils font leurs travaux scientifiques à côté »*. Ainsi, la direction du Parti communiste est confrontée à des oppositions intellectuelles qui n'acceptent pas les analyses du soi-disant culte de la personnalité, mais elle est aussi confrontée à l'introduction dans le parti d'un doute généralisé que, dans une certaine mesure, tous les intellectuels communistes traversent sous différentes modalités. Il s'agit d'un problème qui ne sera jamais résolu. C'est dire que, de ce point de vue, 1956 marque une rupture tout en restant inscrite dans une continuité ; même si l'appareil politique devient plus collectif, plus contradictoire ; même s'il assume des conflits ; même si, au lieu d'exclure les intellectuels on va tâcher de les convaincre, etc. Je pourrais donner des exemples tout à fait amusants de la gestion par la section des cadres des contestations intellectuelles au sein du Parti communiste. On n'est plus dans la gestion de l'exclusion, on va discuter avec les gens en essayant de déterminer exactement jusqu'à quel point ils sont en désaccord.

L'introduction de cette complexité et de ces contradictions va se traduire par la création de toute une série d'organismes de réflexion intellectuelle : le Centre d'études et de recherches marxistes (CERM) et bien d'autres… La matrice stalinienne, qui se caractérisait avant 1956 par un mode de fonctionnement procédant d'un lien magique d'identification à un guide génial, a incontestablement évolué. Mais fondamentalement, elle ne pouvait pas être remise en cause parce que les communistes évoluaient dans ce que Serge Wolikow, par exemple, appelle la culture communiste. Il n'était pas possible d'avoir été totalement formé par cette culture et de pouvoir la penser et la critiquer. Dans une certaine mesure, cette crise du Parti communiste français qui commence sous la forme que nous connaissons en 1956, perdure aujourd'hui. Personnellement, je ne suis pas certain que le communisme français soit encore libéré de sa matrice stalinienne, au sens que je lui donne. Il reviendra aux historiens du futur de le dire.

Denis PESCHANSKI

Merci de cette intervention qui repose la question, très classique finalement dans notre démarche historienne, des continuités et des ruptures. Au bout du compte, comme toujours, la réponse n'est jamais l'un ou l'autre. Tu as mis

en évidence des mécanismes complexes qui s'associent à la dimension de rupture, comme cette introduction du doute généralisé. Elément de rupture fondamental, elle constitue le véritable tournant de 1956, c'est très clair. Là, quelque chose se casse dans le système et il y a une tentative de maintenir, malgré tout, l'édifice. Mais on va retrouver cette question de façon récurrente avec plusieurs échos : 1958, 1968, 1977-78. Puisque Serge Wolikow est spécialiste du mouvement communiste international, je lui propose d'intervenir à présent sur les questions que nous avons commencé à évoquer touchant au PCF dans le mouvement communiste international, face à ces bouleversements, ainsi que sur tout autre aspect relatif au contexte international qu'il souhaitera aborder : question coloniale, affaire de Suez…

Serge WOLIKOW

Je précise que le déroulement de cette table ronde est improvisé, de fait nous ne l'avons pas préparé. En conséquence, lorsqu'on intervient en fin de tour de table, il en va comme dans les jurys de thèse, on a rayé au fur et à mesure ce sur quoi l'on voulait intervenir parce cela a déjà été dit par d'autres. Pour autant mon propos liminaire concerne l'approche méthodologique revendiquée avec conviction par Bernard Pudal. Elle consiste au fond à aborder un objet déjà étudié par des historiens à la lumière d'une approche visant à s'appuyer sur l'étude du moment historique pour prolonger la réflexion largement au delà, en l'occurrence jusqu'à aujourd'hui. L'histoire du communisme, dans le moment historique présent, est évidemment dominée par l'effondrement de l'audience politique d'un parti dont l'influence électorale s'est réduite comme une peau de chagrin. Les questions posées par Denis Peschanski soulèvent le problème de la contextualisation et des possibles qu'elle ouvrait, alors que la démarche proposée par Bernard Pudal - je force le trait à dessein pour susciter le débat - revient finalement à dire que ce qui s'est passé ne pouvait pas être autrement : ce qui est advenu devait advenir, c'était écrit… Cette approche induit en quelque sorte l'idée que l'archive, et donc ce que nous allons comprendre ou percevoir à travers l'archive, ne fait que conforter ce que nous avions déjà pressenti. Ce qui nous apparaît comme des espaces de nouveauté que nous découvrons dans l'archive ou dans l'analyse sont en définitive des marges - non pas des marges de manœuvre, mais des marges d'interprétation limitée d'un schéma global plus important que l'investigation et l'analyse. Or, au delà du thème qui nous rassemble aujourd'hui, ce qui m'intéresse, moi, c'est aussi la problématique scientifique qu'il faut construire pour traiter d'une question qui est celle de la marge d'initiative des forces politiques, de leurs équipes dirigeantes dans un moment historique donné. Dès lors, la question posée sur l'année 1956 m'intéresse dans la mesure où elle touche à quelque chose qui, à mon avis, ne ressortit pas simplement au fonctionnement qu'on pourrait appeler « interne » de l'organisation. Il s'agit principalement de la relation de l'organisation à ce qu'on pourrait appeler l'initiative historique dans une situation politique complexe.

Marc Lazar évoquait la multiplicité des événements de cette année 1956 pour le Parti communiste français. Elle constitue effectivement un véritable concentré de plusieurs tendances lourdes de l'évolution historique de toute la période : à ce titre, elle mérite vraiment d'être revisitée dans son ensemble. Selon moi, son déroulement s'opère selon une courbe. Le 5 janvier, a lieu une réunion du bureau politique extraordinaire d'optimisme dans la lecture de l'événement électoral marqué par la remontée du score communiste et le glissement à gauche de l'Assemblée nationale, ce qui semble ouvrir des perspectives très favorables à l'action du PCF. Cette lecture est évidemment inséparable d'une vision stéréotypée stalinienne mettant l'accent sur les possibilités tactiques du moment. Mais elle est également imprégnée par l'histoire propre du Parti communiste marquée par le Front populaire. Cette relation à sa propre histoire est extrêmement forte dans la manière d'envisager les possibilités politiques ouvertes par le résultat électoral. La culture du PCF est d'une certaine manière dominée par l'histoire de ses succès des deux décennies précédentes. Elle renvoie à une expérience politique qui constitue tout à la fois un capital politique collectif, un ensemble de ressources mobilisées de nouveau à ce moment-là, et dont on a l'impression qu'elles vont permettre au Parti communiste de sortir des impasses dans lesquelles il s'est trouvé, durant les deux années précédentes. Si je me réfère au relevé de décisions établi à l'issue de cette réunion du bureau politique du 5 janvier 1956, je relève la formule suivante tout à fait éclairante de ce point de vue puisque la direction du PCF envisage clairement sa participation à la constitution d'un gouvernement de gauche, en précisant qu'elle va agir *« afin de faire progresser l'idée de la formation d'un gouvernement de Front populaire et avec l'idée que justement les communistes ne peuvent pas être écartés de la majorité et ils ne peuvent pas être écartés du gouvernement »*. On le voit, cet optimisme n'est pas un optimisme superficiel, général, de circonstances, il s'appuie sur le précédent historique. Il traduit ce sentiment qu'une nouvelle période s'ouvre, perçue par analogie presque à l'identique du Front populaire.

Les déconvenues sont à la mesure de cet optimisme disproportionné : l'année 1956 n'est plus qu'une suite de désillusions s'enchaînant jusqu'à l'épisode provoqué par l'écrasement du soulèvement hongrois. C'est le moment où le PCF procède à une révision des événements survenus. Il s'efforce de dissimuler son optimisme initial exagéré, en attribuant à la situation internationale la responsabilité du désastre politique en cours. Il est intéressant de constater, si on se penche sur les textes de la fin de l'année, qu'il y a également une intervention privilégiée en direction des intellectuels. Sur ce point, je rejoins Bernard Pudal pour souligner ce travail « vers les intellectuels » sous l'impulsion de Laurent Casanova. Il s'agit notamment pour la direction du PCF d'aller directement vers les milieux intellectuels pour les encadrer, mais aussi pour essayer de les associer davantage à la politique de la direction, sans pour autant leur donner de responsabilités effectives. Il reste surtout que l'interprétation globale de l'année 1956 par le PCF convoque les événements d'Egypte, de Hongrie, d'Algérie pour justifier son attitude sur les événements politiques en URSS.

D'une certaine manière, les événements ultérieurs dédouanent le Parti communiste de l'attitude qu'il a eue en début d'année à l'égard du 20e congrès du PCUS. Je citerai juste cette phrase, extraite d'un relevé de décisions du bureau politique du 10 novembre : *« Rappeler que les événements de la dernière période, notamment ceux d'Egypte, confirment entièrement les justes appréciations du vingtième congrès du Parti communiste de l'URSS sur la possibilité de conjurer la guerre »*. Chaque événement est relu en fonction de ce qui est évidemment l'épisode majeur du début de l'année.

Pour autant, les divers événements de l'année 1956 vont inciter le parti à se replier, alors qu'au début de l'année il imaginait déployer son activité dans la société à l'image de ce qu'avait été le Front populaire. Cela confirme à mon sens la nécessité de penser en termes de rencontre l'articulation du contexte international, de la crise du mouvement communiste, mais aussi l'épisode algérien. Ce dernier fait partie du même moment historique et nous ne pouvons pas le mettre de côté dans l'interprétation. Au sujet de l'Algérie, le Parti communiste manifeste progressivement le sentiment d'avoir été dupé par les socialistes. Après le 12 mars 1956, date du vote parlementaire accordant les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet, on trouve dans un relevé de décisions du bureau politique l'interprétation extrêmement lapidaire suivante : *« des possibilités de contact avec les sections socialistes sont importantes puisque nous avons fait ce sacrifice »,* etc. Ensuite, à la fin du printemps, intervient un vote d'abstention à l'encontre du gouvernement. Puis, finalement, on sait que viendra le premier vote de censure contre le gouvernement. Cette évolution traduit un travail de désillusion profonde, qui, de mon point de vue, contribue à expliquer la manière dont le PCF se replie vers la référence à l'URSS en fin d'année, selon une évolution qui s'accentue à l'automne. Ainsi l'attitude du PCF face aux événements de Pologne et de Hongrie diffère. Le rapport à Gomulka est certes critique, violent même, mais, malgré tout, une distinction est faite à un moment donné, au sein de la direction du PCF, entre ce qui se passe en Pologne, la façon dont on peut apprécier le rôle de Gomulka et les événements de Hongrie. Vu d'aujourd'hui, tout cela peut apparaître secondaire mais ce qui m'intéresse ici c'est le symptôme de cette évolution régressive du PCF durant l'année 1956. Bernard Pudal a sans doute raison de dire que tous les éléments étaient bien là, qui expliquent que le PCF ne pouvait sortir de ce rapport consubstantiel à la conception du parti, à Staline, compte tenu de ce qu'avait été sa propre construction de longue date. Il me semble pourtant que, pris dans sa totalité, le déroulement de l'année 1956 s'apparente, pour le PCF, à un processus de crise, de convulsion, de malaise profond qui laisse des traces durables ; cela ne signifie pas pour autant qu'il était complètement écrit avant d'être advenu.

En guise de participation à l'échange de vues, je souhaiterais soulever la question des marges de manœuvre, la notion de possibilité de faire autrement à tel ou tel moment historique. En écoutant l'intervention de Bernard Pudal, j'avais le sentiment que l'interprétation sociologique nous invitait à refuser

toute illusion sur le libre arbitre des groupes dirigeants, des collectifs et des individus. Il me semble pourtant possible de déceler un certain nombre de moments où des tentatives ont lieu. Ces tentatives s'avèrent infructueuses, tout un faisceau d'éléments nous permettent de l'analyser, mais, en même temps, ne pas voir ces tentatives, c'est ne pas comprendre les cicatrices, c'est ne pas comprendre les problèmes qui se posent dans la gestion par des individus de leur propre parcours. Et cette question du retour qu'opèrent ensuite les individus sur ce qu'ils ont fait ou pas fait, à un moment, n'est pas négligeable non plus.

Au sujet de la dimension internationale, il me semble que la fabrication du rapport Khrouchtchev constitue pour nous un épisode très intéressant, qui renvoie à la question de l'archive. Khrouchtchev a entretenu avec l'archive et avec l'histoire du PCUS un rapport particulièrement ambigu et trouble, puisqu'on a fait travailler une commission spéciale dirigée par l'académicien Pospelov, mise spécialement en place pour instruire le procès de Staline. Et je suis totalement d'accord avec ce que Bernard Pudal a dit de la position stalinienne à l'égard des archives. On a entrouvert les archives pour mieux les refermer ensuite. La manière dont les historiens ont bénéficié de marges de manœuvre pour accéder à ces archives, a été à la mesure de la manière dont ils ont été ensuite dissuadés, ou plus exactement, écartés de l'accès aux archives. La part faite au secret et au rapport à l'archive dans le rapport Khrouchtchev, restera lourde de conséquences pour les trente années postérieures. En officialisant l'idée que la vérité est dissimulée et qu'elle réside dans les archives inaccessibles, il confère à celles-ci une importance politique essentielle. Cela vaut encore dans les années 1980, au moment de la Perestroïka, puisque le rapport Khrouchtchev ne sera publié qu'à la fin de cette décennie. Le rapport Khrouchtchev a eu un effet paradoxal sur l'usage des archives et de l'histoire fondée sur elles en nourrissant l'idée, chez les dirigeants communistes soviétiques mais aussi français, qu'il fallait se méfier de l'ouverture des archives même à des historiens choisis. En ouvrant des archives à des historiens qu'on souhaite utiliser au bénéfice d'une cause politique, on ne mesure pas l'impact des références documentaires et les analyses qu'elles peuvent susciter. A la fin de l'année 1956, ce risque a entraîné la refermeture immédiate des archives.

Denis PESCHANSKI

Serge Wolikow a bien rappelé les dangers de l'analyse rétroactive. Le 1er janvier 1956, on ne savait pas ce qui allait se passer durant toute l'année 1956. Aujourd'hui, traiter de 1956 en bloc en disant « voilà ce qui a pu se passer » et en nous intéressant à la façon dont le PCF a réagi en janvier, en février, en mars, etc. ce n'est pas faire de la belle chronologie, c'est se remettre en situation. Il est vrai que cette linéarité d'événements est récupérée ensuite - y compris dans l'analyse globale qui est faite par le PCF lui-même. Examiner la manière dont cette histoire est réinstrumentalisée est intéressant au plus haut

point. Cela rappelle aussi quelques principes de base comme l'irréductibilité de l'événement. Puisque le débat est lancé, je propose à Bernard Pudal de réagir en évoquant les réactions du PCF, de son organisation aux divers échelons à ces multiples chocs de 1956.

Bernard PUDAL

A défaut de répondre comme historien, avec une haute conscience de l'irréductibilité de l'événement et des dangers de l'analyse rétroactive, je le ferai en fonction du travail que j'ai effectué sur les archives et, plus précisément, les réactions de la direction du PCF et des responsables aux intellectuels face aux problèmes de la création. D'un certain point de vue, ils créent un espace de discussion, ou plus exactement, ils le concèdent. Je m'appuie par exemple sur un rapport présenté par Léo Figuères en 1958, dans lequel il passe en revue les différents types d'intellectuels du parti, selon qu'ils sont en province ou à Paris, que ce sont des scientifiques ou non, qu'ils militent effectivement dans les organismes de base du parti ou pas, etc. Ce qui frappe d'emblée, c'est l'extrême attention qui est portée à la vie interne du parti et à la vie intellectuelle du parti. Elle est liée au fait qu'il s'agit désormais à la fois de contrôler bien entendu, et en même temps de laisser des façons d'exister à ces intellectuels, qui sont dans le doute mais un doute qu'on admet et dont on admet même dans une certaine mesure la légitimité. Cette situation va se traduire par tout une série d'« affaires », par exemple l'« affaire Sorbonne-Lettres », c'est-à-dire l'opposition de la cellule de *Sorbonne-Lettres*, qui commence en 1956 et continue en 1958. Dans les archives du PCF, on trouve la trace, pour cet épisode et pour d'autres, d'une sorte de dialogue mené par des responsables, qui essaient à chaque fois de mesurer précisément les niveaux de désaccord et les raisons des désaccords des intellectuels qu'ils ont en face d'eux.

J'évoquerai un autre épisode, que je trouve assez amusant car il est assez surprenant et donne une vision du PCF beaucoup plus conflictuelle et contrastée que celle qu'on a communément. Le 1er et le 3 juin 1968, la direction du PCF, représentée par une délégation conduite par Roland Leroy, discute pendant deux journées entières avec des intellectuels communistes qui contestent la manière dont la direction communiste gère les événements de mai-juin. J'ai trouvé dans les archives de Roland Leroy - nous sommes là aussi pour valoriser les archives - une feuille blanche sur laquelle Leroy regroupe les noms des trente intellectuels communistes qui sont en face de lui. L'un est tout seul et puis après il y en a trois ou quatre autres, et puis encore trois quatre autres, et tout ça en dégradé, du haut de la feuille à gauche en descendant au fur et à mesure. Ce que je veux montrer, avec cet exemple, c'est la complexité qu'il y a à analyser le fonctionnement et la vie interne du PCF, qu'il ne faut effectivement pas simplifier. De mon point de vue, Roland Leroy tente d'identifier les types d'opposition qu'il a en face de lui, en fonction des arguments qui sont avancés par les

uns et par les autres. Il y a celui qui, manifestement, est tout seul. Celui-là est totalement irrécupérable, il faut se débrouiller pour s'en débarrasser. Et puis, il y a ceux dont on pense qu'une discussion peut les conduire à prendre en considération le fait que, en plein pendant les événements de mai 1968, il est regrettable que des intellectuels communistes prennent position publiquement contre la direction du parti. Ceux-là on peut les amener effectivement à changer de position publique, en tout cas à revenir, etc. Cela prouve que le fonctionnement du PCF après 1956 est beaucoup plus complexe, beaucoup plus contradictoire, du fait que le doute et les contradictions se sont généralisés et conduisent la direction communiste à essayer de gérer tout ça. Pour autant, si la matrice stalinienne a profondément évolué, si elle est devenue profondément contradictoire, rien n'a changé fondamentalement.

Denis PESCHANSKI

Voilà qui relance le débat. Je propose maintenant à Marc Lazar de le prolonger en traitant de l'impact de l'année 1956 sur l'influence du Parti communiste français dans la société française et cette interrelation entre société française et Parti français qui a déjà été évoquée.

Marc LAZAR

Je voudrais faire d'abord un point bibliographique. En évoquant le 20e congrès du PCUS, nous avons cité les travaux de Jean-Paul Depretto. N'oublions pas, parmi les publications en français, l'édition du rapport de Khrouchtchev par Branko Lazitch, en 1976, qui contenait déjà une partie du texte, tel qu'il était disponible à l'époque, avec un appareil critique qui résiste aujourd'hui encore. C'était vraiment un remarquable travail. D'autre part, je signale les travaux de Nicolas Werth décrivant la préparation du 20e congrès grâce à l'exploitation des archives soviétiques. Ils ont été publiés à la fois dans les revues *Communisme* et *l'Histoire* pour bénéficier d'une plus large diffusion.

Cette mise au point faite, je crois que nous pouvons distinguer effectivement plusieurs niveaux dans l'analyse des effets de cette année 1956 pour la dimension du monde communiste, sur ce que j'appellerais le système d'action communiste. Globalement, je crois que nous pouvons nous mettre d'accord sur le fait que l'appareil communiste résiste formidablement. Il résiste en raison de cette culture communiste stalinienne à la française. Ce ne sera pas exactement - même si j'ai voulu nuancer tout à l'heure l'opposition PCF - PCI - le choix italien. Et il résiste malgré le fait que, pour reprendre un modèle sociologique, il y a un certain nombre de gens qui prennent la parole. Ce qui est frappant - même - c'est qu'il y a des gens qui prennent la parole. Nous avons déjà évoqué le cas

le plus emblématique au sein de la direction du PCF, qu'est Pierre Courtade. Mais il y a des gens aussi dans la périphérie, notamment quelques intellectuels, qui prennent la parole pour dire *« il y a d'autres possibilités précisément »*. Bernard Pudal a présenté un modèle explicatif postulant l'inéluctabilité de la culture communiste stalinienne qui ne pouvait aboutir qu'à cette décision du PCF. Il a raison par définition, puisque tel a été le choix. Mais en même temps, c'est vrai qu'il y a des discordances, des divergences, je n'irai évidemment pas jusqu'à employer le mot de dissidence.

Cela nous amène évidemment à soulever la question des intellectuels. L'année 1956 est communément considérée comme le grand moment de l'exode des intellectuels communistes français, et on peut citer à l'appui les noms fameux de François Furet, Annie Kriegel, Emmanuel Leroy Ladurie, etc. Sarolta Klenja'nsky, qui interviendra cet après-midi, nuance ce point de vue dans la thèse qu'elle effectue sous ma direction. Jeannine Verdès-Leroux l'avait fait aussi. De fait, l'ensemble des intellectuels du parti est loin de quitter l'organisation, en particulier dans ce monde que nous connaissons encore très mal malgré les travaux de Jacques Girault et d'autres, le milieu des enseignants et des instituteurs. Si on opère la terrible opposition entre « haute intelligentsia » et « moyenne et petite intelligentsia » - je précise tout de suite que je m'en démarque, mais c'est pour me faire comprendre - on obtient un tableau beaucoup plus nuancé. Et ce que montre très bien Sarolta, elle le dira elle-même mais je me permets de le dire à sa place, conforte le point de vue de Bernard Pudal. L'attitude de la direction est à la fois faite de fermeté, il y a un certain nombre de gens exclus, comme Jacques-Francis Rolland, par exemple, mais en même temps d'une grande prudence, parce qu'elle comprend qu'il existe désormais une sorte de groupe organisé dont il faut tenir compte.

Troisième élément dans ce système d'action communiste, les organisations de masse. Je crois qu'il reste des travaux à effectuer à ce sujet. Il y a un grand débat dans la CGT. Il faudra un jour essayer, grâce aux archives, de comprendre les faits à l'échelle de l'ensemble de la confédération. Le Mouvement de la paix est touché profondément, le Comité national des écrivains aussi. Axelle Brodiez montre également les effets de 1956 dans son livre récent sur le Secours populaire français. On constate que ces effets irradient en quelque sorte l'ensemble des organisations de masse. Mais ce qui me semble le plus frappant, en tout cas dans l'état actuel des connaissances, c'est la question des effectifs du Parti communiste. Le travail qu'avait effectué Philippe Buton à ce sujet n'est pas dépassé. Il nous montre qu'il y a un très faible fléchissement en 1957 et que - au regard du turn-over des adhérents - elle reste une des années qui connaissent les plus faibles pertes. La masse du parti reste fidèle, elle n'est pas touchée profondément, ce qui est confirmé par des enquêtes d'opinions réalisées aussi bien en Italie qu'en France. Il me semble que cela conforte la pertinence de la notion de contre-société forgée par Annie Kriegel, ici on discerne bien une contre-société communiste qui se différencie de tout le reste des électeurs. Par exemple, lorsqu'on interroge sur les causes de l'insurrection hongroise, les sympathisants communistes

placent en tête : les agents étrangers (56 %), un complot fasciste (51 %), l'action des catholiques (22 %). L'électorat socialiste évoque, lui, la faim et la misère (42 %) et le manque de liberté (50 %). A droite, c'est évidemment encore plus tranché. Cette contre-société communiste, qui croit ce que dit l'appareil, se reconnaît dans ce que dit l'appareil, illustre l'imprégnation du Parti communiste français dans la société française de l'époque, sa force de conviction, sa capacité à mobiliser un certain type d'interprétation des événements et à les faire partager. Mais pour combien de temps ? Sur le moment, en tout cas, la fidélité reste partagée. Les quelques intellectuels communistes connus qui partent à l'époque sont très isolés, non seulement dans le parti, mais auprès des sympathisants si on prend en compte cet indice des organismes de sondage.

Cela ne saurait occulter la question du phénomène de décroyance sur le moyen et long terme, phénomène sur lequel nous avons tous insisté ici. Là, la grille d'analyse doit être complexifiée, car aux variations du rapport au monde communiste s'ajoute un autre phénomène, à partir de 1956, tenant à la perception des transformations fondamentales qui modifient la société française. Certes, les Français ont la perception qu'ils sont encore dans des conditions difficiles de vie, mais quelque chose est en train de bouger. La modernisation de la société française affecte le monde ouvrier, ainsi l'accession à la propriété privée qui voit les familles ouvrières mettre en œuvre une stratégie d'acquisition de leur logement. Or ces évolutions sont niées par le PCF. Et l'énorme choc, après 1956, c'est celui de 1958 évidemment. La contre-société communiste, qui paraît si solidement établie au cours de l'année 1956, qui résiste en 1957 comme l'indique une enquête menée en mars, subit l'irruption du général de Gaulle. Le choc est frontal parce qu'il combine sans doute un effet rétroactif de la transformation de 1956, un premier ébranlement de la croyance et puis la modernité qu'incarne de Gaulle et qui place la direction du PCF dans une énorme difficulté à caractériser de Gaulle et le gaullisme en 1958. Pour moi, se manifeste à ce moment l'incapacité d'une grande partie de la direction du PCF à faire face, malgré les efforts de personnalités comme Jean Pronteau. Mais, malgré la présence des archives Pronteau, il nous manque beaucoup d'éléments pour établir ce qui va se passer dans le groupe dirigeant et qui aura des effets redoutables pour le Parti communiste français.

En conclusion, je crois que, si nous élargissons l'analyse au moyen terme, c'est-à-dire aux années 1956-1958, il faut prendre en compte la dimension téléologique et l'effet des processus sociétaux qui vont faire vaciller complètement le Parti communiste. Mais en 1956, si le PCF se trouve totalement isolé à la fin de l'année, Serge Wolikow et Roger Martelli ont raison de rappeler qu'en janvier de la même année une stratégie remontant à 1954 est en train de s'élaborer. En 1954-1956, Maurice Thorez retrouve le plaisir de faire de la politique, d'élaborer des possibilités d'alliance, de penser à des stratégies. C'est rompu, totalement rompu à la fin 1956. Le Parti communiste français est isolé, de plus en plus isolé. Il manifeste encore une capacité à rendre compacte la contre-société. Mais finalement, cela va s'avérer très fragile et précaire.

Denis PESCHANSKI

Merci. Je propose à Roger Martelli et à Serge Wolikow de réagir à leur tour.

Roger MARTELLI

Je souhaiterais en effet discuter de quelques points d'interprétation. D'abord, l'utilisation du concept de crise pour caractériser l'année 1956 ne me semble pas opérationnelle. Je pense plutôt que ce qui domine en 1956, ainsi que le disait à l'instant Marc Lazar, c'est la prégnance d'un univers culturel extrêmement intégré, qui ne se réduit pas simplement à un concept, à une idéologie, mais constitue une façon d'être qui ordonne complètement le rapport au monde. Englobant la vision du monde, de la société, de la politique, il fonctionne comme un bloc compact et reste compact durant l'année 1956. C'est ce qui explique que, globalement, l'organisation communiste passe à côté du 20e congrès. Car, même si quelques troubles, quelques interrogations se font jour, il passe à côté. A la limite, je dirais même que l'actif dirigeant et l'actif militant sont rassurés par l'attitude de Thorez, lorsque celui-ci dit en substance : *« il n'y a pas à se faire de souci »*. En prenant des distances à l'égard de Khrouchtchev, Thorez rassure plus qu'il n'inquiète. Et Marc Lazar a raison de dire que même les événements de Hongrie, qui provoquent une distorsion entre une partie de l'intelligentsia et le reste du PCF, ne mobilisent pas la totalité de la haute intelligentsia. En France, ce sont 10 % à peine de l'effectif qui sont effectivement touchés. Pour moi, en 1956, il n'y a pas véritablement crise mais plutôt la tentation culturelle de l'immobilité.

Je m'explique : le monde communiste s'est installé à partir de la Libération et exerce une sorte de fascination en régissant un tiers de l'Humanité. Mais, en France, le communisme fait partie du mobilier national. Il est intégré dans la société politique et dans la société tout court, éventuellement comme une contre-société, mais en tout état de cause, il est intégré. Ce que j'appelle la tentation de l'immobilité, c'est la peur panique qu'à un moment, quelque chose bouge qui mette en cause la place que le communisme a acquise à l'intérieur même de la société. Tout ce qui donne l'impression que l'on va commencer à bouger est vécu sur le registre de la mise en cause et donc du danger. D'où la fixation idéologique imposée par Thorez dans les années 1954-1955, comme l'affaire de la paupérisation ou l'opération autour du « birth control », par exemple. Même s'il y a une part tactique, tout cela exprime aussi quelque chose de profond, l'idée qu'il ne faut surtout pas commencer à bouger, parce que si on commence à bouger, si ce monde se met à bouger, c'est tout l'édifice qui risque de s'écrouler.

Une petite réflexion à ce sujet. Marc Lazar a dit que Thorez, au fond, a eu raison, au regard d'une logique fondée sur l'imbrication de l'Union soviétique, des démocraties populaires et du PCF, qui voulait que si on commence à tou-

cher à un élément, c'est l'ensemble qui s'effondre. Dire que cette attitude est logique est une chose, dire que Thorez a eu raison en est une autre. On peut même penser très exactement le contraire. Parce que l'immobilité en histoire, c'est un mythe. *A fortiori* dans un contexte où la société française change rapidement et profondément. Nous parlons de cette période qui va de 1945 à 1975 à propos de laquelle on a pu dire que la société française bougeait plus en trente ans, qu'elle ne l'avait fait durant le siècle et demi qui précède. Dans ces conditions, l'illusion d'arrêter la pendule de l'histoire, notamment intellectuellement, culturellement, et de constituer une sorte d'îlot d'immobilité dans un monde qui bouge, était vouée à l'échec assuré. Et là réside la cécité du groupe dirigeant du Parti communiste français.

Je terminerai en disant que je ne crois pas non plus à la fatalité historique. Je vois plutôt l'histoire du communisme comme une succession de bifurcations qui sont intervenues à plusieurs moments. En 1956, il y a une bifurcation. Effectivement, d'autres scénarios étaient possibles. Des voix se sont prononcées pour, très peu nombreuses à l'intérieur du Parti français, un peu plus fortes, un peu plus tonitruantes à l'échelle internationale. Cette bifurcation a vu la consécration d'un choix qui coûtera effectivement cher, mais pas tout de suite. Je suis complètement d'accord avec Marc Lazar de ce point de vue, le Parti communiste ne va pas payer tout de suite cette addition. En 1956, le groupe dirigeant peut être satisfait. En gros, le Parti communiste est toujours présent au centre de la société française, le groupe dirigeant a gagné son pari de garder l'hégémonie totale sur le parti, sur une ligne, qui est une ligne de conservation. Mais, à partir de ce moment là, s'amorce un décalage entre une culture communiste fermée et une société et un monde qui bougent. 1958 constituera le premier choc et marquera le début de relectures de 1956 qui entraîneront des évolutions de longue portée, par exemple avec Marcel Servin et Laurent Casanova. En 1956, chez certains, le doute commence à s'insinuer mais n'est pas opérationnel, y compris chez Laurent Casanova ou Waldeck-Rochet, qui ont une façon un peu différente de celle de Thorez d'évoquer les mêmes événements. Petit à petit, mais à partir de 1958 et pas avant, la faille va finir par s'élargir et 1956 prendra sens.

Serge WOLIKOW

Je souhaiterais juste évoquer l'absence de commémoration de l'année 1956 par le Parti communiste français. Le rapport à l'histoire et à la commémoration est très fort dans la mémoire historique. Si Marie-Claire Lavabre était là, nous aurions pu lui demander d'intervenir à ce propos et de nous présenter les travaux qu'elle a effectués en ce domaine. Je ne veux pas la remplacer ici, mais simplement attirer l'attention sur le fait que, dans l'histoire du PCF, l'année 1956 est une sorte de moment qui n'a pas été commémoré, sur lequel les revues ou les intellectuels du parti ne sont pas revenus durant les décennies ultérieures. Et globalement, ce n'était pas possible. Nous pourrions à cet égard reprendre les

différents épisodes, revenir sur la somme des difficultés que nous avons évoquées. Le fait qu'aujourd'hui, nous soyons incités à revenir sur l'année 1956 dans une démarche d'histoire et de sociologie politique, pour soulever des interrogations critiques et réflexives, est donc tout à fait intéressant. Cela démontre la possibilité de procéder à un type de remémoration commune, ainsi que nous sommes en train de le faire à partir des archives et aussi grâce aux célébrations nationales qui ont offert l'occasion de revenir sur cette année. Nous voyons bien que cela nous conduit à réfléchir plus largement sur les phénomènes dits de mémoire et commémoratifs pour ce qui touche à l'année 1956 dans la société française. Nous sommes focalisés ici sur le Parti communiste, mais élargissons le champ à l'année 1956 dans la société française. Quelle pourrait être la démarche des autres acteurs de la vie politique française ? C'est une année qui apparaît tellement fondamentale et complexe en même temps, qu'il n'y a pratiquement pas un seul acteur de la vie sociale et politique sur lequel on puisse revenir séparément. La communauté scientifique a donc tout intérêt à réfléchir collectivement à cette année 1956, à sa place dans la chronologie politique française.

Jean-Jacques KARMAN

Simplement, deux appréciations. A mon sens l'année 1956 est surtout marquée par deux faits. Premièrement, la victoire électorale du 2 janvier 1956. Avec 26 % des suffrages, le PCF est le premier parti de France, après une campagne menée sur l'idée de la paix en Algérie et de reconnaissance du fait algérien, mais surtout la question d'un nouveau Front populaire, avec tout ce que cela comporte dans les esprits. Toute l'année va être analysée en fonction de cette orientation-là, et ce qui va se produire après va gêner. Cela a été évoqué, mais je crois que ce facteur a pesé beaucoup plus fort que nous le croyons. Deuxièmement, le mode de fonctionnement du Parti communiste français. L'absence, depuis le milieu des années 1920, de tendances à l'intérieur du Parti communiste français, contrairement au Parti communiste italien, conduit à un mode de fonctionnement monolithique qui va contribuer aux phénomènes que nous observons durant l'année 1956.

Daniel BOICHU

Une remarque sur l'année 1956, dont il est dit que c'est l'acte de naissance de quelque chose de très important. En France, le PCF démarre l'année avec l'impression d'être dans le sens de l'histoire, il a obtenu un score élevé aux élections. Cela le conduit à estimer que le rapport secret doit rester secret, qu'il n'y a pas besoin de réfléchir à ce que pourraient être les vrais problèmes de l'heure, puisque tout va bien. Par ailleurs, pour ce qui touche à l'identification avec l'URSS, par exemple le culte de la personnalité, ce rapport secret donnait la pos-

sibilité de réouvrir une période de communisme vivant, mais posait par là-même des questions très compliquées. Or ces questions n'ont pas été réglées en Union soviétique, puisqu'au fond les conservateurs ont gagné. Selon moi, face à l'opportunité d'ouvrir une nouvelle période de réflexion pour bâtir l'avenir, les communistes français se sont dits : *« ce n'est pas possible de faire quelque chose du côté français, alors que du côté de l'Union soviétique les choses se ferment »*. Le contexte d'un communisme complètement guidé et guindé par l'Union soviétique empêchait totalement d'envisager une évolution en France, alors même que les choses étaient fermées du côté de l'Union soviétique.

Denis PESCHANSKI

Je pense simplement que la structuration du PCF à l'époque amène à nuancer l'idée d'une situation totalement ouverte sur divers scénarios. Celui d'une ouverture complète, compte tenu des modes de fonctionnement qui ont été évoqués par les uns et par les autres, avec le rôle du groupe thorézien, la place de Maurice Thorez lui-même, son bagage historique, ses références… avait contre lui des verrous extrêmement forts.

Hélène CUENAT

J'ai travaillé ces dernières années sur l'histoire du Parti communiste pendant la guerre d'Algérie, dans le cadre d'un groupe de travail mis en place par le PCF. Nous avons évidemment étudié le vote, en mars 1956, des pouvoirs spéciaux par le groupe communiste à l'Assemblée nationale. Nous avons constaté que sur les 153 députés communistes, 147 ont voté les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, mais 5 ou 6 n'ont pas pris part au vote, dont Maurice Thorez, Laurent Casanova, c'est-à-dire pas des moindres. Mais pourquoi ce vote, compte tenu du poids du groupe communiste et de l'impact qu'aurait eu son refus ? Et pourquoi ces dirigeants de premier plan n'ont-ils pas pris part au vote ? Je fais l'hypothèse que Maurice Thorez, ayant eu connaissance du rapport Khrouchtchev, en avait tiré la conclusion que le communisme se trouvait alors dans une impasse et avait opté pour une stratégie de rapprochement et d'union avec les socialistes. C'est ainsi que les députés communistes, qui avaient été élus sur le thème de la paix en Algérie, ont voté les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet dont on sait comment ils ont tourné.

Alban LIECHTI

Je suis le premier soldat à avoir refusé de faire la guerre d'Algérie, mais ce n'est pas pour cela que j'interviens. J'interviens pour témoigner de la façon dont

nous avons vécu cette année 1956, qui a effectivement constitué, pour nous, quelque chose d'énorme. Je voudrais d'abord remonter un peu en avant, pour revenir sur le culte de la personnalité. Mes parents n'étaient pas issus d'un milieu ouvrier. Mon père était employé et ma mère, artisan, venait de la petite bourgeoisie. Ils étaient tous les deux communistes. En 1954, la direction du PCF a demandé à toutes les cellules de France de fêter l'anniversaire de Maurice Thorez en lui faisant un cadeau. Ma mère était secrétaire de cellule. Opposée au culte de la personnalité, elle a dit : *« jamais notre cellule ne fera ça »* et elle a failli être exclue du parti. Elle a quand même été « blâmée », on appelait ça ainsi… Cela vous laisse mesurer quel était le poids du culte de la personnalité au sein du Parti communiste français. D'autre part, quand on parle de la distinction entre ouvriers et intellectuels, il ne faut pas perdre de vue qu'un ouvriérisme forcené régnait. Mes parents, pourtant ouverts, se méfiaient toujours des intellectuels. Ils estimaient que c'étaient des gens à qui on ne peut pas se fier. C'est ainsi que les choses se passaient à la base du Parti communiste. Il faut en tenir compte. Ensuite, l'image qu'on avait de l'Union soviétique était celle du pays qui avait vaincu l'hitlérisme, et Staline représentait le chef de la plus grande armée du monde, celle qui avait vaincu Hitler. Cela comptait énormément pour les communistes français. Ma mère, qui n'était pas stalinienne du tout, se moquait un peu de lui en disant : *« oui, ils l'appellent le petit père des peuples »*. Mais elle n'aurait pas admis qu'on remette en cause ce qui s'était passé durant la guerre. C'est quand même lui qui avait gagné la guerre avec l'Armée rouge. Car l'Armée rouge et Staline, cela ne faisait qu'un à l'époque. Il faut bien se remémorer tout cela, car l'année 1956 a commencé dans ce contexte. J'ajoute qu'il existait un anticommunisme virulent. J'ai été élève dans un lycée pilote, à Sèvres, un lycée international. Il recrutait dans la petite bourgeoisie et j'y étais un des seuls communistes. J'ai le souvenir d'un anticommunisme très virulent. Nous étions vraiment voués aux gémonies à l'époque. Cela peut expliquer pourquoi, par la suite, les communistes ont pu avoir tendance à se refermer un peu sur eux-mêmes.

Personnellement, j'ai adhéré au Parti communiste en 1955, le jour de mes quinze ans, contre l'avis de mon père. A l'époque, il fallait que deux personnes se portent garantes. Dans mon cas, cela a été le secrétaire de section et un autre camarade, mais pas mon père, qui trouvait que j'étais trop jeune. Cela montre, en passant, qu'on n'adhérait pas comme ça, il fallait être parrainé. J'ai donc adhéré à 15 ans et après, j'ai été envoyé en Algérie. A ce moment-là, je me suis posé la question : *« qu'est-ce que je vais faire, est-ce que j'en parle ou pas au Parti ? »*. Mes parents étaient fidèles aux valeurs anticolonialistes du parti, dont cela constitue tout de même un des fondements. Au début, mon père ne m'a pas totalement approuvé, mais ma mère si, immédiatement, quand j'ai dit : *« je refuse d'aller me battre contre un peuple qui lutte pour son indépendance »*. Evidemment, parler d'indépendance de l'Algérie en 1956 ce n'était pas évident, ce n'était pas la position du Parti communiste. D'autre part, ce dernier continuait à se référer à des choses anciennes. Lénine avait dit quelque chose comme : *« le militant communiste doit aller à l'armée, prendre les armes et les retourner pour la révolution, etc. »*. Pour le Parti communiste, cela restait valable en 1956. J'avais répondu : *« oui,*

mais Lénine n'avait pas prévu les guerres coloniales », ce qui m'avait évidemment fait mal voir, parce que les événements d'Algérie n'étaient pas encore tout à fait considérés comme une guerre coloniale. En effet, si la bataille du PCF a été très claire, pendant toute la guerre du Vietnam, par contre, au début de la guerre d'Algérie, il y a eu hésitation. Je rappelle que l'Algérie était composée de trois départements français et n'était pas considérée comme un pays étranger. Ce qui s'y déroulait était présenté comme de simples opérations de « maintien de l'ordre ». Je ne développe pas, mais cela illustre toutes les difficultés de l'époque.

Quant au succès électoral du début 1956, on ne peut pas le comparer au succès de 1936. D'abord, c'était vingt ans plus tard et, même s'il est vrai qu'on souhaitait une sorte de nouveau Front populaire, il était inconcevable de le rééditer à l'identique en 1956. D'autre part, il faut souligner que la gauche avait gagné les élections, Guy Mollet en particulier, sur la promesse de régler la question algérienne et de faire la paix en Algérie. Après, est intervenu le vote des pouvoirs spéciaux. A l'époque, j'ai connu beaucoup de communistes qui y étaient opposés, bien que la direction du parti les ait votés. Personnellement, j'ai pensé tout de suite : *« c'est une connerie »*. J'étais contre, comme beaucoup d'autres communistes qu'on a fait taire à l'époque. Mais c'est la dernière fois que les communistes ont voté avec les socialistes, puisque le coup d'après, ils votaient contre l'envoi du contingent.

Comme j'ai vécu les événements, on m'a souvent posé la question : *« qu'avez-vous pensé du rapport Khrouchtchev ? »*. A l'époque, j'étais en Algérie et nous avions très peu de nouvelles, donc j'avoue qu'il m'est un peu passé par dessus la tête. Quand j'ai pu voir ce fameux rapport secret, j'ai été très sceptique. Je me suis dit : *« Très bien. Khrouchtchev met tout sur le dos de Staline, mais lui-même est secrétaire du parti depuis je ne sais combien de temps. Alors Staline serait intégralement à condamner et tous les autres seraient blancs comme neige, en particulier Khrouchtchev ? »*. J'ai éprouvé de la méfiance vis-à-vis du rapport secret, d'abord parce nous ne savions pas trop ce qu'il y avait dedans et, ensuite, parce que c'est dans ce que nous appelions la « presse adverse » que j'ai pu en avoir connaissance. Vis-à-vis des événements de Hongrie, j'avoue que j'ai été très troublé, surtout par la manière dont l'Armée rouge a procédé. Tirer au canon dans des maisons et puis mener une répression terrible, m'a semblé disproportionné par rapport à ce qu'exigeait la situation. Ceci dit, je ne savais pas s'il fallait condamner ou pas, parce que, dans le parti, on nous assurait : *« ce sont des contre-révolutionnaires, etc.»*. Cela se déroulait loin, on ne pouvait rien faire, mais j'ai eu des hésitations.

Jean-Paul SCOT

Je voudrais tout simplement poser une question et émettre une hypothèse pour nuancer l'interprétation de Bernard Pudal concernant la puissance continue du modèle stalinien. Nous n'avons peut-être pas assez réfléchi au fait

que le 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique commence par un rapport public officiel de Khrouchtchev analysant la nouvelle situation mondiale. Ce rapport avance l'idée que la guerre n'est pas fatale et confirme en substance que la fusion des trois forces, l'Union soviétique, le camp socialiste et les mouvements de libération nationale plus les partis communistes des pays capitalistes, fait bloc plus que jamais. Or, dans le PCF, au niveau de ses cadres en particulier, c'est cette analyse là et ce rapport public officiel qui sont mis en avant dans la presse et étudiés en 1956. En conséquence, c'est la grille de lecture fournie par ce rapport officiel qui servira à expliquer tous les événements de l'année. Or, à l'exception de l'idée nouvelle que la guerre n'est pas fatale, il n'y a pas eu de véritable modification du schéma stratégique international de 1947. On a peut-être là, une explication historique concrète, au jour le jour, des réactions des militants et des cadres du parti. Mais ce n'est qu'une hypothèse.

Alexandre COURBAN

Au sujet de la question *« 1956, que commémore t-on ? »*, je ferai juste part d'une expérience. Si on procède à une recherche sur Internet à l'aide d'un moteur de recherche type Google, en formulant quelque chose comme : « attaque + humanité + 1956 », on accède à deux types de sites. Le premier, un blog clairement d'extrême droite sur lequel vous pouvez lire le témoignage d'un militant qui a participé à l'attaque des locaux du journal, en 1956, voisinant avec des textes et des photos rendant hommage au supporter du Paris St-Germain décédé la semaine dernière. En second lieu, des sites animés par des militants communistes critiques à l'encontre de la direction actuelle du PCF, qui espèrent que celle-ci commémorera les victimes de la manifestation de la nuit du 7 au 8 novembre 1956.

Une remarque par rapport à l'ouverture aux intellectuels. J'ai l'impression qu'il s'agit davantage d'une neutralisation de ces intellectuels que d'une ouverture effective. Je l'illustrerai par trois éléments. Maurice Thorez dit textuellement à l'occasion d'une réunion du comité central qu'*« il faut mettre fin au libéralisme pourri à l'intérieur du Parti »*. Sur ce point, je rejoins tout à fait Marc Lazar lorsqu'il dit qu'il convient d'être attentif au document sonore et à ce qu'il nous fournit sur la façon dont ce texte est prononcé. Lors de cette même réunion, Thorez propose de voter une résolution intérieure critiquant les journalistes de *l'Humanité* qui ont pris un certain nombre de libertés. Pour finir, je signale que 1956 voit le lancement d'une nouvelle formule de l'hebdomadaire *France Nouvelle*, créé en 1946, qui mériterait, à mon sens, d'être étudié, notamment sous l'angle du rapport entre les cadres et les intellectuels.

Marc LAZAR

Je me rends compte que, dans tout ce qui a été dit, nous avons oublié d'évoquer un point concernant le culte de la personnalité. Or, il s'agit quand même d'un des éléments clés du rapport secret et il est discuté dans les réunions du comité central auxquelles nous avons fait allusion. En l'occurrence, le cas de Maurice Thorez est plus flagrant que celui de Palmiro Togliatti, car il y a eu dans le PCF, l'un d'entre-vous le rappelait, un culte de Maurice Thorez. D'où toute une stratégie très intéressante, déployée par Thorez et ses proches, pour dire que la formule du *« Parti de Maurice Thorez »* était inadéquate et qu'il avait protesté lui-même, à plusieurs reprises, contre cette appellation. Nous voyons bien là que l'enjeu n'est pas seulement international, mais qu'il touche au contrôle de Maurice Thorez sur le parti. Evidemment, celui-ci sent passer - si je puis employer cette expression rapide - le vent du boulet. Commencer à critiquer le culte de Staline, c'est déboucher immanquablement sur une critique du culte de Thorez. Monsieur Liechti évoquait l'anniversaire auquel ses parents avaient été conviés à s'associer, mais il y a eu surtout le formidable culte de Maurice Thorez en 1950. En 1949, on salue le 70e anniversaire de Staline et, en 1950, le 50e anniversaire de Maurice Thorez. Les deux ont été liés, ainsi que cela a été étudié. De ce point de vue, le débat sur la direction collective soulève une question épineuse pour le groupe thorézien. J'avais découvert un document, publié par la revue *Vingtième siècle*, qui établissait que, le 14 juillet 1953, les dirigeants des partis communistes français et italien ont été informés du nouveau cours imprimé par Khrouchtchev après l'élimination de Beria, consistant à proclamer la nécessité d'établir des directions collectives. Jacques Duclos, qui représentait le PCF, a été informé mais semble n'avoir pas répercuté la chose. Peut-être s'en est-il ouvert à Maurice Thorez ? Toujours est-il qu'Auguste Lecœur va l'apprendre à son tour de Mikhaïl Souslov, à l'été 1953, et va revenir en France en disant : *« il faut des directions collectives »*. C'est d'ailleurs l'une des raisons de l'affrontement entre Lecœur et Thorez. Il en est de même en Italie. Pietro est informé du nouveau cours sur la direction collective et revient, nous disposons à ce sujet d'un procès-verbal très détaillé, en disant au Parti communiste italien : *« il faut mettre en place la direction collective »*. Au sein du PCF, cette nouvelle orientation est considérée comme une menace par le groupe de Thorez. On le voit, l'affaire du rapport secret de Khrouchtchev recèle des éléments qui font écho au mode de gestion et de décision existant dans le Parti communiste. Ce n'est pas quelque chose de détaché, lié uniquement à l'Union soviétique. Il faut se garder de perdre de vue les dimensions française et italienne des choses qui connaissent des répercussions immédiates.

Un mot, pour finir, sur les commémorations de 1956. Je suis frappé par l'énorme différence qui existe entre ce qui est fait par la gauche française, je ne parle pas ici uniquement du Parti communiste français, et par la gauche italienne. Ce matin, *La Republica,* qui est un journal de centre gauche italien, y consacre encore deux pages, avec le témoignage d'un opposant de l'époque. Depuis plusieurs mois, beaucoup de contributions, de témoignages sont ainsi

publiés. Je vous signale que le président de la République, Giorgio Napoletano, un ex-membre du Parti communiste italien, est allé à Budapest pour rendre hommage à la tombe de toutes les victimes de Budapest et qu'il a reconnu ses propres erreurs et celles du Parti communiste italien. Je rappelle aussi que, dès 1989, Piero Fassino, ex-dirigeant du Parti communiste italien, s'est rendu à la commémoration organisée au cimetière du Père Lachaise devant la tombe symbolique d'Imre Nagy. Cela n'a pas été exactement la politique du Parti communiste français. En tout cas, je suis frappé par la virulence, aujourd'hui, de la polémique qui entoure les commémorations en Italie et du relatif silence de la gauche française.

Bernard PUDAL

D'abord, une intervention précédente m'amène à préciser qu'en ce qui me concerne, lorsque je parle du Parti communiste français, je parle du noyau fondamental de ce parti, c'est-à-dire quelques dizaines de milliers de militants, pas plus, et les dirigeants. Car je pense que, plus nous nous éloignons de ce noyau fondamental, plus tout ce qui a été dit aujourd'hui pose problème. Beaucoup de militants, je ne parle même pas des électeurs…, étaient dans le trouble, étaient beaucoup plus contradictoires, beaucoup plus attachés à l'idéologie, beaucoup plus dévoués, beaucoup plus éloignés de l'Union soviétique… qu'on ne le dit. Il y a là une question d'une très grande complexité, qui est loin d'être réglée. Un point de détail, les années 1950-1960 sont les années où, en France, on lit énormément de romans d'espionnage. Et ces romans d'espionnage sont truffés d'anticommunisme et d'antisoviétisme. Or, ils sont lus par beaucoup d'ouvriers. Il est vraisemblable - quand je dis ça à mes étudiants, c'est un peu par provocation - que beaucoup d'ouvriers, y compris les anticommunistes, étaient beaucoup plus lucides que beaucoup de communistes sur ce qui se passait en Union soviétique grâce aux romans d'espionnage écrits par des écrivains anticommunistes.

Ensuite, au sujet des intellectuels, je ne parle pas d'ouverture. Si j'ai employé le mot, tout à l'heure, c'est parce que je n'avais pas le temps de préciser davantage. Je suis convaincu qu'à partir de 1956, la direction du Parti communiste n'a pas le choix ; elle n'a pas d'autre possibilité que d'essayer d'utiliser les intellectuels de profession au sein du Parti communiste. Parce que, dans notre société, que nous le voulions ou non, ce sont les intellectuels qui détiennent la légitimité intellectuelle et théorique. Or, à partir du moment où il n'était plus possible de se référer à un génie théorique, parce que c'était ça, Staline : une autorité qui validait les énoncés théoriques en matière d'histoire, d'interprétation du marxisme, de sciences… à partir du moment où ce point de validation n'existe plus, le Parti communiste a dû se déplacer, dans l'équilibre nécessaire de ce qu'on appelle la légitimation, du côté de ceux qui ont pour profession d'élaborer les considérants théoriques de la légitimité. C'est la raison pour

laquelle, à partir de 1956, on voit monter un certain nombre d'intellectuels, Garaudy et d'autres… C'est la raison pour laquelle les débats les plus importants qui ont lieu après 1956 touchent, non pas à la paupérisation, mais au marxisme-léninisme. Et c'est également une des raisons pour lesquelles, dans une direction composée pour l'essentiel d'autodidactes, le seul qui soit capable d'entrer dans les débats philosophiques, ou en tout cas d'intervenir comme dirigeant politique dans ces débats, c'est Waldeck Rochet. Dans le dernier numéro de la revue *Fondations*, pour présenter un document inédit d'Althusser, une note adressée en 1965 à la direction du parti, j'utilise les archives que j'ai pu consulter, en particulier les rapports que présente Waldeck Rochet, dès les années 1960, au bureau politique. On y découvre Waldeck Rochet dire, par exemple en 1961, aux membres du BP : *« écoutez camarades, nous n'avons pas beaucoup l'habitude, nous ne sommes pas très doués , mais il va bien falloir que nous nous mettions à la philosophie »*. Et ensuite il fait un cours, pendant une heure, sur les débats philosophiques du moment, les oppositions entre Lucien Sève et Roger Garaudy… Donc l'« ouverture » aux intellectuels, n'est pas une ouverture politique, mais la réponse à une nécessité interne au fonctionnement de l'entreprise politique. Toute entreprise politique a besoin d'une légitimité qu'elle puise dans des doctrines différentes, et il faut des acteurs de cette légitimité. A partir de 1956, la direction du PCF va donc, dans une certaine mesure, ouvrir le jeu du côté des professionnels de la légitimité, d'où la montée en force des intellectuels, y compris au sein du bureau Politique. C'est ce que je voulais dire.

Roger MARTELLI

Tout d'abord, au sujet de la Hongrie et du regard du Parti communiste français sur la Hongrie. La position du PCF présente cette caractéristique simple que, pour lui, le mouvement hongrois est une contre-révolution dès le début, dès le 23 octobre. On sait que Togliatti et Tito estimaient, eux, que le mouvement, initialement démocratique, ne virait qu'ensuite à la contre-révolution. J'ajoute que, pour le PCF, il y a également de la contre-révolution en Pologne. Et donc, non seulement il approuve l'intervention soviétique, mais plus, il en vient presque à considérer que cette intervention aurait mérité d'être plus précoce et plus forte dès le départ, et même qu'une intervention de même nature en Pologne aurait été légitime. En fait, le Parti communiste français ne fait que reprendre à son compte la position qui est celle des dirigeants soviétiques les plus conservateurs, les plus staliniens à l'époque dans le Politburo, Molotov, Kaganovitch et Vorochilov : *« Il faut y aller, il faut aller casser du bois, parce que sinon le socialisme est perdu »*.

Un mot ensuite sur la question du rapport public. Personnellement, je pense qu'il n'y a pas simplement blocage du PCF sur le rapport dit secret, mais également sur le rapport public. Plus exactement, le rapport public est effective-

ment publié, étudié, dans un premier temps, au printemps. La tendance est alors à la valorisation des innovations qu'il comporte, en tentant d'ailleurs d'expliquer qu'il reprend des éléments avancés par Thorez en 1946. Mais, dès l'été, s'amorce une nouvelle lecture, en retrait, appelant à ne pas perdre de vue les fondamentaux, notamment la dictature du prolétariat. A l'automne, a lieu pour le coup un revirement complet, dont nous avons parlé au sujet de *France Nouvelle*. Au printemps, cet hebdomadaire est encore l'hebdomadaire khroutchévien français ; à l'automne, son directeur, Florimond Bonte, est débarqué et remplacé par François Billoux. Tout simplement parce que la direction du PCF a considéré que *France Nouvelle* allait trop loin dans les innovations, notamment sur la notion de voie italienne, yougoslave, etc. et là, estiment les dirigeants français - Thorez en particulier - réside le début de la renonciation de fait au communisme, parce qu'il n'y a pas de communisme pensable indépendamment du modèle soviétique.

Serge WOLIKOW

Une remarque, toujours sur ce point. Jean-Paul Scot a souligné l'importance de ne pas ignorer le rapport public. Je voudrais ajouter que le débat sur les voies nationales, sur l'interprétation de la situation mondiale, renvoie à un débat qui a eu lieu lors de la mise en place du stalinisme et à un personnage toujours présent, sous-jacent, mais jamais évoqué explicitement, Boukharine. Kuusinen, qui incarne sur ce plan un peu la continuité a d'ailleurs travaillé avec Khrouchtchev pour l'élaboration du rapport du 20e congrès. La question des voies nationales, réapparue en 1945-1946, avait nourri un débat sur le développement, la conception du communisme à l'échelle mondiale au moment où, en 1928, Boukharine dirigeait l'Internationale communiste. Pour ceux qui savent de quoi il retourne, comme Waldeck Rochet et, surtout, Maurice Thorez, cette question recouvre des enjeux. Donc, dans l'analyse du rapport public de Khrouchtchev, cette partie-là, à la fin de l'année 1956, a tendance à être mise en doute, à être critiquée. Cela nous renvoie au constat, qui mériterait que nous ayons un débat entre nous, que le stalinisme a certes triomphé dans sa forme organique, du point de vue du parti. Néanmoins, dans l'interprétation de l'histoire internationale, subsiste cette question que Roger Martelli a évoquée : comment conserver l'héritage de Staline touchant à la conception du parti, sans pour autant faire complètement siennes les analyses staliniennes du socialisme dans un seul pays, au moment où dans le mouvement communiste international, la plupart des partis communistes veulent développer leur propre politique ? Le débat avec les communistes italiens autour du *« polycentrisme »*, à la fin de l'année 1956, est un symptôme de ce questionnement. Les Italiens se montrent au départ prudents, puis interviennent dans le débat par le biais de leur conception des centres de décisions. On voit bien que Togliatti manifeste une connaissance parfaite de ce qu'il est possible de dire et de ce qu'il ne l'est pas à ce moment-là.

A propos des commémorations de l'année 1956. La différence entre l'Italie et la France réside dans le fait, qu'en France, l'ensemble des forces politiques héritières de celles de 1956 sont dans l'incapacité d'opposer une commémoration à une autre. Pour ce qui concerne le Parti socialiste, nous savons que le souvenir de Guy Mollet, de la mobilisation du contingent, de l'affaire d'Algérie, a marqué bien plus profondément la mémoire collective de plusieurs générations que ce qui est advenu au Parti communiste. A mon avis, cet héritage continue à marquer les esprits. Quant à la droite française, 1956 a représenté pour elle la crise des partis politiques, l'incurie parlementaire, de telle sorte que même ceux qui se réclament du Gaullisme aujourd'hui ne peuvent pas revenir facilement sur l'épisode de 1956, même pour contre-commémorer ce qui est arrivé au Parti communiste. A mon avis ce facteur explique le silence plutôt général des forces politiques et des médias en France sur 1956 comme année politique…

Denis PESCHANSKI

Notre table ronde s'achève. Je vous remercie beaucoup, vraiment, pour vos interventions. Je tiens à remercier également mes collègues pour la grande richesse de leurs échanges.

« L'ANNÉE 1956 ET SON CONTEXTE »

Communications de :

Alexandre COURBAN, docteur en histoire, auteur d'une thèse : *l'Humanité (avril 1904-août 1939) : histoire sociale, politique et culturelle d'un journal du mouvement ouvrier,* Université de Bourgogne, 2005.

Alain RUSCIO, historien spécialiste de l'anticolonialisme, auteur d'une thèse : *Les communistes français et la guerre d'Indochine (1944-1954)*. Dernier ouvrage paru : *La question coloniale dans l'Humanité, 1904-2004,* Paris, Editions La Dispute, 2005.

Sarolta KLEJA'NSKY, doctorante à l'Université Eötvös Lorand de Budapest et à l'IEP Paris.

Sandra FAYOLLE, docteur en sciences politiques, CRPS Université Paris 1, auteur d'une thèse : *Une organisation féminine de masse : l'Union des Femmes Françaises, 1945-1965,* Université Paris 1, 2005.

Marc GIOVANINETTI, professeur agrégé d'histoire, doctorant à l'Université Paris 13.

Séance présidée par **Serge WOLIKOW,** professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, directeur de la Maison des sciences de l'homme de Dijon.

Serge WOLIKOW

La table ronde de ce matin a commencé à aborder le contexte de l'année 1956. Après cette discussion générale fort intéressante, nous entrons à présent dans le moment des communications scientifiques fondées sur des travaux de recherche appuyés sur les archives.

Plusieurs travaux combinent l'étude des archives et celle de la presse. Cette question du rapport aux sources documentaires est tout à fait centrale. On a parfois coutume de dire qu'il existe une période de la recherche historique pendant laquelle on s'appuie sur la presse car on ne dispose pas des archives, puis une autre, où, les archives étant disponibles, il peut arriver qu'on néglige la presse. Il me semble qu'en ce qui concerne l'histoire du Parti communiste, ce type de raisonnement ne convient pas. Les interventions de ce matin ont évoqué la diversité des archives de direction du PCF, mais également l'importance de ce qu'on a appelé la doctrine, le discours politique. Or pour une grande part, la diffusion de cette doctrine, de ce discours, de cette information qui est en même temps destinée à la formation des militants, passe par la presse. Si l'on veut comprendre l'ensemble du fonctionnement et de l'activité politique de l'organisation, il faut donc combiner l'exploitation des archives internes et le recours aux sources documentaires de presse. Notamment parce qu'un journal ne représente pas simplement le lien d'une organisation avec son public : militants, électeurs, sympathisants… Il est aussi - Gramsci l'avait dit en son temps - un organisateur du mouvement de l'organisation elle-même. Pour ces raisons, la source de presse s'avère tout à fait essentielle pour saisir les ambiances, le contexte d'une époque, mais également pour entrer dans l'analyse même du rapport de l'organisation communiste à l'événement dans son temps.

Dans cette séance, les deux premières communications concernent *l'Humanité*. Il sera sans doute intéressant d'examiner la perception par ce journal des événements de 1956 et d'engager une discussion sur ce premier ensemble. Nous traiterons ensuite de l'attitude du Parti communiste face à l'intervention soviétique en Hongrie et de son intervention dans le domaine du contrôle des naissances et, enfin, de ce qui touche au fonctionnement de la politique internationale du Parti communiste, avec la promotion de Raymond Guyot, tout ceci forme sans doute un deuxième ensemble. Pour finir, Tangui Perron nous présentera une sélection de documents cinématographiques.

L'Humanité : une entreprise de presse communiste en 1956

Alexandre Courban

L'ambition de cette communication est de saisir les répercussions des crises de l'année 1956 sur le quotidien *l'Humanité*, en nous intéressant non seulement à l'organe central du Parti communiste français mais aussi à l'entreprise de presse. Au regard de l'importance de l'année 1956 pour le mouvement communiste, il nous semble particulièrement intéressant, dans un premier temps, d'appréhender la vie économique de l'entreprise de presse en étudiant la diffusion du quotidien, puis, dans un second temps, de nous intéresser aux relations quotidiennes entre la direction du Parti communiste et la rédaction du journal *l'Humanité* au cours de cette année, puis, enfin, de voir quels types de réactions le journal suscite-t-il en tant que symbole du mouvement communiste[2].

Notre communication s'appuie principalement sur :

- la collection de l'édition quotidienne de *l'Humanité* pour l'année 1956 ;
- les archives du journal (en particulier les registres des assemblées générales de la Société, les procès-verbaux du conseil d'administration et quelques dossiers provenant du fonds d'Etienne Fajon, alors responsable du bureau politique auprès de *l'Humanité* et directeur adjoint du journal) ;
- les archives du PCF relatives à l'année 1956 (en particulier les relevés de décisions du secrétariat, du bureau politique, mais aussi quelques interventions enregistrées lors des sessions du comité central).

Une entreprise de presse : la Société nouvelle du journal *l'Humanité* (SNJH)

Etre une entreprise oblige à être bénéficiaire pour poursuivre l'activité de la société. Comme le rappelle Patrick Eveno : *« parce qu'ils sont édités par des entreprises, les journaux vivent de l'argent qu'ils reçoivent directement des acheteurs ou indirectement de leurs lecteurs par l'intermédiaire des annonces publicitaires, tandis que les journalistes, salariés de ces mêmes entreprises, sont payés indirectement par les gens qui les lisent[3]»*. Aussi, une situation déficitaire menace-t-elle, à plus ou moins long terme, l'existence même de la société et donc du journal. C'est pourquoi il convient de s'intéresser à la diffusion du quotidien communiste en 1956 pour appréhender une partie des aspects de la vie économique de l'entreprise.

La diffusion de l'Humanité et de l'Humanité dimanche.

Comme pour les autres titres de la presse quotidienne nationale française, la diffusion de l'édition quotidienne de *l'Humanité* progresse en 1956. Elle

[2] D'emblée, nous avons écarté une approche du contenu et nous nous permettons de renvoyer aux diverses communications de ces Journées d'étude qui abordent indirectement ou directement la façon dont l'Humanité traite des événements de l'année.

[3] Patrick EVENO, L'argent de la presse française, CTHS, 2003, p.198.

s'élève à près de 140 000 exemplaires diffusés en moyenne chaque jour, ce qui représente une hausse de 21 % par comparaison avec l'année précédente, soit une augmentation d'environ 25 000 exemplaires supplémentaires[4]. Ces bons résultats s'expliquent aussi bien par le volume de l'actualité de l'année 1956 que par l'importance des nouvelles, particulièrement favorables à la vente des journaux. Tous les événements de l'année 1956 contribuent fortement à la demande d'information et, par conséquent, à l'augmentation de la diffusion des différents titres de la presse écrite. *L'Humanité* (comme *l'Humanité dimanche*) en profite pleinement.

Par ailleurs, la progression de la diffusion de *l'Humanité* s'explique aussi par la disparition, en juin 1956, de trois quotidiens communistes régionaux : *Ouest-Matin* (Rennes), *le Patriote* de Toulouse et *les Nouvelles* de Bordeaux, ou bien encore par la réduction de la zone de diffusion (limitée à un seul département) pour trois autres quotidiens communistes[5] (*les Allobroges* de Grenoble, *la République* de Lyon et *le Patriote* de Saint-Etienne). Comme le précise le nouveau président-directeur général de la Société, Octave Rabaté : *« Un nombre important de lecteurs de ces journaux s'est reporté sur l'Humanité, la plupart de leurs abonnés ont même accepté* […] *que l'Humanité leur serve la fin de leur abonnement »* à l'origine souscrit en faveur de l'un de ces quotidiens régionaux[6]. Bien qu'il nous soit difficile de préciser combien d'abonnés ont finalement accepté de recevoir le quotidien national à la place de leur journal régional, toujours est-il que cela représente immédiatement un nombre d'abonnés supplémentaires en faveur de *l'Humanité*.

Néanmoins, malgré l'augmentation de la vente enregistrée pour l'année 1956, il est intéressant de signaler l'écart important entre, d'une part, le nombre d'exemplaires vendus et, d'autre part, le nombre de suffrages qui se sont portés sur les candidats présentés ou soutenus par le PCF lors des élections législatives du 2 janvier 1956 ou bien encore le nombre d'adhérents officiellement revendiqués lors du 14e congrès du parti (le Havre, 18-21 juillet 1956). Première hypothèse : en supposant qu'en 1956 tous les acheteurs de *l'Humanité* soient membres du PCF, ils représenteraient au maximum 33 % des adhérents[7]. Seconde hypothèse : en supposant que tous les acheteurs de *l'Humanité* votent en faveur du candidat présenté ou soutenu par le PCF lors des élections législatives, ils représenteraient en 1956 environ 2,50 % de l'électorat communiste[8] (contre 3,20 % en 1951 ou 3,49 % en 1958). D'après les éléments en notre possession, l'édition quotidienne de *l'Humanité* semble finalement n'être diffusée à l'échelle nationale qu'auprès de quelques-uns des militants ou des sympathisants du PCF.

---

[4] Annexe au rapport ADM. LT / ID au camarade Etienne Fajon pour communication au secrétariat du CC, 23/11/1971, fonds Roland Leroy (en cours de classement).

[5] Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire (AG), 29 novembre 1957. Fonds 243 J1/3, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (AD 93).

[6] *Ibid*.

[7] Le PCF revendique 429 653 adhérents et la diffusion de *l'Humanité* s'élève à 139 814 exemplaires.

[8] En 1956, 5 454 589 électeurs ont voté en faveur du PCF.

En revanche, il est possible d'affirmer que la diffusion de l'édition dominicale de *l'Humanité* dépasse le seul cercle des adhérents. Au moins 60 000 exemplaires des 490 000 numéros de *l'Humanité dimanche* vendus sont distribués auprès de lecteurs qui ne sont pas membres du PCF. Par conséquent, au moins 12 % du lectorat de l'hebdomadaire est composé de sympathisants[9].

Au-delà de ces remarques, force est de constater que la diffusion de *l'Humanité* progresse en 1956, ce qui est l'une des *« bonnes surprises »* de l'année[10].

Du 37, rue du Louvre au 6, boulevard Poissonnière.

Deuxième bonne nouvelle, au début du mois de mars 1956, la Société s'apprête - pour la première fois - à s'installer chez elle au 6 boulevard Poissonnière, non sans une certaine émotion, à lire l'article de Marcel Cachin consacré à ce sujet[11] qui est publié en première page : *« Pour la première fois l'Humanité chez elle* [sic] ». Contraint de déménager du 37 rue du Louvre en vertu de la loi du 2 août 1954 portant sur la dévolution de biens de presse (le groupe Prouvost, propriétaire de l'immeuble de la rue du Louvre, n'ayant pas été condamné pour faits de collaboration), *l'Humanité* est autorisée par la Société nationale des entreprises de presse (SNEP), chargée de la gestion des biens confisqués des journaux interdits de reparution à la Libération, à s'installer dans les anciens locaux du *Matin*, 6 boulevard Poissonnière[12].

Par ailleurs, le journal est sur le point d'être imprimé et expédié par ses propres moyens[13]. Concrètement, la dévolution des biens du *Matin* à *l'Humanité* aboutit à la création d'une nouvelle société, la Société de gestion Poissonnière (SGP), à qui l'immeuble du 6 boulevard Poissonnière et ses installations, en particulier l'imprimerie, sont loués[14]. Pratiquement, la création de la SGP permet de décharger la SNJH d'un certain nombre de charges financières (entretien de l'immeuble, imprimerie)[15]. Une seconde société est également créée : la Société d'expédition et de routage de presse (SERP) chargée de regrouper l'expédition des abonnements et des paquets de journaux aux comités de diffusion de *l'Humanité* (CDH)[16] pour le compte des principaux utilisateurs de cette imprimerie, à savoir non seulement *l'Humanité* et *l'Humanité dimanche,* mais aussi l'hebdomadaire communiste en direction du monde rural *la Terre* ou encore l'hebdomadaire culturel *les Lettres françaises*[17].

---

[9] La diffusion de *l'Humanité dimanche* s'élève à 490 229 exemplaires.

[10] Patrick EVENO, « *l'Humanité*, une entreprise politique », note 10 p. 210, in DELPORTE Christian, PENNETIER Claude, SIRINELLI Jean-François, WOLIKOW Serge (sous la direction de), *l'Humanité de Jaurès à nos jours,* 2004.

[11] *L'Humanité*, 8 mars 1956.

[12] Procès-verbal de l'Assemblée générale extraordinaire (AGE), 30 janvier 1957. Fonds 243 J1/3, AD 93.

[13] *L'Humanité*, 8 mars 1956.

[14] Procès-verbal de l'AGE, 30 janvier 1957. Fonds 243 J1/3, AD 93.

[15] Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire (AG), 29 novembre 1957. Fonds 243 J1/3, AD 93.

[16] *Ibid*.

[17] Procès-verbal du conseil d'administration, 23 janvier 1956. Fonds 243 J1/4. AD93.

Finalement, les résultats de l'année 1956 permettent à l'entreprise de presse communiste de donner un second souffle à l'organe central du Parti communiste français.

L'Humanité : « organe central du Parti communiste français »

Etre « organe central » implique un certain nombre d'obligations en terme de contenu, comme le prévoit explicitement la 18e des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste : *« Tous les principaux organes de la presse des partis de tous les pays doivent publier tous les documents officiels importants du Comité exécutif de l'Internationale communiste »*.

Qu'en est-il de ces dispositions en 1956 ?

Indépendamment de la dissolution de l'Internationale communiste, le 22 mai 1943, la publication dans la presse du parti des divers documents officiels des organisations communistes se poursuit. En 1956, *l'Humanité* publie par exemple la déclaration annonçant la dissolution du Kominform le 18 avril[18]. Cela étant, bien que l'organe central soit contraint de publier ces textes, cette obligation ne va pas de soi. Régulièrement, les dirigeants du PCF discutent de l'opportunité de publier ou non tel ou tel document et continuent de formuler par ailleurs un certain nombre de critiques à l'encontre de *l'Humanité*.

Par exemple, Claudine Chomat, responsable de l'Union des Femmes Françaises (UFF), déplore en juin 1956, lors d'une session du comité central (CC), le peu de place réservée au *« travail avec les masses féminines »* dans les colonnes du journal[19]. Cette intervention résume toutes les critiques de ce type adressées en quasi-permanence à la rédaction du quotidien. Selon Claudine Chomat, *« ce qui paraît dans l'Humanité* [sur les femmes] *est le résultat d'une bataille persévérante de chaque jour »*[20]. Lors de cette même réunion du comité central, une discussion s'engage sur l'opportunité d'avoir répondu à un article critique à l'égard du PCF paru dans la presse communiste officielle yougoslave, alors même que Tito est en visite officielle en Union soviétique (du 2 au 20 juin). L'éditorialiste de *l'Humanité*, Pierre Courtade, défend l'idée que ces articles auraient dû être publiés dans *l'Humanité* ultérieurement[21]. Mis à part le soutien de Benoît Frachon, tous les autres membres du CC qui interviennent dans la discussion (en particulier Jeannette Vermeersch et Etienne Fajon[22]) justifient la publication de la réponse du PCF.

Finalement, le rôle de *l'Humanité* d'après Etienne Fajon, responsable du bureau politique auprès de *l'Humanité*, est de contribuer à *« remettre d'aplomb un certain nombre de camarades* [qui pourraient] *être ébranlés par la pression idéologique de la bourgeoisie[23]»*. En 1956, la direction du PCF continue donc d'intervenir fréquemment dans le processus de fabrication du journal.

---

[18] *L'Humanité*, 18 avril 1956.
[19] Réunion du comité central des 4 et 5 juin 1956, AV 90 / 4683, AD 93.
[20] *Ibid*.
[21] Réunion du comité central des 4 et 5 juin 1956, AV 90 / 4685, AD 93.
[22] *Ibid*.
[23] Réunion du comité central du 6 juillet 1956, AV 90 / 4694, AD 93.

Mais le contenu de l'organe central du Parti communiste français est également particulièrement surveillé par les autorités politiques.

En 1956, *l'Humanité* est à plusieurs reprises saisie sur ordre du gouvernement, comme d'autres journaux communistes à l'image de *la Marseillaise* du Languedoc, saisie le 30 mai[24], ou de *l'Echo du Centre,* suspendu de parution pendant quinze jours pour des articles publiés à l'automne 1955[25]. C'est principalement le traitement de la guerre d'Algérie par le quotidien communiste qui est visé[26]. En 1956, l'édition quotidienne de *l'Humanité* est saisie trois fois[27] et celle de *l'Humanité dimanche* une[28] fois[29]. Non seulement ces saisies désorganisent les différents services du journal, mais elles coûtent de plus de l'argent au journal : exemplaires invendus de l'édition saisie[30], tirage des éditions spéciales (entre 100 000 - au minimum -[31] et 254 000 exemplaires[32]). Par ailleurs, viennent s'ajouter à ces dépenses l'ensemble des frais de justice engendrés par l'ensemble des poursuites judiciaires engagées contre le journal[33]. Au total, on peut estimer l'ensemble de ces dépenses pour l'année 1956 à 11 382 115 francs de l'époque (soit 209 772 euros), ce qui représente l'équivalent d'une semaine du produit de la vente de l'édition quotidienne. Malgré tout, la direction du journal est confortée dans ses convictions et proclame le 12 mai 1956 en *Une : « Saisie pour avoir dit la vérité sur la guerre d'Algérie / l'Humanité est fière* [sic][34] ».

Toutes ces remarques relatives à l'organe central du Parti communiste français démontrent que le journal est l'un des symboles du mouvement communiste en France.

L'Humanité : « une réalité quotidienne tangible » (Paul Vaillant-Couturier, 1927)

En tant qu'objet, le journal révèle et symbolise l'appartenance à une communauté d'idées. Tout le monde s'approprie d'une façon ou d'une autre *l'Humanité*, aussi bien le gouvernement, que les membres du PCF ou leurs adversaires. Avant d'observer quelques-unes des *« façon de faire »* pour reprendre une expression de Michel de Certeau[35], nous voudrions souligner à quel point ce journal est différent des autres quotidiens, quand bien même chaque lectorat entretient un lien particulier avec le titre qui lui est cher. Par exemple, *l'Huma-*

[24] *L'Humanité*, 31 mai 1956.
[25] *L'Humanité*, 10 mai 1956.
[26] Voir la communication d'Alain Ruscio.
[27] 11 mai 1956, 15 juin 1956, 25 septembre 1956.
[28] 13 mai 1956.
[29] Note, décembre 1963, Fonds 243 J1/15, AD 93.
[30] D'après Frédérick GENEVEE, *in* DELPORTE Christian, PENNETIER Claude, SIRINELLI Jean-François, WOLIKOW Serge (sous la direction de), *L'Humanité de Jaurès à nos jours,* op. cité, p. 272.
[31] *L'Humanité*, 26 septembre 1956.
[32] *L'Humanité*, 15 juin 1956.
[33] Fonds 243 J1/11. AD93.
[34] *L'Humanité*, 12 mai 1956.
[35] CERTEAU Michel de, *L'invention du quotidien. 1. arts de faire,* Folio, 1990. 350 p.

nité est le seul quotidien dont tout le monde (ou presque) parle depuis toujours au féminin - aussi bien ses lecteurs que ses non-lecteurs, ses admirateurs que ses détracteurs, ce qui n'est pourtant pas le cas d'autres journaux ayant un titre féminin comme le quotidien sportif *l'Equipe* ou le journal dirigé par Emmanuel d'Astier de la Vigerie *Libération*.

Pour les militants, la première façon de s'approprier le quotidien, c'est de le vendre et de participer à l'activité des CDH. Une deuxième façon consiste à préparer et à participer à la Fête de *l'Humanité*, en l'occurrence celle organisée à Vincennes les 1er et 2 septembre 1956[36].

Enfin, pour les adversaires du PCF, le journal est une cible privilégiée parce qu'il incarne d'une certaine façon le mouvement communiste en France. C'est le cas au moment des événements de Hongrie à l'automne 1956, entre le 23 octobre 1956 (début de l'insurrection hongroise) et le 4 novembre 1956 (date de intervention des troupes soviétiques et des réactions dans le monde). Comme l'a montré Danielle Tartakowsky, *« pour la première fois depuis l'exécution de Sacco et Vanzetti (22 août 1927) la protestation s'exprime dans les rues de nombreux pays[37] »*.

Le 7 novembre 1956 à Paris, une manifestation de soutien aux insurgés hongrois part de la place de l'Etoile et se dirige d'abord en direction du siège du PCF (carrefour de Châteaudun) puis ensuite vers le siège de *l'Humanité*. D'après le récit des événements proposé par *l'Humanité*, les manifestants arrivent vers 20h15 à proximité du siège du journal aux cris de *« le feu à l'Huma ! Le feu à l'Huma ! »*. Dans l'immeuble, le personnel du journal est à *« son poste de combat »*. Certains manifestants auraient alors demandé de *« l'essence »* pour brûler l'immeuble du journal. Entre temps, *« une colonne de militants du parti »* arrive en aide au personnel du journal et les affrontements se poursuivent pendant une heure encore. Vers 22h45, l'attaque est repoussée et l'administrateur du journal, Robert Pélissier, remercie *« les travailleurs du livre de leur magnifique tenue », « les communistes* [d'avoir fait] *leur devoir »* et surtout *« les non-communistes »* pour avoir défendu *« le journal de la classe ouvrière »*[38]. Bilan de la soirée : plusieurs dizaines de blessés, trois morts en région parisienne du côté des contre-manifestants communistes, dont François Le Guennec, membre de l'un des comités de diffusion de *l'Humanité* du 20e arrondissement de Paris, décédé des suites de ses blessures et enterré au cimetière du Père-Lachaise en même temps qu'Albert Ferrand, autre militant communiste décédé des suites de ses blessures.

Les lecteurs du journal sont à nouveau sollicités, après être venus soutenir physiquement le journal, à le soutenir financièrement cette fois-ci. Une souscription est ouverte pour faire face aux frais causés par les dégâts matériels de l'attaque du 7 novembre. L'administrateur du journal, Robert Pélissier, invite les

---

[36] GEROME Noëlle, TARTAKOWSKY Danielle, *La Fête de l'Humanité. Culture communiste, culture populaire*. Messidor / Editions Sociales, 1988, 340 p.

[37] Danielle TARTAKOWSKY, *Les manifestations de rues en France,* 1997, PUS, pp. 644 et suivantes.

[38] *L'Humanité*, 9 novembre 1956.

CDH à régler au plus vite leurs dettes financières éventuelles à l'égard du service de diffusion de *l'Humanité*[39]. Enfin, un certain nombre de militants viennent bénévolement participer aux travaux de remise en état des locaux comme en témoigne un reportage publié dans les colonnes du journal[40]. Finalement, le journal *l'Humanité* est davantage qu'un simple quotidien national d'opinion.

Conclusion

Comme l'indique Octave Rabaté, lors de l'Assemblée générale ordinaire du 29 novembre 1957 chargée d'examiner la situation de l'année 1956 : *« Tant sur le plan de la politique internationale et nationale que sur le plan professionnel, l'année 1956* [….] *nous a apporté une série d'événements particulièrement marquants*[41] *»*. Mais l'année 1956, marque aussi une nouvelle étape dans l'histoire du journal. En effet, l'existence légale de la Société créée en janvier 1907 arrive à son terme. Une assemblée générale extraordinaire est convoquée le 28 décembre 1956[42], mais en raison de la période des fêtes de fin d'année (qui n'a pas permis aux experts juridiques d'étudier les propositions soumises à l'AGE[43]) il est nécessaire de convoquer une autre réunion. Cette assemblée générale extraordinaire se déroule le 30 janvier 1957, mais ceci ouvre un autre chapitre de l'histoire du journal *l'Humanité*.

[39] *L'Humanité*, 24 novembre 1956.
[40] *L'Humanité*, 16 décembre 1956.
[41] Procès-verbal de l'AG , 29 novembre 1957. Fonds 243 J1/3. AD 93.
[42] Procès-verbal de l'AGE, 28 décembre 1956. Fonds 243 J1/2. AD 93.
[43] *Ibid*.

Les communistes français et la guerre d'Algérie, 1956

Alain Ruscio

La *Une* de *l'Humanité*, le 7 janvier, est agrémentée d'un dessin de Mitelberg qui illustre magnifiquement les illusions de l'immédiat après-élection. On y voit un soldat souriant, regardant une Marianne espiègle, qui vient de détacher une locomotive d'un convoi. Légende : *« Messieurs les voyageurs sont avertis que, par décision du Front populaire, les trains à destination de l'Algérie sont annulés »*. A l'autre extrémité de l'année, le 26 décembre, la *Une* a perdu, ô combien, sa jovialité : *« Noël sanglant en Algérie. Nombreux morts et blessés à Alger et dans d'autres villes. Les patrouilles de la police et de l'armée organisent la chasse aux musulmans »*. Tragique rapprochement. Entre ces deux *Unes*, entre la Marianne qui bloque le train de la guerre et l'armée de la République qui organise la *« chasse aux musulmans »*, il y a eu la perte progressive des illusions. Il y a eu l'année terrible.

Quels ont été, tout au long de cette année 1956 - et pas seulement lors du vote en faveur des pouvoirs spéciaux, le 12 mars - les analyses et comportements des communistes français, tant dans le discours public[44] que lors des réunions internes[45], face à la question algérienne ?

Avant d'aborder le cœur du sujet, j'aimerais essayer de rappeler dans quel état d'esprit se trouvaient dirigeants et militants au seuil de cette année. Un mot, à mon avis, le caractérise : *soulagement*. *Soulagement* en politique internationale. A partir de 1953, incontestablement, le climat international change. Tous les signaux, auparavant au rouge, passent, au moins, au clignotant. Bien des acteurs des événements ont alors le sentiment - justifié - que le pire moment de la guerre froide est derrière eux. Le *soulagement* en politique intérieure découle directement du précédent. La détente internationale entraîne *ipso facto* une sortie, progressive et relative, du ghetto dans lequel étaient enfermés (et s'étaient enfermés) les communistes dans la société française. La dégradation continue de cette situation, tout au long de l'année 1956, n'en sera ressentie que plus durement. D'une formule : en début d'année, les communistes ont la sensation d'être sortis du ghetto ; en fin d'année, ils y sont retournés.

Histoire d'une expression : le « fait national algérien »

On sait que Maurice Thorez avait élaboré la théorie, en février 1939, de la *« nation algérienne en formation »,* formée des diverses strates de populations

[44] Le travail sur le discours public est basé essentiellement sur une lecture attentive de *l'Humanité*, alors organe central du PCF. Un certain nombre des textes du quotidien communiste sont consultables dans mon ouvrage *La question coloniale dans « l'Humanité »,* 1904-2004, Paris, Ed. La Dispute, 2005.

[45] Les archives du PCF sont désormais consultables aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, à Bobigny (signalées ici par la référence : AD 93).

qui avaient habité le pays au fil des siècles[46]. Lorsque éclate l'insurrection de novembre 1954, cette théorie est toujours considérée comme fiable.

Un an plus tard, apparaît, puis envahit tout le vocabulaire, une expression nouvelle, *« fait national algérien »*. *Fait :* donc plus *Mouvement vers,* mais *Mouvement accompli*. L'expression apparaît en octobre 1955[47]. Début 1956, elle est en place. On la trouve dans les éditoriaux de *l'Humanité* (ainsi Léon Feix le 16 janvier) ou dans tous les discours de dirigeants (Jacques Duclos à l'Assemblée, 31 janvier). Lors de la session du comité central des 9 et 10 mai, à Arcueil, Maurice Thorez consacre un long développement à l'argumentaire nouveau[48] : *« Il y a une vingtaine d'années, nous avons attiré l'attention sur la formation en cours de la nation algérienne. Aujourd'hui, la reconnaissance du fait national algérien peut seule conduire à une solution du conflit conforme à l'intérêt de l'immense majorité des Algériens de toute origine et à celui de la France. Nous devons répéter qu'il n'est pas d'autre moyen pour ramener la paix et pour permettre à l'Algérie de décider librement de son sort »*. La *« nation en formation »* est enterrée par son propre concepteur[49]. En janvier 1957 (je déborde légèrement le cadre chronologique), un éditorial non signé des *Cahiers du Communisme* évoque les *« légitimes aspirations du peuple algérien à l'indépendance »*, non plus comme un potentiel, mais comme un mot d'ordre immédiat.

Les premiers mois : Front populaire en gestation, *donc* possibilité de mettre fin à la guerre d'Algérie

Quels qu'aient été les événements de 1956, la direction du PCF aurait programmé des commémorations pour le 20e anniversaire du Front populaire. *A fortiori,* la victoire de la gauche aux élections législatives du 2 janvier prit l'allure d'un magnifique symbole. Sous-estimant gravement le fossé qui les séparait des autres forces de gauche, les communistes mettent en avant la simple constatation arithmétique que la gauche est majoritaire. Dès le 4 janvier, une déclaration signée *« Le Parti communiste français »* barre la *Une* de *l'Humanité* : *« Après la victoire du 2 janvier, vive le Front populaire ! »*. Commentaire : *« Ceux qui se sont prononcés pour une telle politique, un tel changement (communistes, socialistes et d'autres républicains) disposent d'une majorité certaine au sein de la nouvelle Assemblée, à la seule condition qu'ils s'entendent »*. Et l'Algérie ? La *première* phrase qui suit cette constatation aux allures de lapalissade est : *« Il est donc possible aujourd'hui d'apporter une solution pacifique à la guerre d'Algérie »*. Le *« donc »* est ici un mot politique fort, qui résume toute la politique communiste du début d'année. Le 16, un premier article de fond de Léon Feix fait le lien entre victoire du Front républicain et fin de la guerre d'Al-

[46] Discours prononcé le 11 février à Alger. Voir Maurice Thorez, *Textes choisis sur l'Algérie,* Paris, Ed. Sociales, 1962.

[47] Jacques Duclos, discours à l'Assemblée nationale, 11 octobre.

[48] AD 93, archives du PCF, enregistrements sonores, cote 1 AV 4670

[49] Il faut encore attendre l'été pour une mise en forme plus théorique de cette notion. Voir Jean Dresch, *La Pensée* (juillet-août). Nul doute qu'il s'agissait là d'un article de commande.

gérie. *« Le moyen d'arrêter la guerre d'Algérie »*, (c'est le titre), pour Feix, est de renouer le dialogue entre forces de gauche. Certes, les dirigeants communistes n'idéalisent pas la politique socialiste. Mais, fidèles à une analyse ancienne du réformisme, ils jugent que ce phénomène est plus *« enjeu »* que *« force agissante »* : c'est la notion de *« pression des masses »* qui doit contrecarrer la *« pression de la réaction »,* particulièrement vive avec l'entrée en force des poujadistes à l'Assemblée.

A la lecture de *l'Humanité* du premier trimestre, on a vraiment l'impression que cette *« pression des masses »* est en route, que la France de gauche est en effervescence. Chaque jour, le quotidien publie des lettres de fédérations départementales ou de sections locales du PCF à leurs homologues de la SFIO et les quelques - à vrai dire rares - réponses de ces dernières. Les prises de position d'organisations de base de FO, du SNI, sont également citées. Lors des débats à l'Assemblée - janvier pour l'investiture du nouveau cabinet, mars pour le grand débat sur l'Algérie - le journal publie de nombreuses photos de délégations, apparemment fournies, présentées comme unitaires, venant faire pression sur les députés.

Le vote des « pouvoirs spéciaux »

C'est ce climat général, c'est cette logique interne du discours communiste qu'il faut avoir en tête pour aborder la question du vote des pouvoirs spéciaux du 12 mars.

Une première constatation est nécessaire à la simple lecture de la chronologie. Guy Mollet est investi le 31 janvier. Il veut frapper un grand coup et se rend dès le 6 février, à Alger. Là, il est reçu avec une violence qui le surprend (c'est le célèbre épisode des tomates) par une partie de la communauté européenne, décidément hostile à toute concession, et rentre piteusement à Paris. Une telle capitulation aurait dû inciter à la prudence. Accorder des pouvoirs spéciaux à un homme au caractère si peu trempé, aux convictions si vite chancelantes, était pour le moins une imprudence. Du reste, *l'Humanité* ne ménage pas ses reproches à Mollet. Le 7 février, le titre de *Une* dénonce sa capitulation *« devant les ultras »*. On peut même dire qu'il y a une perception claire des plans d'extension de la guerre. Le 29 février, le quotidien titre, toujours en *Une : « Guy Mollet au maquis algérien : GUERRE A OUTRANCE si vous ne déposez pas les armes »*. Le commentaire dénonce les projets du secrétaire d'Etat aux forces armées, Max Lejeune, d'incorporer 50 000 recrues tous les deux mois d'ici la fin de l'année. Le 6 mars, Mollet reçoit Duclos en tant que président de groupe. *L'Humanité* du 7 rend compte des réticences du leader communiste : *« L'article 5 du projet gouvernemental, qui tend à donner au gouvernement des pouvoirs plus étendus pour prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, peut ouvrir la voie à de très graves événements qui, loin de favoriser le règlement du problème algérien, contribueraient au contraire à l'aggraver dangereusement »*. Cependant, précise-t-il, la conduite du groupe communiste n'est pas encore fixée : elle dépendra des débats à venir

à l'Assemblée nationale. Ce débat, on le sait, commence une semaine plus tard. Et le moins que l'on puisse dire est que le discours molletiste n'a rien pour rassurer les communistes. C'est en connaissance de cause que le groupe communiste vote finalement la confiance.

Quelle logique a présidé à ce choix de mars 1956 ? Il faut faire ici appel à la thématique de la *« partie »* et du *« tout »*, déjà utilisée, naguère, sous le Front populaire, par Gabriel Péri[50]. Le 16 mars 1956[51], Thorez reprend les mêmes mots, devant le comité central : *« Le Parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie »,* affirme-t-il d'emblée. Qu'est-ce que *« la partie »* ? C'est la guerre d'Algérie, qualifiée d'*« affaire très importante, mais pourtant délimitée à la préoccupation essentielle »*. Qu'est-ce donc que ce *« tout »*, quelle est la *« préoccupation essentielle »* ? Dans la vie politique métropolitaine, c'est la lutte déjà évoquée pour un nouveau Front populaire, ce sont les conquêtes sociales (acquises ou possibles). Dans la vie internationale, c'est le *dégel*, présent en mars, mais qui prendra une dimension spectaculaire tout au long du premier semestre. Dans l'outre-mer, ce sont les accords qui reconnaissent les jeunes indépendances de la Tunisie et du Maroc.

Pour les communistes, tout n'est donc pas joué. Un mois encore après le vote favorable du 12 mars, *l'Humanité* interroge : *« Qui l'emportera ? La pression des ultras ou la pression populaire ? »*[52]. L'auteur anonyme de l'article a l'air de pencher pour la seconde hypothèse. Le 4 mai encore, Marcel Servin écrit dans le même journal : *« Notre position au Parlement a déjà permis un développement considérable de l'action des masses populaires, communistes et socialistes en tête. L'élargissement de ce mouvement sorti des profondeurs de la nation est la condition nécessaire et suffisante* (souligné par nous - AR) *pour que les colonialistes, leurs intrigues et leurs pressions connaissent un échec retentissant… »*.

Troubles au sein du PCF

On sait aujourd'hui - et depuis longtemps - que le vote de mars 1956 a provoqué débats, remous et ruptures au sein du PCF.

Tout d'abord, avant le vote. On a vu que Duclos, le 6 mars encore, laisse entendre que la décision n'est pas prise. A quel moment l'opinion de la majorité des dirigeants communistes bascule-t-elle ?[53] En tout cas, le 12 mars, très pro-

---

[50] 8e Congrès du PCF, Arles, décembre 1937 ; brochure, Paris, Ed. du Comité populaire de propagande, s.d. (1938).

[51] C'est un phénomène bien connu des historiens spécialisés dans l'étude du PCF : contrairement à d'autres sessions de cet organisme, la session de mars n'a pas été enregistrée – ou a disparu . Rappelons que c'est lors de cette session que le contenu du 20e congrès du PCUS est exposé aux membres du CC du PCF. On ne peut donc ici citer que le texte public.

[52] 12 avril.

[53] On sait que c'est essentiellement au bureau politique (BP) que sont prises les décisions stratégiques. Or, contrairement aux interventions devant le CC, celles devant le BP n'étaient ni enregistrées, ni consignées. Seuls étaient publiés des comptes-rendus, très peu argumentés.

bablement au matin, le BP donne la consigne sans appel suivante : *« Le groupe communiste votera chacun des articles ainsi que l'ensemble du projet de loi du gouvernement »*[54]. Comment cette décision est-elle transmise aux députés ? Les témoignages divergent. Pierre Lareppe, député des Ardennes, plus tard entré en dissidence, affirmera alors qu'ordre avait été donné au groupe parlementaire vingt minutes avant la séance[55]. Dans le souvenir de Jean Cordillot[56], alors jeune député de l'Yonne, le groupe, auquel se seraient adjoints les membres du CC non députés, aurait été réuni, l'après-midi très probablement, salle Colbert, au Palais-Bourbon. Dans la mémoire de Roland Leroy, la réunion aurait été *« animée »*[57]. Seuls Pierre Courtade et Robert Ballanger se seraient opposés fermement à la confiance. Jean Cordillot aurait également émis des réserves, mais plus timidement. En recoupant diverses autres sources, on peut ajouter à ces noms ceux d'autres députés communistes hostiles ou pour le moins réticents face au vote : Pierre Lareppe, déjà cité, Jean Pronteau, Bernard Jourd'hui, Roger Boisseau.

Après le vote en faveur des pouvoirs spéciaux, tout au long de l'année 1956, et bien au-delà, le trouble a continué à exister chez les communistes. *L'Humanité*, qui ouvre en mai une tribune de discussion pour la préparation du 14e congrès du PCF[58], est muette sur la question. A-t-elle reçu des lettres que l'équipe d'Etienne Fajon a censurées ? Un autre bon baromètre pourrait être la préparation de ce congrès dans les organisations de base, cellules, sections et fédérations. Que s'y est-il dit, sur l'Algérie ? Sauf découverte d'archives de ces organisations - ou ignorance de l'auteur - il paraît difficile aujourd'hui de répondre à cette question. Tout au plus peut-on citer le document préparatoire de la fédération de Paris, fin juin : l'Algérie en est pratiquement absente[59].

On sait par contre que, dans les milieux intellectuels, certains militants critiques, parmi lesquels Claude Roy, Robert Bonnaud, Jean-Pierre Vernant et une partie de la célèbre cellule *Sorbonne-Lettres*, ont entamé à cette occasion le processus de rupture avec le PCF. Plus spectaculaire, car plus emblématique, apparaît la rupture faite à l'automne par Aimé Césaire, auteur en 1950 du *Discours sur le colonialisme*[60]. Fin octobre, Césaire rend publique sa rupture par une retentissante *Lettre à Maurice Thorez*[61]. La critique porte autant sur les manque-

[54] AD 93, archives du PCF, direction, 261 J 4/13.

[55] Dans une revue oppositionnelle, *Le Débat communiste* (15 avril 1963) ; cité par René Dazy, *La partie et le tout. Le PCF et la guerre franco-algérienne,* Paris, Syllepse, 1990.

[56] Témoignage apporté lors des Journées d'étude, Bobigny, 5 décembre 2006.

[57] *L'Humanité*, 8 juin 2001.

[58] *L'Humanité* du 16 mai publie les thèses du CC.

[59] PCF, *3e Conférence fédérale de Paris, 29, 30 juin et 1er juillet 1956,* 33 rue de la Grange aux Belles, Paris, schéma du rapport (dépliant 6 pages), archives A. Ruscio.

[60] La plupart des références à ce *Discours* citent la seconde édition, celle des Editions *Présence africaine* (1956). C'est une erreur. Il n'est pas sans signification que Césaire, communiste en 1950, ait publié ce texte d'abord chez un éditeur lié au PCF (Ed. Réclame).

[61] Paris, Ed. Présence Africaine, 1956. L'original figure aux AD 93, archives du PCF, commission centrale de contrôle politique, 261 J 6/9.

ments, à ses yeux, à la lutte anticolonialiste que sur les *événements* de Hongrie, alors en cours. La partie la plus dure de cette *Lettre* est incontestablement la réfutation de la thématique de la *« partie »* et du *« tout »*. On sait que c'est dans ce document que Césaire utilisera pour la première fois un néologisme assassin, à l'encontre de la politique de son ancien parti : *« fraternalisme »*.

Le moins que l'on puisse dire est que la presse du PCF ne se fait guère l'écho de ces débats internes. Cependant, en lisant *l'Humanité* à la loupe, on peut trouver des traces de ce malaise. Le 31 mars, le secrétariat répond à *« une cellule »* (il n'est pas précisé laquelle) de la fédération de Paris qui *« a demandé quelques explications complémentaires »,* démarche peu habituelle alors. Le 9 mai, nouvelle session du CC, nouvelle intervention de Thorez. Avec, cette fois, l'avantage de citer directement le discours, d'après archives[62] : *« Revenons une fois de plus, je crois c'est nécessaire pour le Congrès, sur une question qui a été discutée et controversée dans le Parti : lorsque notre groupe a voté pour le gouvernement à l'issue du débat sur l'Algérie, il a eu en vue de préserver, de renforcer les possibilités de l'action commune avec les travailleurs socialistes sur tous les plans et en particulier pour le cessez-le-feu et la solution pacifique du problème algérien. Encore une fois, naturellement, il y a eu de l'émotion dans le Parti à la suite de ce vote. Je crois qu'il n'y a pas lieu de s'en inquiéter outre mesure. Que les militants demandent des explications, c'est bien normal. C'est au contraire l'absence de questions qui aurait été grave. Il est absolument naturel que nos militants formés dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien soient alarmés par ce qui se passe en Algérie et qu'ils demandent des explications sur les votes du groupe parlementaire. De vrais sujets d'inquiétude pour nous, il n'y en aurait que si nous constations une passivité, une négligence dans l'action contre la guerre d'Algérie et si n'étaient pas utilisées toutes ces possibilités de front unique pour renforcer et soutenir l'action du Parti et aussi dans une forme donnée l'action de notre groupe parlementaire à l'Assemblée. »*[63]. Dans la bouche du premier dirigeant communiste, ces formules, *« question… discutée et controversée », « émotion dans le Parti », « les militants demandent des explications »* sont fortes. On trouve des traces comparables dans l'intervention d'Yvonne Dumont, par ailleurs dirigeante de l'Union des femmes françaises (UFF), qui évoque la sensibilité des mères et femmes de soldats, qui ne comprennent pas toujours le vote de mars[64]. Léon Feix, lui, déplore les *« hésitations, mêmes parfois après explications »* d'un *« certain nombre de camarades »*. Mais il y apporte une réponse convenue : nous avons tardé à mieux expliquer ; surtout, *« seuls des camarades qui sont encore coupés de rapports avec les socialistes et avec les masses peuvent nier la justesse du vote »*[65].

---

[62] AD 93, doc. cité.

[63] *L'Humanité* du 12 rend compte de ce discours. Elle résume avec les formules : *« Quelque émotion s'est manifestée dans le Parti à la suite de ce vote (…). Il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure si des militants demandent des explications »*.

[64] 10 mai 1956, AD 93, archives du PCF, enregistrements sonores, 1 AV 4679.

[65] Id.

Un autre élément mérite d'être signalé, bien qu'il n'apparaisse que par intermittence et fort discrètement dans le quotidien communiste : le malaise face à des formes non traditionnelles de lutte contre la guerre d'Algérie, ce que la phraséologie de l'époque nomme *« actes individuels »*, opposés à l' *« action de masse »*. On pense par exemple au cas d'Alban Liechti, militant communiste discipliné, mais qui refuse de porter les armes en Algérie[66]. Il s'en explique dans une lettre au président de la République, le 2 juillet. Sa lettre est transmise par sa famille aux responsables locaux du parti, puis au secrétariat d'Etienne Fajon. Dans la journée du 3, le réponse, transmise par le secrétaire de Fajon, tombe : *« Ne rien faire, ne pas transmettre aux journaux »*[67]. Alban Liechti est tout de même envoyé en Algérie, transféré et emprisonné à Tizi Ouzou, puis à Fort National. Ce n'est finalement que le 15 novembre, soit quatre mois et demi après la Lettre à Coty, que *l'Humanité* informe ses lecteurs : *« Le soldat Alban Liechti, jugé le 19 à Alger, doit être acquitté »* titre-t-elle.

Un autre exemple de la distance prise à l'égard de méthodes de lutte considérées comme *« individuelles »* est l'encadré, intitulé *« Mise en garde »*, que, le 4 juillet, *l'Humanité* publie en page intérieure : *« Nous apprenons que certains individus se présentent à des camarades ou à des militants d'organisations démocratiques comme délégués du PC Algérien ou habilités par lui. Il ne peut s'agir là que de vulgaires provocateurs ; ils doivent être reçus comme tels en pareil cas. Il doit en être de même de tout individu qui préconiserait des actes allant à l'encontre de la politique de masse du PCF »*. On peut sans doute y voir une première manifestation des divergences avec ceux que l'on appellera plus tard les *« porteurs de valises »*.

Le journal communiste est moins discret sur ce qui a été appelé un temps l'*« affaire Maillot »*. Le 4 avril, Henri Maillot, communiste algérien, appelé, aspirant, passe, avec armes et munitions, au maquis. Un manque évident d'information règne semble-t-il à *l'Humanité*, qui ne cite le nom de l'aspirant que le 14. Par contre, le 18, le quotidien communiste publie le texte intégral de la lettre de justification de Maillot : *« Au moment où le peuple algérien s'est levé pour libérer son sol national du joug colonialiste, ma place est aux côtés de ceux qui ont engagé le combat libérateur »*. Cette affaire provoque une crise d'une violence inouïe dans le monde politique et journalistique français.

Les communistes et l'Union française

Plus globalement - mais c'est le même problème - on trouve trace de ces troubles dans le débat sur l'Union française. Le revirement du vocabulaire communiste à cet égard mériterait à soi seul une étude méticuleuse. En début d'année encore, les spécialistes du parti sur ces questions déploient l'argumentaire

[66] Voir son ouvrage de Mémoires, Paris, Le Temps des Cerises, 2005

[67] Note dactylographiée, sans date, non signée (probablement Josette Liechti, mère d'Alban), archives famille Liechti ; cité par Alban Liechti, o.c.

habituel. Léon Feix, dans les *Cahiers du Communisme*[68] et Georges Thévenin, dans *l'Humanité*[69], ne s'embarrassent guère et choisissent le même titre : *« Pour une véritable Union française »*. Cette insistance a très probablement une signification politique : il faut manifestement rappeler aux militants, comme si le doute s'était emparé d'eux, les grandes lignes de la politique du PCF en ce domaine. Le 9 mai, Maurice Thorez, toujours lors de son intervention devant le CC, éprouve le besoin de justifier le maintien de cette notion dans le projet de Thèses pour le 14e congrès à venir : *« … sa* [l'Algérie] *présence éventuelle au sein d'une véritable Union française formée de peuples libres et égaux. Nous ne devons pas pour l'instant, nous, abandonner cette formule. Au contraire, nous devons si je puis dire la revigorer dans la lutte contre les autres »*[70]. Le 16 mai, le quotidien communiste publie ce projet. L'attachement à l'Union française, qualifiée une fois de plus de *« véritable »*, y est réaffirmé (point 21). A partir de ce moment, la tribune de discussion ouverte dans le quotidien laisse apparaître quelques doutes. Le 7 juin, un certain Alain Menez, adhérent de Lorient, propose que l'on supprime l'adjectif *« française »* après Union et que l'on parle désormais d'une *« véritable union librement consentie »*. Une semaine plus tard, le 14, c'est une cellule entière, *Cherche-Midi-Moget*, de Paris, qui émet de *« vives réticences »* face au maintien du concept d'Union française. C'est une fois de plus Léon Feix qui répond. Le dirigeant communiste propose de maintenir la formule, mais de ne jamais oublier de préciser *« véritable »*. Beaucoup de nos compatriotes, plaide-t-il, sont encore attachés à cette Union, symbole à leurs yeux d'*« un aspect de la sauvegarde de l'intérêt national »*. On sait que ce 14e congrès, finalement, renoncera à l'adjectif *« française »*, Georges Cogniot se contentant de *« constater »* la disparition progressive de ce vocable dans le discours politique français.

Permanence de la lutte contre la guerre d'Algérie

Toutes ces hésitations, toutes ces réticences signifient-elles que la lutte contre la guerre d'Algérie s'est arrêtée ? Non, car le second terme du raisonnement communiste, indissociable du premier, *« union des Républicains »*, est, nous l'avons dit, *« pression des masses »*. Les photos et reportages sur les actions concrètes ne cessent pas, durant toute l'année. Le 22 avril, la *Une* de *l'Humanité dimanche* est barrée par l'expression *« Colère contre la Guerre d'Algérie »*. Une photo illustre une manifestation qui, à Voiron (Isère) a bloqué un autorail qui emmenait des réservistes. Le 4 mai, Marcel Servin exalte les manifestations *« à Metz, à Tours, à Villeneuve-Saint-Georges, dans la région parisienne, dans le Finistère, l'Ardèche ou la Vendée »*. Aux illusions lyriques du début d'année succède un ton de plus en plus critique vis-à-vis du gouvernement. Lors de la session du CC du PCF du 9 mai, déjà citée, Maurice Thorez souligne : *« Peut-être faut-il sur ce point mettre de plus en plus les points sur les « i » par rapport au gouvernement et ne pas laisser croire que le gouvernement est plus ou moins*

[68] Janvier-février.
[69] *L'Humanité*, 25 février.
[70] AD 93, doc. cité.

malgré lui victime de la pression, de la violence des ultras, comme nous avons tendance un peu trop à le dire, mais il applique consciemment une politique impérialiste. Nous n'allons pas le dire de cette façon, mais il faut faire comprendre qu'il mène cette politique, qu'il applique cette politique. Il s'oriente en fait - on n'est pas obligés de dire qu'il envisage, mais qu'il s'oriente en fait - vers une politique de guerre, vers une guerre longue »[71].

Le 11 mai, un reportage de Robert Lambotte intitulé, *« Le vrai visage de la « pacification ». Exécutions sommaires et fusillades d'otages se multiplient en Algérie »* montre l'exemple. Première occasion (du moins en 1956) pour le gouvernement de saisir le quotidien communiste et de poursuivre ses journalistes, Lambotte et André Stil. Il y aura, cette année 1956, deux autres saisies (15 juin - *affaire Maillot* - et 25 septembre) pour cause de dénonciation de la guerre d'Algérie[72].

Début juin a lieu un nouveau débat parlementaire. Jacques Duclos y déclare juger favorablement bien des aspects de la politique gouvernementale (politique sociale, détente, indépendance du Maroc et de la Tunisie), mais demande *« un vote spécial sur l'Algérie »* (qu'il n'obtient évidemment pas) afin d'exposer ses vives critiques[73]. Le 5, finalement, le groupe communiste s'abstient. Ce n'est que fin octobre que, finalement, le groupe communiste se résoudra à voter *contre* la *totalité* de la politique du gouvernement Mollet[74].

Jusqu'à l'automne, désormais, la guerre d'Algérie fait les plus gros titres. La critique est, selon une tradition anciennement ancrée dans l'argumentaire communiste, axée sur quatre thèmes : la défense de l'intérêt national français (*« La guerre d'Algérie, ce cancer qui mine la France »*[75]) ; le soutien à la lutte de libération nationale (*« Non, ce n'est pas à 15 000 fellaghas que l'armée a affaire, mais au peuple algérien tout entier »*)[76] ; la dénonciation des exactions (*« Il y a des tortures en Algérie »*[77]) ; la permanence de la lutte du peuple français (nombreux reportages). Mais, bien sûr, les drames de Suez et de Budapest accaparent bientôt les *Unes* (même si l'aventure égyptienne est largement liée à l'Algérie).

Conclusion

Pour le PCF, l'année 1956 aura été à bien des égards celle d'un déchirement. Aux diverses crises analysées lors de ces Journées d'étude s'est ajouté le

---

[71] Dans *l'Humanité* du 12, ce discours est repris, avec des formules adoucies, mais tout de même sévères : *« La pression, la violence des ultras n'est pas seule en cause. Le gouvernement s'oriente en fait vers une guerre, une guerre longue. »*. Pour conclure : *« nos journaux »* doivent être plus critiques, *« hausser le ton »* contre la politique de guerre du gouvernement.

[72] Merci à Alexandre Courban pour les précisions qu'il m'a apportées à ce sujet.

[73] *L'Humanité*, 1er juin.

[74] Explications de vote par Waldeck Rochet, *l'Humanité*, 26 octobre.

[75] *L'Humanité*, 19 septembre.

[76] André Beaugency, *l'Humanité*, 11 octobre.

[77] Robert Lambotte, *l'Humanité*, 6 octobre.

trouble jeté chez beaucoup de militants par une politique algérienne jugée difficilement lisible. Les actions multiples des militants communistes contre la guerre d'Algérie, avant, pendant et après 1956, ne pourront effacer l'amertume de l'épisode de mars. Etienne Fajon fut le premier dirigeant national à rompre le silence sur cette division profonde au sein du PCF. Dans ses Mémoires, publiés vingt années plus tard, en 1976, il évoquait des *« vives discussions dans nos organismes dirigeants, ainsi qu'au groupe parlementaire et (…) dans l'ensemble du Parti »* ; avec le recul, il jugeait ce choix de mars *« contestable »*[78]. Analyse plus sévère, plus argumentée, chez Roland Leroy, par exemple, en 2001, évoquant pour *l'Humanité* cet épisode et le qualifiant d'*« erreur d'appréciation »*[79]. Ce jugement est probablement majoritaire - mais loin d'être unanime cependant - aujourd'hui chez les communistes.

Certes, ramener tous les comportements communistes de l'époque de la guerre d'Algérie - ou même de l'année 1956, on l'a vu - au seul vote des pouvoirs spéciaux relève de l'injustice historique. Mais contourner l'explication de fond par la seule notion d' *« erreur »* n'est guère plus satisfaisant. D'abord, le mot paraît sans commune mesure avec les dégâts causés. Dans l'immédiat, on l'a vu, par le départ de certains militants. Mais aussi par des blessures, jamais refermées, chez d'autres (on pense à Jean-Pierre Vernant, à Madeleine Rebérioux, à Jean Baby et sa *Critique de base*[80], à René Dazy reprenant dans un livre l'expression thorézienne *La partie et le tout*[81], titre teinté d'amère ironie…). Enfin, et peut-être surtout, cet acte handicapa longuement le PCF dans ses rapports avec les patriotes algériens[82]. Mais, surtout, le mot *erreur* évite de s'interroger sur une *logique*. Roland Leroy pousse d'ailleurs plus loin l'autocritique en précisant : *« Au fond, la tactique électorale, politique et parlementaire était élevée au rang de stratégie »*[83].

Ne peut-on plutôt dire que ce vote ne fut qu'un avatar d'une vieille maladie du mouvement ouvrier français, le gallocentrisme, la foi, sans aucun doute sincère, que la libération - ou la démocratisation - de la *« périphérie »* serait une *« conséquence »* de la libération - ou la démocratisation - du *« centre »* ? Maladie explicable, sans doute, dans les années 1920, 30 ou 40, quand les mouvements nationaux ne paraissaient pas aptes à l'emporter sur le colonialisme, quand l'Internationale communiste et le PCF étaient des alliés puissants, réels ou potentiels, de ces mouvements. Mais inacceptable en 1956, deux ans après la libération du Vietnam, un an et demi après la Toussaint algérienne, un an après Bandoeng… Lors du 14e congrès du PCF, Léon Feix poussa jusqu'au bout

[78] *Ma vie s'appelle Liberté,* Paris, Robert Laffont.
[79] Article cité.
[80] Paris, François Maspéro, 1960
[81] O.c.
[82] On en trouve des traces dans la quasi-totalité de l'historiographie algérienne. Voir par exemple Ali Haroun, *La 7e Willaya. La guerre du FLN en France, 1954-1962,* Paris, Seuil, 1986.
[83] Article cité.

cette logique. Expliquant aux délégués qu'il ne fallait pas abandonner le principe de l'union mutuellement avantageuse, il précisa que ce principe était souhaitable *« parce que nous avançons - et nous avancerons plus encore quand nous aurons imposé la fin de la Guerre d'Algérie - vers une France socialiste »*[84]. Les peuples colonisés n'ont pas attendu le passage de la France au socialisme pour s'émanciper…

DISCUSSION

M. AZZIZ

J'ai acheté hier *El Watan,* un des journaux importants en Algérie, qui traitait de l'entrevue entre Bouteflika et Sarkozy. L'article faisait allusion aux pouvoirs spéciaux pour, en substance, justifier le fait de recevoir Sarkozy et d'avoir de bonnes relations avec la droite, parce que la gauche, entendue d'une manière générale, *« traînerait des casseroles »* - c'est la formule employée par le journaliste - avec le vote des pouvoirs spéciaux en 1956. On voit ici à quel point cette question peut être utilisée, instrumentalisée, encore aujourd'hui, en Algérie.

Alain RUSCIO

Je voudrais revenir sur deux points. Le premier est que, lorsqu'on lit *l'Humanité* des premiers jours de mars 1956, on a vraiment l'impression que la décision relative au vote n'est pas prise. Le ton de *l'Humanité* est d'abord très accusateur et des interrogations sont formulées explicitement. Par exemple, après avoir rencontré Guy Mollet le 5 ou le 6 mars, Jacques Duclos dit publiquement, et c'est publié en première page dans *l'Humanité* : *« nous n'avons pas eu de réponses à nos questions »*. Et puis ensuite, il y a ce basculement qui, vraiment, ne paraît pas joué d'avance. En tout cas, à la lecture du journal. Le second point concerne la totalité de l'année. La lutte contre la guerre d'Algérie est omniprésente dans les pages de *l'Humanité*. Elle est juste effacée dans les grands moments de Suez, de la Hongrie puis du 20e congrès du PCUS. Mais, en dehors de ces trois parenthèses, la *Une* de *l'Humanité* est très régulièrement consacrée à la lutte contre la guerre d'Algérie. J'ajoute que le journal fait l'objet de quatre saisies, qui montrent quand même que le ton est très fort : les mots *« torture »* et *« napalm »* sont utilisés fréquemment dans les articles de Lambotte et de Stil, qui sont d'ailleurs gardés à vue quelques jours.

Serge WOLIKOW

J'avais une question à poser à Alexandre Courban sur la façon dont peuvent s'articuler au jour le jour la politique de la direction du parti et la réactivité

[84] *L'Humanité*, 23 juillet.

de la rédaction et du journal en 1956. Car on constate dans les archives de direction que cette année est marquée par une grande fréquence de réunions, parfois précipitées, parfois consacrées à un seul point.

Bernard PUDAL

J'ai également une question précise à poser à Alexandre Courban. Il a été dit ce matin qu'Hentgès a rendu compte pour *l'Humanité* des débats qui ont eu lieu en Union soviétique à la suite de la divulgation et de la discussion du rapport secret. Donc, *l'Humanité* en traite, mais, ensuite, cela s'arrête. Je voudrais savoir si nous disposons d'archives permettant d'établir qu'Hentgès a assisté à des réunions en URSS, qu'il a envoyé des articles à ce sujet, qu'il en a rendu compte à la direction de *l'Humanité*, à Etienne Fajon en l'occurrence… En bref, des archives ont-elles gardé trace de ce travail journalistique ? Et qu'est-il resté, dans la carrière ultérieure d'Hentgès, de ce passage dans les coulisses de l'histoire du rapport secret ?

Jacques GIRAULT

La réaction du PCF à la démission d'Aimé Césaire s'exprime dans *l'Humanité*, mais elle passe aussi par d'autres moyens : la réponse de Roger Garaudy, notamment, avait été publiée sous forme de tract auparavant. Il serait d'ailleurs intéressant de comparer les deux textes. La lettre de Césaire témoigne d'abord d'une prise de distance antérieure à sa démission, puis, exprime une critique de la politique du parti en 1956, notamment à l'égard du 20e congrès, mais surtout à l'égard des peuples colonisés. Dans sa réponse, Garaudy évoque naturellement cet aspect. D'abord il contextualise beaucoup en disant : *« tu ne peux pas isoler la lutte des peuples coloniaux de celle des milieux opprimés dans le monde par le capitalisme »,* soulignant que tout cela est lié. Il en vient précisément au rôle de *l'Humanité* dans l'expression du parti à propos des pouvoirs spéciaux et de différents votes sur l'Algérie. Une phrase est particulièrement intéressante : *« En fonction de la prise de conscience des militants et des électeurs socialistes, quel est en chaque moment le vote qui permettra de les éclairer et de les conduire à l'unité avec nous pour imposer, en Algérie, une paix négociée ? Tu peux à la rigueur contester la justesse de notre appréciation en chaque cas, mais tu ne peux honnêtement mettre en doute le principe fondamental qui nous guide »*. Elle montre bien, dans l'esprit de Garaudy, mais plus largement dans celui de la direction au nom de laquelle il est bien évident que Garaudy s'exprime, l'importance accordée à la diffusion des idées par le parti lui-même et par ses organes de presse. Chaque acte politique du parti constitue en même temps un moyen d'éduquer et finalement de rassembler, de convaincre. Il me semble qu'il convient de souligner ce point, dans l'évocation du contexte de 1956. Le Parti communiste et les militants communistes ont à définir une ligne politique concrète, tout en tâchant de porter et de faire passer un projet global. Cela constitue l'aspect difficile, complexe je crois, de la situation en 1956. Il traverse en fait toute la thématique de ces Journées d'étude.

Roger MARTELLI

Une petite interpellation à l'adresse d'Alain Ruscio au sujet de la question du *« tout »* et de la *« partie »*. Il a relevé à juste titre qu'elle relevait d'un vieille conception de la culture politique du mouvement ouvrier concernant les rapports du centre et de la périphérie. Elle revient à affirmer que c'est au centre que se joue l'essentiel. Et la libération de la périphérie se joue au centre. Mais n'y a-t-il pas un élément supplémentaire pour ce qui concerne le vote des pouvoirs spéciaux ? Il intervient au début de l'année 1956, à un moment où on peut penser que s'amorce la détente entre l'est et l'ouest. Des responsables français comme Pinay, Mollet se rendent en Union soviétique. Cela rend envisageable la perspective d'un Front populaire, qui plus est, d'un Front populaire qui ferait l'alliance avec l'Union soviétique et instaurerait une politique d'apaisement. Peut-être y a-t-il la tentation de la part du PCF, pour encourager ce mouvement, de mettre un peu la « pédale douce » sur les sujets épineux, notamment au sujet de la politique d'Algérie. Au fond, on fait un geste sur l'Algérie pour inciter les socialistes à faire un geste en direction de l'Union soviétique. Cela ne renvoie-t-il pas aussi à la dialectique du *« tout »* et de la *« partie »* ?

Jean-Paul SCOT

Je voudrais demander à Alexandre Courban s'il a repéré les indices d'une forme d'autonomie relative de la direction et de la rédaction de *l'Humanité* au cours de cette année 1956 ? Personnellement, j'ai recueilli des témoignages concernant d'autres périodes historiques, en particulier auprès de Georges Cogniot, qui attestent qu'en l'absence de Maurice Thorez surtout, mais aussi dans certaines situations graves, la direction de *l'Humanité* était capable de prendre des initiatives, quitte, ensuite, à s'en justifier devant la direction du parti. Alexandre Courban pourrait-il caractériser la façon dont fonctionne la rédaction de *l'Humanité* en 1956 : les journalistes ont-ils conscience d'être constamment visés et censurés ? La direction est-elle contrôlée en permanence par Etienne Fajon ?

Alexandre COURBAN

Je vais tâcher, tout en restant synthétique dans mon propos, de répondre aux trois questions qui m'ont été posées.

D'abord sur l'autonomie relative de la rédaction du journal par rapport à la direction du parti. L'hypothèse que je défends depuis un certain temps déjà est que la différence fondamentale entre le parti et le journal est inscrite dans leurs obligations respectives en termes de réactivité. Le journal doit être fabriqué quotidiennement dans un délai de quelques heures pour pouvoir figurer dans les kiosques chaque matin. La direction du parti, elle, bénéficie d'une plus grande latitude pour décider de publier ou pas un communiqué sur telle ou telle question. En pratique, on relève effectivement, de temps à autre, des cas d'interprétation des événements par certains journalistes, comme Pierre Courtade, par exemple, durant l'année 1956. Le plus généralement, ces articles passent car ils ont été

écrits dans des situations d'urgence. Dans d'autres cas, c'est notamment vrai pour les correspondants à l'étranger, un article décrivant la réalité telle qu'elle est ne passera que si la rédaction en chef en décide ainsi. Au sujet de la façon dont Etienne Fajon dirige le journal, même si cela reste à confirmer, mon sentiment est qu'il s'agit d'une direction ferme en matière de contenu, sur ce qui peut être écrit ou pas… Cette attitude est encouragée par d'autres membres de la direction du parti, notamment dans des moments difficiles. Je rappelais tout à l'heure, qu'en juillet 1956, Maurice Thorez demande le vote par le comité central d'une résolution intérieure prévoyant de sanctionner l'attitude d'un certain nombre de journalistes de *l'Humanité* qui ont écrit des choses « non conformes ».

Une difficulté rencontrée pour mener ce type de recherches renvoie à la question des sources. En l'évoquant, je répondrai en partie aux questions de Serge Wolikow et de Bernard Pudal. Les archives de *l'Humanité* aujourd'hui disponibles contiennent essentiellement des documents relatifs au fonctionnement de l'entreprise : conseil d'administration, assemblée générale, etc. Jusqu'à présent, je n'ai trouvé aucune trace de relevés ou de comptes rendus des comités de rédaction de *l'Humanité* et de *l'Humanité dimanche*. Je ne suis même pas certain qu'ils aient eu vocation à être conservés systématiquement. Les rares fois où j'en ai trouvé, ils renvoyaient à des moments de crise tellement importants, qu'il y avait sans doute eu le besoin de garder la trace écrite des décisions prises. Les seules archives permettant d'appréhender la façon dont s'élabore le contenu, et j'ai bien conscience qu'elles fournissent un point de vue biaisé, sont les traces des décisions - prises en secrétariat du parti essentiellement - relativement à la fabrication du journal. Pour prendre un exemple : au mois de janvier 1956, au cours de 5 réunions, 18 décisions sont prises concernant *l'Humanité*, et les 2/3 de ces décisions touchent à l'attribution d'articles sur tel ou tel sujet à telle ou telle personne. En général, lorsque la décision est confiée à Etienne Fajon, cela sous-entend qu'il lui revient de désigner le rédacteur qui sera chargé de l'article. Et quand on confie la décision à François Billoux ou un autre dirigeant, cela signifie qu'il est chargé de traiter la question concernée. De là découlent, malheureusement, davantage d'hypothèses que de certitudes.

Un mot sur Pierre Hentgès, pour conclure. Il rend compte, dans deux articles publiés par *l'Humanité*, de discussions qui ont lieu en Union soviétique, parmi les communistes et les non communistes, autour du deuxième rapport de Khrouchtchev. Mais, c'est troublant, il rend compte de ces discussions sans dire aucun mot de leur contenu : il informe qu'en Union soviétique on discute d'un deuxième rapport, cela fait l'objet de deux articles, et c'est tout, il n'y a rien d'autre.

Jacques COUBARD

Pierre Hentgès avait signé un article, au moment où j'étais moi-même en Pologne, dans lequel il affirmait que l'arrivée de Gomulka au pouvoir signifiait le retour au capitalisme. J'en ai discuté avec lui, après coup, et il avait pris

conscience que c'était une erreur commise dans la logique des choses. Je dis cela pour montrer qu'à la rédaction de *l'Humanité*, il y avait bien sûr ce qui était dit par la direction, ce qui était décidé par la rédaction. C'est ce qui explique le départ d'un certain nombre de journalistes connus de *l'Humanité* en 1956 ; je pense par exemple à Hélène Parmelin, ou à Dominique Desanti, qui a témoigné récemment dans *l'Humanité*. Mais, il ne n'est pas exact de voir, même à ce moment là, la rédaction de *l'Humanité* - pas plus que le parti, d'ailleurs - comme un bloc monolithique où les gens ne discutent pas. Il existait un débat permanent avec des points de vue différents. J'ajoute que le travail des journalistes les confronte directement à la réalité concrète. Je pense qu'il ne s'agit pas que d'une question de délai, liée à la possibilité ou pas de différer la réaction et l'analyse. Ils sont obligés d'aller voir sur place et je pense que cela joue un rôle.

Alain RUSCIO

Je voudrais revenir sur la démission d'Aimé Césaire pour souligner qu'elle constitue une rupture extrêmement spectaculaire, extrêmement grave pour le PCF. Il n'y a évidemment pas de hiérarchie dans ce domaine, mais je pense qu'il s'agit d'un cas plus grave que d'autres avec des intellectuels connus en 1956 ou après. Il faut bien mesurer que Césaire est un des intellectuels et des dirigeants politiques communistes les plus en vue. Il est porte-parole du groupe à l'Assemblée nationale sur le projet de départementalisation des Antilles et de la Guyane en 1946. Il signe le *Discours sur le colonialisme,* dont je souligne qu'il est publié pour la première fois, non pas en 1955 chez *Présence africaine,* mais en 1950 par les éditions *Réclame*, plus ou moins liées au PCF. D'ailleurs, dans cette première édition, le livre est dédié à Jacques Duclos. C'est donc quelqu'un d'important et qui est considéré comme solide. D'où, peut-être, le ton extrêmement dur de Garaudy, qui termine sa réponse par une formule comme : *« j'avais de l'estime pour toi, tu l'as perdue »*. Cette rupture a été vécue comme un événement grave, entraînant vraisemblablement du désarroi chez certains militants particulièrement liés à la sensibilité anti-colonialiste.

Deuxième chose, à propos de la remarque de Roger Martelli sur le contexte international qui entoure le vote des pouvoirs spéciaux. Il compte effectivement beaucoup, me semble-t-il, dans le *« tout »* que j'évoquais. On compte beaucoup d'études assez critiques, parfois même agressives contre le vote des pouvoirs spéciaux, qui abordent souvent la question sur le ton de l'ironie : *« regardez, ils ont sacrifié la guerre d'Algérie au tout, et le tout c'était quoi finalement ? Le Front populaire hypothétique »*. Or, on constate que le discours communiste de l'époque fait également - et peut-être même surtout - référence au contexte de guerre froide. Ce n'est pas seulement du on-dit, c'est écrit noir sur blanc dans *l'Humanité*. Je crois qu'il faut essayer de comprendre ce qu'était le vécu des militants communistes qui respiraient enfin, à partir de 1953-1954, au sortir de cette guerre froide durant laquelle

toute la thématique communiste - qui n'était pas qu'illusion - répétait que *« la paix est suspendue à un fil »*. L'armistice en Corée, la fin de la guerre d'Indochine, la renonciation à la CED, toutes ces choses là vont dans le même sens et permettent de penser que *« ça y est, nous sortons de la guerre froide et donc de ce simple fait, notre stratégie peut être réévaluée »*. Tout cela semble confirmé en 1956 par le voyage de Khrouchtchev à Londres, celui de Mollet à Moscou, la réconciliation avec Tito. Toutes ces choses là vont dans le sens d'une nouvelle détente.

Serge WOLIKOW

Je passe maintenant la parole à Madame Sarolta Klen'jansky pour une communication portant sur le Parti communiste et l'intervention soviétique en Hongrie.

Le Parti communiste français et l'intervention soviétique en Hongrie

Sarolta Kleja'nsky

L'identité communiste, mise à mal par la révélation des crimes de Staline en Union soviétique, a subi un nouveau choc quand les peuples polonais et hongrois se sont révoltés contre leurs régimes. En Occident, le choc fut à la mesure de la glorification dont ces deux pays dits de « démocratie populaire » avaient fait l'objet, dans la presse communiste et communisante, pendant les années précédentes. Cependant, il n'était pas de nature à altérer le « lien de fer » qui liait le PCF à l'Union soviétique. Le secrétaire général, Maurice Thorez donna en effet au Kremlin une nouvelle preuve d'allégeance en apportant son approbation inconditionnelle à son intervention militaire et à la répression menée en Hongrie. Les militants, eux, furent peu ébranlés sous l'effet des événements. Les révoltes en Pologne et en Hongrie ne les amenèrent même pas à tourner leur regard vers les pays de l'Est. La question vaut néanmoins être posée : dans quelle mesure ces événements ont-ils conditionné la révision des relations du parti avec l'URSS, qui se traduira, douze ans plus tard, par la désapprobation de l'invasion en Tchécoslovaquie ?

Leur effet immédiat a cependant entraîné tout le contraire : poussant la direction thorézienne à renforcer son conservatisme et son ouvriérisme, la révolution et sa répression ont retardé la réflexion sur le stalinisme et ses conséquences dans le parti français. Les dirigeants communistes ont vu dans les événements de Hongrie la justification de leur résistance à la politique de déstalinisation. Ils y ont trouvé en outre un prétexte pour renouveler la chasse au révisionnisme et au « national-communisme », à la fois dans le mouvement international et dans les rangs des intellectuels. Les militants dont les événements en Pologne et en Hongrie avaient ébranlé la foi dans le parti furent en effet exclus, à l'instar des signataires de la pétition du 8 novembre qui condamnaient l'intervention soviétique en Hongrie et de plusieurs membres de la rédaction de la revue *Nouvelle critique,* ou bien quittèrent le parti volontairement dans les années cinquante et soixante. La lutte sur les deux fronts, contre le révisionnisme *et* le dogmatisme, qu'avait relancée Khrouchtchev dès 1953, ne fut pas inscrite à l'ordre du jour en France avant le milieu des années soixante.

Mais, si les dirigeants du parti donnèrent tort, non sans raison, à Khrouchtchev, dont la politique avait créé une dynamique contre-révolutionnaire dans les sociétés de l'Est en y encourageant les aspirations révisionnistes et nationalistes, ils se gardèrent d'imposer leur vision aux militants. La propagande communiste dissocia au contraire le soulèvement hongrois de son contexte politique réel en l'interprétant comme un épisode dans l'offensive de l'impérialisme qui menait une attaque vigoureuse simultanément en Algérie et en Egypte contre le camp du progrès. Le PCF revivifia ainsi son vieil esprit de guerre. Il redevint en

effet le « bastion assiégé », au sens propre du terme, après la seconde intervention soviétique en Hongrie, quand les sièges de son comité central et de son journal furent attaqués et saccagés par des groupes de manifestants extrémistes.

La direction du parti face à l'intervention soviétique du 4 novembre

Tout au long de la semaine qui suivit la première intervention de l'Armée rouge, le 23 octobre, l'issue de la situation en Hongrie resta imprévisible. Après avoir rendu publique, le 30 octobre, sa décision de réviser ses relations avec les démocraties populaires, que *l'Humanité* rapporta également, la présidence soviétique accomplit soudain une volte-face et se prononça, le 31 octobre, en faveur de l'intervention. Il est impossible de savoir quand et de quelle manière Thorez fut mis au courant de l'opération soviétique baptisée « tourbillon », ni quand il prit connaissance de la désignation de János Kádár au poste de Premier ministre en Hongrie. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'il encouragea la solution militaire du « problème hongrois », soit de manière directe, à l'instar de Chou-en-Lai, soit de manière indirecte, à l'instar de Palmiro Togliatti. Celui-ci décrivait en effet au comité central soviétique le désarroi dans son parti et les conséquences prévisibles pour le mouvement si le communisme s'effondrait en Hongrie.[85]

Le 1er novembre, le comité central du parti français vota une résolution sur la Pologne et sur la Hongrie. Dans celle-ci, il accusa sans distinction Imre Nagy et János Kádár de couvrir le massacre des communistes par les fascistes et refusa d'ouvrir un échange de vues avec eux, expliquant que : *« le recul du pouvoir populaire devant la révolte réactionnaire n'est pas propice aux discussions entre partis ouvriers marxistes »*.[86] Que la direction du PCF ait été sensiblement en retard sur les événements en Hongrie apparaît aussi dans le fait qu'elle a présenté cette résolution devant les militants parisiens le 2 novembre, alors que Kádár se trouvait déjà à Moscou. Et elle l'a publiée le lendemain, après que Kádár ait été présenté devant la présidence soviétique comme le chef du nouveau gouvernement hongrois.[87] Le bureau politique français se rattrapa néanmoins après l'intervention soviétique. Il exprima son soulagement que le peuple hongrois eut barré la route à la réaction que *« le traître Imre Nagy »* avait installée au gouvernement et qu'il eut formé un « gouvernement prolétaire » - dirigé par János Kádár - ayant fait appel à l'armée soviétique pour rétablir l'ordre dans le pays.[88]

L'ensemble de la direction du parti souscrivit à cette interprétation des événements. Personne ne prit la défense de Pierre Courtade à la réunion du

---

[85] Antonio Elorza: « Les télégrammes de Togliatti au CC du PCUS ». *Communisme*, N° 88/89, 2006/2007. pp. 205-211.

[86] *La situation internationale. Les événements de Pologne et de Hongrie. Allocution et rapport du Comité central du PCF devant 5000 militants parisiens le 2 novembre 1956*. Paris, Impr. Bd. Poissonnière, 1956.

[87] Roger Gough : *A Good Comrade: Kadar, Communism and Hungary*. London, I. B. Tauris & Co. Ltd, 2006.

[88] *L'Humanité*, 5 novembre 1956.

comité central du 21 novembre contre l'algarade de Thorez. Ce dernier dénonça l'emploi par le journaliste du mot *« désuet »* de *stalinisme*, mais il s'emportait en réalité à cause du fait que Courtade donnait une vision différente de l'insurrection hongroise. Courtade considérait en effet que Rákosi et ses crimes portaient avant tout la responsabilité du soulèvement. Il accusait - bien que seulement dans des conversations privées - ses confrères qui travestissaient l'insurrection en putsch fasciste, et en premier lieu André Stil, l'envoyé spécial de *l'Humanité* à Budapest, de *« malhonnêteté intellectuelle »*.[89] Il n'en reste pas moins vrai que Courtade admit finalement, comme beaucoup d'autres - sa fidélité au parti, à la classe ouvrière et sa confiance en Khrouchtchev aidant - qu'il n'était pas opportun de confronter les ouvriers français aux exactions des régimes staliniens à l'Est. Deux ans plus tard, il justifia le silence de *l'Humanité* sur la Hongrie devant l'ambassadeur du régime Kádár par le prolongement des difficultés auxquelles le PCF continuait à se heurter à cause de 1956.[90]

Les militants communistes et l'intervention soviétique

Les efforts de la direction visaient avant tout, en novembre 1956 et dans les mois suivants, à limiter les effets des protestations intellectuelles qu'avaient déclenchées la seconde intervention soviétique en Hongrie. Le 4 novembre apporta à de nombreux militants et compagnons de route un double-désenchantement : l'emploi de la force par Moscou compromit leur espoir dans la politique de déstalinisation, tandis que la déclaration du bureau politique leur révéla la sclérose du parti français. Les protestations n'étaient cependant pas comparables à celles qui s'exprimaient dans le parti italien et n'avaient qu'une portée limitée à cause des nombreuses précautions prises par les signataires.[91]

Les vingt-et-un intellectuels qui signèrent une pétition condamnant l'intervention soviétique, publiée dans *France-Observateur* le 8 novembre, déniaient le droit aux partisans du coup de force de Suez de protester contre l'intervention, dans le but de se différencier du camp ennemi. Et, d'autre part, ils réservaient leur sympathie aux écrivains hongrois, excluant de leur pitié les catégories ouvrières et paysannes dont provenaient pourtant la grande majorité de ceux qui étaient emprisonnés, s'ils n'étaient pas tombés plus tôt dans la rue sous le feu des chars soviétiques. En fait, se solidariser avec tous les insurgés aurait signifié pour ces intellectuels la coupure définitive avec le parti. Or, ils se sentaient d'autant moins prêts à embrasser la cause de la révolution hongroise - face au parti - qu'ils jugeaient ses revendications, la demande de l'humanisme et de l'indépendance, comme l'a écrit François Fejtó, anachroniques en comparaison avec l'idée de la révolution sociale.[92] Par conséquent, la plupart des décla-

[89] Institut mémoire éditorial contemporain (IMEC), journal de Courtade. Legs de Pierre Courtade.

[90] Archives nationales hongroises (dans la suite ANH), rapport de la légation de Hongrie du 17 nov. 1958. Fonds du ministère des Affaires étrangères, France 1945-1964, XIX-J-1-j.

[91] Cf. Marc Lazar : *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*. Paris, Aubier, 1992 ; Claude Lefort : *La complication. Retour sur le communisme*. Paris, Fayard, 1999.

[92] François Fejtó : *L'Héritage de Lénine*. Paris, 1977 (2e éd.).

rations - et les déclarations collectives sans exception - restaient muettes sur l'intervention soviétique. Même certaines intentions de caractère humanitaire se heurtèrent à des réticences, voire à une résistance. La direction du Pen Club français refusa ainsi de s'associer à la campagne de soutien que son homologue britannique organisait en faveur de la libération des écrivains hongrois incarcérés. Or, cette campagne qui ralliait de nombreuses personnalités illustres se transforma par la suite en un moyen de pression effectif et poussa le gouvernement Kádár à la déclaration de « la grande amnistie » des écrivains en 1960. En comparaison avec elle, l'aventure de Vercors, qui entreprit après sa démission de la présidence du CNE la réconciliation des écrivains hongrois - de ceux, qui avaient échappé à la prison - avec les écrivains soviétiques, semble une entreprise dérisoire. Il n'est pas surprenant qu'après plusieurs déplacements à Moscou, il dût renoncer à son projet à cause de la résistance des deux parties.[93]

En conclusion, c'est le caractère *inédit* des protestations qui leur donne toute leur importance et explique la vive inquiétude qu'elles suscitèrent au sein de la direction du parti, ce dont témoigne la documentation inégale conservée dans les archives du PCF.[94] Les dirigeants communistes préconisaient la patience et évitaient de sanctionner les militants au nom de la discipline du parti, réservant leurs malédictions aux compagnons de route, en premier lieu Jean-Paul Sartre. Les signataires de la fameuse « lettre des dix », qui avaient exigé la convocation d'un congrès extraordinaire à la fin du novembre, ont échappé à toute mesure administrative, tandis que des quatre communistes qui avaient associé leur nom à la pétition du 8 novembre condamnant l'intervention soviétique, seul Jacques-Francis Rolland fut immédiatement exclu. Le bureau politique convoqué pour le 12 novembre[95] lança une vaste offensive en direction des intellectuels. Une dizaine d'assemblées d'information se déroulèrent au cours du mois suivant, dans la région parisienne, sous l'étroite surveillance du parti, représenté par Laurent Casanova. Outre la démonstration de la possibilité d'avoir des discussions à l'intérieur du parti à tout sujet, même à propos de la Hongrie, ces rencontres visaient à populariser auprès des intellectuels les mesures administratives qui visaient leur soumission plus étroite à l'appareil. Parmi celles-ci, la constitution de commissions destinées *a priori* à négocier les intérêts des diverses professions et ceux de la direction et servant en réalité au comité central à intervenir plus systématiquement et plus fermement dans les affaires des intellectuels.[96]

---

[93] Eva Standeisky : "A Kreml csendje. Vercors a magyar írókért 1957-ben" [Le silence du Kremlin. Vercors pour les écrivains hongrois en 1957]. *1956-os Intézet Évkönyve III* [Annuaire de l'Institut de 1956]. Budapest, 1956-os Intézet, 1994.

[94] Parmi les fonds conservés dans les archives du Parti communiste français (dans la suite APC) les fonds Victor Michaut et de la commission centrale de contrôle politique (CCCP) doivent être signalées comme contenant de nombreuses sources sur la crise des intellectuels en automne 1956.

[95] La résolution du BP du 12 novembre est intégralement reproduite in : Roger Martelli: *1956 communiste. Le glas d'une espérance*. Paris, La Dispute, 2006. pp. 188-190.

[96] APC, Fonds Victor Michaut, 271-J-1; Fonds CCCP, 261-J-6/9.

Le fait que les militants subirent très peu les retombées des protestations intellectuelles constitua un succès pour la direction. Celle-ci réussit à discréditer les déclarations en dénonçant leur parution dans les journaux « de droite », c'est-à-dire non-communistes, et en réveillant le ressentiment des ouvriers envers la classe des « mains blanches ». Les cellules du parti accueillirent dès la mi-novembre les membres du comité central qui y exposaient la position officielle sur la Hongrie.[97] Cette campagne resta cependant peu efficace, à en croire les grands quotidiens contemporains. Le journal *Le Monde* confirmait en effet que les réunions des cellules furent boycottées par les militants pendant des semaines entières. Néanmoins, les explications de la presse, bardées de références à la réaction impérialiste et bourgeoise, au national-socialisme allemand et au fascisme du régent hongrois Horthy, répondaient incontestablement à la sensibilité des communistes et alimentaient leur imagination.

Ceci d'autant plus qu'ils avaient été tenus depuis trois ans dans une complète ignorance à propos des changements politiques advenus dans les pays de l'Est. Tout en suivant les remaniements du pouvoir effectués en Hongrie, que *l'Humanité* rapportait sur sa dernière page et sans le moindre commentaire, ils étaient loin d'en soupçonner les conséquences. L'ambassadeur hongrois en poste à Paris rapporta à son ministère, en juillet 1956, que les militants des cellules communistes accueillaient la nouvelle du limogeage de Rákosi avec enthousiasme, voire qu'ils mettaient leur espoir dans la déstalinisation de leur direction.[98] Leur nombre ne fit l'objet d'aucune estimation de la part de l'ambassade. Trois mois plus tard, soit une semaine après l'éclatement de l'insurrection en Hongrie, le comité central convoqua une réunion des militants parisiens pour *« soumettre »* à leur approbation le rapport qualifiant l'insurrection d'*« émeute contre-révolutionnaire »*. Bien que cette résolution n'eut pas été approuvée à l'unanimité, contrairement à l'indication figurant dans la brochure publiée le lendemain, une quarantaine de militants seulement - sur cinq mille présents - votèrent contre elle.[99] A peine quelques jours plus tard, même ce groupe de mécontents dut reculer devant la haine anti-communiste qui déferlait sur lui. Car les événements s'accélèrent : deux militants communistes et un syndiqué FO perdirent la vie lors de l'attaque du siège de *l'Humanité* le 7 novembre. Ce même jour, la motion concernant la dissolution du Parti communiste, proposée par Tixier-Vignancourt et soutenue par le délégué du MRP, Robert Bichet, fut inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.[100] Dans ce contexte de crise ouverte, le moindre doute quant au bien-fondé de la position de la direction concernant la Hongrie apparut comme une trahison à l'égard du parti.

---

[97] APC, Enregistrement sonore de la réunion du CC du 20 et du 21 novembre 1956. 1AV90/4708.

[98] ANH, Lettre de la légation à Paris au ministère hongrois des Affaires étrangères du 31 août 1956. Fonds du ministère des Affaires étrangères, France 1945-1964, XIX-J-1-k (Admin).

[99] François Fejtó : *The French Communist Party and the Crisis of International Communism*. Paris, 1967.

[100] Gusztáv Kecskés: « A magyar kérdés a francia Nemzetgülésben » [La question hongroise à l'Assemblée nationale française]. *Aetas. Történettudományi folyóirat,* n° 1, 2006. pp. 10-11.

Tous ces éléments expliquent que l'intervention soviétique en Hongrie n'ait pas provoqué l'érosion des effectifs et de l'électorat communistes en France, contrairement à l'Italie et aux pays d'Europe occidentale et du Nord. Le parti britannique perdit, sous l'effet de la résolution de son comité central du 4 novembre, près de 20 % de ses adhérents, tandis que le parti suisse fut contraint à l'illégalité, en novembre 1956, en Suisse alémanique.[101] En France, l'intervention soviétique ne provoqua de vagues de désengagements que dans les milieux intellectuels. Et même ces désaffections concernaient seulement une infime partie de ceux qui critiquaient la direction, voire faisaient de sa déstalinisation un préalable à l'unité et à la politique unitaire. Quelques-uns des membres de la rédaction de la revue *Nouvelle médecine* et de la cellule *Sorbonne-Lettres*, qui s'étaient trouvés au premier rang des contestataires en novembre, rejoignirent le groupe d'opposition intérieure mis sur pied par les signataires de la « lettre des dix ». Beaucoup s'enfermèrent cependant dans la passivité. Les noms illustres des communistes et des compagnons de route qui rendirent leur carte en 1956 et au cours des années suivantes, ainsi que le prestige des organisations « abandonnées »- le Comité national des écrivains (CNE), le Mouvement de la paix et l'association France-URSS - ont pu cependant créer la fausse illusion d'une rupture massive avec le communisme. D'autre part, l'exemple de Jean-Paul Sartre qui reprit contact avec la direction du parti moins d'un an plus tard illustre les cas où les ruptures se révélèrent réversibles, la conviction l'emportant, dans la bataille de conscience, sur l'émotion soulevée par l'intervention soviétique.

La crise à la CGT après l'intervention soviétique

Du fait de leur caractère virulent, les protestations des intellectuels éclipsèrent une autre conséquence de l'intervention soviétique en Hongrie. La crise couvait en effet dans le mouvement syndical depuis plus longtemps, de même que dans les milieux intellectuels, mais elle apparut au grand jour sous l'effet des événements de l'automne. Sur le plan syndical, on observe un décalage identique à celui qui était sensible entre les partis communistes français et italien : la CGIL, l'homologue italienne de la CGT qui s'était solidarisée avec les revendications des ouvriers de l'Est dès le mois de juillet, n'a pas connu une telle secousse en novembre. A la CGT, la crise se traduit dans l'inflexion des effectifs et même l'unité de la confédération fût en jeu.[102]

Pour prévenir tout éclatement, le bureau confédéral qui était pourtant solidement arrimé au PCF - un quart de ses membres siégeant au comité central - se vit obligé de prendre une position neutre sur la Hongrie. Dans sa déclaration du 13 novembre, il réaffirma la tradition fédéraliste de la CGT et le droit des

[101] André Rauber : *Histoire du mouvement communiste suisse, de 1944 à 1991*. Genève, Éd. Slatkine, 2000. pp. 216-233; « 1956 és az angol kommunista párt válsága. Három dokumentum az SZKP KB egykori levéltárából » [1956 et la crise du PC anglais. Trois documents provenant des anciennes archives du CC du PCUS]. Bev. és közread. Vjacseszlav Szereda. *Tekintet*. 9. évf. 1996. 3-4. sz. 80-100. p.

[102] Dominique Andolfatto : « La CGT : audience et organisation dans les années 1950 ». Elyane Bressol, Michel Dreyfus, Joël Hedde et Michel Pigenet (sous la dir. de) : *La CGT dans les années 1950*. Presses universitaires de Rennes, 2005.

syndicats d'avoir une opinion politique, religieuse et philosophique indépendante. Il dérogea ainsi à la ligne soviétique que ne manquait pas de relayer la Fédération syndicale mondiale (FSM), qui qualifia l'insurrection hongroise de *« contre-révolution »* et de *« putsch fasciste »*. Cette désobéissance traduisit, comme le montrent les archives du bureau confédéral, la triomphe du courant « progressiste ».[103] Le chef de file de ce courant, Alain Le Léap, qui militait simultanément au Mouvement de la paix, ressentit un profond trouble devant l'intervention soviétique. On peut se faire une idée de son désarroi d'après les notes qu'il a prises en se préparant aux débats virulents qui allaient se dérouler au sein du bureau confédéral. Par l'intermédiaire de délégués syndicaux français qui avaient séjourné au mois d'octobre à Budapest, il a une idée exacte de l'aggravation des conditions politiques et économiques ayant constitué la cause latente de l'insurrection.[104] Mais la CGT, dont la situation était politiquement très difficile à cause de la position orthodoxe du Parti communiste, est rapidement devenue l'unique objet de sa préoccupation. L'Union générale des fédérations des fonctionnaires (UGFF), dont il était membre de la direction, fut touchée par la crise avant les autres fédérations à cause de la forte proportion des non-communistes qui s'y était maintenue après la scission de 1948. Plusieurs syndicats membres des fédérations des Finances, du Livre et de la Fonction publique condamnèrent l'intervention soviétique en Hongrie, ce qui amena les bureaux fédéraux à constater l'extrême divergence d'opinion régnant dans leurs organisations. La politique unitaire que la CGT venait de relancer au début de l'année[105] entra dans une impasse après le 4 novembre, lorsque les syndicats homologues CGT-FO et la Fédération de l'Education nationale rompirent tout contact. Le recentrage revendicatif opéré par la direction ainsi que la mobilisation pour la lutte anti-coloniale permirent néanmoins la réactualisation des alliances syndicales à l'été 1957. Ces mesures aidèrent également à rétablir l'ordre dans les organisations dont les militants voyaient, dans la position de neutralité, une reculade devant le Parti communiste et trouvaient qu'une direction qui ne tenait pas des positions politiques assez fermes n'était pas le meilleur garant de leurs intérêts professionnels.[106]

Les communistes français dans les organisations internationales

Après le déclenchement de l'insurrection en Hongrie, les communistes français s'attribuèrent un rôle de premier plan dans la mise au diapason des organisations internationales. Leur prépondérance numérique justifiait en effet les efforts qu'ils faisaient en direction des autres délégations. A côté des archives du PCF, les fonds du Mouvement de la paix et de la Fédération syndicale mondiale constituent une source importante pour qui veut reconstituer la dimension internationale de la politique du PCF à l'automne 1956.

---

[103] Archives de la CGT (dans la suite AGC), fonds UGFF, 66-J-240. Relations internationales / Hongrie, 1952-1977 ; René Duhamel : *Aux quatre coins du monde*. Paris, Ed. Sociales, 1981.

[104] AGC, fonds UGFF, 66-J-240. Relations internationales / Hongrie, 1952-1977.

[105] Elyane Bressol et al. : *La CGT dans les années 1950*. *op*. *cit*.

[106] AGC, Fonds UGFF, 66-J-240. Relations internationales / Hongrie, 1952-1977.

La direction de la FSM fit pression sur les syndicats hongrois dès le 31 octobre pour qu'ils renoncent à leur retrait de la fédération, ce qu'elle n'obtint évidemment qu'une fois que le gouvernement Kádár fût constitué. A la fin novembre, le secrétaire général, Louis Saillant, effectua au nom du secrétariat, en compagnie de ses collègues bulgare et roumain, une pseudo-enquête à Budapest, en lieu et place de l'enquête recommandée par les Italiens et les Polonais. Ceux-ci avaient demandé en effet que soient conduites des investigations sur une base *a priori* plus démocratique, notamment sous le contrôle du bureau exécutif. Or, celui-ci ne fut même pas consulté par les secrétaires. A la fin de leur visite à Budapest, les délégués de la FSM publièrent un communiqué commun avec les représentants des syndicats hongrois, qui justifiait l'intervention de l'armée soviétique et légitimait le nouveau gouvernement.[107] La FSM déploya de sérieux efforts pour légitimer devant l'opinion internationale la réincorporation de la Hongrie dans l'empire soviétique, car le Mouvement de la paix, profondément secoué par la déstalinisation et paralysé par les récents événements, ne put pas remplir ce rôle.

Dans le Conseil mondial de la paix, les communistes français ne purent pas empêcher, en dépit de l'appui des représentants afro-asiatiques et de ceux des pays du bloc soviétique, la condamnation implicite de l'intervention militaire en Hongrie. Ils n'obtinrent aucun résultat dans leurs négociations avec les Italiens, parmi lesquels même les communistes défendaient des positions opposées.[108] La déclaration d'Helsinki fut finalement adoptée au bout de longues tergiversations. Demandant la garantie du plein exercice de la souveraineté hongroise, elle reflétait le compromis qui permettait à la direction de préserver l'unité du mouvement. Elle subordonnait toutefois le retrait des troupes soviétiques à un accord entre les gouvernements soviétique et hongrois.[109] Ce fut l'extrême concession que les représentants soviétiques et français pouvaient obtenir du camp des Italiens.

Conclusion : rupture ou continuité ?

Pour finir, on peut poser la question qui sera examinée demain plus en détail : est-il juste de dire que les réactions à l'intervention soviétique dans le Parti communiste s'inscrivirent dans la perspective d'une rupture ?

Les éléments rassemblés dans un si court délai ne permettent pas d'y répondre de manière exhaustive, mais notre réponse serait plutôt négative. Une série de phénomènes inattendus et surprenants apparurent en novembre 1956.

---

[107] Institut d'histoire sociale CGT, archives du secrétariat de la FSM, 2 C^{s} 23, dossier Hongrie.

[108] Yves Santamaria : *Le Parti de l'ennemi ? Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)*. Paris, Armand Colin, 2006. p. 313.

[109] Archives du Mouvement de la paix, rapport sur le Mouvement de la paix en 1956, à vocation interne. 170-J-17 ; *Combat pour la paix,* n° 97 1956 ; *Bulletin du Conseil mondial de la paix,* 15 décembre 1956 ; APC, réunion du CC 21-22 novembre, bobines 147 et 152 (intervention de Laurent Casanova).

La prise de distance de la CGT par rapport au parti et la protestation publique des intellectuels furent les plus importants. Mais ces deux initiatives, qui agissaient respectivement en faveur de la dépolitisation du mouvement syndical et de la « politisation » des intellectuels communistes, n'ouvrirent pas de nouvelles perspectives et se révélèrent rapidement de courtes illusions. Elles poussèrent la direction à relâcher provisoirement le cordon ombilical qui liait les intellectuels et les syndicalistes compagnons de route du parti pour limiter les dégâts, mais elles ne l'amenèrent pas à modifier son point de vue fondamental.

On peut constater rétrospectivement que l'impulsion à la remise en question des structures staliniennes ne vint dans aucun cas, celui PCF compris, de l'extérieur. L'examen des possibles influences extérieures sur les partis communistes n'en reste pas moins intéressant, instructif et indispensable pour comprendre leurs histoires particulières. La distance séparant la Hongrie insurgée des milieux communistes et progressistes français sur la carte géographique aussi bien que sur la carte mentale, ce dont on a vu la preuve avec les intellectuels, exclut cependant la possibilité que la révolution provoquât une réaction féconde - fût-ce sous la forme d'une crise profonde - dans le parti.

Entre les positions extrêmes du stalinisme et de la déstalinisation radicale s'offraient néanmoins, en cet automne 1956, des points de vue intermédiaires rendant possible l'élaboration de réponses plus adéquates à la « situation de crise ». Une telle réponse aurait pu consister, par exemple, dans l'application d'une politique différenciée aux intellectuels qui étaient inégalement affectés par l'intervention soviétique en Hongrie. Elle ne fut, d'après les archives, même pas abordée dans les discussions entre les dirigeants. Les événements de Hongrie révélèrent en effet la sclérose des mœurs communistes françaises et leur résistance à penser le changement.

Le débat sur le *birth control* : une simple diversion ?

Sandra Fayolle

Plusieurs événements précipitent l'apparition sur la scène publique du débat sur le contrôle des naissances en 1956. Le premier est un fait divers. Le 7 juillet 1955, la cour d'assises de Seine-et-Oise condamne les époux Bac à deux ans de réclusion pour avoir laissé mourir leur petite fille âgée de huit mois en février 1953[110]. Le couple avait eu quatre enfants en quatre ans et la jeune mère, épuisée par ces naissances rapprochées et à nouveau enceinte en 1953, n'avait pas accordé les soins nécessaires à sa dernière fille. Au cours du procès, la gynécologue Marie Andrée Lagroua Weill-Hallé intervient en faveur de la défense. Ce drame illustre, selon elle, les conséquences ravageuses de naissances multiples et rapprochées sur la vie d'une famille. A cette occasion, elle condamne les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 interdisant la propagande anticonceptionnelle et se sert de ce procès comme d'une tribune afin de défendre la notion de *« maternité volontaire »*. M^me^ Lagroua Weil-Hallé avait déjà tenté à deux reprises d'alerter ses collègues médecins et les pouvoirs publics sur ce problème dans un article publié dans *La Semaine Médicale* en 1953 puis en mars 1955 lors de sa communication devant l'Académie des sciences morales et politiques.

Quelques mois plus tard, entre le 13 et le 26 octobre 1955, le journaliste communiste Jacques Derogy publie, dans le quotidien *Libération*, une série d'articles intitulée *« Les femmes sont-elles coupables ? »* dans laquelle il aborde la question des avortements clandestins. Cette enquête a ensuite été publiée dans un ouvrage : *Des enfants malgré nous,* publié aux Editions de Minuit en janvier 1956 et préfacé par Mme Lagroua Weill-Hallé.

Dans le débat qui s'enclenche alors, le PCF se distingue clairement du reste de la gauche française plutôt favorable à une légalisation des moyens anticonceptionnels[111]. Les dirigeants communistes se sont en effet opposés de façon virulente aux partisans du contrôle des naissances. Une hypothèse est très fréquemment mobilisée pour expliquer la position adoptée sur cette question par le PCF : ses dirigeants auraient trouvé à travers ce débat un moyen de détourner leurs militants des discussions concomitantes sur le rapport Khrouchtchev présenté lors du 20^e^ congrès du PCUS. Si cette hypothèse apporte un éclairage essentiel pour comprendre les raisons et la manière dont le parti a investi la question du contrôle des naissances, elle ne permet pas de comprendre les fondements de la position adoptée. En outre, si les répercussions de ce positionnement parmi les militants communistes sont difficilement saisissables, plusieurs éléments démontrent que cette question a suscité des discussions, voire de vives

[110] Le couple avait été condamné une première fois à sept ans de réclusion par la cour d'assises de la Seine mais le jugement avait été cassé pour vice de forme. « Claude et Ginette Bac dont l'enfant était mort faute de soins sont condamnés à deux ans de prison », *Le Monde,* 8 juillet 1955.

[111] Janine Mossuz Lavau, *Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France (1950-2002),* Paris, Editions Payot-Rivages, 2002, pp. 30 et suivantes.

contestations. Plusieurs indices permettent d'affirmer que la direction du PCF a opportunément exploité le débat en cours sur le contrôle des naissances.

Dans un premier temps, le caractère relativement tardif de son entrée dans la discussion. En effet, la première réaction officielle du PCF date du 7 mars 1956. A l'occasion de la célébration de la Journée internationale des femmes, Marie-Claude Vaillant-Couturier, se réfère au discours de Maurice Thorez lors du congrès du PCF de Villeurbanne en 1936. Ce dernier avait alerté les militants communistes sur les risques qu'une diminution des naissances représentaient pour le pays. Elle ajoute ensuite : *« Aujourd'hui non plus, il n'est pas vrai qu'il y ait trop d'enfants en France. Voilà pourquoi plutôt que le « droit de ne pas avoir enfants » nous réclamons le droit à la maternité dans la joie, sans douleur, sans crainte ; nous voulons le droit de mettre de beaux enfants au monde, de les élever dans de bonnes conditions, d'en faire des hommes et des femmes utiles à leur pays »*[112]. La discussion était pourtant déjà lancée depuis plusieurs mois et divers événements l'avaient alimentée : outre ceux déjà évoqués, on peut mentionner la discussion lancée en novembre 1955 par l'hebdomadaire *France Observateur* ou la proposition de loi des trois députés progressistes (d'Astier de la Vigerie, Deyfus-Schmidt et Ferrand) déposée le 23 février 1956, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920. Dans ce contexte, il ne semble pas anodin que le PCF sorte de son silence quelques jours seulement après le 20e congrès du PCUS qui s'est tenu du 14 au 26 février 1956.

Cette réaction tardive est soulignée par Jacques Derogy lui-même lorsqu'il écrit à Maurice Thorez, le 10 mai 1956, afin de répondre à sa virulente lettre publiée dans *l'Humanité* le 30 avril 1956 et intitulée *Lettre au camarade Derogy*. Dans sa réponse, le journaliste s'étonne de la violence de l'attaque dont il fait l'objet et semble d'autant plus surpris que ses articles n'avaient suscité, à leur parution, aucune réaction officielle ou officieuse. Visiblement décontenancé, il écrit : *« Mon émotion est d'autant plus grande que je ne m'attendais pas à une intervention de cette nature et de cette importance, six mois après l'ouverture du débat sur le problème du « birth control » que « Libération » m'avait chargé d'amorcer par une enquête qui n'avait alors suscité aucune réaction défavorable du Parti. Ce n'est que le 7 mars, après l'initiative parlementaire d'Astier (…) qu'une allusion fut faite à cette question par la camarade Marie-Claude Vaillant-Couturier à la Mutualité »*[113].

L'audition de la session du comité central des 9 et 10 mai 1956 illustre la volonté de la direction du PCF, et notamment de Jeannette Vermeersch, d'utiliser la discussion sur le contrôle des naissances comme un dérivatif à des interventions gênantes sur la dénonciation du culte de la personnalité[114]. Lors de cette

[112] « A la Mutualité avec les femmes de Paris. Le discours de Marie-Claude Vaillant-Couturier », *l'Humanité*, 8 mars 1956.

[113] Lettre de Jacques Derogy à Maurice Thorez datée du 10 mai 1956, fonds Thorez/Vermeersch, 626 AP 187 Archives nationales.

[114] Comité central des 9 et 10 mai 1956, archives de direction du PCF, 1AV 4676 et 1AV 4677, Archives départementales de Seine-Saint-Denis.

réunion, la dirigeante communiste affirmait qu'il n'avait pas été appliqué de la même manière en URSS et en France et en minimisait ainsi les répercussions. Si elle dénonçait l'utilisation de l'expression de *« Parti de Maurice Thorez »*, elle entendait contenir les éventuelles critiques de la direction du parti. Ainsi lorsque la discussion s'engagea sur ce thème et qu'un intervenant voulut expliquer comment était perçu le culte de la personnalité dans le bassin minier du Nord, Jeannette Vermeersch reprit la parole et fit dévier la discussion sur le contrôle des naissances.

Des témoignages viennent également étayer cette hypothèse. Dans ses deux ouvrages : *Les Staliniens* et *Ce que le siècle m'a dit,* Dominique Desanti affirme que la direction du PCF a utilisé ce débat pour détourner les militants non seulement des répercussions du 20e congrès mais également du vote des pleins pouvoirs en Algérie en mars 1956. Dans *Les Staliniens,* elle parle d'une « astucieuse diversion » et écrit : *« Elle [Jeannette Vermeersch] ajoutait, dans le privé, deux considérations. D'abord plus les prolétaires ont d'enfants, plus ils trouvent leur misère insupportable, donc plus ils deviennent combatifs. Ensuite, mais c'était une confidence réservée aux camarades sûrs, pendant que les cellules discuteraient de l'avortement elles oublieraient Khrouchtchev, Staline et le FLN »*[115]. Des propos qu'elle réitère dans ses mémoires[116]. De son côté, la journaliste Renée Rousseau, auteure d'un livre intitulé *Femmes Rouges. Chronique des années Vermeersch,* partage cette analyse et relate, par exemple, une rencontre entre Nicole de Barry-Martin et Vladimir Pozner à Berlin, ce dernier lui aurait dit au sujet du contrôle des naissances : *« Le Parti a trouvé cette merveilleuse variante pour n'avoir pas à parler du XXe congrès »*[117]. Cette lecture des événements n'est pas seulement présente dans des témoignages postérieurs à cette période, elle était également soutenue par certains acteurs politiques contemporains. Dans un article publié en juin 1956 dans *Les Temps modernes,* la militante socialiste, Colette Audry, évoque, sans la faire sienne, l'idée que la position adoptée par le PCF ne serait *« qu'un moyen de parer aux difficultés qui assaillent les cadres et les dirigeants au lendemain du XXe Congrès »*[118].

Enfin, un dernier élément accrédite la thèse de la stratégie de diversion : l'implication personnelle du secrétaire général du parti et de sa femme dans ce débat et le ton volontairement polémique qu'ils ont adopté dans leurs interventions. Ainsi à l'issue de la réunion du bureau politique du 13 avril 1956, ses

---

[115] Dominique Desanti, *Les Staliniens. Une expérience politique 1944-1956,* Paris, Fayard, 1975, pp. 321-322

[116] « Pétrifiés, puis indignés, nous avons mis quelques temps avant de comprendre la « manip » comme disent les chimistes. Toutes les cellules comptaient des femmes militantes, c'est donc sur ce thème qu'ont flambé les discussions, les disputes, les résolutions. Le rapport [du 20e Congrès], et même l'Algérie, passaient à l'arrière plan ». Dominique Desanti, *Ce que le siècle m'a dit. Mémoires,* Paris, Plon, 1997, pp. 506 et suivantes.

[117] Renée Rousseau, *Les femmes rouges. Chronique des années Vermeersch,* Paris, Albin Michel, 1983, p. 242.

[118] Colette Audry, « Le parti communiste et la maternité contrôlée », *Les Temps modernes,* n°125, juin 1956, pp. 1880-1889. Je tiens à remercier ici Séverine Liatard qui a eu la gentillesse de me communiquer cet article.

membres sont-ils invités à *« adopter le rapport et les propositions de Jeannette Vermeersch sur le contrôle des naissances »* et cette dernière est chargée de présenter des propositions sur cette question[119]. De même, après l'intervention de Marie-Claude Vaillant-Couturier le 7 mars 1956, c'est Maurice Thorez qui s'exprime sur cette question lors de la Journée d'étude des parlementaire communistes le 14 avril 1956[120]. Par la suite, le leader communiste se montre particulièrement véhément dans sa lettre destinée à Jacques Derogy, publiée dans *l'Humanité* le 2 mai 1956. Il procède à une critique sans appel de son livre et conclut en écrivant : *« Il ne nous semble pas superflu de rappeler que le chemin de la libération de la femme passe par les réformes sociales, par les révolutions sociales, et non par les cliniques d'avortement »*[121].

Quelques semaines plus tard, le leader communiste entame un échange épistolaire avec Marie Andrée Lagroua Weill-Hallé. Celle-ci lui envoie un courrier daté du 9 mai 1956 dans lequel elle s'étonne de l'attitude adoptée par Maurice Thorez : *« Votre position, toute dogmatique, affirmée si rudement, nous a d'autant plus étonnés que nous-mêmes nous flattons d'une entière liberté d'esprit, nous n'avons pas hésité à nous mêler à des campagnes menées pour une juste cause même lorsque l'initiative venait du parti communiste et notre signature a été souvent voisine de la vôtre »*[122]. La gynécologue semble ainsi avoir été surprise par l'âpreté des interventions de Maurice Thorez sur ce thème et la réponse de ce dernier, publiée dans *l'Humanité* du 18 mai 1956, en a fourni une nouvelle illustration.

Au-delà des instructions du secrétaire général, c'est Jeannette Vermeersch qui fournit l'argumentaire officiel sur cette question aux responsables communistes dans son intervention le 4 mai 1956 devant les parlementaires communistes[123]. La fréquence et la violence de leurs propos laissent penser que le couple Thorez-Vermeersch souhaitait non seulement investir la question du contrôle des naissances mais aussi attiser le débat afin de déplacer la discussion sur ce thème plutôt que sur les conséquences du 20e congrès.

Une lecture purement stratégique de ce débat ne permet pourtant pas de comprendre les raisons de l'opposition farouche des dirigeants communistes au contrôle des naissances. Si l'on se penche sur l'histoire du PCF, la position adoptée par sa direction en 1956 n'est pas réellement surprenante. A sa création en 1920, le Parti communiste s'oppose à la législation du 31 juillet 1920 et se montre favorable à la fois à la légalisation des moyens anticonceptionnels et à

[119] Réunion du bureau politique du 13 avril 1956, 261 J 4/13, Archives départementales de Seine-Saint-Denis.

[120] Maurice Thorez, « Quelques aspects des problèmes de la propagande et du travail idéologique », *France Nouvelle,* n°540, 21 avril 1956.

[121] « Une lettre de Maurice Thorez au camarade Derogy », *l'Humanité*, 2 mai 1956

[122] Extrait de la lettre de Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé adressée à Maurice Thorez le 9 mai 1956 (cette lettre n'a pas été publiée dans *l'Humanité*), fonds Thorez-Vermeersch, 626 AP 187, AN.

[123] Intervention publiée dans un supplément de l'hebdomadaire *France Nouvelle,* n°543, 12 mai 1956.

celle de l'avortement. Il se distingue alors de la plupart des formations politiques qui, au sortir de la guerre, prônent une politique nataliste. Le PCF défend des positions relativement avant-gardistes dans la société de l'après-guerre sur le statut des Françaises dans la société[124]. Le 29 janvier 1932, les parlementaires communistes présentent ainsi une proposition de loi qui préconise notamment l'abrogation de la loi du 31 juillet 1920 et la légalisation de l'avortement[125].

Cependant à partir de 1935 et surtout en 1936, le PCF, sous l'impulsion de Moscou[126], opère un changement radical sur ces questions. Il cesse de revendiquer l'abrogation de la loi de 1920 et considère que des mesures doivent être prises pour favoriser les naissances. En 1936, Paul Vaillant-Couturier publie ainsi une série d'articles dans le quotidien communiste intitulée *« Au secours de la famille »* qui illustre la position plus consensuelle défendue par le PCF dans la perspective des élections. Ce tournant se traduit également par la diffusion d'une vision plus traditionnelle de la féminité qui repose en grande partie sur la maternité. A la Libération, le PCF maintient ses positions et se présente comme un *« défenseur des familles françaises »*[127].

A partir de 1947, dans le contexte de la guerre froide, il s'adresse de façon quasi exclusive aux femmes à travers leur statut de mère. On retrouve d'ailleurs à cette époque le présupposé selon lequel les femmes seraient « naturellement » plus susceptibles de s'engager dans la lutte contre la guerre pour protéger leurs enfants[128].

En outre, le refus du contrôle des naissances s'explique aussi probablement par une volonté des dirigeants communistes d'illustrer la théorie de la paupérisation du pays alors portée par le parti. Dans cette optique, chaque nouvelle naissance participe à l'appauvrissement de la famille, aussi l'Etat doit-il fournir à la nation les moyens nécessaires afin d'élever ses enfants et non lui offrir la possibilité de ne pas avoir d'enfants. De plus, la position défendue en 1956 est maintenue pendant plusieurs années. Il faut attendre la tenue de la Semaine de la pensée marxiste en janvier 1965 pour observer un premier infléchissement sur cette question. Un infléchissement visible notamment à travers la présence de Simone Iff, hôtesse dans un centre du Planning familial, qui vient expliquer l'action et les objectifs de son association. Infléchissement également perceptible à travers l'intervention de Jeannette Vermeersch, qui demeure ambiguë mais témoigne d'une réelle ouverture en direction du Planning familial[129]. Si la direc-

---

[124] A ce sujet, Christine Bard, Jean-Louis Robert, « The French Communist Party and Women 1920-1939 » in Gruber Helmut, Graves Pamela, *Women and Socialism, Socialism and Women. Europe between the Two World Wars,* New York, Oxford, Berghan Books, 1998, pp. 321-347.

[125] Voir notamment Jean-Yves Le Naour et Catherine Valenti, *Histoire de l'avortement,* Paris, Seuil, 2003, pp. 177 et suivantes.

[126] Il convient de rappeler qu'en avril 1936, Staline interdit l'avortement en URSS.

[127] A partir de 1945 par exemple, le PCF célèbre la fête des mères alors qu'il ne s'associait pas à cette fête avant la guerre.

[128] Sandra Fayolle, *Une organisation féminine de masse : l'Union des Femmes Françaises, 1945-1965,* thèse de doctorat de sciences politiques, Université Paris I, octobre 2005, 551 p.

[129] Sur la semaine de la pensée marxiste de 1965 : *Femmes du 20e siècle,* Paris, PUF, 1965, 234 p.

tion du PCF se rapproche de ce mouvement, il ne s'agit pas encore d'un soutien clair et les intervenants communistes accordent encore la priorité à la lutte en faveur de droits sociaux et du « droit à la maternité ».

Cette évolution tardive tend à démontrer les réelles réticences de la direction du PCF à s'engager pour la légalisation des moyens anticonceptionnels. La position adoptée en 1956 n'est donc pas une position de circonstances mais reflète les convictions profondes de certains dirigeants et notamment du couple Thorez-Vermeersch. Jeannnette Vermeersch a joué un rôle important dans le positionnement du PCF auquel elle a contribué et qu'elle a personnellement défendu. Plusieurs éléments laissent penser qu'elle était elle-même farouchement opposée à la légalisation des moyens anticonceptionnels et qu'elle considérait que cette mesure ne serait pas favorable à la classe ouvrière.

Le 16 avril 1956, elle adresse une note au secrétariat du PCF sur cette question, dans laquelle elle recommande que les parlementaires communistes ne votent pas la proposition de loi déposée par trois députés progressistes le 23 février 1956[130]. Il est intéressant de souligner qu'elle commence par dire : *« Après mûre réflexion, je demande s'il ne serait pas possible de réexaminer notre position sur le birth control »* ce qui sous tend que la direction du PCF avait peut-être, dans un premier temps, envisagé de soutenir ce texte. Dans cette note, Jeannette Vermeersch soutient notamment qu'une légalisation de la propagande anticonceptionnelle entraînerait une *« baisse alarmante de la natalité »*. Elle craint également un *« déchaînement de propagande pour l'éducation sexuelle »* qui aurait pour conséquences à la fois de *« fausser les problèmes de classe »,* de *« heurter les sentiments familiaux et humains »* et de favoriser la dénatalité. L'acceptation du *birth control* serait, de son point de vue, une *« capitulation »* sur les théories malthusiennes. Elle se montre également sceptique quant à la capacité des *« simples femmes du peuple »* à maîtriser ces moyens anticonceptionnels qui deviendraient alors l'apanage des femmes de la bourgeoisie. Enfin, elle affirme que le contrôle des naissances ne résoudrait pas réellement les problèmes des familles et que l'application de cette mesure affaiblirait la combativité des militants ou sympathisants communistes : *« Je pense que le birth control c'est la résignation devant les bas salaires, l'absence de logement, le combat nécessaire pour la Paix et le socialisme »*.

Pour la dirigeante communiste, il ne s'agissait pas d'une prise de position conjoncturelle. En 1977, par exemple, dans une interview réalisée par Jean-Paul Kauffman pour le quotidien *Le Matin,* elle reconnaît qu'une erreur a été commise tout en maintenant certains arguments : *« J'ai effectivement relu ce que j'avais écrit à cette époque. Sur le fond je ne retire pas un mot. (…) Aujourd'hui j'ajouterais seulement une chose : j'ai toujours lutté pour l'avortement légal. Ayant eu trois enfants, j'ai employé des méthodes contraceptives et j'ai pratiqué sur moi-même l'avortement. Ce combat m'importait. Je suis toujours en faveur*

[130] Note de Jeannette Vermeersch au Secrétariat, datée du 16 avril 1956, fonds Thorez-Vermeersch, 626 AP 187, AN.

de l'avortement légal et du droit à la contraception. La lutte essentielle pour moi c'est le droit à la maternité. Elle le demeure parce que les conditions sociales et morales d'une maternité libre et heureuse ne sont toujours pas réalisées. Je n'ai jamais cru que l'émancipation de la femme passait par son ventre »[131]. Le positionnement du PCF sur la question du contrôle des naissances n'est donc pas seulement stratégique. En outre, il ne s'agit pas d'une rupture par rapport aux revendications soutenues par ce parti s'agissant de la place des femmes dans la société ou plus généralement de la famille depuis 1936.

Il paraît enfin nécessaire de s'intéresser aux réactions qui ont pu être enregistrées parmi les militants ou les sympathisants communistes. Au sein de son organisation féminine de masse, l'Union des femmes françaises, ce débat est totalement absent des discussions officielles ou des articles publiés dans ses bulletins. L'organisation féminine relaie le mot d'ordre du droit à la maternité en revendiquant notamment l'extension de la pratique de l'accouchement sans douleur[132] et de nouvelles mesures sociales pour aider les mères de famille. Le silence observé par ses dirigeantes, majoritairement communistes, répond à une injonction de la direction du PCF. En effet, lors de la réunion des médecins communistes qui a eu lieu le 23 avril 1956, il semble que François Billoux ait explicitement indiqué que cette question ne devait pas être discutée au sein de l'UFF. Une déclaration qui suscita des protestations parmi les participants[133]. Ce silence ne signifie pas pour autant une absence de débats parmi les adhérentes ou au sein de la direction du mouvement. Certaines lettres envoyées au secrétaire général du PCF entre mai et juin 1956 démontrent que les militantes de l'UFF ont débattu de façon officieuse de cette question et que certaines désapprouvaient l'attitude du Parti communiste. Toutefois, en l'absence des archives internes de l'organisation, il est pour l'instant impossible d'estimer ou de sonder l'ampleur de cette contestation. Parmi les dirigeantes de l'UFF la question du contrôle des naissances a aussi suscité des interrogations, voire des critiques. La présidente de la commission des droits des femmes, M^me^ Andrée Marty-Capgras[134] s'est, par exemple, clairement opposée à la direction du PCF sans pour autant afficher publiquement son désaccord. Cette dernière a tout de même rejoint le mouvement de la Maternité Heureuse en participant à titre individuel à son conseil d'administration[135]. Selon le témoignage de Josette Cothias-

[131] Cet article, daté du 9 décembre 1977, figure dans les archives du couple Thorez-Vermeersch, 626 AP 397 AN.

[132] Depuis 1951, l'UFF s'est fortement investie dans une campagne de défense de la méthode de l'accouchement sans douleur.

[133] Extrait de la lettre de M^me^ Turpin de Morel (médecin) qui a écrit à Maurice Thorez le 3 mai 1956 : « Le centralisme démocratique avait jusqu'ici été respecté. A présent les directives imposées avec une argumentation faible vont nous couper des masses et en l'occurrence de toutes les femmes conscientes de leurs devoirs de mères ou de futures mères. « Il ne faudra pas discuter de cette question à l'Union des Femmes Françaises » disait le camarade Billoux. Il en sera discuté qu'il le veuille ou non, comme il en est discuté dans tous les milieux où l'on accepte pas les idées toutes faites ». Fonds Thorez/Vermeersch, 626 AP 187, AN.

[134] M^me^ Andrée Marty-Capgras était une militante socialiste. Elle a présidé la Commission des droits des femmes de l'UFF créée en 1954

[135] Sylvie Chaperon, *Les années Beauvoir 1945-1960,* Paris, Fayard, 2000, p. 248.

Dumeix, au sein de cette commission, composée en grande partie d'avocates, plusieurs de ses membres auraient menacé de quitter l'organisation pour manifester leur mécontentement[136].

Comment expliquer cette consigne imposée aux dirigeantes de l'UFF ? Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. La direction du PCF a dû s'inquiéter des réactions de son organisation féminine qui aurait pu manifester une position plus nuancée, voire franchement divergente et dont la légitimité aurait été difficilement contestable. En outre, si la direction effective de l'UFF est assurée par des militantes communistes, ses adhérentes ne sont pas toutes membres du PCF, par conséquent, la discipline de parti risquait de ne pas fonctionner. Une autre explication a pu être avancée : les dirigeantes de l'UFF n'auraient pas souhaité ouvrir ce débat pour ne pas heurter les adhérentes catholiques[137]. Une militante communiste suggère même que la direction de l'UFF aurait été influencée par les femmes catholiques actives dans l'organisation[138]. Cependant, s'il est vrai que le mouvement a toujours maintenu une politique de la « main tendue » en direction des catholiques, il semble pour autant difficile d'imaginer que ces dernières aient bénéficié d'une position numérique ou hiérarchique suffisante pour « influencer » les dirigeantes communistes de l'UFF. En outre, ces militantes appartenaient très probablement au courant progressiste du catholicisme, qui n'était pas forcément hostile à une légalisation des moyens contraceptifs.

S'agissant du parti lui-même, il est aussi difficile d'évaluer l'ampleur ou même l'intensité de cette contestation. En outre, le débat sur le contrôle des naissances s'est déroulé au sein du PCF sur une période relativement courte, entre mars et juin 1956, et dans un contexte politique particulièrement agité. Ce n'était donc pas une question majeure ou prioritaire pour lui. Le rapport rédigé sur l'Assemblée générale des médecins communistes du 23 avril 1956 laisse entendre que cette réunion a été particulièrement houleuse et que certains praticiens ont vivement contesté la position défendue par la direction du PCF. Les auteurs du rapport, membres de la commission des médecins communistes, écrivent en 1956 : *« Nous regrettons profondément l'attitude de certains camarades médecins qui, par leurs cris et leur interruptions, n'ont pas fait preuve de la volonté de poser les problèmes, tranquillement en communistes, et nous ferons tous nos efforts, en ce qui nous concerne pour que les conditions normales de la discussion dans le Parti soient assurées »*[139].

Les archives de Maurice Thorez contiennent aussi des dizaines de lettres de sympathisants ou militants communistes adressées au secrétaire général du PCF entre le 2 mai et le 22 juin 1956. Ce corpus n'est bien évidemment pas

[136] Entretien réalisée avec Josette Cothias-Dumeix, septembre 2004.

[137] Renée Rousseau, *op. cit.* p. 244

[138] Entretien réalisée avec Marie Stefanini en novembre 2003

[139] Extrait d'un rapport adressé aux membres du bureau politique daté du 23 mai 1956 et titré « Bilan de l'Assemblée générale des médecins communistes du 23 avril 1956. Le contrôle des naissances (Birth control) », Fonds Thorez-Vermeersch, 626 AP 187, Archives nationales.

représentatif de l'ensemble des militants ou sympathisants communistes. Cependant, il laisse penser qu'une réelle contestation s'est exprimée et cela d'autant plus que leurs auteurs précisent à plusieurs reprises qu'ils relaient des positions plus largement partagées. Si l'analyse de ces missives mérite un traitement particulier, il est intéressant de souligner qu'elles expriment très majoritairement une opposition à la ligne officielle du PCF sur le contrôle des naissances. En outre, la plupart de leurs auteurs regrettent l'absence de débat interne sur cette question. Ces lettres témoignent ainsi d'un réel mouvement de contestation ou du moins d'interrogations parmi les militants ou sympathisants communistes.

La direction du PCF a certes instrumentalisé le débat sur le contrôle des naissances à des fins politiques. Toutefois il semble que cette stratégie se soit retournée contre elle dans la mesure où une partie de ses militants se sont emparés de cette question qui touchait à l'intime et qu'il ont souhaité manifester, majoritairement à l'intérieur du parti, leur désaccord. En cette année 1956, le débat sur le contrôle des naissances a donc participé, comme d'autres événements internationaux, à instiller le doute parmi des militants ou sympathisants communistes non seulement sur la justesse des positions défendues par le PCF mais également sur l'absence de démocratie interne.

La promotion de Raymond Guyot à la section de politique extérieure du Parti communiste français

Marc Giovaninetti

Le nom de Raymond Guyot est étroitement lié à la *« Polex »*, la section de politique extérieure dans le jargon du PCF. Il en est même parfois présenté comme le véritable fondateur, après avoir exercé d'autres responsabilités éminentes : secrétaire général de l'Internationale communiste des jeunes, puis, après la guerre, 1er secrétaire de la puissante fédération de la Seine. Or, c'est à partir de 1956 qu'il apparaît nettement investi de sa nouvelle fonction ; cette année-là étant marquée par une série d'événements traumatisants dans la sphère communiste, la nomination à ce poste de ce dirigeant confirmé ne semble pas fortuite. La chronologie ne confirme pas cette évidence, pourtant. Les relevés de décisions du secrétariat du parti révèlent en effet que Guyot est désigné le 28 janvier 1955[140], soit plus d'un an avant la « secousse tellurique » du 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Mais il faut attendre le milieu de l'année 1956 pour le voir assumer pleinement cette fonction. Il n'est même pas membre de la délégation française à ce fameux congrès, en février ! Ces hiatus dans les apparitions de Guyot méritent d'être relevés et analysés, tout en notant la façon dont son arrivée à la Polex influe sur le fonctionnement de cette structure.

Les sources consultées sont principalement les archives du PCF : celles de la direction, et les fonds Raymond Guyot et Marius Magnien, le prédécesseur puis collaborateur de Guyot à la Polex ; la presse communiste ; les témoignages des militants de l'époque ; enfin les travaux des rares historiens qui se sont intéressés à la Polex : Gérard Streiff dans sa biographie de Jean Kanapa, et Catherine Destom, dans une communication intitulée *« La structuration de la politique extérieure du Parti communiste français sous la IVe République »,* présentée lors d'un colloque organisé à Villetaneuse sous l'égide de Jacques Girault en 1999.

La section de politique extérieure est en réalité conçue bien avant l'arrivée de Guyot à sa tête. Sa première réunion se tient en juillet 1946, sous la présidence de Maurice Thorez, et la responsabilité en est d'emblée confiée à Marius Magnien[141], qui y reste affecté jusqu'à sa mort en 1962. Plusieurs indications prouvent cependant que son fonctionnement ne donne pas satisfaction. La première réserve concerne Magnien lui-même. En 1946, c'est assurément un communiste expérimenté et apprécié. Il a suivi le cursus complet de l'Ecole léniniste internationale à Moscou dans les années 1920. A son retour, il rentre à la rédaction du service de politique étrangère de *l'Humanité*, et y reprend place à la Libération. Il parle russe et a des relations à l'Est. Mais à la Polex, il est des-

[140] Archives du PCF : secrétariat, 28-1-1955.
[141] *Ibid.,* 29-7-1946.

tiné à faire travailler des gens *a priori* bien plus titrés que lui : des anciens, comme Florimond Bonte ou Joanny Berlioz, ou des étoiles montantes, Pierre Courtade, Maurice Kriegel-Valrimont, membres du comité central ou députés en vue. En comparaison, Magnien, ni parlementaire, ni hiérarque du parti, fait un peu pâle figure, et ne peut prétendre à une véritable autorité que sur les permanents de la section, c'est-à-dire le personnel technique.

Le défaut de direction n'est pas imputable au seul Magnien. La section est placée sous la direction théorique d'un membre du bureau politique, le premier étant Maurice Thorez, qu'on n'imagine pas assister régulièrement aux réunions. En septembre 1947, confusion, trois personnalités se partagent cette fonction : Thorez, Marcel Cachin et Florimond Bonte, chacun en plus d'autres attributions[142]. On sait qu'ensuite le secrétaire général est défaillant d'octobre 1950 à avril 1953. C'est probablement pourquoi le bureau politique décide en janvier 1953 de *« réorganiser et faire fonctionner la Section de politique extérieure »* sous la direction de François Billoux, alors numéro 3 du parti, déjà chargé, lui aussi, de plusieurs autres responsabilités. Magnien est alors relégué au 3e rang avec le titre de secrétaire[143]. Pourtant, en juin 1954, c'est toujours lui qui se signale, les autres ne semblant guère s'impliquer. D'ailleurs, aucune mission d'importance n'est confiée à la Polex, qui se voit même retirer les sociétés d'amitié, dont France-URSS, au profit de la section d'organisation, *« sans préjuger des décisions ultérieures sur [son] fonctionnement »*[144] !

Direction erratique, manque d'implication ou d'autorité des personnes désignées, on peut aussi penser que les orientations de politique extérieure sont examinées en un autre lieu, à Bucarest, où siège le Bureau d'information, le Kominform. Ces différentes hypothèses sont d'ailleurs confirmées, nous le verrons, par Magnien lui-même.

Dans ces conditions, la nomination de Guyot pourrait ne constituer qu'un aléa supplémentaire. Mais lui va laisser son empreinte sur la Polex, s'y consacrer pleinement, et en garder la direction jusqu'à son retrait du bureau politique fin 1972, soit pendant 18 ans. On peut adhérer à l'appréciation de Catherine Destom, présentant Guyot comme *« un haut dirigeant, dont les capacités de travail et les compétences sont à la mesure du caractère complexe de la situation internationale, liée à la mort de Staline et au cours nouveau de la politique extérieure de l'URSS*[145]*»*. Evidemment, quelque chose a changé. Le grand bouleversement de 1956 n'est pas encore advenu, mais des signes avant-coureurs sont décelables : une déstalinisation rampante, le rapprochement en vue entre Soviétiques et Yougoslaves, la prolifération des gouvernements communistes en Europe et en Asie, tout cela multiplie les embûches pour les communistes français. S'y ajoutent des événements étrangers au monde communiste, mais dans

[142] *Ibid.* : BP, 18-9-1947.
[143] *Ibid.* : BP, 30-1-53 et secrétariat, 10-2-1953.
[144] *Ibid.,* 30-6-1954.
[145] In Jacques Girault (direction), *Des Communistes en France (années 1920 - années 1960)*, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 70.

lesquels les Français sont impliqués au premier chef : les luttes de libération nationale et l'émergence de nouveaux états issus de la décolonisation, la construction de la Communauté européenne. Or une des principales attributions du service de politique extérieure est de préparer les rencontres internationales.

Guyot peut-il apparaître comme l'homme de la situation en 1955 ? Il a plusieurs arguments à faire valoir. D'abord sa bonne connaissance du mouvement communiste international. De tous les membres du bureau politique, plus même que Thorez, il est celui qui a le plus fréquenté l'Internationale. Seul Marty le surclassait sur ce plan, et il est éliminé depuis plus de deux ans. Guyot, après maints allers-retours, a travaillé durablement à Moscou entre 1935 et 1941, en tant que secrétaire général de l'Internationale communiste des jeunes et membre du comité exécutif de l'Internationale communiste (IC) : il était en poste « là-bas » aux heures les plus sombres, et connaît donc le système de l'intérieur et au sommet. Dimitrov et Manouilski, les chefs de l'IC, l'appréciaient ; à ses côtés travaillaient de nombreux autres jeunes ou moins jeunes communistes, dont un bon nombre de réfugiés d'Europe centrale, qui se retrouvent parfois dans les gouvernements des démocraties populaires après la guerre. Cela explique sans doute pourquoi Guyot, qui pourtant ne parle pas russe, fut membre de la délégation française au 19e congrès du PCUS, le premier d'après-guerre, derrière les deux secrétaires Thorez et Lecœur.

Depuis 1946, il exerce ses compétences au cœur du système communiste français, à la tête de la plus grosse fédération du parti, celle de la Seine. Mais, au contraire des autres poids lourds du bureau politique au milieu des années 50, il n'a la direction d'aucune section de travail du comité central, d'aucun organe de presse ou « organisation de masse ». Il semble donc relativement disponible, d'autant qu'en 1953, la fédération de la Seine est scindée en quatre, lui ne dirigeant plus que la fédération de Paris-Ville, ce qui paraît un peu mince pour un pilier du bureau politique.

Guyot exerce bien une autre responsabilité importante, celle des questions militaires, héritée de sa vieille pratique antimilitariste aux Jeunesses. Activité qui se développe selon deux axes. D'une part la politique de Défense nationale, en condamnant dans des articles et à l'Assemblée nationale tout ce qui pousse la France dans une intégration militaire européenne ou atlantique, en critiquant l'arme atomique, et en défendant l'armée soviétique. D'autre part la propagande au sein des forces armées, surtout assurée par une série de feuilles clandestines, rédigées et diffusées par une équipe restreinte coordonnée par ses soins. Selon divers témoignages[146], ce champ d'activité de Guyot ne recoupe jamais les autres, sans doute pour des raisons conspiratives, mais ces questions militaires touchent évidemment à l'international.

La section de politique extérieure serait donc enfin dotée d'un dirigeant pleinement investi et supposé compétent. Disposant aussi d'une totale confiance du secrétaire général, dont Guyot est toujours apparu comme l'homme lige

[146] Témoignages de Julien Lauprêtre et de François Hilsum.

depuis l'affaire du groupe de la Jeunesse en 1931. Vers l'échelon subalterne, Guyot semble aussi en bons termes avec Magnien, qu'il connaît depuis ses débuts aux Jeunesses dans les années 1920. D'autres qualités lui sont généralement reconnues, outre sa faculté à s'entendre avec tous : sa capacité à organiser le travail d'équipe, à former de jeunes cadres, à faire preuve d'un remarquable courage physique. Son autorité, enfin, qui n'est pas seulement celle attachée à un membre du bureau politique, mais qu'il a démontrée à des postes importants, à la tête de structures nombreuses et parfois turbulentes. Enfin, si la situation l'imposait, interviendraient alors les quatre ou cinq hiérarques placés au-dessus de lui. Ce qui ne manque pas d'arriver au cours de l'année 1956.

Une fois nommé, Guyot fait entériner ses propositions de réorganisation de la Polex par le secrétariat[147]. Elles n'ont rien de bouleversant, encore que la section s'étoffe en se voyant rattacher le service de traduction du comité central. Elle est aussi chargée de réactiver l'austère revue du Kominform, *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*[148]. Ensuite, plus rien jusqu'en août 1956. C'est plutôt mince donc, même si la section a aussi relancé son propre bulletin, sous une forme qui reste fort modeste, simple livret ronéotypé rassemblant des extraits d'articles de revues ou de discours de dirigeants communistes étrangers.

Si maintenant on suit Raymond Guyot pendant cette première année et demi de direction, on est frappé à la fois par son retrait public, et par sa quasi-absence du terrain de la politique extérieure. La revue de détail est édifiante : peu d'articles dans la presse, dont deux seulement de politique extérieure[149] ; présence très discrète dans les meetings, ou discours sur des thèmes habituels, l'armée, les élections ; même chose à l'Assemblée nationale, où mis à part les problèmes du contingent en Algérie, sa seule intervention marquante vise à expliquer le vote par le groupe communiste des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet ! Aux sessions du comité central, il est muet en 1955 ; dans la première moitié de 1956, il n'intervient en janvier que pour présenter les résultats des législatives dans son département, la Seine, et en mai et juin, en appoint derrière Billoux pour le lancement de la nouvelle Union des jeunesses communistes, ou sur un sujet accessoire de politique extérieure, la participation de parlementaires communistes aux assemblées européennes[150]. Mêmes réserves à la conférence fédérale de Paris, dont il reste pourtant 1er secrétaire, où ce sont Duclos et Jeannette Vermeersch qui mènent la charge contre les timides contestataires, et au 14e congrès national du Havre, en juillet, où il ne prononce qu'une courte salutation aux délégations étrangères. Enfin, dernier indicateur, ses voyages à l'étranger ne se comptent qu'au nombre de trois, et seulement pour des motifs protocolaires[151].

[147] Archives du PCF : secrétariat, 24-2-1955.
[148] *Ibid.,* 7 et 29-4, 30-6-1955.
[149] *Cahiers du Communisme,* janvier-février 1956, *l'Humanité*, 20-4-1956.
[150] Archives du PCF : enregistrement sonore des réunions du CC des 18-1, 10-5 et 4-6-1956.
[151] 10e anniversaire de la Libération à Berlin-Est et Prague, 6e anniversaire de la RDA, obsèques de Bierut à Varsovie.

Ces silences, cet effacement, qui contrastent avec l'activité des années précédentes et suivantes, ne peuvent s'expliquer que par une volonté délibérée de mise à l'écart, aucun problème de santé n'étant par ailleurs signalé. La consigne ne peut venir de Thorez ou du groupe dirigeant français, si ce n'est à titre de conseil amical. Elle émane donc de l'autre centre de commandement, l'URSS. Outre son absence de la délégation au 20e congrès, ainsi que de celle envoyée en juin à Moscou pour s'expliquer entre Soviétiques et Français, un autre indice est révélateur de cet ostracisme, quand on sait la manie protocolaire du monde communiste et soviétique : alors que Guyot ne manque jamais la réception à l'ambassade à Paris pour l'anniversaire de la Révolution, le 7 novembre, il en est absent en 1954 et en 1955[152].

Alors où est le problème ? Une seule hypothèse : l'affaire London, qui rebondit à ce moment-là. Guyot y est mêlé à son corps défendant : Arthur London est son beau-frère ! Après avoir échappé à la peine de mort, il a attendu que sa famille puisse quitter la Tchécoslovaquie pour se rétracter de ses aveux en octobre 1954. En décembre, comme s'effondre l'essentiel de l'acte d'accusation, il demande la révision de son procès, puis attend encore plus d'un an avant d'être libéré, le 2 février 1956. Aucune publicité n'est faite à cet heureux dénouement chez les communistes. Mais Guyot, qui portait une réelle estime et affection à London, a appuyé au mieux sa belle-sœur Lise en usant de son entregent auprès des dirigeants communistes[153]. A-t-il alors suscité l'hostilité de responsables soviétiques ou tchécoslovaques ? C'est probable, même si ce point précis risque de toujours rester dans l'ombre.

D'ailleurs, il se peut que ce soit Guyot lui-même qui marque le pas, sa confiance dans le système soviétique ébranlée par les révélations de son beau-frère. Des témoignages fiables et concordants confirment cette crise de conscience, mais à des dates imprécises[154]. Il ne s'en ouvrait qu'avec beaucoup de réticence et de prudence, et jamais publiquement avant 1980[155]. En 1955-1956, on peut penser que ce qui affectait surtout Guyot, c'est que les travers du système soviétique soient aussi apparents, et que son propre beau-frère en ait été victime. Troublé ou affecté, il choisit cependant le silence, pour préserver le système, ne pas donner d'armes à l'ennemi, selon les arguments opposés à ceux qui se posaient des questions.

Tandis que Guyot est ainsi plongé dans une semi-réserve, surtout au cours des derniers mois de 1955, la section de politique extérieure est en pleine déconfiture. Son responsable, Magnien, est parti pour un long périple de six mois en Chine communiste, dont il revient début février 1956. A partir de l'été, il s'atta-

[152] Listes publiées dans *l'Humanité* chaque année.
[153] Témoignages de Lise London et de Fred Bicocchi, journaliste communiste à Prague en 1955.
[154] Témoignages de Lise London, Pierre Guyot (fils de Raymond Guyot), Pierre Juquin, Joë Nordmann.
[155] Entretien dans *France nouvelle,* 4 janvier 1980.

que à la remise d'aplomb de la section. Des rapports, des brouillons révèlent l'état de déliquescence dans laquelle elle se trouve[156]. Les récriminations de Magnien sont de deux types : la section est débordée de travail et ne peut plus faire face aux nouvelles exigences de la politique internationale ; ses membres, lui surtout, ne sont pas respectés, et il convient de clarifier les tâches de chacun.

La première série de remarques se comprend facilement. Le volume de la presse des partis frères a augmenté, il y a plus de traductions et de documentation à préparer. Le travail dit « de liaison », c'est-à-dire l'accueil en France de délégations étrangères ou les voyages de délégations françaises, a progressé dans la même proportion. Le bulletin doit être plus fourni depuis la dissolution du Kominform, etc. Magnien chiffre à quatre au moins le besoin en collaborateurs nouveaux, des permanents qui ne travailleraient que pour la section, alors qu'ils ne sont que sept, dont Guyot et lui-même, et son adjoint, Jean Rollin, qui *« rechigne sur tout »* !

Ses autres observations sont accablantes quant au peu de considération que le reste du parti accorde alors à la Polex, à son travail et à son personnel. Après avoir rappelé ce qui du temps de Thorez en avait motivé la création, il dénonce les dérives : les journaux du parti *« ont toujours ignoré la Section, sinon tenté de la dénigrer »* ; elle n'est tenue informée de rien, ni des échanges avec les partis frères, ni des discussions internes au parti ; le service de traduction, autonome de fait, ne se réfère pas au responsable. *« A quoi servons-nous ? »* interroge-t-il. Et il répond : de *« facteurs »* pour les visas et les rendez-vous, et encore *« on les fait…courir comme des cyclistes »* pour des modifications de dates ou des demandes trop tardives. Il s'insurge nommément contre Plissonnier, le secrétaire à l'organisation, accusé de le *« considérer comme une simple marionnette »,* alors que lui s'estime *« égal, sinon supérieur, tant par les connaissances politiques que par le dévouement désintéressé »* !

Ses remarques sur Guyot sont plus nuancées. Il regrette que lui aussi semble mis sur la touche, lors de la visite d'une délégation qui a été *« convoquée dans le bureau du camarade Joannès, et pas à la Section avec le camarade Raymond Guyot »*. Celui-ci n'est pas seul visé quand il rappelle qu'il réclame en vain depuis quatre ans que les fonctions de chacun soient précisées. Mais il note également dans la marge qu'une de ses lettres de réclamation est restée sans réponse de « R.G. ». Enfin, en préconisant que le travail soit *« collectif et centralisé »,* en dénonçant *« un semblant de direction, en fait inexistante »,* il semble bien appeler Guyot à l'aider à reprendre les choses en main.

Magnien semble être entendu, finalement ! A partir du milieu de l'année 1956, Raymond Guyot s'installe progressivement dans ses prérogatives, et au début de l'année 1957, la section est réorganisée avec un personnel fonctionnel.

D'avril à juillet, Guyot apparaît plus visiblement dans l'organe central du parti : quatre articles, une interview, une photo, pas très flatteuse il est vrai, au 14e congrès, où il semble apeuré sous le doigt accusateur de Souslov, chef de la

[156] Archives du PCF : fonds Marius Magnien, 273 J 3 pour tout ce qui suit.

délégation soviétique[157]. A partir du mois d'août, la fréquence augmente encore. Il exprime par deux fois à l'Assemblée les mises en garde des communistes contre la tentation d'intervention militaire en Egypte après la nationalisation du canal de Suez[158]. Mais surtout, il est nommé délégué au 8e congrès du Parti communiste chinois en septembre, en 2e place derrière Duclos[159]. Et en octobre, lors d'une session du comité central, il tance deux membres respectés du parti, Védrines et Pronteau, qui sont obligés de se justifier humblement[160].

La consécration est évidente aux mois de novembre et décembre. C'est alors le branle-bas de combat, au sens propre : les paras français sont sur le canal de Suez, les chars soviétiques sont à Budapest, et à Paris même, le Parti communiste subit les attaques d'une extrême droite enragée. Dans les jours qui suivent, Guyot apparaît à nouveau en pointe : dans la rue le 7 novembre, meneur de troupes dans les combats devant *l'Humanité*[161] ; au bureau politique le 10, rapporteur sur la situation politique ; au comité central le 20, rapporteur sur la politique extérieure, enfin ! Au comité central encore, le 5 décembre, il mène la discussion finale sur l'*« Appel aux Français »*[162].

Il continue sur cette lancée au début de l'année 1957 : rapporteur à la première réunion du bureau politique, et à la première session du comité central[163] ; membre désormais de la plupart des délégations à l'étranger : celle pour le congrès du Parti communiste américain (il n'ira pas, son visa sera refusé) ; celles qui partent à l'Est, à la rencontre des dirigeants des partis frères, qu'il a pourtant vivement critiqués, pour certains, devant le comité central du 20 novembre : fin janvier il est en Pologne, en mars en Yougoslavie, et surtout, fin mai - début juin en Hongrie, où il dirige un groupe de six délégués, dont un certain Georges Marchais[164] ; il écrit aussi en janvier dans *l'Humanité* le compte rendu d'une délégation en Tchécoslovaquie, qui lui permet de se réjouir de l'*« unité du mouvement communiste*[165] *»* !

Le contraste est saisissant, donc, par rapport à la période précédente. Evidemment, n'attendons aucune initiative ou argument original de la part de Guyot lors de ces rapports ou missions. A la session de novembre du comité central, Victor Leduc évoque à propos de son rapport *« une illustration presque caricaturale […] des errements de la période stalinienne*[166] *»*. On peut même

[157] *L'Humanité*, 20 et 23-4, 6-6, 4, 16 et 22-7-1956.
[158] *Ibid.,* 3-8 et 31-10-1956.
[159] *Ibid.,* 3-10 et 1er-11-1956.
[160] Archives du PCF : enregistrement sonore du CC du 17-10-1956.
[161] Témoignage de Jean Cordillot ; Philippe Robrieux, *Notre génération communiste 1953-1968,* Robert Laffont, 1977, p. 52.
[162] Archives du PCF : enregistrement sonore du CC du 5-12-1956.
[163] *Ibid.* : BP, 3-1-1957, et CC, 15-2-1957.
[164] *Ibid.* : fonds Raymond Guyot, 283 J 30 et 32.
[165] *L'Humanité*, 24-1-1957.
[166] Victor Leduc, *Les tribulations d'un idéologue,* Syros, 1985, p. 222.

considérer que ses camarades ne le favorisaient pas en le poussant en avant dans ces circonstances critiques, ou que sa réputation de praticien de la langue de bois faisait alors bien l'affaire. En témoigne ce titre cruellement ironique d'un article à la *Une* de *l'Humanité*, par lequel Guyot salue *« Le grand pays du socialisme et de la paix »,* l'URSS évidemment, le matin même de l'intervention du 5 novembre à Budapest !

Entre temps, Magnien, apparemment réconforté, reste la cheville ouvrière de la section de politique extérieure. Il en peaufine les projets de réorganisation et l'organigramme. Les membres permanents passent de sept à dix, les tâches sont réparties, y compris la plus fastidieuse, celle de la lecture et du découpage de la presse internationale[167]. La section relancée monte en puissance. Guyot est désormais solidement installé à la tête d'une structure efficace, pour une dizaine d'années. Sa position ne se verra ébranlée qu'à l'arrivée d'un nouveau membre d'envergure, Jean Kanapa, et à la faveur de nouveaux bouleversements dans le monde communiste, en 1968.

Deux interprétations sont envisageables en conclusion de ce « happy end» provisoire. Guyot, comme Magnien et la Polex, ont surmonté une crise sérieuse, à force de ténacité et de clairvoyance face à des événements contraignants ; c'est une des forces du parti que de savoir utiliser des hommes et des structures *ad hoc* dans de telles situations. Ou, éclairage moins flatteur : face aux difficultés, ces structures sont défaillantes, et le PCF fait monter au créneau des hommes quelque peu déconsidérés, dont le bilan, à moyen terme, s'avère discutable.

En tout cas, cette grave crise du Parti communiste français à la fin de l'année 1956 coïncide avec une forme d'apothéose pour Raymond Guyot : panache aux yeux des militants dans les combats de rue, forte présence dans les instances dirigeantes, et convergence de ses quatre attributions principales au parti : la jeunesse[168], l'armée, Paris et la politique extérieure.

Serge WOLIKOW

La dernière intervention avant la discussion générale sera présentée par Tangui Perron, historien du cinéma, qui va nous présenter deux films très brefs.

Tangui PERRON

Nous allons d'abord voir intégralement un petit film de six minutes, intitulé *Le fascisme ne passera pas*. Il s'agit d'un film collectif et anonyme, réalisé dans l'urgence en novembre 1956 et qui sort au début 1957. Il décrit l'attaque et le saccage du siège du PCF, le 7 novembre 1956, suite à l'intervention soviétique en Hongrie, ainsi que la réaction des militants. C'est un des derniers films

[167] Archives du PCF : fonds Marius Magnien, 273 J 3.

[168] Guyot préside aux congrès constitutifs de l'Union des jeunesses communistes (UJC) en décembre 1956.

militants de ce genre réalisé par ou à la demande du PCF. Il a été mis gracieusement à notre disposition pour cette projection par l'association Ciné-Archives, qui gère le fonds audiovisuel du PCF et du mouvement ouvrier et démocratique.

Nous verrons ensuite un court extrait du second, un long métrage de fiction, signé et distribué en salle - lui : *Les copains du dimanche,* réalisé par Henri Aisner et produit par la Coopérative générale du cinéma, avec Jean-Paul Belmondo et Michel Piccoli. Il appartient au fonds de l'Institut CGT d'histoire sociale déposé aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis où il est communicable.

Si nous pourrions opposer à l'infini ces deux films dans leurs objectifs, dans leurs méthodes respectives, beaucoup de choses les rapprochent pourtant, à commencer la date où a été réalisé *Les copains du dimanche,* qui a été tourné en quatorze jours seulement, en novembre 1956 pendant que le siège du PCF et *l'Humanité* subissaient les assauts. D'ailleurs, une partie de l'équipe de tournage va arrêter le tournage pour aller défendre le siège.

[Projection commentée des deux films].

DISCUSSION

Frédérick GENEVÉE

Je voudrais revenir sur un point abordé dans la communication de Sandra Fayolle : le fait que l'orientation du Parti communiste vis-à-vis des femmes ou du féminisme - je ne sais pas si nous pouvons utiliser le mot - connaît une inflexion en 1935-1936. Jusqu'à cette date, par exemple, le PCF s'est toujours prononcé contre la loi de 1920. Après 1935-1936, il continue à demander l'amnistie des gens qui sont condamnés au titre de cette loi et défend des femmes qui ont avorté, mais en arguant plutôt du fait que, finalement, elles sont victimes de la misère. Or la période 1935-1936 est celle du Front populaire. Si nous établissons un rapprochement avec les termes du débat sur les pouvoirs spéciaux en 1956, autour du *« tout »* et de la *« partie »,* nous voyons qu'il y a peut-être un lien. En 1935-1936, il apparaît évident que la volonté de renouer avec la société française conduit le Parti communiste à mettre de côté ses positions les plus avant-gardistes ; que ça soit sur les questions coloniales ou sur les questions du féminisme. Alors, peut-être y a-t-il en 1956 quelque chose du même type, par rapport à la société, à l'évolution de la société.

Jacques GIRAULT

J'ai deux remarques. L'une à propos de l'intervention de Sarolta Klen'jansky. Il est intéressant de noter, dans la réaction aux événements de Hongrie, des réactions tout à fait différentes dans les syndicats. Vous connaissez la situation de la CGT, qui a deux secrétaires généraux, Le Léap et Frachon. Les amis non communistes de Le Léap font pression, en conséquence de quoi, la CGT ne prend pas position. En revanche, dans un autre syndicat la FEN, ou

plus précisément le SNI, un syndicaliste communiste en mission depuis quelques années, Georges Fournial, déclenche l'hostilité des autres syndiqués par ses positions... Il n'est pas inintéressant d'examiner les prolongements de ces situations. A la CGT, Le Léap se retire assez vite et il ne reste donc plus qu'un seul secrétaire général. De ce point de vue, on peut dire que l'année 1956 a fortement marqué. De la même façon, Fournial - il est vrai un peu âgé - se retire lui aussi, progressivement, parce que dans la tendance *Unité et action* déjà en voie de constitution, on a compris qu'il ne fallait pas adopter ce type de position très dure.

J'ai une véritable interrogation à propos de ce que Sandra Fayolle nous a exposé. J'ai écouté les enregistrements des débats du comité central. J'en ai retenu qu'un certain nombre de dirigeants du PCF refusaient de parler du contrôle des naissances en affirmant que cela empêcherait d'aborder l'essentiel, c'est-à-dire le 20e congrès et ses conséquences. En parler, naturellement, à partir de la version du 20e congrès proposée par le PCF, comportant soi-disant autant d'aspects positifs que d'aspects négatifs. Je trouve donc surprenant que des gens qui ont quitté le Parti communiste à ce moment-là, puissent affirmer qu'en 1956, pour éviter qu'on parle du 20e congrès, on a mis en avant la lutte contre le *« birth control »*. Ou ils n'étaient pas au courant des propos tenus par Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch dans leurs interventions internes au Parti communiste, ou bien ils l'étaient, et là, je ne comprends pas.

Claude MICHEL

Avocat honoraire, simple auditeur. Deux brèves remarques sur le *« birth control »*. En 1956, sur la lancée de la campagne sur la paupérisation, le Parti communiste dénonce le malthusianisme et mène campagne très violemment, contre le *« birth control »* qui apparaît comme une position de faiblesse. A titre d'exemple, toute la conférence de section du 5e arrondissement, suivie par Raymond Guyot, tourne autour de ce débat, Gabriel Cohn-Bendit menant l'opposition à la ligne officielle du PCF. Cela me semble attester qu'il ne s'agit pas d'un simple débat de diversion.

Deuxième remarque, dans le même sens. En 1963, le PCF a de nouveau un groupe parlementaire présidé par Waldeck Rochet. Le bureau politique décide de déposer une proposition de loi sur les questions du *« birth control »*. Waldeck Rochet, qui était très mal à l'aise à l'égard des questions touchant à la sexualité, devait en être le premier signataire. J'étais chargé de la rédaction du texte et j'ai été convoqué au siège du comité central pour passer toute une après-midi, entouré de Jeannette Vermeersch et de Madeleine Vincent qui se sont évertuées à ce que l'exposé de motifs comporte le maximum de propositions sur l'importance de la famille, et le minimum sur les droits et la libération de la femme.

Fred BICOCCHI

J'étais jeune journaliste communiste à Prague, dans les années 1954-1955. Sans prétendre porter d'appréciations sur le rôle et l'activité de Raymond Guyot,

je peux témoigner qu'à plusieurs reprises, celui-ci s'est rendu à Prague spécialement pour défendre le cas de London. J'en ai été le témoin. Naturellement, il existait des liens familiaux entre eux, puisque London était son beau-frère, mais Raymond Guyot ne dissimulait pas qu'il venait avec l'accord de la direction du Parti communiste français. Pour bien montrer ce que représentait la libération de London, on peut rappeler que, quelques mois auparavant, Slansky avait été fusillé. Il faut donc mesurer l'importance du rôle qu'a joué Raymond Guyot et, je crois pouvoir le dire sans crainte d'être démenti, du rôle pris par le Parti communiste français dans la libération de London. Je peux témoigner que Raymond Guyot ne venait à Prague, à ce moment là, que pour discuter avec les dirigeants du Parti communiste tchèque de la libération de London.

Serge WOLIKOW

Je vous propose de passer maintenant la parole à la tribune qui a été interpellée, ou qui a envie d'apporter des précisions en réponse aux questions ou aux remarques. Peut-être, d'abord Sandra Fayolle qui a été la première par l'abondance des questions à être sollicitée.

Sandra FAYOLLE

Je commencerai par la question portant sur la position des autres partis communistes occidentaux. Il n'y a pas eu de position uniforme dans les partis communistes au sujet du *« birth control »*. Il me semble que le Parti communiste italien se prononce favorablement, en 1953, sur une proposition de loi sur la légalisation des moyens anticonceptionnels. Au moment même où le débat a lieu en France, une loi est adoptée en Pologne pour légaliser l'avortement, alors que ce n'était pas le cas en URSS, qui menait effectivement une politique nataliste.

Je reviendrai également sur une question de chronologie, au sujet de la proposition de loi proposée par d'Astier de la Vigerie. Elle est déposée à l'Assemblée nationale le 23 février 1956. La première intervention officielle du Parti communiste a lieu le 7 mars. Donc, quand le PCF prend une position clairement opposée à cette loi à travers l'intervention de Marie-Claude Vaillant-Couturier, il n'y a pas d'ambiguïté possible. Il sait qu'il se prononce contre la proposition de loi des progressistes. D'ailleurs, dans un des relevés de décisions du bureau politique du mois d'avril 1956, figure une note de Jeannette Vermeersch précisant qu'elle juge nécessaire de réexaminer la position adoptée par le Parti communiste vis-à-vis de la proposition de loi. Ce qui pourrait laisser penser, qu'à un moment, le PCF a hésité. Mais, dans sa note, Jeannette Vermeersch avance clairement qu'*« il faut réexaminer notre position dans le sens qu' on ne doit pas soutenir la proposition de loi »*.

Serge WOLIKOW

Je voudrais appuyer ce qu'a dit Jacques Girault, en partant de l'exemple de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP).

la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP). Cette dernière est traversée par une tension très forte lors des événements de Hongrie. Cela a de tels effets sur sa direction que celle-ci envoie une délégation composée de deux personnes ayant des points de vue différents sur les événements. Cette délégation se rend en Hongrie puis procède à une restitution de ce qu'elle a vu en fonction des deux points de vue. Le journal de l'association en rend compte en disant explicitement : *« nous ne conclurons pas officiellement afin de refléter cette divergence »*. Il est intéressant de voir jusqu'à quel point la direction de la FNDIRP - qui est quand même liée au Parti communiste - prend ses distances avec une prise de position monolithique pour maîtriser sa situation interne. C'est le maximum qu'ils puissent faire, mais ils le font.

Marc GIOVANINETTI

J'en viens maintenant à Raymond Guyot. Bien sûr, le nom de Guyot est associé à la Tchécoslovaquie et à l'affaire London. Première remarque, cette affaire ne devient vraiment une affaire importante qu'à partir de 1968, avec la publication du livre de London, la sortie du film de Costa-Gavras et, quelques années plus tard, le débat télévisé de l'émission *Les dossiers de l'écran*. Jusqu'en 1956 et à la libération de London, cela reste une affaire interne aux dirigeants communistes. Au contraire d'ailleurs de la réhabilitation de Rajk, en Hongrie, qui a été publiquement annoncée en 1956. Slansky et les condamnés de Prague, eux, n'ont pas été réhabilités à cette date, mais bien plus tard. London est arrêté en 1951. On sent effectivement Guyot en difficulté à ce moment. On doit lui dire : *« attends, on ne sait pas trop ce qui va se passer pour toi »*. Il n'apparaît plus trop jusqu'en 1952. Il prononce alors un discours à la Chambre dans lequel il cite une déclaration de Lise London prenant ses distances d'avec son mari. Pour autant, très vite et comme Lise London, il est convaincu de l'innocence de son beau-frère. Et je crois effectivement qu'en 1955, sa préoccupation essentielle allait non pas à la politique extérieure, mais aux efforts pour que son beau-frère soit sauvé et sorte des geôles de Prague.

Monsieur Liechti a évoqué l'insoumission. Il a rappelé que le PCF n'en a pas parlé avant la fin de l'année 1956 et encore, du bout des lèvres. Elle n'a pas donné lieu à une grande campagne. L'affaire qui connaît un grand retentissement à l'époque, c'est celle de l'aspirant Maillot qui avait « trahi » et était passé au maquis. Jeannette Vermeersch avait tâché de démontrer à l'Assemblée que, justement, il n'était pas français puisqu'il appartenait à cette nation algérienne en formation et, donc, qu'il n'avait pas trahi. Cette affaire avait soulevé un véritable tollé de la part de la droite et même du PS contre les communistes. Pierre Guyot, lui, a été concerné en 1958. Et c'est à partir de cette date là que le Parti communiste a eu à déterminer ce qu'il préconisait pour les jeunes communistes qui étaient appelés : leur conseiller de suivre l'exemple d'Alban Liechti et refuser de porter les armes contre les maquisards algériens, ou leur demander de partir en essayant de mener le mieux qu'ils peuvent une propagande anti-intervention au sein des forces armées… Cela relevait presque de la déci-

l'exemple d'Alban Liechti, à savoir les militants les plus chevronnés, les plus déterminés, ceux qui avaient une carrure suffisante pour résister à la pression judiciaire qu'ils allaient encourir. Parce qu'on sait aujourd'hui qu'ils s'en sont bien sortis, mais à l'époque, ce n'était pas garanti. On dit qu'à l'époque, Raymond Guyot était effectivement très inquiet du devenir de son fils à partir de la deuxième moitié de l'année 1958.

André NARRITSENS

Pour la CGT, en 1956, l'alternative ne réside pas entre coller ou ne pas coller au Parti communiste. Ce n'est pas du tout comme cela que la question est posée. La CGT raisonne à partir des situations existant dans ses fédérations et dans sa direction. Dans les fédérations, il y a diversité d'appréciation de la situation hongroise : les syndicats de fonctionnaires, en gros, désapprouvent l'intervention, d'autres fédérations comme celles du Livre ou du Spectacle la reconnaissent explicitement. Au sein du bureau confédéral, il y a trois groupes : les communistes, un groupe autour de Pierre Lebrun, Jean Scheffer et Jules Duchat, qui est plus pour les condamnations et un groupe intermédiaire dans lequel on trouve Le Léap ; sur ce point, je me différencie un peu de l'interprétation que donnait Jacques Girault tout à l'heure. Léon Mauvais traite de la situation au bureau confédéral dans l'intervention qu'il prononce lors de la réunion du comité central du PCF de novembre 1956. Il y explique que Le Léap penchait en faveur de *« ceux qui n'étaient pas d'accord avec nous »*, mais sans adopter pour autant une attitude hostile. D'ailleurs, il écrira quelque temps après un long article dans la revue les *Cahiers internationaux,* qui explicitera une position nuancée.

Au terme d'un débat qui se poursuit tous les après-midi pendant cinq jours au bureau confédéral, Benoît Frachon propose un long communiqué qui est publié en première page du journal *Le Peuple* du 13 novembre 1956, sous le titre : *« la CGT rappelle les principes qui la régissent »*. Ce texte souligne que la CGT est régie par les principes du fédéralisme, qui confèrent à chacune de ses organisations de se prononcer souverainement. Les statuts de la CGT sont rappelés sur ce point dans le corps du communiqué. Il en résulte une situation assez diversifiée, des fédérations approuvant l'intervention et d'autres la désapprouvant.

J'en terminerai en observant les conséquences de l'affaire hongroise dans la CGT. Dans la période, quelques déboires électoraux sont enregistrés. Ils sont analysés explicitement lors du comité confédéral national qui se tient le 21 novembre et qui approuve à l'unanimité le communiqué du bureau confédéral. Des syndicalistes relèvent que la CGT a reculé dans certaines élections, parfois d'une manière importante comme dans la région bretonne, dans des grandes entreprises de Saint-Nazaire notamment. Mais cette dégradation électorale ne se poursuivra pas. La CGT va retrouver très rapidement ses scores antérieurs. Et du point de vue de l'impact sur la syndicalisation à la CGT, à quelques petites pertes près, les événements de Hongrie n'ont pas été significatifs.

Serge WOLIKOW

Je dois dire que le contenu de votre intervention coïncide un peu avec une partie de la discussion qui avait lieu ce matin à propos des effets immédiats des événements de 1956 sur les effectifs communistes. Nous trouvons quelque chose qui est en corrélation. Il n'y a pas d'effets immédiats de décrochage au niveau des effectifs, ni d'un côté, ni de l'autre, si j'ose dire. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas des effets à moyen terme plus lourds, mais qui ne se saisissent pas de la même manière.

Votre intervention pousse à réfléchir sur les archives des organisations confédérales, syndicales, comparées aux archives de direction du Parti communiste. Pourquoi pas voir les richesses respectives de ce point de vue là. Mais, dans la suite du programme des Journées d'étude, vous aurez de quoi revenir sur toutes les questions que nous avons abordées aujourd'hui et de prolonger la réflexion. Je vous convie demain pour la suite des travaux.

« LE PCF FACE À 1956 : RUPTURE OU CONTINUITÉ ? »

Communications de :

Mathilde RÉGNAUD-NASSAR, archiviste paléographe, auteur d'une thèse de l'Ecole des chartes : *« Au cœur du Parti communiste français. Les notes de bureau politique de Maurice Thorez (1947-1964) »,* 2005, doctorante à l'Université Paris 1.

Marie-Cécile BOUJU, archiviste-paléographe, conservateur des bibliothèques, docteur en histoire, auteur d'une thèse : *« Les maisons d'éditions du Parti communiste français, 1920-1956 »,* IEP Paris, 2005.

Frédérick GENEVÉE, agrégé et docteur en histoire, professeur en lycée et chargé de cours à l'Université Paris 7, auteur d'une thèse : *« Le PCF et la justice des origines aux années 1950. Militants et avocats communistes, organisation et normes juridiques »,* Université de Bourgogne, 2003 ; publiée aux Presses universitaires de Clermont-Ferrand, 2006.

Axelle BRODIEZ, agrégée d'histoire, post-doctorante au CNRS-LARHRA de Lyon (UMR 5190), auteur d'une thèse : « *Le Secours populaire français, 1945-2000 : de l'organisation de masse à l'association de solidarité, histoire d'engagements »,* Université Paris 8, 2004 ; publiée aux Presses de la FNSP, 2005.

Nathalie ETHUIN, maître de conférences en sciences politiques, CERAPS Lille 2, auteur d'une thèse : *« A l'école du Parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au parti communiste français (1970-2003) »,* Université de Lille 2, 2005.

Lucie FOUGERON, doctorante à l'IEP de Paris, auteur d'articles sur les affiches du PCF dans la guerre froide et sur les rapports entre arts plastiques et communisme en France.

Séance présidée par **Jacques GIRAULT,** professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 13.

Jacques GIRAULT

Le programme qui vous a été communiqué subira quelques petites modifications. Nous entendrons pour commencer Mathilde Régnaud-Nassar, puis Marie-Cécile Bouju, Frédérick Genevée, Axelle Brodiez et Nathalie Ethuin. Nous engagerons alors une discussion qui permettra à Lucie Fougeron de régler les détails techniques préalables à sa présentation des affiches du PCF, puis, après sa communication, nous reprendrons la discussion si nous en avons le temps. Nous entamerons cette séance en nous situant au niveau de la direction du Parti communiste, pour nous pencher sur les notes politiques prises par Maurice Thorez durant les réunions du bureau politique.

Comme vous le savez, les archives de la famille Thorez-Vermeersch sont désormais conservées aux Archives nationales, grâce notamment à l'intervention de Pierre Thorez. Mathilde Régnaud-Nassar qui a fait sa thèse de l'Ecole des chartes sur cette question est toute désignée pour introduire.

Thorez, le bureau politique et le 20e congrès du PCUS : quoi de neuf à la direction du PCF ?

Mathilde Régnaud-Nassar

Depuis 2002, les archives Thorez sont consultables par les chercheurs. Les notes prises en réunions de direction, en particulier, sont une source nouvelle et éclairante sur le fonctionnement du secrétariat et, surtout, du bureau politique (BP) du PCF pendant la période de la guerre froide, entre 1947 et 1964. C'est donc en me fondant sur cette source que j'ai tâché de voir en quoi l'année 1956 pouvait constituer une rupture, un tournant dans la vie du PCF et tout particulièrement dans celle de son secrétaire général et du bureau politique : je brosserai tout d'abord un rapide état des lieux de la situation au début 1956, pour parler ensuite des conséquences immédiates du 20e congrès du PCUS et enfin je m'interrogerai sur la mise en pratique des changements annoncés.

Le BP et Thorez au début de l'année 1956

Thorez et sa convalescence

Lorsque débute l'année 1956, cela fait deux ans et demi que Maurice Thorez est revenu en France. Affaibli par sa maladie, il reste cependant le dirigeant incontesté du PCF : les deux grandes oppositions qui se sont manifestées pendant son séjour en URSS, celle d'André Marty et de Charles Tillon en 1952 et celle d'Auguste Lecœur en 1954, ont été rapidement étouffées. Elles ont en fait permis à Thorez de ressouder le groupe dirigeant autour de lui. Attendu depuis longtemps par les militants et même les dirigeants du parti, Thorez retrouve donc naturellement, dès son retour en 1953, toute son autorité. Néanmoins, son état de fatigue l'empêche d'être « physiquement » aussi actif qu'avant son attaque, et il ne peut être en personne à toutes les réunions. Comme il le dit lui même, son travail depuis deux ans *« ne se mesure pas aux heures de présence, mais à la manière de poser les questions politiques »*[169]. Cela est très net : depuis son retour, Thorez n'est revenu au bureau politique qu'en 1955, où il n'a assisté qu'à cinq réunions. En 1956 cela ne fait donc qu'un an que le secrétaire général siège à nouveau dans les organes de direction du PCF : la reprise est donc extrêmement progressive, ce qui ne l'empêche pas de travailler à distance. On le voit en lisant son journal, le secrétaire général reçoit énormément chez lui pour travailler. Par ailleurs, son épouse Jeannette Vermeersch est présente au bureau politique et elle est un lien important entre Thorez et les autres membres du BP.

Le BP : composition, rôle

Le bureau politique de 1956 est celui qui a été formé lors du 13e congrès du PCF en juin 1954. Il comprend 13 membres qui sont, pour les titulaires et dans l'ordre de proclamation : Maurice Thorez, Jacques Duclos, Marcel Cachin,

[169] Discours de Thorez au CC, les 9 et 10 mai 1956.

François Billoux, Etienne Fajon, Raymond Guyot, Léon Mauvais, Waldeck Rochet, Laurent Casanova et Jeannette Vermeersch. Tous, mise à part cette dernière, étaient déjà membres du BP en 1947. Léon Feix, Georges Frischmann et Marcel Servin, qui font à ce moment leur entrée dans le groupe dirigeant du BP, sont quant à eux suppléants. Il s'agit donc d'un BP renouvelé à 25 %, après les exclusions de Marty, Tillon et Lecœur. Répétons-le, il s'agit également d'un BP qui, au début de l'année 1956, s'est extrêmement peu réuni avec son chef. Enfin, il faut bien garder à l'esprit qu'une séance du bureau politique n'est que très rarement limitée à ses seuls membres : souvent, un responsable de fédération, d'une section de travail du parti, etc. est convié lors des réunions qui traitent de son domaine de travail. Ceci fait donc du BP un organe relativement ouvert.

Au sortir de la guerre, le bureau politique n'a pas de pouvoir décisionnel propre. Il est une interface entre la société communiste et le secrétaire général, lui-même représentant du mouvement communiste international. Il se situe hiérarchiquement en dessous du secrétariat dont il doit expliquer, valider et adapter les décisions, ainsi que trouver la manière de les transformer en actes ; et il est au dessus à la fois du comité central, des fédérations et des parlementaires, dont il reçoit éventuellement les propositions qu'il soumet au secrétariat et au secrétaire général. Cependant, grâce aux discussions qui ont lieu pendant ses séances, grâce à la grande variété des thèmes traités en son sein, grâce aux compétences spécifiques de ses membres, il est indispensable à la prise de décision. S'il est vrai que c'est lui qui dirige les réunions, qui propose les ordres du jour et qui oriente les discussions, on voit bien dans les notes de Thorez que celui-ci tient compte de ce qu'il entend ; dans ses conclusions, il reprend parfois textuellement des phrases prononcées par l'un des membres. Sur certains sujets, le secrétaire général a vraiment besoin d'entendre les avis de ceux qui l'entourent, pour rédiger ses discours ou tout simplement nourrir sa réflexion. On ne peut donc pas parler de réelle direction collective dans la mesure où ce sont trois ou quatre personnes qui prennent les décisions les plus importantes, mais le bureau politique joue un rôle non négligeable dans la bonne marche du processus décisionnel au PCF au début de la guerre froide.

Les conséquences immédiates du 20e congrès du PCUS

Devant le bureau politique

Le 13 mars 1956 est la première séance de l'année où Maurice Thorez est présent physiquement, la précédente remontant au 4 octobre 1955. La situation internationale l'exige, le 20e congrès est terminé depuis peu et il a été un tel événement que le secrétaire général ne peut pas ne pas venir en parler au BP. Thorez présente à cette occasion un rapport totalement inédit à ce jour, même si certains passages en sont repris dans les différentes interventions qu'il fait par la suite, devant le comité central ou par le biais d'articles dans *l'Humanité*. La majeure partie de ce discours est consacrée au compte rendu du 20e congrès, accompagné de quelques analyses. Il insiste sur l'idée de la diversité des voies vers le socialisme, sur la possibilité d'une coexistence pacifique et sur la question de l'unité. De ce point de vue, rien de nouveau. Mais la fin de ce discours

est, elle, particulièrement intéressante à plus d'un titre. Thorez ne parle pas du rapport secret en tant que tel - il écrira le 14 juin 1956 *« personne d'entre nous ne pensait que l'essentiel du congrès était le rapport secret »*[170] - mais il en tire des enseignements, des *« leçons à tirer »* pour le parti. Tout d'abord, il expose des véritables résolutions pour le parti, qu'il a prises seul et dans l'urgence, afin de ne pas s'exposer à des critiques aussi virulentes que celles qui ont été adressées à Staline. Très vite après le choc du rapport secret, on passe donc à l'action concrète. Mais si les trois premiers points qu'il évoque :

« 1er. en finir absolument avec l'expression « le parti de Maurice Thorez » ;
2e. supprimer les célébrations tapageuses et trop fréquentes des anniversaires ;
3e. combattre l'excès des citations d'un grand dirigeant ; »

sont bien connus et reviennent à cette époque fréquemment dans les discours des dirigeants communistes, la suite est différente. Le secrétaire général va plus loin et propose de véritables changements dans la direction du parti, qui touchent plus particulièrement le bureau politique et le secrétaire général lui-même. Il est tout d'abord question de la direction collective, dans deux points :

« 4e. veiller davantage à la direction collective : préparer les séances du BP et les assemblées du CC comme on a préparé le dernier congrès, avec des thèses et des projets rédigés à l'avance ; »

Cette phrase laisse entendre que la préparation des réunions n'était le fait que d'une seule personne ou d'un tout petit groupe. Effectivement, si les séances du BP sont la plupart du temps préparées à l'avance, elles le sont par le secrétariat qui en définit les ordres du jour et par Thorez et le rapporteur du jour, qui se sont rencontrés au préalable pour discuter du thème à aborder. Les autres membres ne sont généralement pas mis à contribution avant la séance. Dans la suite de son intervention, Thorez développe ce thème de la direction collective :

« 6e. élargir les directions. En particulier, faire entrer les membres nouveaux, plus jeunes, les meilleurs des secrétaires fédéraux de province, dans l'effectif des suppléants du BP. Remanier le secrétariat de telle façon qu'il comprenne, à côté de quelques membres du BP, d'autres membres qui seront simplement membres du CC et n'assisteront pas aux séances du BP ; ainsi, le BP deviendra forcément le collectif dirigeant[171]*. »*

Ce point-ci est beaucoup plus important et beaucoup plus nouveau. Le thème du rajeunissement des directions revient fréquemment dans la bouche et sous la plume de Thorez. Mais c'est surtout la répartition des fonctions entre le secrétariat et le BP qui apporte un élément nouveau au fonctionnement de la direction du PCF. Rappelons que le fonctionnement du BP du début 1956 se

[170] Archives Thorez, notes de bureau politique, 626 AP 13.
[171] Source : 626 AP 13.

fonde sur les statuts de 1945, qui sont tout à fait obscurs sur cette répartition ; si l'on se réfère à ceux de 1926, on lit que *« le Comité central élit dans son sein un Bureau politique pour le travail d'organisation et un Secrétariat pour le travail courant »*. Dans les faits, le secrétariat, plus restreint, a à connaître des questions les plus secrètes, comme notamment les questions de personnes. Il apparaîtrait donc que le secrétariat est démis de ses principaux pouvoirs au bénéfice du BP, qui retrouverait ainsi sa raison d'être initiale. Puis Thorez reprend un des thèmes développés par Khrouchtchev dans son rapport, celui de la critique :

« 5e. veiller à la critique et à la modestie. Développer entre nous la critique mutuelle, critiquer le secrétaire général si besoin est ; le Parti nous a donné plus que nous ne lui rendrons jamais. Ce qui ne veut évidemment pas dire que nous allons sombrer pour autant dans une démagogie égalitaire antimarxiste et ne plus reconnaître le rôle de la direction ; »

Evidemment, tout cela est très nuancé, et surtout il n'est pas question d'autocritique, alors que Khrouchtchev avait beaucoup insisté sur ce point.

Le 14 juin 1956, Thorez intervient à nouveau devant le bureau politique en présentant un long rapport, qui fait suite à la publication dans *Le Monde* du « rapport attribué à Khrouchtchev ». Le premier paragraphe de ce rapport concerne le travail du bureau politique :

« En premier lieu, je propose fermement, comme je l'ai déjà demandé à plusieurs reprises, que le BP adopte une méthode de discussion consistant à examiner les problèmes séparés l'un après l'autre, et non tous ensemble comme on l'a encore fait aujourd'hui, en passant sans ordre des fautes de Staline au 14e congrès du PCF et de la question des impôts nouveaux à la Yougoslavie. »

Cette proposition est reprise dans les décisions du BP de la même date[172]. Ce paragraphe est un peu étonnant, puisque cette *« méthode de discussion »* est déjà utilisée au BP. C'est très net dans les notes de Thorez, les sujets sont abordés successivement et lui-même veille à ce qu'il n'y ait pas de confusion ou de désordre lors des discussions. Ce changement n'en sera donc pas un.

Entre mars et juillet 1956, il est plusieurs fois question du 20e congrès et du rapport de Khrouchtchev au bureau politique. Le groupe montre à cette occasion une grande unité derrière son dirigeant, partageant son incompréhension, sa déception vis-à-vis du secrétaire général du PCUS, sa volonté de ne retenir que ce qu'il juge essentiel de son rapport. Ainsi, dans la discussion qui suit le rapport du 13 mars, Fajon dit-il : *« Première chose frappante : la justesse de la politique de notre parti »*. De la même manière, on peut lire dans les conclusions de Thorez à l'issue de la réunion du 14 juin : *« croyons toujours que l'essentiel n'est pas là où ennemis et Tito le voient : déstalinisation »*[173]. Après avoir dis-

[172] Archives Thorez, 626 AP 13, et archives de direction du PCF, décisions du BP, 1956.
[173] 626 AP 13.

cuté du 20e congrès avec les membres du BP et avoir ainsi conforté et précisé ses analyses et ses discours, il est temps pour Thorez de venir devant les militants, à l'occasion du congrès du parti.

Devant les militants

Le 14e congrès du PCF, qui se tient au Havre du 18 au 21 juillet 1956, marque une césure dans l'histoire du BP. En effet, pour la première fois, ses membres ne sont plus proclamés par ordre de mérite, comme c'était le cas jusqu'alors, mais par ordre alphabétique. Le nom du secrétaire général vient bien évidemment toujours en premier, mais ce n'est plus le nom de Duclos qui le suit immédiatement. Le classement par ordre de mérite et d'entrée dans le BP n'est plus de mise à l'heure où l'on souhaite montrer une direction collective unie derrière le secrétaire général, où tous sont à égalité.

Par ailleurs - et c'est la première fois depuis 1945 - tous les membres sortants du BP sont reconduits, les suppléants sont titularisés, ce qui répond à une volonté de réaffirmer l'unité du groupe dirigeant. Cette volonté s'accompagne d'un souhait de ce qu'on appellerait aujourd'hui de la transparence : Benoît Frachon apparaît désormais dans la liste des membres, et ce directement en tant que titulaire : c'est la reconnaissance officielle de sa présence jamais interrompue depuis la fin de la guerre, et l'affirmation du retour des syndicalistes au sein de la direction du PC. A ce BP viennent s'ajouter 3 nouveaux : il s'agit de Gustave Ansart, Roger Garaudy et Georges Séguy, lui aussi dirigeant de la CGT, qui rejoint donc Frachon au sommet du parti. Ce BP de 1956 est le plus important en nombre depuis la Libération, avec 17 membres, contre 13 en 1954. Il y a plusieurs raisons à cela :

- Thorez l'a dit dans son intervention du 13 mars, et c'est une constante dans son discours, il faut rajeunir les cadres. Alors qu'en 1954 la moyenne d'âge du BP est de 51,3 ans, elle descend à 50 en 1956. Le rajeunissement n'est pas flagrant, alors qu'il est bien réel : en effet, la moyenne d'âge des titulaires est de 53 ans, celle des suppléants est de 35 ans, ce qui est très jeune pour ce genre de responsabilités politiques. C'est en fait Marcel Cachin qui, du haut de ses 87 ans, fausse un peu les chiffres, puisqu'à cette époque il n'est jamais aux réunions du BP.

- Khrouchtchev a insisté sur le principe léniniste de la direction collective. Comment mieux l'appliquer qu'en agrandissant les organes dirigeants ? Si le bureau politique gagne officiellement 4 membres, le secrétariat un seul, c'est au CC, où tous les sortants sont reconduits, que le changement est le plus important : on passe de 72 membres en 1954 à 102 en 1956, soit une augmentation de 40 % !

On le voit, le cas du BP n'est pas isolé : au 14e congrès, c'est toute la direction du PC qui se trouve modifiée. Il est remarquable que ces changements viennent toujours de promotions de nouveaux membres, et non d'éliminations de sortants. Et de fait, trois jeunes cadres du parti font leur entrée au secrétariat, Guy Ducoloné, Gaston Viens et Gaston Plissonnier. Inversement, Billoux et Fajon qui étaient membres du secrétariat « ancienne forme » n'y siègent désor-

mais plus - c'est ici le seul cas de retrait de responsabilités. Là aussi, la moyenne d'âge s'en trouve diminuée (47,8 ans contre 49,4 en 1954). La titulature a également changé : on ne parle plus de *« Secrétariat du Bureau politique »*, mais de *« Secrétariat du Comité central »*, ce qui dorénavant le place hiérarchiquement en dessous du BP. Entre les sessions du comité central, c'est donc le bureau politique qui exerce la direction dans tous les domaines. Le secrétariat du CC organise et applique la mise en œuvre des décisions du BP. Il s'agit là d'un véritable basculement dans l'organisation du parti - reste à voir comment il se manifestera dans les faits, d'autant plus que les statuts du parti ne sont pas modifiés, ce qui est d'ores et déjà un blocage pour la mise en pratique de cette décision. Notons cependant que dans le cas de certains des secrétaires du comité central, comme Plissonnier et par la suite Léo Figuères, cette fonction permet d'assister à certaines séances du BP.

Après juillet 1956 : une mise en pratique ?

Une réelle modification dans le BP ?

Dans la hiérarchie. Pour certains, la nouvelle répartition des fonctions entre organes dirigeants a effectivement été une réalité. Selon Léo Figuères, *« le secrétariat règle les affaires quotidiennes, les questions de la vie du parti, répartit les responsabilités et s'occupe des problèmes de personnes. Le BP est chargé des questions fondamentales : puisque le secrétariat est élargi à des hommes non membres du BP, il ne peut plus se substituer à lui »*[174]. Pourtant, les sources dont nous disposons ne montrent pas un changement aussi brutal ; sa composition restreinte, la présence de ses deux plus grands dirigeants et l'influence grandissante de Gaston Plissonnier contribuent à lui garder son statut de « conseil supérieur » du parti. Pour preuve que la répartition des tâches n'a jamais été claire, le BP du 9 juillet 1959 revient sur la question et ses décisions révèlent bien le rôle important que jouent les secrétaires du CC :

« I- répartition des tâches.
A. examiner, en septembre, la répartition du travail et les tâches des membres du BP et des secrétaires du CC.
B. envisager de répartir le travail des secrétaires du CC en fonction des grandes tâches du parti : (...) [énoncé des différentes tâches]
Ces tâches étant chacune sous la responsabilité d'un secrétaire du CC, membre du BP[175]*. »*

Dans l'organisation interne du BP. De la même manière, au bureau politique, s'il n'y a pas de rupture immédiate, on observe tout de même certaines petites transformations :

- Les séances sont globalement mieux préparées. Un ordre du jour est plus fréquemment annoncé, et ce par le BP lui-même et non plus par le secrétariat

[174] Entretien avec Léo Figuères, 30 mars 2004.
[175] Archives du PCF, décisions du bureau politique, 1959.

(mais dès 1957, les anciennes habitudes reviennent). Quelquefois même les membres reçoivent chez eux un véritable dossier, avec convocation, ordre du jour, documentation abondante et variée sur le sujet qui doit être abordé. La discussion qui suit l'exposé est donc plus riche, plus argumentée parce que plus réfléchie. Attention cependant : cela n'arrive pas brutalement après juillet 1956, mais seulement après quelques années, et de manière progressive.

- Le déroulement des réunions est strictement le même avant et après 1956. Ce qui change quelque peu, ce sont les compétences du BP, qui s'étendent. Sur toute la période que nous avons étudiée, nous avons distingué trois grandes catégories : « politique » (situation intérieure, internationale, élections, etc.), « thématiques diverses » (femmes, jeunesse, mineurs, mouvement de la paix…) et « PCF et mouvement communiste international » (préparation des congrès, situation dans les fédérations…). Cette division peut paraître parfois arbitraire, mais elle nous a semblé la plus à même de résumer les sujets des débats au BP. Les chiffres obtenus sont les suivants :

PERIODE	POLITIQUE	THEMATIQUES DIVERSES	PCF ET MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL
1947-1964	42,7 %	25,65 %	31,65 %
1947-1955	49 %	27 %	24 %
1956-1964	38 %	25 %	37 %

Ces chiffres ne montrent pas une rupture, mais révèlent bien un changement. La variété des thèmes abordés est toujours la même, mais certains d'entre eux deviennent plus préoccupants que d'autres et surtout, viennent beaucoup plus qu'avant devant le BP. C'est flagrant en ce qui concerne les questions de personnes : alors que les nominations sont généralement débattues dans le cadre du secrétariat, elles s'invitent plusieurs fois à la fin des années cinquante et au début des années soixante devant le BP. C'est le cas par exemple le 4 mai 1961, où chacun des membres du BP donne son avis sur des noms à proposer ou non pour le futur comité central.

De la même manière, si l'on examine les traces de discussion contradictoire, on ne note pas de réelles modifications : chacun s'exprime comme il le souhaite. Globalement c'est la retenue qui l'emporte, mais quand la séance porte sur des questions cruciales, la discussion s'emballe facilement et certains n'hésitent pas à donner un avis tranché, voire violent. Le comportement des membres du bureau politique n'a pas réellement changé durant toutes ces années. Ils sont toujours très attachés au secrétaire général, ils lui font confiance et lui obéissent. Casanova et Servin, lorsqu'ils commencent à être presque systématiquement opposés à l'avis général, ne critiquent pas vraiment Thorez, ce n'est pas à lui qu'ils en veulent ; au contraire, ils voudraient l'amener à examiner les perspectives qu'ils proposent. C'est avec lui qu'ils veulent changer, et

non contre lui. On le voit bien lors de la réunion du 23 février 1961 : Thorez dit qu'il envisage de se retirer, et tous l'en dissuadent tour à tour en lui montrant à quel point les conséquences d'un tel acte pourraient être désastreuses.

Thorez dirigeant après 1956

Le culte

1956 marque une rupture nette dans un domaine : celui du culte de la personnalité. Nous l'avons vu, ce problème a donné lieu à des décisions fermes de la part de Thorez, qui sont suivies d'effets. Cependant Thorez ne s'est pas vraiment livré à une « autocritique » : il ne se présente jamais comme étant une des causes du développement de ce phénomène, mais critique le comportement des autres, des membres du parti. Cela n'est pas très étonnant dans la mesure où, devant le CC les 9 et 10 mai, il avait prononcé la phrase suivante : *« il est très vrai que le BP est un organisme collectif, et ceci malgré quelques difficultés qui ont tenu à la maladie du secrétaire général »*. Il est indirectement responsable : c'est parce qu'il n'était pas là qu'il a pu y avoir des dérives, et sa présence est celle qui remet tout le monde dans la droite ligne.

Les doutes du secrétaire général

Nous l'avons évoqué, Thorez a pensé se retirer en 1961 - du moins a-t-il dit qu'il pensait se retirer. Que cela signifie-t-il : a-t-il besoin de se rassurer, en faisant croire à son départ pour mieux entendre les réactions affolées des autres membres ? Ou se pose-t-il réellement la question ? Ce n'est pas la première fois que l'on trouve ce sujet dans les archives de Thorez : dans son journal, à la date du 2 décembre 1958, il écrit : *« je propose la réorganisation du secrétariat (auquel j'ai été nommé il y a juste 33 ans aujourd'hui) en me déchargeant des fonctions de secrétaire général »*[176]. En 1959, on peut également lire ses interrogations dans un cahier de notes diverses. *(« je resterai / comprenant bien les raisons indiquées / sur répercussions Parti et extérieur »)*. Mais ces réflexions sont-elles la conséquence des remises en cause de l'année 1956 ou simplement les questionnements d'un homme fatigué et sans doute usé par ses fonctions ?

L'autorité de Thorez

Depuis les années 1930, Thorez tire sa légitimité du fait qu'il assure un équilibre entre les liens étroits du PCF avec l'URSS et son ancrage bien réel dans la société française. Comme l'écrit Stéphane Sirot, *« l'année 1956, avec le séisme créé dans le mouvement communiste avec la dénonciation des crimes de Staline, perturbe cet édifice. Mais, là encore, Thorez exerce une fonction unificatrice et parvient de la sorte à éviter momentanément, au PCF et à une génération dirigeante légitimée dans les années trente, une remise en cause de leurs pratiques. La cohésion peut perdurer autour du secrétaire général »*[177]. Khrouchtchev, dans son rapport, insistait sur deux tâches auxquelles les partis communistes devaient tout particulièrement s'attacher : développer la démocra-

[176] Archives Thorez, 626 AP 228.

[177] Stéphane Sirot, *Maurice Thorez,* Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 246.

tie intérieure du parti, et maintenir et renforcer l'unité et la cohésion du parti et de son noyau dirigeant. Cette deuxième tâche a manifestement été menée à bien - sans grande difficulté pour le secrétaire général. On le voit en effet, il a toujours la même autorité. L'affaire Casanova - Servin le montre bien : comme en 1952 ou en 1954, il ne tolère pas une opposition qu'il croit dirigée contre lui dans le but de prendre sa place. Personne au bureau politique ne prend la défense des deux accusés, attaqués lors de séances houleuses. Certains ont parlé d'un rôle négatif joué par Jeannette Vermeersch, mais même si elle a eu une influence non négligeable, Thorez agit toujours selon sa propre volonté. Manifestement il ne craint d'ailleurs pas qu'une opposition structurée se forme contre lui, puisqu'il n'assiste pas pour autant à toutes les séances de 1956 : dix-sept seulement. S'il y a bien eu des appréhensions, une nécessité d'intervenir après le 20e congrès, cela se tasse très vite : après le 13 mars, il ne revient devant le BP que le 18 avril ! Même à la fin de l'année, alors que se déroulent les événements de Suez, de Pologne et de Hongrie, il n'y a pas vraiment de situation de crise au PCF : une seule réunion en septembre, deux en octobre, une seule en décembre. Certes, le secrétaire général est encore convalescent, ce n'est qu'en 1957 qu'il reprend le rythme de présence qu'il avait jusqu'en 1950.

Il est incontestable que le 20e congrès du PCUS a fortement bouleversé Thorez, le bureau politique et le PCF tout entier. Pourtant la remise en cause a peu duré : la résolution soviétique du 30 juin, désormais base de la position française, et les événements de l'automne ont balayé toute tentative de nouveauté. Il y a eu des changements en apparence, en surface mais de manière éparse. Dans la pratique, la direction du PCF fonctionne toujours de la même manière, Thorez a toujours la même autorité, le secrétariat et le bureau politique restent les deux organes indispensables au bon fonctionnement du processus décisionnel dans le parti, la direction est finalement tout aussi « collective » qu'avant 1956. On ne peut donc pas parler de rupture nette après le 20e congrès, mais d'évolution, progressive et sur le long terme, et qui puise ses causes dans un faisceau d'événements dont le 20e congrès n'est qu'un élément.

Les maisons d'édition du PCF en 1956 : l'année de toutes les crises ?

Marie-Cécile Bouju

L'idée première qui vient à l'esprit lorsqu'on établit l'hypothèse d'une analogie entre édition communiste et l'année 1956 est celle d'une crise, politique et intellectuelle, dont l'appareil éditorial aurait été la chambre d'écho. Or, le seul impact direct de l'événement est l'annulation de la vente annuelle du Comité national des écrivains (CNE). Ceci n'est guère surprenant : l'histoire de ces maisons d'édition depuis leur origine, en 1920, montre que la corrélation entre crise politique et crise institutionnelle n'est pas si évidente. Complémentaires de la presse, ces maisons d'édition ont pour mission de fournir aux militants des brochures ou des livres utiles à leur formation politique. Mais suite à l'évolution du PCF et de ses relations avec la vie politique et culturelle française, elles ont aussi pour rôle d'accompagner l'élargissement politique du PCF, lorsque cela est d'actualité, en accueillant des auteurs plus ou moins proches des communistes et en s'adressant à un public relativement large[178].

Les maisons d'édition du PCF en 1956

Le PCF est le seul parti politique français qui a possédé une organisation éditoriale aussi complète. En 1956, elle est composée de quatre maisons d'édition (les Editions sociales, les Editeurs français réunis, Cercle d'art et la Farandole).

Les Editions sociales (ES) sont nées en 1944. Elles ont pour vocation de publier des livres de théorie politique et des essais. Elles constituent le noyau dur de l'appareil éditorial du PCF, car elles remplissent sa mission première : former des militants.

Nés en 1949, les Editeurs français réunis (EFR) sont d'abord destinés à publier des romans. La part de ce genre éditorial devient majeure dans la propagande du PCF après la seconde guerre mondiale. La naissance et la croissance des EFR s'expliquent aussi par une autre origine, celle de la guerre et de la résistance. Les EFR sont en effet les héritiers directs de deux maisons d'éditions clandestines communistes, les éditions Hier et aujourd'hui et surtout la Bibliothèque française, qui fusionnent en 1949. Cette maison d'édition se charge également d'essais politiques très liés à l'actualité.

L'origine de Cercle d'art est plus difficile à établir. Maison d'édition fondée en 1950, elle est le résultat à la fois de l'engagement du PCF dans les débats esthétiques et de la motivation de certains militants pour engager le parti sur le

[178] Cette intervention est tirée de notre thèse de doctorat : *Les Maisons d'édition du Parti communiste français, 1920-1956,* thèse d'histoire, sous la direction de Marc Lazar, Institut d'études politiques Paris, 2005, 809 p.

terrain du livre d'artiste puis du livre d'art (Louis Aragon, Charles Feld et Jean Jérôme). Sa place dans l'appareil éditorial est marginale jusqu'aux années soixante.

La Farandole, fondée en 1955, est la dernière-née. Elle est spécialisée dans le livre pour enfants. Si elle correspond à un univers esthétique déterminé (le courant réaliste), elle est aussi dans une certaine mesure héritière d'une activité éditoriale ancienne, qui remonte à la fin des années vingt et pour sa période phare au Front populaire avec la collection des « livrets de Mon Camarade ». Elle est co-dirigée par Paulette Michel, l'épouse de Jean Jérôme, et Madeleine Gilard[179].

Avec ces quatre maisons d'édition, le PCF touche tout le spectre du monde du livre (romans, essais, livres pratiques, politiques, dictionnaires, livres pour enfants). Seuls les livres scientifiques et scolaires sont absents, si on excepte les livres de vulgarisation scientifique. En matière de distribution et de diffusion, l'organisation du PCF est également très aboutie. La diffusion militante est organisée par le Centre de diffusion du livre et de la presse (CDLP), fondé en 1932. Par diffusion militante, nous entendons tout ce qui a trait au parti et aux organisations et associations liées au PCF. Quant à la diffusion assurée vers le monde non militant, ce sont les maisons d'édition qui s'en chargent. Le Parti communiste dispose également d'un réseau de librairies, une douzaine, appelées « Librairies de la Renaissance française ». Ce tableau montre le degré de développement assez étonnant auquel le PCF est parvenu au milieu des années cinquante, tableau qui laisse entendre une position potentiellement puissante dans l'espace public, politique et culturel.

Une forteresse ignorée

Les éléments[180] que nous avons pu rassembler sur l'activité de cet appareil éditorial relativisent cette impression de puissance. Entre 1944 et 1956, la production éditoriale totale du PCF montre que la guerre froide fut une période de recul. Après une période de croissance jusqu'en 1947 (environ 120 titres publiés par an), le nombre de titres publiés baisse progressivement jusqu'en 1954 (65 titres), avant de remonter autour de 90 titres. Le tirage moyen connaît presque la même évolution : la baisse commençant dès 1946 (avec des tirages de 20 000 exemplaires en moyenne) pour chuter sans retrouver la croissance, autour de 5 000 exemplaires. Ainsi, malgré tous les moyens, humains et matériels, que le Parti communiste se donne pendant cette période d'engagement intense, la propagande éditoriale de cette période est en deçà de ce qu'elle fut pendant le Front populaire (entre 140 et 180 titres par an).

[179] Florence Pipet. *La Farandole de 1955 à 1965. Histoire d'une maison d'édition*. Maîtrise d'histoire, sous la direction d'Antoine Prost et Noëlle Gérome, Université Paris-I, 1995. 148 p.

[180] Analyse de la production éditoriale et des chiffres de tirages (sources : Archives du dépôt légal, 1925-1958, Centre des archives contemporaines, Fontainebleau).

Nous n'avons pas d'éléments continus sur les ventes et leur évolution pendant la guerre froide. Mais le fait que la production se tasse, voire baisse, démontre que c'est une période qui ne se traduit pas par une envolée des titres et des tirages. En revanche, l'état de santé de la distribution et de la diffusion est mieux connu. La situation économique du CDLP se dégrade depuis la Libération[181]. Qui plus est, les éditeurs reprochent à cette société de ne pas soutenir une partie de la production (les romans soviétiques par exemple).

Quant à la diffusion auprès des librairies, la situation n'est guère plus florissante. Est-ce dû à la mauvaise adaptation de la production éditoriale aux attentes du public ? Ou est-ce dû à un anti-communisme latent des libraires français ? Le Parti communiste hésite lui-même entre la dénonciation d'une censure non avouée (on parle de « complot du silence » ou de « mur du silence ») et la recherche du soutien de ces mêmes libraires[182]. Dans ce dernier cas, le PCF n'hésite pas à jouer un rôle de lobbying en promettant tantôt un gain de clientèle tantôt un boycott. Mais les menaces comme les sollicitations « aimables » n'ont sans doute pas été entendues. La réalité de ce sentiment de rejet est aussi constatée par le faible écho de ces publications dans la presse non communiste.

De fait, le PCF a les plus grandes difficultés à dépasser le milieu militant, alors que, paradoxalement, c'est la période pendant laquelle ses maisons d'édition se rapprochent le plus du modèle éditorial « bourgeois », par son organisation, son approche du lectorat et son catalogue. La transformation du catalogue de ces maisons d'édition en un catalogue qui s'approche des pratiques éditoriales courantes (des livres au lieu de brochures, des romans et des essais au lieu de discours et d'actes de congrès) implique que le PCF s'adresse au même public, au même lectorat qu'Hachette ou Gallimard. Le public a, semble-t-il, insuffisamment répondu à cette offre éditoriale. De surcroît, cet alignement sur les pratiques courantes est d'autant plus dommageable que les éditeurs « bourgeois » innovent sans cesse dans les produits éditoriaux populaires (les *Readers' Digest* en 1945, le Livre de poche en 1953) et dans l'organisation de la diffusion (les clubs de livres en 1947[183], l'extension de la vente des livres au supermarché au milieu des années cinquante)[184]. Autre signe de ce décalage avec

[181] Dossier « CDLP », Archives de la préfecture de police, Ga C12 ; interventions au comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, Archives départementales de Seine Saint-Denis, Bobigny.

[182] L'événement le plus spectaculaire de la publication de l'enquête des *Nouvelles Littéraires* : les plus forts tirages de l'édition française depuis dix ans, 7 avril 1955 pp. 1 et 4. Pas un seul titre édité par le PCF n'y figure. 1er : G. Guareschi, *Le Petit Monde de Don Camillo* (Seuil, 1,2 millions d'exemplaires vendus), 2e : V. Kravchenko, *J'ai Choisi la Liberté,* (Self, 527 000 exemplaires), 3e : A. Koestler, *Le Zéro et l'infini,* (Calmann Levy, 450 000 exemplaires).

[183] Le PCF tentera d'y faire face en créant, via le CDLP, le Club du livre progressiste en 1950 (*Les Amis du Livre progressiste,* 1952 - 1957).

[184] Cottour Thierry, *Un géant au format de poche, l'arrivée du Reader's Digest en France (1946-1954).* DEA d'histoire, sous la direction de Pierre Milza, Paris : IEP, 1992, 176 p. et 253 p. ; Pagnier Aurélie, *Le Livre de poche : histoire des premières années d'une collection (1953 -1961).* DEA d'histoire, sous la direction de Jean-François Sirinelli. Paris : Institut d'études politiques, 2000, 288 p. ; Cerisier Alban, Les Clubs de livres dans l'édition française (1946-1970). *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes,* juillet-décembre 1997, T. 155, p. 691-714.

l'évolution du marché économique, le PCF ne semble pas profiter de la conjoncture économique favorable qui apparaît à partir de 1954, puisque le secteur connaît une croissance annuelle comprise entre 6 et 11 %[185].

1951-1956 : la recherche de solutions

Ce sentiment d'isolement n'est pas perçu de manière identique par les responsables politiques et les responsables des maisons d'édition. Pour les dirigeants, il importe de répondre à la mission première de ces maisons d'édition : aider à la formation des militants, permanents ou non. Pour les responsables des maisons d'édition, leur situation politique et professionnelle est délicate et difficile. Chargés d'exécuter la « politique éditoriale » édictée par la direction du PCF, ils sont pourtant et officiellement tenus pour responsables de l'échec de celle-ci, échec qui - selon la logique politique - ne peut s'expliquer que par une mauvaise application des décisions. De plus, leur position dans l'appareil du PCF est relativement médiocre, contrairement aux permanents qui œuvrent dans le milieu de la presse et celui du secteur de l'éducation. Enfin, le fait qu'ils ne soient pas reconnus comme des éditeurs à part entière par le monde de l'édition a sans doute accentué ce sentiment de marginalité.

Que reproche la direction du PCF aux maisons d'édition ? De ne pas vendre suffisamment de livres dans le parti et donc de coûter fort cher pour un gain politique insuffisant. Mais toutes les maisons d'édition ne sont pas logées à la même enseigne. Curieusement, la maison d'édition la plus proche du pouvoir politique, les Editions sociales, n'est pas la plus critiquée. Pourtant la chute est rude : entre 1950 et 1956, le tirage moyen baisse de 66 % et la production de 45 %. Ceci s'explique justement par la force des liens qui la rattachent à l'organisation partisane, en particulier le comité central. Le fait que le catalogue des Editions sociales est nourri par des hommes et femmes, formés par l'Université (agrégation, doctorat) et reconnus comme militants au sein de diverses instances (comité central, section d'éducation), permet à ces derniers de se faire entendre en partie. Ils expriment ouvertement tous la crainte de se voir battre sur leur propre terrain (la philosophie politique) par d'autres éditeurs « bourgeois », aussi bien pour les textes d'érudition que de vulgarisation scientifique. Loin d'adopter une position iconoclaste vis-à-vis de l'Alma Mater, ils vont se battre pour obtenir de la direction du PCF le droit de travailler des textes qui répondent *d'abord* aux canons universitaires, et *ensuite* seulement politiques[186]. A partir de 1954, ils obtiennent peu à peu gain de cause, la nomination de Guy Besse à la tête des Editions sociales en 1955 étant le signe qu'ils ont été entendus[187].

[185] Hervé Renard et François Rouet, « L'économie du livre : de la croissance à la crise », *L'Edition française depuis 1945*, Cercle de la Librairie, 1998, pp. 640-737.

[186] Commission consultative d'édition, 28 janvier 1954 et Etude et rôle de la commission, réunion du 25 mars 1954, Arch. Guy Besse, AD Seine-Saint-Denis, Bobigny.

[187] Décisions (annexe). Secrétariat, 4 novembre 1955, Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Bobigny. G. Besse est alors agrégé de philosophie et fait partie de la section idéologique, il intègre le CC en juillet 1956.

Pour ce qui est de la littérature romanesque, la situation est radicalement différente. A partir de 1949, Louis Aragon obtient la direction les Editeurs français réunis. Mais s'il est effectivement soutenu par la direction, c'est un soutien relatif. En effet, il a à ses côtés deux hommes dont les fonctions réduisent sa liberté d'éditeur. D'une part, il est secondé par Raymond Hallery, directeur effectif des EFR, qui contrôle la bonne marche de la maison sur le plan matériel. D'autre part, il est forcé d'agir avec Jean Jérôme, qui n'a aucune fonction officielle mais qui intervient sur le plan financier et donc politique, puisque son avis pèse sur les moyens alloués à la maison d'édition. Enfin, Louis Aragon est coiffé comme les autres maisons d'édition par François Billoux, chargé de suivre les affaires d'édition au sein du secrétariat du PCF. Au travers de sa direction des EFR, on mesure à nouveau le pouvoir relatif d'Aragon, grand romancier du parti, membre du comité central, et éditeur sans pouvoir réel.

Car les EFR sont la première et principale victime des conséquences de la guerre froide. Entre 1950 et 1956, le tirage moyen baisse de 39 % et la production de 37 %. Sa situation est donc a priori moins grave que celle des Editions sociales. Alors pourquoi une telle fragilité politique ? Du point de vue qualitatif, c'est elle et non les Editions sociales qui s'est chargée de la littérature pamphlétaire, la plus éphémère par définition et celle qui marque le plus une maison d'édition auprès du public. Elle a ensuite défendu un genre esthétique, le réalisme socialiste, que la direction du Parti communiste soutient de moins en moins à partir de 1952-1953. Cette fragilité est accentuée par le fait que le PCF n'a jamais accordé fondamentalement la priorité politique à l'édition romanesque. L'insuffisance des ventes et la fin de mobilisation de la guerre froide remettent donc en cause l'existence même des EFR. A partir de 1952, l'éditeur Aragon ne va pas cesser de se battre pour sa maison d'édition et pour son droit à mener, lui aussi, une véritable politique éditoriale avec des moyens financiers.

Or, c'est à un mur qu'il se heurte. En 1954, il commence à abandonner la partie. Il fait appel à un jeune militant, poète et professionnel de l'édition, François Monod, qui plein d'optimisme se lance dans l'élaboration d'une politique éditoriale du PCF. Il rencontre la même incompréhension[188]. La direction du PCF n'a plus besoin des EFR, puisque la crise de la guerre froide est passée… Or, en septembre 1956, F. Monod alerte la direction du PCF sur un point qui rétrospectivement paraît essentiel. Les EFR n'attirent pas les jeunes auteurs et surtout se montrent incapables de retenir les auteurs les plus prometteurs : les jeunes romanciers communistes quittent les EFR pour les éditeurs bourgeois[189].

La fuite ?

Nous avons voulu vérifier la réalité de cette menace. Il est vrai que le catalogue connaît un profond renouvellement. Les maisons d'édition du PCF

[188] Pierre Daix. *J'ai cru au matin*. R. Laffont, 1976, pp. 348-349.

[189] François Monod. Note complémentaire sur les EFR, 11 septembre 1956. Fonds Elsa Triolet Louis Aragon, CNRS.

publient cinquante-quatre individus en 1947 et trente-huit en 1956. Si on compare ces deux listes, seuls cinq écrivains sont encore présents dans les publications de 1956[190]. Cette situation s'explique par l'ambiguïté de la figure de l'auteur au sein de ce catalogue. En effet, nombreux (60 %) sont les auteurs d'une œuvre unique, le plus souvent liée aux circonstances politiques. On peut aussi supposer que ce fort renouvellement est dû aussi aux mises à l'écart, mais le nombre de personnes est très limité[191].

Parmi les signataires de l'appel du 5 novembre 1956, nous ne trouvons aucun auteur dont les œuvres sont uniquement relayées par les éditions du PCF, hormis Claude Roy. Roger Vailland est d'abord un auteur Corrêa avant de passer chez Julliard en 1956 puis Gallimard en 1960. Jacques-Francis Rolland a pour seul éditeur Gallimard. Claude Morgan cesse de publier dans les éditions du parti en 1954, mais est publié par Ferenczi depuis la Libération. Seul Claude Roy part en quête d'éditeur et ce seront Gallimard et Seghers. La situation est à peine différente pour les signataires du « groupe des dix ». Si Edouard Pignon et Pablo Picasso continuent de voir leurs œuvres reproduites par Cercle d'art, qui édite toujours Francis Jourdain et Hélène Parmelin, Hélène Parmelin et Paul Tillard sont déjà partis des EFR et des ES : Hélène Parmelin est publiée par Julliard dès 1954 et Paul Tillard traversera une période d'attente plus longue, pour être publié par Julliard en 1959. La crise de 1956 ne provoque donc pas réellement des départs de ces auteurs des maisons d'édition du PCF, puisqu'ils sont nombreux à avoir des attaches éditoriales ailleurs et certains depuis la Libération.

Sur un corpus de 252 auteurs publiés par les maisons d'édition du PCF entre 1945 et 1956, 69 n'ont pas de liens exclusifs avec ces éditions, soit le tiers. Sur ce total, la moitié (36) disparaît des catalogues dès 1951. Il faut distinguer deux groupes parmi ces 69 auteurs.

Dans le premier groupe on trouve surtout les universitaires dont les travaux « professionnels » sont publiés par des maisons spécialisées (les Presses universitaires de France, Doin, Gauthier-Villars, Flammarion…). Leur passage dans le catalogue des maisons d'édition du PCF est donc ponctuel et/ou orienté politiquement. C'est rarement à elles qu'ils confient leurs travaux scientifiques ou de vulgarisation scientifique. Marcel Prenant ne publie plus dans les éditions du PCF à partir de 1947, Pierre George à partir de 1952. Les auteurs des Editions sociales ne sont pas les seuls à se partager entre édition militante et édition plus « traditionnelle ». Hormis les exemples célèbres de Louis Aragon et d'Elsa Triolet, auteurs Gallimard, et la situation de Claude Morgan ou Roger Vailland, Marie Lahy-Hollebecque publie chez Albin-Michel à partir de 1947 tout en écrivant pour les EFR.

Dans le deuxième groupe, se trouvent essentiellement des auteurs de romans. Ginette Ziegler cesse de publier en 1950 et est accueillie par Julliard en 1959. Jean-Pierre Chabrol s'en va en 1953 et trouve Gallimard en 1957. Roger

[190] Louis Aragon, André Wurmser, Renaud de Jouvenel, Jean Kanapa et Paul Vaillant-Couturier.
[191] Auguste Lecoeur et André Marty.

Boussinot est accueilli par Albin-Michel en 1958 après quatre ans de silence. Parfois, il n'y pas de délai d'attente. Pierre Courtade passe directement des EFR à Julliard en juillet 1956, même s'il fait figurer dans son contrat avec son nouvel éditeur une clause qui donne la priorité aux EFR[192]. Idem pour André Kedros qui édite désormais chez Albin-Michel et Julliard. La plupart de ces romanciers « professionnels » qui manquent à l'appel en 1956 sont donc partis pour d'autres éditeurs, et pas n'importe lesquels : se distinguent en particulier Gallimard (12), Julliard (10), et Seghers (8). Le lieu de destination éditoriale de ces auteurs, qui n'ont pas encore rompu les amarres avec le PCF, n'est pas anodin. Une minorité va vers d'autres catalogues plus ou moins militants (Seghers, Minuit, Rivière et plus tard Maspero, fondé en 1959). La majorité choisit au contraire des éditeurs généralistes, plus neutres et surtout plus à mêmes de répondre à leur attente première de romanciers, être reconnus comme tels et être lus en tant que tels[193].

Bien que le nombre d'auteurs qui disparaissent du catalogue est minoritaire, leur part est cependant conséquente. Surtout, il semble concerner les auteurs « professionnels », universitaires ou romanciers, ceux que le parti a utilisé un temps, pour les besoins de la guerre froide, et qu'il pourrait mettre en avant sur la scène intellectuelle ou éditoriale, en devanture des librairies, sitôt la situation de crise disparue…

Ainsi l'année 1956 ne fait que confirmer le malaise qui frappe les maisons d'édition du PCF. Cette année ne constitue donc pas une rupture à proprement parler. Cette époque a constitué une occasion pour tous les responsables éditoriaux de sortir d'une organisation du travail militant marquée par la guerre froide. Si d'aucuns refusent de remettre en cause la mission éducatrice de ces maisons d'édition, tous veulent faire œuvre d'éditeurs, et d'éditeurs reconnus de surcroît, sur le plan littéraire et scientifique. Le sort différent des maisons d'éditions montre que la situation des intellectuels communistes n'est pas la même. Bien que toujours en position subalterne par rapport au pouvoir politique, au prisme de l'histoire de ces entreprises, les titres universitaires permettent aux uns (les Editions sociales) de sortir par le haut de la crise du milieu des années cinquante, alors que d'autres choisissent de partir des éditions (EFR), avant de partir du PCF.

[192] Contrat d'édition Pierre Courtade – Editions Julliard, 10 juillet 1956, fonds Pierre Courtade, IMEC.

[193] Voir à ce sujet le témoignage d'André Stil qui porte sur les années 1960 : *Une vie à écrire. Entretiens avec Jean-Claude Lebrun*. Grasset, 1993, p. 220.

Les juristes communistes face au 20e congrès et à ses suites

Frédérick Genevée

Pourquoi s'intéresser aux réactions des juristes communistes aux révélations du 20e congrès et à ses suites ? Que peut apporter une étude de ces militants particuliers à la connaissance plus générale de l'histoire du PCF ? Il est fréquemment affirmé que 1956 fut une césure voire une rupture importante dans l'engagement des intellectuels communistes. Les juristes communistes, pour la plupart avocats, étaient des intellectuels mais d'un genre particulier car l'exercice pratique de leur métier l'emportait sur les élaborations conceptuelles. Militants révolutionnaires, leur pratique professionnelle fut à l'intersection de leur engagement politique et d'une formation commune à leurs confrères qui relevait plus du libéralisme que de la révolution. La tension ainsi engendrée pouvait laisser apparaître les contradictions d'un engagement dans un parti qui remettait en cause - au moins dans le discours - les institutions républicaines et avait pour modèle les institutions soviétiques et qui pourtant évoluait dans un cadre essentiellement légal. Contradictions qui sont plus difficiles à cerner dans le cas, par exemple, de militants syndicalistes communistes confrontés à l'exploitation et à la répression patronale. Les juristes communistes sont donc de bons points d'observation pour qui souhaite connaître les réactions communistes au 20e congrès et à ses suites. Cette communication se veut ainsi une contribution à l'histoire du PCF mais aussi une contribution à l'histoire des intellectuels, mais des intellectuels d'un genre particulier.

Les juristes communistes en 1956

Plusieurs générations mais un engagement et une formation républicaine communs

Qui étaient les juristes communistes en 1956 ? Les juristes communistes étaient donc pour la plupart des avocats. Ils étaient plusieurs dizaines. Une quarantaine d'avocats au moins sur les 123 *« pouvant être utilisés par le SPF* [Secours populaire français] *»* en 1948[194] étaient communistes. Cette évaluation est un minimum et leur nombre s'est ensuite accru.

Les avocats communistes en 1956 se composaient de plusieurs générations[195]. Celle des pionniers qui ont rejoint le communisme dès les années 1920. Leur adhésion au communisme fut le prolongement naturel de leur engagement socialiste au lendemain de la première guerre mondiale. Les figures majeures en furent Marcel Willard, Paul Vienney, Maurice Boitel. Ces avocats ont traversé les premières décennies du communisme français en consacrant une grande part de leur activité à la défense de leurs camarades, en particulier dans les années 1920 quand la répression anticommuniste n'était pas un vain mot.

[194] Archives privées Douzon transmises par Sharon Elbaz que je remercie.

[195] Dans le cadre de ma collaboration au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier,* j'ai pu accéder aux biographies de certains avocats communistes décédés. Archives du PCF.

La seconde génération est celle des avocats qui ont rejoint le PCF dans les années 1930, à l'occasion du Front populaire, pour lutter contre le fascisme. Cet engagement représentait alors pour ces avocats, souvent d'origine étrangère et/ou de confession juive, une manière de poursuivre leur intégration au sein de la République française quand celle-ci peinait à les accepter ou tendait à les exclure. Les avocats furent ainsi parmi les premières victimes des restrictions xénophobes puisque la loi du 19 juillet 1934 étendit aux professions juridiques la caractéristique des emplois du secteur public interdisant aux naturalisés depuis moins de dix ans d'y accéder. Dans cette génération, peuvent être regroupés des avocats comme Joë Nordmann, Pierre Kaldor, Charles Lederman…

Lors de la seconde guerre mondiale, ils poursuivirent et intensifièrent leur engagement, d'abord en défendant les députés communistes poursuivis, puis les militants communistes arrêtés. Trois d'entre eux - Pitard, Rolnikas et Hajje - y perdirent la vie. Les avocats communistes furent d'autant plus à l'aise que l'orientation du PCF se situât dans le cadre de l'union nationale contre l'occupant. On connaît le rôle joué par Nordmann pour constituer le Front national des juristes, de Vienney dans le sud pour le Comité national des juristes puis ensemble au Comité national judiciaire ou bien encore celui de Marcel Willard dans l'élaboration d'une doctrine légaliste et républicaine de l'épuration quand il fut secrétaire général du ministère de la Justice à la Libération.

Ces avocats à la notoriété extraordinaire parmi les communistes et chez leurs confrères furent rejoints par une troisième génération, soit dès l'époque de la Résistance, soit immédiatement après la Libération - par exemple Léo Matarasso, Roland Weyl, Michel Bruguier. Leur engagement a été d'autant plus confirmé que, comme tant d'autres, ils ont été fascinés par le rôle joué par le PCF et l'URSS pendant la guerre, voyant dans le modèle soviétique l'explication de la victoire contre le nazisme - je pense par exemple à Pierre Braun. Cette génération qui grandit pour beaucoup à l'ombre de ses aînés au sein des cabinets prit son envol et son autonomie professionnelle et politique à l'occasion des luttes contre la colonisation. Ces trois générations d'avocats ont vu dans le communisme et leur engagement dans le camp de la classe ouvrière une manière de poursuivre leur engagement socialiste, antifasciste, républicain.

Les avocats ne furent pas les seuls juristes, il faut aussi ajouter bien qu'en nombre très faible les professeurs de droit tel Gérard Lyon-Caen et ceux des militants qui se sont spécialisés dans le domaine du droit social comme Francis Saramito. Ils côtoyaient alors des militants syndicalistes qui avaient acquis une compétence de juristes dans le cadre de leur militantisme par exemple en devenant conseiller prud'homal et spécialiste de droit social comme Henri Forest. Il reste, et c'est là une originalité du mouvement communiste et de la CGT, que la méfiance des militants révolutionnaires à l'égard du droit a obligé dès les années 1920 les directions a déléguer le discours sur le droit et sa pratique à des professionnels et en particulier aux avocats. C'est très clair quand on observe la composition des rédactions de la revue *Droit ouvrier* de la CGTU puis de la CGT

qui comprennent beaucoup plus d'avocats que leurs homologues confédérés ou de Force ouvrière.

Leur action

Les juristes, et en particulier les avocats communistes, furent au premier rang dans l'affrontement de la guerre froide. Les avocats communistes se sont mobilisés dans les grandes affaires idéologiques qui défrayèrent alors la chronique : « affaire Kravchenko », procès Rousset, « affaire de *l'Internationale des traîtres* » et soutien aux décisions judiciaires lors des procès en Europe de l'Est comme le procès Slansky. Mais ils furent surtout de l'organisation de la défense des militants. L'un d'entre eux qualifia dans un livre de réflexion autobiographique cette période de *« petite répression de masse*[196] *»*. Sans entrer dans les détails et la chronologie de cette répression, il n'est qu'à citer les conséquences en terme de procès des grèves de 1947 et de 1948, les multiples procédures de la période de guerre froide touchant aussi bien les simples militants que les dirigeants. Des cas célèbres viennent immédiatement à l'esprit : « complot des pigeons », « affaires » Henri Martin et Raymonde Dien… En terme de délit, on assista à partir de 1947 à une recrudescence des poursuites pour délit de presse, atteinte à la liberté du travail, outrages et rébellion et bien sûr atteintes à la sûreté de l'Etat (507 prévenus en 1957). L'augmentation de cette dernière incrimination renvoie à l'affrontement voulu de part et d'autre pendant la guerre froide mais aussi au processus de décolonisation.

Les premières formes de la mobilisation et de l'utilité des avocats dans les campagnes pour la décolonisation furent visibles pour la défense des députés malgaches à partir de 1947, puis à partir de 1949 pour la défense des militants du Rassemblement démocratique africain (RDA)[197] en Afrique occidentale française, puis au début des années 1950 en Afrique du Nord et évidemment à partir de 1954 pendant la guerre d'Algérie avec notamment la constitution d'un pont aérien. Cette mobilisation anti-coloniale alla de pair avec une autre forme de mobilisation. Il s'agit des campagnes de solidarité internationale par exemple en faveur des communistes américains, des époux Rosenberg, de Nikos Beloyannis, contre l'interdiction du Parti communiste allemand…

Une organisation au service du parti mais une revendication implicite d'autonomie

Comment étaient-ils organisés ? Comme pour les intellectuels, l'organisation des avocats a fait l'objet d'ajustements continus depuis la Libération. D'abord rassemblés au sein d'amicales, les juristes communistes et en particulier les avocats durent rejoindre des cellules. Les amicales étaient des structures horizontales qui auraient pu conduire leurs membres à une revendication d'au-

[196] WEYL Roland, *Une robe pour un combat,* Paris : Messidor, 1989, 187 p.

[197] ELBAZ Sharon, *Les avocats métropolitains dans les procès du Rassemblement démocratique africain, un banc d'essai pour les « collectifs d'avocats » pendant la guerre d'Algérie ?,* communication en ligne sur le site de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP).

tonomie politique car créées sur la base de leurs spécificités professionnelles. L'organisation en cellules les inscrivait plus fortement dans le mode de fonctionnement vertical du PCF. Mais quel type de cellule ? Cellule de quartier où ils auraient côtoyé des militants d'autres origines sociales, cellule des Palais de Justice mais là encore mêlés à d'autres professions ? Les débats sur ces dernières questions furent permanents mais il semble que l'on se dirigeât de fait vers des cellules d'avocats communistes dont au moins trois au Palais de Justice de Paris. Mais ce choix de la cellule ne put empêcher la résurgence d'organisations plus horizontale : conférence nationale des juristes communistes et surtout ouverte à des non communistes : branche française de l'Association internationale des juristes démocrates (AIJD), organisation autour de revues comme la *Revue progressiste de droit français*[198], commission juridique du Secours populaire, rédaction de *Droit ouvrier*. L'investissement dans des structures plus larges n'est pas à analyser simplement comme un moyen de noyautage et d'extension de l'influence communiste mais le signe d'une revendication au moins implicite d'autonomie politique sur une base professionnelle - revendication que confirment les débats sur la question des cellules. Cette question était d'autant plus sensible que le droit comme domaine d'intervention et de militantisme posait directement la question de l'autonomie des institutions et donc du champ politique par rapport à la base économique.

Une théorie communiste du droit relativement pauvre mais en évolution

L'infrastructure détermine la superstructure

Dans les rangs communistes, les théories du droit avant 1956 étaient relativement limitées. Les textes de référence canoniques étaient *La lettre de Lénine sur la défense*[199], les diverses éditions de *La défense accuse*[200] de Marcel Willard et *Droit et justice en URSS*[201] de Jean Fonteyne le plus français des avocats communistes belges. La conception communiste du droit pouvait alors se résumer à l'adage marxiste selon lequel les superstructures sont déterminées par les infrastructures. Une citation seulement tirée de Jean Fonteyne : *« (...) Le socialisme scientifique définit le droit comme un système de normes établies par l'Etat dans le but de protéger le régime social en tant qu'expression active de la volonté de la classe dominante, consacrant et perpétuant ses intérêts économiques et politiques. Les intérêts de la production propres à l'époque du développement de la société de classe détermine le contenu de cette volonté, devenue loi (...) »*[202].

---

[198] Sur cette dernière voir OLSZAK Norbert, *L'histoire du droit dans la Revue progressiste de droit français de Gérard Lyon-Caen (1952 – 1956) in Histoire de l'histoire du droit (Actes des Journées internationales de la Société d'histoire du droit – Toulouse 1er-3 juin 2005),* Toulouse, Presses de l'université des sciences sociales, 2006, pp. 431 – 437.

[199] LÉNINE, *Lettre à E.D. Stassova et aux camarades emprisonnés de Moscou,* le 19 janvier 1905, *Œuvres*, tome 8, Éditions Sociales, Paris, Éditions du progrès, Moscou, 1964, pp. 59-63 ; publié pour la première fois en 1924 dans la revue *Proletskaïa Revolutsia*, n° 7 (30).

[200] WILLARD Marcel, *La défense accuse,* Paris : Éditions sociales internationales, 1938, 344 p. rééditions en 1951 et 1955.

[201] FONTEYNE Jean, *Droit et Justice en URSS,* publié en 1943 sous le titre *L'Epargne de la femme mariée* par le conseiller Y. rééd. Éditions sociales, 1946, 103 p.

[202] FONTEYNE Jean, *Droit et Justice en URSS,* op. cité ; réed. de 1946, p. 42.

L'autre registre de réflexion des juristes communistes concernait ce qu'ils appelaient la *« légalité socialiste »*. Pour eux, la légalité socialiste n'était que l'exercice par l'Etat révolutionnaire de son droit à se défendre et à poursuivre son œuvre émancipatrice au service des classes anciennement opprimées. La légalité socialiste trouvait son fondement justement dans le fait que le droit soviétique était au service de la classe au pouvoir comme dans le système bourgeois, mais celle-là n'était plus la bourgeoisie mais la classe émancipatrice. Pour autant, la légalité socialiste impliquait pour eux le respect de règles définies et ne devait pas conduire à l'arbitraire. Cette expression avait donc un double sens. Le premier renvoyait à sa fonction politique mais le second pouvait conduire à l'associer au respect de la règle de droit et était donc compatible avec la conception traditionnelle du droit en France depuis la Révolution.

Quand les premières critiques sur le non-respect de la légalité socialiste advinrent du cœur du système notamment après les abandons des poursuites dans l' « affaire des médecins », les juristes communistes français trouvèrent justement comme argument imparable que c'était bien là la preuve de la supériorité du système judiciaire soviétique, capable de revenir sur ses décisions.

Débats implicites et évolutions timides

Des échanges à fleuret moucheté eurent lieu fréquemment, montrant par là même qu'il y avait débat sur la nature du droit et des évolutions dans la vision des juristes communistes. Il fallait justifier l'action des juristes communistes dans le domaine pénal ou des syndicalistes dans le domaine du droit social. Nordmann, lors de la conférence de 1948, affirma ainsi : *« (...) Mais si le droit se présente pour nous comme la volonté de la classe dominante érigée en loi, c'est parce qu'il est à chaque étape de son développement le reflet des rapports existant entre les classes en présence. Et pour cette même raison, le rapport des forces entre les classes peut, dans certains cas, permettre à la classe opprimée d'obtenir des avantages partiels (...) »*[203].

Les affirmations des juristes communistes balançaient donc entre les deux pôles de la relation dialectique entre la détermination du droit par l'infrastructure et la nécessité de constater l'autonomie de ce champ pour justifier l'intervention professionnelle des avocats ou des conseillers prud'homaux de la CGT. Le second pôle était de plus en plus affirmé au début des années 1950 sans qu'il y ait de véritable réflexion nouvelle d'ensemble. Cette réflexion aurait pu s'appuyer sur les travaux des juristes yougoslaves dont la revue était traduite en français et qui entama de premières réflexions sur le dépérissement de l'Etat. On comprendra aisément qu'il n'était pas bien vu de s'y référer explicitement à l'époque de la rupture entre Staline et Tito[204]. La référence à cette revue n'apparut dans les travaux des juristes communistes français qu'à la fin des années 1960.

[203] Archives Douzon, conférence nationale des juristes communistes de Gentilly - Issy les Moulineaux des 30 et 31 octobre 1948.

[204] *Le nouveau droit yougoslave,* à partir de 1950, édité à Belgrade par l'Association des juristes de la République populaire fédérative de Yougoslavie, puis Union des Associations de juristes.

La seule réflexion élaborée et nouvelle vînt d'un professeur de droit. Gérard Lyon- Caen, à la demande de la Ligue de l'enseignement, rédigea une brochure sur la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948[205]. Il y tentait, en 1955, de concilier l'abstention des représentants des pays socialistes et la reconnaissance d'une efficacité universelle de la notion de droits de l'Homme pour la lutte au service des *causes humaines*. Il n'est pas étonnant que cela fût un professeur de droit qui en fut à l'origine. Moins marqué par les contingences pratiques, il ressentait le besoin plus fort de la théorie et de la conciliation encore à cette date entre la vision dominante des communistes et les affirmations des théories issues du droit naturel.

Les risques politiques d'une affirmation trop forte de l'autonomie du droit n'expliquent donc pas tout pour comprendre la pauvreté des théories communistes du droit. Paradoxalement, le seul fait que l'unique expression quelque peu hétérodoxe provînt d'un professeur de droit permet de confirmer l'hypothèse que la prééminence de la pratique professionnelle sur les besoins de justifications théoriques suffisait aux juristes communistes français. Ils se sont plus imposés par l'exercice de la profession : défense des militants dans les procès pénaux ou engagement pour une intensification de ce que l'on peut appeler le militantisme prud'homal.

1956 et ses suites

Les juristes communistes ont donc conçu leur engagement militant comme un aboutissement et un moyen de l'engagement républicain ; par leur immersion dans le cadre d'institutions notamment pénales où le respect du droit est la règle, ils étaient les dépositaires d'une culture professionnelle et politique que l'on peut qualifier de républicaine voire de libérale. Militants communistes, ils voyaient dans l'URSS et ses institutions l'aboutissement concret et le dépassement - dépassement positif et non négation - de cet engagement. Mais militants disciplinés, ils n'osèrent jamais une critique théorique du système soviétique. Les évolutions relatives antérieures à 1956 ne sont perceptibles que dans leur insistance à développer l'idée d'une autonomie du droit ou à accompagner les premières révélations de la période 1953-1956. La prééminence de la pratique leur permit de faire l'économie d'une réflexion d'ensemble qui aurait pu les conduire à la révision de ce qui avait fondé pour certains des décennies d'engagement. Il reste que ces évolutions timides n'en n'étaient pas moins réelles.

L'absence de réaction publique des juristes communistes au 20e congrès

Le 20e congrès, avant d'être celui du rapport secret ou du *« rapport attribué au camarade Khrouchtchev»,* fut celui pour le sujet qui nous intéresse du rapport Mikoïan. On sait que ce dernier était alors un des dirigeants soviétiques les plus proches du premier secrétaire. En voici un passage essentiel qui ne pouvait qu'attirer l'attention des juristes français : *« (...) Je voudrais parler aussi de nos « juristes ». Il faut constater que, dans la première période du pouvoir*

[205] Lyon-Caen Gérard, *La Déclaration des Droits de l'Homme, Les cahiers laïques*, cercle parisien de la Ligue française de l'enseignement, septembre-octobre 1955, 28 p.

soviétique, du vivant de Lénine et pendant les années qui ont immédiatement suivi sa mort, la science juridique soviétique, les règles de la législation et de la procédure, se développaient plus vite, conformément aux idées du marxisme-léninisme, aux principes du droit socialiste prolétarien, exposés dans le programme de notre Parti. On ne saurait en dire autant de la période ultérieure, ce qui a suscité une inquiétude légitime au Comité Central du PCUS. Il a jugé nécessaire d'intervenir d'urgence pour redresser la situation, étant donné l'impératif de sanctionner dans toute sa plénitude, à travers tout le pays, la légalité socialiste, léniniste (...) ».

Je n'ai pas trouvé de réaction publique particulière des juristes communistes concernant les questions du respect de la légalité socialiste. Il leur suffit alors en tant que communiste de se contenter au même titre que les autres militants d'apprécier les critiques soviétiques. Elles permettaient de rendre convergents l'éthique professionnelle des avocats communistes et leur engagement solidaire pour un système qui était capable d'analyser ses défaillances et de revenir sur des décisions de justice. Cela leur suffisait et leur permettait de rester dans la ligne définie par la direction du PCF quant à l'analyse du rapport Khrouchtchev. Ce fut l'intervention en Hongrie qui obligea certains d'entre eux à s'en détacher.

Les réactions à l'intervention en Hongrie et au procès Nagy

Le 13 novembre 1956, *Le Monde* publiait des extraits d'une lettre de Gérard Lyon-Caen à la direction du PCF. Il s'y solidarisait au lendemain de l'intervention en Hongrie avec la lettre de Claude Roy, Roger Vailland, Jacques-Francis Rolland, Jean-Paul Sartre, et Simone de Beauvoir. Dans cette lettre, tout en se déclarant persuadé que *« les éléments contre-révolutionnaires, fascistes même avaient pris le dessus »,* il affirmait qu'il fallait accepter que le peuple pût revenir en arrière. Il demandait aussi que l'expérience des démocraties populaires fît l'objet d'un examen rigoureux. Pour lui, *« le Parti porte la lourde responsabilité de n'avoir pas voulu voir les conséquences logiques inéluctables qui découlaient du 20e congrès du PCUS ». L'Humanité* publiait à la demande du secrétariat du PCF, le 15 novembre, un articulet dénonçant Gérard Lyon-Caen et son acte d'indiscipline alors même que le journal venait d'être l'objet d'attaques de l'extrême droite[206]. Les autres conséquences ne se firent pas attendre et le comité central des 20 et 21 novembre décida, sur proposition de la commission centrale de contrôle politique, de l'exclure pour six mois[207]. Il ne fut jamais réintégré et poursuivit sa carrière de professeur de droit tout en conservant malgré tout de la sympathie pour le PCF. Cette unique prise de position publique a été rendue possible par les événements de l'année 1956, mais prit sans doute racine dans le malaise de ce militant et dans son impossibilité à donner une cohérence complète à l'articulation entre son attachement à l'Etat de droit et son engagement communiste. Comme professeur de droit et non avocat, il était moins impliqué dans la logique de la pratique et du rythme militant. On peut

[206] Archives du PCF – Archives départementales de la Seine- Saint –Denis. PV des décisions du secrétariat du 14 novembre 1956.

[207] *Le Monde* du 23 novembre 1956.

peut-être aussi y voir l'effet des vicissitudes de la vie de la *Revue progressiste de droit français* dont il était le directeur, dont le dernier numéro date de 1955 et qui a sans doute été empêchée de poursuivre pour cause de débats entre juristes communistes sur la guerre d'Algérie.

Quant à ses camarades et confrères, ils gardèrent le silence tout en se satisfaisant sans doute des révélations du 20e congrès. On trouve malgré tout la trace dans les archives de Paul Vienney d'une polémique interne entre les avocats communistes. Ces derniers protestèrent, semble-t-il, à la suite de l'exclusion de Lyon-Caen et votèrent le 19 décembre une motion sur le fonctionnement du PCF. Certains d'entre eux se désolidarisèrent ensuite de ce texte et le critiquèrent dans *France-Nouvelle*[208]. Pour comprendre cette attitude de retenue, il faut avoir à l'esprit que dans les mois et les années qui suivirent le militantisme des avocats s'intensifia en Algérie et en France avec la recrudescence des affaires comme l'atteste la flambée des poursuites contre la presse communiste[209].

Cette hypothèse d'un accord profond mais d'abord silencieux avec l'esprit du 20e congrès est confirmée par leur réaction aux conséquences judiciaires de l'intervention en Hongrie, au procès et à l'exécution de Nagy comme si, jusqu'à cette date, les premières décisions de réhabilitation judiciaire en URSS et les rapports publics se suffisaient à eux-mêmes.

Dès janvier 1957[210], le secrétariat de l'AIJD dans lequel Nordmann jouait un rôle essentiel affirmait qu'il lui était impossible de soutenir le droit de l'URSS et du Pacte de Varsovie à intervenir dans un Etat souverain. En novembre 1957, Nordmann lors du conseil de l'AIJD déclara *« à titre personnel, ne pouvoir souscrire à une affirmation contenue dans le rapport, relative "au droit incontestable" qu'aurait tout Etat "d'appliquer des mesures d'internement administratif contre des individus antisociaux dans l'intérêt de la protection de l'ordre constitutionnel et de la sécurité publique" »*[211]. Il s'agit à ma connaissance de la seule déclaration publique de contestation de Joë Nordmann, elle en est ainsi très démonstrative du malaise des juristes communistes français. Ce malaise atteignit son apogée mais resta totalement interne quand la cellule du palais de justice prit majoritairement position contre l'exécution de Nagy provoquant quelques remous dans la section « Intellectuels » du PCF[212]. Il semble qu'aucune sanction ne fut prise puis les choses rentrèrent progressivement dans l'ordre.

Conclusion

Ainsi les réactions des juristes communistes demeurèrent circonscrites et internes - à l'exception du cas d'un professeur de droit - comme si dans ce qui

[208] *France-Nouvelle,* n°576 du 27 décembre 1956.

[209] Genevée Fédérick, *La répression, poursuites et saisies de l'Humanité 1949-1962,* pp. 265-281 in *l'Humanité de Jaurès à nos jours,* C. Delporte, C. Pennetier, JF. Sirinelli, S. Wolikow (dir.), 419 p. Notamment à partir des archives de Paul Vienney déposées au musée de l'Histoire vivante à Montreuil et des archives de *l'Humanité* déposées aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

[210] *Bulletin de l'AIJD,* n°29, janvier 1957.

[211] Idem n° 32, décembre 1957.

[212] Archives Paul Vienney.

définit les juristes communistes - intellectuels et hommes de la pratique - c'était ce second pan qui l'emportât, confirmant les propos de Roger Martelli qui écrit : *« l'actif militant est resté en 1956 extérieur à une critique antistalinienne (…) En dehors des mouvances intellectuelles, où le choc est violent, le parti profond s'est montré plutôt imperméable au discours déstalinisateur »*[213]. 1956 pour les juristes communistes n'est donc pas immédiatement une rupture et leurs réactions furent plus limitées comparées à celles d'autres intellectuels. Le renouvellement de la conception communiste du droit ne s'engagea réellement qu'à la fin des années 1960[214]. D'abord parce que des évolutions relatives eurent lieu avant. Mais aussi à cause de l'adoption d'un code pénal soviétique formellement plus libéral en 1958 qui démontrait ainsi la dynamique positive des réformes en URSS. Enfin des déterminations comme l'engagement anti-colonial jouèrent un rôle de frein aux réactions avant d'être le terrain des ruptures les plus importantes. Mais ceci est une autre histoire.

[213] Martelli Roger, *1956 communiste, le glas d'une espérance,* Paris, La Dispute, 218 p.

[214] Weyl Roland et Monique, *La part du droit dans la réalité et dans l'action,* Paris, Éditions Sociales, 1968, 382 p. Démarche esquissée plus tôt mais limitée alors par la prise de distance du PCF à l'égard du rapport Khrouchtchev. « Evolution du droit et nature de l'Etat», La Nouvelle critique, septembre-octobre 1956 n° 78 et « Perspectives d'un droit nouveau », *La Nouvelle critique,* janvier 1957, n° 81.

1954-1959 : une tentative de renouveau communiste au prisme du Secours populaire français

Axelle Brodiez

On reste frappé par le contraste de perception de l'année 1956 entre le PCF et le Secours populaire français (SPF), son organisation de masse chargée de la solidarité aux victimes de la répression. D'un côté en effet une année noire, marquée au sceau de *« l'évolution régressive »*[215], du passage de la remise de soi au doute généralisé, de l'optimisme et de l'ouverture aux déconvenues et au repli - même si certes tout n'est pas si visible sur le moment. De l'autre, d'après les archives et les entretiens, un silence total sur le 20e congrès et Budapest, et au contraire une impression, du moins jusqu'en 1958 où les choses se compliquent, de dynamisme, de volonté de renouveau et d'ouverture sociétale.

Ce hiatus puise à deux explications. La première est d'ordre général, puisque la simple fonction d'organisation de masse justifie l'hypotrophie du volet téléologique au profit du volet sociétal. Pour autant, le Secours populaire semble témoigner en 1956 d'une attitude quelque peu atypique, invitant dès lors à recourir à une explication plus particulariste et à considérer cette association comme ayant, dès les années 1955-1956, entamé un tournant qui préfigure ce qu'elle est aujourd'hui devenue - la seule ex-organisation de masse à avoir réussi le pari la croissance et de l'adaptation sociétale.

A défaut de pouvoir faire encore, faute d'autres études exhaustives sur les différentes organisations de masse, une analyse comparative et une recontextualisation synchronique, la recontextualisation diachronique de l'année 1956 au sein de la période 1954-1959 s'impose. Elle permet déjà certaines conclusions, avec la distinction de trois temps : l'insertion dans l'aggiornamento du conglomérat et l'engouffrement sur la question algérienne (1954-1955), le temps des audaces (1956) puis celui du repli et du recentrage fonctionnel (1957-1959). Avec pour arrière-plan des interrogations sur la façon dont l'association est parvenue, sur le temps long, à négocier ce difficile tournant, mais aussi sur ses rapports avec le PCF et, de façon plus large, sur la marge de manœuvre que pouvait avoir une organisation de masse à cette époque.

1954-1955 : *aggiornamento* du conglomérat et engouffrement du SPF dans la question algérienne

L'aggiornamento du conglomérat

Dans la conception léniniste, qui prévaut au Secours populaire jusqu'au moins 1954, l'organisation de masse est une courroie de transmission du parti et doit à ce titre lui *« être complètement subordonnée »,* au service de la révolution en marche[216]. Tout manquement aux directives ou de mauvais résultats conduisent à des rappels à l'ordre et à des sanctions pouvant aller jusqu'à l'éviction.

[215] Serge Wolikow, intervention à ces Journées d'étude.
[216] 1921, texte des 21 conditions, 9e condition.

S'ajoute, avec la guerre froide, la reprise d'une culture de la répression et du repli ; et au Secours populaire, de plus en plus centré sur la solidarité juridique aux militants, donc sur l'aval plus que sur l'amont d'une hypothétique révolution en marche, une fonction d'arrière troupe peu valorisée. En butte à un contexte hostile, l'association est donc de surcroît victime, au sein même du conglomérat, d'un différentiel de valorisation et de rétributions symboliques. Le tout engendre une chute drastique des adhésions (passage de 180 000 adhérents à la Libération à 7 000 en 1952), seuls restant les militants et les cadres les plus sacrificiels et/ou non promus dans d'autres organisations ; tandis que la pénurie généralisée impacte directement sur les moyens et les activités.

Le contexte change à partir de 1952, dans le sens de l'ouverture. En juin 1952, suite à une manifestation contre le général Ridgway considérée comme trop sectaire, les militants aspirent à *« une politique communiste moins brouillonne et moins agitée »,* sans dérapages verbaux ni idéologiques[217], et la CGT annonce se recentrer sur les problèmes quotidiens et du travail. Puis le contexte international se détend, avec la mort de Staline (mars 1953), la fin de la guerre de Corée (juillet 1953) puis celle de la guerre d'Indochine (juillet 1954) ; tandis que le PCF tente de se rapprocher des socialistes sur la question algérienne (février 1954 - août 1956). A l'image du Front populaire, le parti semble donc bien s'engager dans un nouveau cycle d'ouverture. Celui-ci se répercute directement dans les directives aux organisations de masse, où le militantisme redevient, comme lors de chaque phase d'ouverture, encouragé. Il s'articule autour de cinq idées.

Les trois premières mettent en avant la liberté et l'ouverture. D'une part, les organisations de masse doivent être laissées libres et la prise de décision interne aussi autonome que possible : *« Le parti n'intervient pas en tant que tel dans la vie et l'action quotidienne des organisations et mouvements de masse […]. Le respect de l'indépendance des organisations et mouvements de masse, le respect de leurs statuts et de leur programme n'est pas une clause de style pour les communistes. Ils considèrent cela comme une nécessité »*[218]. D'autre part, ces organisations doivent associer des non-communistes à la prise de décision, et les faire participer de la base au sommet : *« Sans négliger les ouvriers, il importe de développer [à France-URSS] un effort plus systématique parmi les couches sociales et les professions les plus diverses, un nombre plus grand de personnes de toutes conditions sociales, d'opinions politiques différentes et qui sont favorables au rapprochement entre l'URSS et la France. Demander aux communistes qui participent à la direction nationale de créer les conditions pour la direction collective, et d'établir des liens de collaboration fraternelle avec les non-communistes qui collaborent à cette direction »*[219]. Enfin, elles ne

[217] Michel Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste de guerre froide. La manifestation Ridgway,* Paris, L'Harmattan, 1992.

[218] Archives du Parti communiste français, comité central de mai 1957.

[219] Archives du Parti communiste français, bureau politique du 04/11/1954.

doivent pas prendre de positions politiques larges, mais rester sur leur terrain sectoriel, i.e. mettre sous le boisseau leur fonction téléologique et se recentrer sur leur fonction sociétale.

Deux idées cependant posent les limites de cette ouverture : les organisations de masse doivent rester contrôlées par le parti *(« Aider les communistes qui travaillent dans les organisations de masse à avoir une juste orientation politique »*[220] *; « Le Parti ne se substitue pas à la direction des organisations de masse, mais il apporte l'aide idéologique et politique nécessaire à ses membres qui militent dans les organisations de masse, ce qui contribue à améliorer leur activité »*[221]*),* et conservent une visée prosélyte *(« Les communistes doivent s'attacher, sans céder en rien sur les principes, à garder proches du Parti, à tirer vers le Parti ceux que la bourgeoisie serait trop heureuse d'entraîner dans son camp »*[222]*).*

Or cette plus grande ouverture et cette marge d'autonomie concédée s'accompagnent, au Secours populaire, d'un changement de direction. Fin 1954, Pierre Eloire qui tombe durablement malade est officiellement remplacé, au printemps 1955, par Julien Lauprêtre, muté depuis février 1954 comme secrétaire administratif à l'issue de l'école centrale de quatre mois. Or Julien Lauprêtre a du Secours populaire non l'image de la petite association de guerre froide et du Secours rouge, mais celle de la branche sociale, le Secours ouvrier international, et de l'aide aux enfants victimes de la guerre civile espagnole ; soit une conception d'ouverture et non de repli. Sa première action, à l'automne 1954, consiste d'ailleurs en aide aux sinistrés d'Orléansville et en envoi d'un bateau pour l'Algérie, à l'image de l'aide à l'Espagne républicaine.

L'importance de la question algérienne

On développera cependant peu la question algérienne ici, faute de place et en raison d'un article déjà consacré à la question[223]. On notera cependant qu'à rebours de l'image, souvent véhiculée, d'un PCF attentiste, le Secours populaire s'y engouffre rapidement et pleinement : dénonciation des tortures dès février 1955, pression contre la loi d'état d'urgence puis pour son abrogation en mars, envoi à partir d'avril d'avocats pour défendre les civils qui comparaissent devant les tribunaux militaires, lutte à partir de juin contre les condamnations à mort, en été sujets sur les camps en plein désert et dénonciation des assignations à résidence, puis à partir de septembre organisation d'un véritable pont aérien d'avocats, d'abord animé par M[e] Jules Borker, qui permet de dénoncer de façon étayée les tortures et les violations des droits. Cette solidarité morale et juridique non négligeable s'accompagne en outre d'une solidarité matérielle, avec l'envoi pour les Noëls 1954 et 1955 de bateaux de vivres, médicaments et vêtements, et au printemps 1955 de caravanes de camions.

---

[220] Archives du Parti communiste français, bureau politique du 04/03/1955.

[221] Archives du Parti communiste français, bureau politique du 03/05/1957.

[222] Archives du Parti communiste français, comité central de mai 1957.

[223] Axelle Brodiez, « Le Secours populaire français dans la guerre d'Algérie. Mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse », *Vingtième siècle. Revue d'histoire,* avril-juin 2006, pp. 47-59.

Concomitamment au mouvement d'ouverture réimpulsé par le PCF, les années 1954-1955 sont donc celles d'un tournant important au Secours populaire, avec un changement de direction et un infléchissement déjà patent dans les activités.

1956 : l'année des audaces

1956 voit l'intensification des actions en Algérie, mais aussi l'acquisition d'une autonomie nouvelle au regard du PCF.

Des positions audacieuses sur l'Algérie

Dans la lignée de l'action développée en 1955, le Secours populaire poursuit et intensifie sa solidarité à l'Algérie. En février, un numéro spécial du journal est consacré aux *« camps d'hébergement »,* en fait qualifiés de *« déportation »* ; tandis que se poursuit la dénonciation des tortures, des maltraitances et des multiples violations des droits. Suite aux décrets du 19 mars, décision est prise d'accroître le rôle des avocats en assurant une présence permanente dans chacun des trois tribunaux militaires, Oran, Alger et Constantine. En juin, la première exécution engendre une forte mobilisation à l'instigation de Francis Jourdain, vieil artiste communiste et président de l'association.

Or cette importante mobilisation s'accompagne d'une capacité nouvelle d'autonomie par rapport au PCF, dans les discours comme dans les actes. Dans les discours d'abord, avant-gardistes : le Secours populaire parle ainsi dans son journal dès décembre 1955 de *« fait national algérien »,* expression que n'emploiera le PCF qu'à partir de début 1956 ; surtout, Francis Jourdain défend dans le numéro de *La Défense* paru début juin 1956 que : *« l'indépendance nationale est aujourd'hui, aux yeux de tous les peuples, un impératif dont il serait absurde de nier le caractère inéluctable »,* ce que le PCF n'envisagera qu'en janvier 1957. Capacité nouvelle aussi dans les actes : si la défense des militants inculpés pour participation aux manifestations de rappelés n'a rien d'original, le Secours populaire accepte rapidement de prendre la défense d'Alban Liechti, réfractaire au départ en Algérie et ayant expliqué dans une lettre au président de la République, en juillet 1956, son refus de prendre les armes contre un peuple luttant pour son indépendance. Cette position détonne de celle du parti qui, légaliste, prône le travail de propagande au sein des casernes et refusera jusqu'au printemps 1957 de parler du cas Liechti. Plus, le SPF en fait dès mars 1957 sa principale campagne, ambitionnant d'en faire un nouvel Henri Martin.

Cette capacité nouvelle d'autonomie semble puiser à deux sources. Elle vient visiblement, pour les actes, du secrétaire général Julien Lauprêtre, qui commence à asseoir son autorité et ses conceptions au sein de l'association. Elle vient d'autre part, pour les discours, du président Francis Jourdain, en réponse à son désaccord croissant avec les positions du PCF. Le numéro de juin 1956 est en effet le premier à paraître depuis l'affaire du « rapport attribué au camarade Khrouchtchev », et un lien de causalité, au-delà la simple coïncidence de dates, paraît être suggéré *a posteriori* par le fait que Francis Jourdain est aussi l'un des

dix signataires[224], le 20 novembre 1956, du texte-pétition pour le moins critique adressé au comité central : *« Les semaines qui viennent de s'écouler ont posé aux communistes de brûlants problèmes de conscience que ni le comité central, ni l'Humanité, ne les ont aidés à résoudre. Une pauvreté invraisemblable d'informations, un voile de silence, des ambiguïtés plus ou moins voulues […]. Ces atteintes à la probité révolutionnaire ont pris corps dès le XX^e congrès, dès l'apparition sur la scène nationale et internationale du rapport Khrouchtchev. Les interprétations données des événements de Pologne et de Hongrie ont enfin porté à son comble un désarroi dont les conséquences n'ont pas tardé à se faire sentir […]. Nous élevons la voix à notre tour pour demander la convocation d'un congrès extraordinaire dans les plus brefs délais … »*.

On imagine, même en l'absence de traces écrites et de témoignages explicites sur le sujet, les remous et le débat interne qu'ont pu susciter, au Secours populaire, non seulement les positions du PCF en 1956, mais de surcroît l'attitude pour le moins critique de son président.

1957 : le temps de la prudence et du recentrage fonctionnel

1957 : le recentrage sur une rhétorique apolitique

Inversement et comme en contre-coup, la prudence dans les actes et les positions domine en 1957. Il faut désormais, surtout ici, y voir la marque des conceptions propres de Julien Lauprêtre, progressivement convaincu, en application d'ailleurs des directives du PCF lui-même, qu'une organisation de masse ne doit pas prendre de positions politiques, mais agir sur son propre terrain sectoriel - soit, pour le Secours populaire, la solidarité. Cette conception se trouve sans nul doute raffermie par les événements de 1956 et les réactions contestées du PCF, qui entravent pour le moins l'ouverture annoncée des organisations de masse. Le Secours populaire s'en tient donc désormais à une rhétorique prudente, neutre et apolitique, qui permet un strict recentrage sur la solidarité ; il s'agit désormais de ne plus prendre de position sur les causes des drames, mais de simplement agir sur leurs conséquences.

Dans la campagne de soutien aux soldats réfractaires, qui se poursuit et s'intensifie au fil de l'augmentation du nombre de soldats concernés (certains sont même fils de hauts responsables communistes, ainsi Pierre Guyot, Léandre Letoquart ou Serge Magnien), la rhétorique s'en tient à l'argument apolitique du « drame de conscience » - hérité de Nuremberg et habilement écartelé entre le « drame », infra-politique, et la « conscience », supra-politique. Ainsi, *« la guerre d'Algérie a posé chez de nombreux jeunes rappelés de véritables drames de conscience, beaucoup sont indignés de la guerre qu'on leur impose, le départ de certains crée des situations familiales parfois dramatiques »*[225]. *« Les jeunes soldats qui sont en prison ont expliqué leur position. On peut l'approuver, mais on peut aussi, sans l'approuver, la comprendre ; on peut même la condamner ou la trouver inutile. Mais nous pensons que la prison ne résout pas leur drame*

[224] Avec Georges Besson, Marcel Cornu, Dr Harel, Hélène Parmelin, Pablo Picasso, Edouard Pignon, Paul Tillard, Henri Wallon et René Zasso.

[225] *La défense,* octobre 1956.

de conscience »[226]. Ce drame devient même, tragiquement, « cornélien » dans le soutien aux fils de martyrs de la résistance (1957-1958).

1958 : le dérapage

Or ce prudent repli sur des positions apolitiques se trouve brutalement contrarié par le changement de contexte en 1958 et les fortes pressions du PCF sur ses organisations de masse, pour *« endiguer la montée du fascisme sur le sol même de la patrie »* et combattre de Gaulle, *« chef du complot qui menace nos institutions »*[227]. En juillet, l'association doit s'annoncer déterminée à *« défendre la République, aujourd'hui en péril »* et lance un appel au nom du *« devoir d'alerter tous les citoyens sur les immenses dangers que le projet* [de constitution] *recèle pour les libertés individuelles et collectives »* - même si l'argumentaire tente de s'en tenir à un refus de *« prendre des positions politiques »* et affirme simplement s'inspirer du *« droit moral »*[228]. Julien Lauprêtre témoigne de ces pressions du parti, à l'encontre de sa nouvelle ligne pour l'association : *« La dernière connerie que j'ai faite, c'est pour le référendum de 1958 […]. Bon, j'ai cédé, tu comprends. Parce qu'ils m'ont convoqué, il m'ont dit : « Ben voilà ce qui arrive. Il y a de Gaulle, il risque d'y avoir la dictature. Qu'est-ce que tu vas faire, toi, avec ton Secours populaire ? Il va être dissout et tout ça … Tu comprends, il faut que tu prennes position ». J'ai dit : « Ah ben oui, dans ces conditions .. ». Mais c'est la dernière connerie que j'ai faite »*[229].

1959 : retour à la normalisation

1959 constitue ensuite un relatif retour à la normalisation des positions dans la lignée de 1957, même si l'association se rangera encore dans les moments de crise, jusqu'à la fin 1961, aux positions exacerbées de son organisation matricielle[230]. Elle se refuse néanmoins désormais à prendre des positions explicites lors des élections, ainsi lors du référendum du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination, et au contraire de la plupart des autres organisations de masse. Elle se refuse de même à s'exprimer sur l'issue souhaitable du conflit, alors même que le PCF défend désormais la thèse de l'indépendance et que l'opinion s'y range de plus en plus largement. Elle se recentre finalement sur l'humanitaire, notamment en Algérie.

Conclusion

1956 ressemble au Secours populaire à un séisme non immédiatement visible, mais aux conséquences importantes. Dès 1957 l'association, visiblement consolidée dans sa méfiance sur un positionnement trop proche de celui

[226] Roubaix, CAMT, fonds SPF, 1998 020 0023, congrès national des 4 et 5 avril 1959.
[227] *La défense,* mai 1958.
[228] *La défense,* septembre 1958.
[229] Entretien avec Julien Lauprêtre du 19/08/2003.
[230] Ainsi suite au putsch des généraux, la conclusion n'est pas au sauvetage de la démocratie mais à la preuve de la « persistance de la menace fasciste suspendue sur ce qu'il nous reste de libertés démocratiques », et le recours à l'article 16 est analysé comme un artifice « [donnant] une apparence de légalité à l'arbitraire du pouvoir personnel » (*La défense,* juin 1961).

du parti, se range à la prudence des discours, désormais apolitiques. 1958 constitue à cet égard davantage une parenthèse conjoncturelle, ou un dernier sursaut, qu'une réelle remise en cause de cette nouvelle ligne.

Cette période est aussi celle d'un notable *aggiornamento* du PCF vers l'ouverture et le recentrage fonctionnel des organisations de masse, en vue d'un nouveau contexte de Front populaire ; et c'est bien cette ligne que saisit durablement le Secours populaire, pour en faire le nouveau fondement de ses prises de positions et d'action. L'ancrage sociétal dominera désormais aux dépens du téléologique, pour rendre définitivement à l'organisation « de masse » son rôle de proximité « aux masses » et l'émanciper du strict suivisme des positions du parti, qui oscillent trop sporadiquement et de façon trop périlleuse entre ouverture et fermeture. En ce sens, même si le PCF n'acceptera pas si facilement cette autonomisation apolitique d'une de ses associations qui restent pourtant solidement ancrée dans son giron, il y a bien eu, durant ces années, une marge de manœuvre pour les organisations de masse dans leurs rapports au parti, que seules certaines ont su saisir.

L'année 1956 aux prismes de l'historiographie communiste en France

Coups de sonde dans les analyses du 20e congrès du PCUS

Nathalie Ethuin

> *« Au moment du Concile, il y a eu une inversion de tendance et l'Eglise a souhaité prendre un virage à angle aigu. Et elle n'a pu pour cela que s'appuyer sur des gens qui ont justifié ce mouvement et qui étaient les théologiens disponibles : ceux qui avaient préparé cette évolution en la souhaitant, en y travaillant »*[231].

Comment aborde t-on l'année 1956 au sein du PCF ? Qu'elles émanent des dirigeants ou des historiens communistes, les interprétations des événements de 1956 ont évolué sensiblement en fonction des rapports entretenus par le PCF à l'égard de l'URSS et, plus généralement, en fonction des stratégies adoptées par les communistes français à différentes périodes.

Si l'on s'en tient au traitement du 20e congrès du PCUS par les plus hautes instances du PCF, rien de commun entre ce qu'en dit aujourd'hui Marie-George Buffet, qui évoque *« la cécité »* de l'époque quant aux crimes de Staline et *« les retards irréparables qu'elle a produits »*[232], et les expressions employées jusqu'aux années 1970 où il était question du *« rapport attribué au camarade Khrouchtchev sur le culte de la personnalité »*. Rien de commun non plus entre la publication en 2006 par Roger Martelli d'un livre intitulé *1956 communiste. Le glas d'une espérance* et les analyses euphémisées véhiculées dans le *Manuel d'histoire du PCF* de 1964. Entre temps, en 1982, paraissait aux Editions sociales un premier ouvrage sur l'année 1956, au titre évocateur : *Le choc du XXe congrès du PCUS*. Notre objectif ici, à partir du cas particulier et révélateur de l'année 1956, est de proposer quelques pistes de réflexion sur les conditions de production d'une interprétation du passé par des historiens communistes, en les resituant dans leur contexte politique.

Les travaux de Marie-Claire Lavabre sur la mémoire communiste ont éclairé les enjeux inhérents aux usages du passé et aux modalités de constitution d'une mémoire officielle du parti. Les publications des historiens communistes et les cours d'histoire dispensés dans les écoles du parti ont compté parmi les

---

[231] Témoignage d'un évêque dans Pierre Bourdieu, Monique de Saint-Martin, « La Sainte famille. L'épiscopat français dans le champ du pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales,* 1982, n°44/45, p. 27.

[232] *L'Humanité*, 24 février 2006.

principaux canaux de diffusion de la « mémoire historique », entendue comme la production d'une historiographie partisane[233]. Celle-ci a toujours fait l'objet d'un contrôle strict de la part des dirigeants, compte tenu de ses enjeux politiques et stratégiques. En effet, comme le souligne si justement Bernard Pudal, *« le travail d'affiliation historique, d'interprétation et de réinterprétation des récits généalogiques partisans constitue un aspect essentiel et classique de l'homogénéisation partisane »*[234].

En procédant par coups de sonde, nous analyserons donc les évolutions des interprétations historiographiques véhiculées sur le 20e congrès du PCUS au sein du PCF. Nous nous focaliserons notamment sur les changements intervenus entre les analyses consignées dans le manuel d'histoire du PCF de 1964 et celles publiées dans divers ouvrages d'historiens communistes à partir de la fin des années 1970. Cette étude de cas très limitée s'intègre dans une réflexion plus générale sur les effets de « la déstalinisation » (expression contestée et contestable mais qui permet de désigner un ensemble d'évolutions, tant stratégiques qu'idéologiques, entamées à partir de la fin des années 1950) sur les productions des historiens communistes et, plus largement, sur les conditions de la production théorique au sein du PCF.

En effet, à partir de l'année 1956, l'édifice théorique bâti durant les années de guerre froide se lézarde rapidement. La théorie des deux sciences (science bourgeoise *versus* science prolétarienne) n'a bientôt plus droit de cité au sein du PCF tant elle est associée au stalinisme. 1956 ouvre ainsi une véritable « crise dans la théorie », point de départ d'un long et complexe processus de rénovation stratégique et doctrinale. En cela, la période ouverte par les événements de 1956 constitue un terrain d'analyse privilégié pour étudier *« ce que les crises font aux théories, c'est-à-dire ce qu'elles rendent pensable et inversement ce qu'elles déclassent, et ce qu'elles font aux mouvements théoriques, c'est-à-dire qui elles déclassent et qui elles promeuvent »*[235]. A partir d'une analyse des évolutions de ce qui est pensable et dicible sur le 20e congrès du PCUS, en lien avec les évolutions stratégiques du PCF, l'hypothèse esquissée ici consiste à réfléchir aux conditions politiques qui ont rendu possible dans les années 1970 une nouvelle façon d'appréhender l'histoire du communisme, portée par de jeunes historiens communistes, soucieux de rompre avec une vision hagiographique et apologétique du passé partisan.

1956-1964 … où il est question de « surmonter le culte de la personnalité »

A partir de la fin des années 1950, les critiques du stalinisme, qui se développent y compris dans les rangs communistes, impliquent de modifier sensi-

[233] Marie-Claire Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste,* PFNSP, 1994.

[234] Bernard Pudal, « Les identités "totales": quelques remarques à propos du FN », dans Jacques Chevalier (dir.), *L'identité politique,* PUF, 1989, p. 200.

[235] Frédérique Matonti et Daniel Mouchard, « Théories en crise », Introduction du dossier de *Raisons politiques,* n°18, mai 2005, p. 5.

blement la doctrine partisane tant celle-ci s'est nourrie du jdanovisme et de l'exégèse soviétique du marxisme-léninisme. Dès lors, il convient de reconstruire une cohérence en se démarquant du passé, tout en préservant une continuité identitaire. On assiste alors aux prémisses de l'*aggiornamento*, défini par Bernard Pudal comme un *« mouvement complexe où la révision théorique, la pratique des alliances électorales, le renouvellement du personnel dirigeant et le nouveau statut concédé aux intellectuels s'appellent les uns les autres »*[236].

Tout l'enjeu de ces évolutions, débattues au sein du Parti communiste, consiste à attester *« une fidélité à une généalogie rebâtie »*[237]. Le « retour à Marx » (selon l'expression utilisée par nombre de nos interlocuteurs rencontrés durant notre recherche sur les écoles du PCF) sera l'une des voies les plus fécondes de cette mise en cohérence d'un corpus doctrinal expurgé de ses références obsolètes. Le fait d'étudier « dans le texte » l'œuvre de Marx, dans les écoles et par une politique de publication des classiques du marxisme, symbolise le dépassement de *« la vulgate de type stalinoïde »*[238]. Parallèlement, la valorisation de recherches françaises semble rendre possible le dépassement de l'idée du « modèle soviétique ». A partir des années 1960, on assiste donc à une valorisation des publications de chercheurs et d'intellectuels communistes français et, inversement, à la raréfaction des références à des publications soviétiques. La création du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM), en 1961, s'inscrit dans ce processus de reconnaissance du rôle d'élaboration théorique et politique des intellectuels.

Si l'on s'en tient au domaine de l'histoire, et encore plus précisément aux cours d'histoire dispensés dans les écoles du parti, la part des enseignements consacrée à l'histoire de l'URSS va décliner progressivement alors que parallèlement la place dédiée à l'histoire du mouvement ouvrier français et du PCF va s'accroître. C'est à l'aune de ces enjeux que l'on peut comprendre la décision prise par le bureau politique de lancer la parution d'un manuel d'histoire du PCF. Durant les décennies antérieures, il n'existait que le manuel d'histoire du PCUS ; l'histoire du PCF, quant à elle, était abordée à partir de *Fils du peuple* de Maurice Thorez et de diverses brochures, diffusées de façon très variable.

L'enseignement de l'histoire a toujours fait l'objet d'une attention soutenue de la part des directions. Les écoles du parti sont un des lieux où se constitue une mémoire communiste officielle qui nourrit *« l'identité narrative partisane »* pour reprendre une expression de Marie-Claire Lavabre[239]. L'histoire diffusée dans les rangs militants, *via* les écoles, les brochures, a toujours fait l'objet d'un contrôle étroit par les dirigeants puisque l'enjeu est d'homogénéi-

[236] Bernard Pudal, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique,* vol. 52, n°5-6, 2002, p. 548.

[237] Bernard Pudal, *Prendre parti,* PFNSP, 1989, p. 291.

[238] Nous empruntons cette expression à Michel Simon, utilisée lors de notre entretien.

[239] Marie-Claire Lavabre, « Cadres de la mémoire communiste et mémoires du communisme », dans Claude Pennetier, Bernard Pudal (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste,* Belin, 2002.

ser les représentations du passé et d'imposer une version de l'histoire du parti conforme à la stratégie du moment. C'est pourquoi la préparation du manuel d'histoire du PCF, décidée dès la fin des années 1950, sera minutieusement contrôlée par les membres du bureau politique, comme en atteste ce compte rendu de la séance du 5 octobre 1961 : *« Le BP a examiné le projet de « Manuel d'Histoire du parti », élaboré par la commission d'histoire. Il a apprécié le texte fourni comme un travail sérieux, utile, important, qui doit permettre la réalisation rapide d'un ouvrage ayant la double caractéristique d'être un instrument d'éducation et un livre de masse. […] Dans les trois derniers chapitres, veiller à bien montrer le rôle de la classe ouvrière et du peuple pour imposer les changements nécessaires et mieux faire ressortir le rôle du Parti pour éclairer, orienter les masses. […] Le camarade Jacques Duclos suivra l'ensemble pour aboutir à une rédaction nouvelle. Le camarade Jacques Chambaz sera dégagé de toutes ses autres activités pour l'aider dans la réalisation de cette nouvelle rédaction »*[240].

Si des historiens de profession sont associés à la rédaction de ce manuel, à l'instar de Germaine et Claude Willard, il est clairement explicité que ce travail est placé sous le contrôle des principaux dirigeants du parti. Cette *Histoire du PCF* est d'ailleurs publiée aux Editions sociales sous la direction de Jacques Duclos et François Billoux. Il s'agit bien d'un manuel à destination des militants, dont les analyses doivent permettre de « mieux lutter », conformément à la fonction assignée aux activités d'éducation.

Dans ce manuel, le 20e congrès du PCUS est évoqué à partir de la page 606 dans un chapitre consacré à la période « janvier 1956-mai 1958 ». Après avoir rappelé que ce congrès a démontré qu'*« il est désormais possible de conjurer la guerre et d'imposer à l'impérialisme la coexistence pacifique d'Etats aux régimes sociaux différents pour laquelle se sont toujours prononcés le gouvernement soviétique et le mouvement communiste international »,* les auteurs ne consacrent que deux paragraphes aux critiques de Staline : *« Le XXe congrès critique le culte de la personnalité de Staline, la violation du principe léniniste de la direction collective et des thèses erronées avancées par Staline et dont les conséquences furent nuisibles pour le Parti et le pays du socialisme, en particulier l'opinion selon laquelle la lutte de classe devait s'aggraver en Union soviétique au fur et à mesure des succès dans la construction du socialisme, opinion erronée qui engendra de graves atteintes à la démocratie du Parti et à la légalité soviétique elle-même.*

Une séance du congrès se déroule à huis clos. Khrouchtchev y présente un rapport sur le culte de la personnalité et ses conséquences, dont le texte n'est pas rendu public. Le lendemain, le Congrès adopte une résolution qui confie au Comité central le soin de prendre toutes les mesures nécessaires pour surmonter le culte de la personnalité et en éliminer les suites »[241].

[240] Archives du bureau politique.

[241] *Histoire du PCF* (Manuel), Editions sociales, 1964, p. 607.

En s'entourant de jeunes historiens et en imprimant une nouvelle ligne éditoriale à la revue de l'Institut Maurice Thorez, Jean Burles entend rompre avec *« une conception étroitement utilitaire de l'histoire »*. Seulement huit ans après la parution du manuel d'histoire en 1964, celui-ci fait donc l'objet d'une critique explicite parmi les chercheurs réunis au sein du séminaire des historiens communistes, profitant du climat d'ouverture qui se développe à partir de 1968. Ce séminaire aboutit à la publication en 1979 de l'ouvrage intitulé *PCF. Etapes et problèmes 1920-1972*. Ce livre est d'emblée placé sous la bannière de la recherche scientifique ; les auteurs entendent le distinguer résolument du *Manuel* de 1964 : *« Il n'y a pas là d'histoire globale, quelque chose qui se rapproche d'un manuel. Ce n'est d'ailleurs pas le fait du hasard : conserver la forme manuel serait maintenir d'une façon ou d'une autre une conception de l'histoire qui n'est plus de mise aujourd'hui. Ce serait maintenir peu ou prou le principe d'une histoire officielle, à l'encontre de ce que sont maintenant les besoins et la démarche du PCF et les méthodes de travail des historiens communistes »*[244].

Pour présenter plus en détail la raison d'être de cette parution et les méthodes ayant présidé à sa constitution, les *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez* publient en 1979 un dossier spécial intitulé *« Etudier le PCF »*[245]. Jean Burles introduit ce dossier en rappelant quels furent les liens entre « histoire et politique dans le PCF», aboutissant à une conception de l'histoire réduite à *« une sorte d'illustration de la politique »*[246]. Loin de reproduire cette logique, ces historiens refusent d'être les gardiens de l'héritage et justifient leur rôle de chercheur en assumant la posture de *« l'historien trouble-mémoire »*[247]. Ils insistent tous sur l'intérêt que peut représenter pour les communistes la recherche scientifique, même si elle n'est pas dictée par les seules préoccupations politiques et qu'elle peut heurter les témoins de cette histoire, plus prompts à la justifier qu'à l'étudier objectivement.

Danielle Tartakowsky souligne par exemple dans ce dossier la nécessaire autonomie du travail historique à l'égard de la politique, que ne reflète pas suffisamment à ses yeux l'étiquette d'« historiens communistes ». Elle préfère se définir en tant qu'« historienne et communiste » : *« Historiens communistes*

[244] *PCF. Etapes et problèmes (1920-1972), op. cit.,* p. 10.

[245] « Etudier le PCF », *Cahiers d'Histoire de l'IMT*, n°29-30, 1979.

[246] Jean Burles, « Histoire et politique dans le PCF », *Cahiers d'Histoire de l'IMT, op. cit.,* p. 14.

[247] « C'est bien en effet quand il est confronté aux modes de fonctionnement de la mémoire des résistants que l'historien de la Résistance, solliciteur et sollicité, prend la mesure des poussées contradictoires qui s'exercent sur lui. (…) L'historien est et doit être un trouble-mémoire attentif à rappeler que des lignes de partage existent, que tous les écarts ne sont pas réductibles. Ecart entre la conviction de l'expérience vécue et les interrogations critiques portées de plus loin sur le déroulement du passé ; écart entre les vertus de la commémoration et la rigueur de la méthode historique ; (…) écart entre une mémoire-identité, ciment d'une solidarité et d'une 'fraternité d'essence supérieure' et des mémoires durement autopsiées, décapées et recoupées pour les besoins de la vérité ». Pierre Laborie, « Histoire et résistance : des historiens trouble-mémoire », dans le dossier « Ecrire l'histoire du temps présent », *Les cahiers de l'IHTP*, CNRS, 1992, p. 140.

nous sommes, si l'on entend par là nous désigner. Entend-on nous définir et l'expression me paraît sujette à caution, comme me paraît l'être du reste celle d'« intellectuel communiste » dont l'historien n'est qu'un cas particulier. Qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite, histoire et politique produisent bien sûr l'une sur l'autre des effets réciproques. Si l'histoire fut longtemps subordonnée à la politique par le PCF, il m'apparaît qu'elle est en train de conquérir aujourd'hui le droit à sa spécificité, et ce pour le grand profit de l'histoire… et de la politique. C'est, me semble t-il, un point de non-retour. Historiens et communistes, nous participons de deux pratiques différentes dans leurs modalités et leur insertion dans l'activité d'ensemble du PCF. La pratique historique bénéficie des questions que lui pose la politique, mais demeure en dernière instance une pratique individuelle qui suppose le détour de la recherche et dont les effets sur la politique, lorsqu'ils se produisent, ne peuvent être qu'indirects »[248].

On voit donc à quel point la posture de ces historiens se distingue de celle qui avait prévalu pendant des décennies au sein du PCF et qui rendait incontournable le contrôle direct des directions sur toute production relative à l'histoire du parti. Mais le fait que l'étau se soit desserré sur les activités des intellectuels du parti n'épuise pas la compréhension de telles évolutions de ce qui est dicible et pensable, notamment sur l'année 1956. Si ces analyses critiques des historiens trouvent droit de cité officiellement au sein du parti, c'est aussi parce qu'elles peuvent entrer en résonance avec la stratégie du moment. Lorsque paraît *Etapes et problèmes* en 1979, le PCF est confronté aux premiers signes de déclin électoral. Dans ce contexte, l'expression *« retard de 56 »,* utilisée dans ce livre, peut aussi permettre d'expliquer les premiers signes de l'essoufflement de l'audience communiste dès la fin des années 1970.

Rétrospectivement, Roger Martelli fait de l'usage politique de ces travaux historiques le principal ressort de la place qui leur est réservée au sein du parti. En effet, ces historiens vont bénéficier d'une audience importante en publiant aux Editions sociales et en dispensant, jusque 1985, les cours d'histoire dans les écoles du parti. Lors d'un entretien, il nous confie : *« Ma réflexion générale sur l'histoire du parti a été sollicitée plutôt après les élections de 81. Pour une raison toute simple, c'est que ces élections avaient constitué un choc, et il se trouve que nous, dans les années précédentes, nous avions construit un système d'explication, de réflexion sur l'histoire du parti, de sa stratégie, qui tournait autour de l'idée à un moment donné de l'inadéquation entre sa stratégie et la réalité, ce qui s'était cristallisé sur la notion de retard, dit « retard de 56 » dans les discours du parti, même si nous, nous n'employions pas cette expression de « retard de 56 ». Donc en 81, quand est arrivée la claque, nous avions un discours qui d'un coup devenait un discours audible, c'est-à-dire expliquer le mauvais résultat sans pour autant disqualifier le communisme. C'est une inadéquation de la stratégie par rapport à la société qui a produit le recul. Dès l'instant où*

[248] Danielle Tartakowsky, « Sur la spécificité de l'IMT. Histoire et politique », « Etudier le PCF », *Cahiers d'Histoire de l'IMT, op. cit., p. 39.*

on renoue avec la société, nécessairement on repartira de l'avant. Nous avions mis en place cette explication entre 79 et 81, à un moment où le parti considérait ça avec beaucoup de circonspection. Dans les années 70 ce travail critique sur l'histoire du parti avait été reçu de façon mitigée dans le parti, certains soutenaient cet effort, notamment Marchais, mais d'autres disaient que c'était trop critique, il faut remettre dans le contexte[249] *».*

C'est donc en vertu de la rencontre d'une offre d'analyses correspondant aux besoins de mise en cohérence de la stratégie partisane qu'un groupe de jeunes universitaires a pu ouvrir une brèche dans le récit idéalisé de l'histoire du PCF. Néanmoins, les archives prouvent que ces évolutions dans l'enseignement de l'histoire ne font pas l'unanimité. A plusieurs reprises, les responsables de l'éducation interviennent auprès des historiens pour leur rappeler la nécessité d'un *« enseignement équilibré de l'histoire »*, veillant à ce qu'ils n'aillent pas trop loin dans la critique du passé. Si ces mises en garde adressées aux historiens contre toute critique trop virulente du passé ou de l'URSS sont déjà de rigueur avant 1977, la rupture de l'union de la gauche renforce le contrôle pour veiller au respect d'une analyse de l'URSS conforme à ce qui deviendra en 1979 « le bilan globalement positif ». En juin 1978, Etienne Fajon insiste dans son rapport auprès du bureau politique sur cette question : *« La première* [question liée à l'enseignement dans les écoles du parti] e*st celle du socialisme existant : des modifications importantes ont été effectuées à ce sujet bien sûr dans les programmes des écoles, par exemple il n'y a plus de cours d'histoire de l'URSS dans les écoles de quatre mois ; mais j'ai le sentiment que dans notre pratique politique quotidienne on s'écarte de la position équilibrée et mesurée de notre 22e congrès, position maintenue dans le CC d'avril. On s'en écarte en ce sens où quand on parle des pays socialistes et notamment de l'URSS on en parle presque exclusivement d'un point de vue critique et jamais, ou peu s'en faut, de la signification de la révolution d'octobre pour l'histoire de notre siècle et du poids positif du socialisme existant dans le rapport actuel des forces du monde. Je pense pour ma part que la position équilibrée du congrès sur le socialisme existant est la bonne et qu'il faut continuer de s'en inspirer au plan théorique sous peine de nourrir chez nos militants un comportement unilatéral en négatif et par voie de conséquence nuisible »*[250]. Cet extrait d'un rapport au BP démontre clairement que les dirigeants nationaux ont toujours accordé une attention particulière aux contenus enseignés dans les écoles du parti et plus généralement aux activités de production théorique émanant des intellectuels communistes.

[249] Entretien avec Roger Martelli, le 10 juillet 2000.

[250] Intervention d'Etienne Fajon au bureau politique, archives du PCF, fonds Fajon, dossiers Education. Dossier 4 : « Réunion du Bureau Politique du 21 juin 1978 ». La formulation que retiendra le Bureau politique fait référence à cet équilibre mais en soulignant davantage les « divergences » entre le PCF et le PCUS : « En ce qui concerne le socialisme existant, s'en tenir à la position affirmée au 22e Congrès, appréciation équilibrée qui prend en compte le rôle historique et les succès des pays socialistes et qui souligne en même temps la profondeur de nos divergences avec les partis de ces pays en ce qui concerne leur conceptions et leurs pratiques contraires à la démocratie socialiste ».

Pour conclure, il est évident pour nous que l'exemple des évolutions des analyses portant sur le 20e congrès du PCUS, brossé à gros traits ici, n'a de sens que resitué dans le contexte plus général de l'*aggiornamento* qui a marqué l'institution communiste à partir des années 1960 et qui est un des effets directs du « choc de 1956 ». Comme l'a démontré Frédérique Matonti à partir des évolutions de la *Nouvelle Critique*[251], le besoin de théoriser les changements va rencontrer une offre qui émane des intellectuels eux-mêmes, qui voient là l'occasion de diffuser leurs travaux et de participer à l'élaboration de la politique du parti. S'il leur est toujours impossible de revendiquer le rôle de « roi-philosophe », ils deviennent néanmoins des « conseillers du prince », indispensables pour mettre en cohérence les évolutions tant doctrinales que stratégiques.

DISCUSSION

Jacques GIRAULT

Nous allons à présent entamer une discussion, puis Lucie Fougeron présentera sa communication comme prévu. Avant d'entrer dans le débat, je voudrais abuser de ma position de président de séance pour vous dire pourquoi ce colloque m'a éclairé sur ce qui fut pour moi une année-tournant, 1956, année où je pris la décision d'adhérer au Parti communiste français.

Tout au long des Journées d'étude, j'ai été intéressé par des aspects de l'activité militante sur le terrain. Connaissant bien l'activité des communistes à la tête de la municipalité de La Seyne (mais ici personne n'a évoqué ce rôle des municipalités), j'ai été confronté aux réalités nationales (le souvenir de la Résistance, la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie) et internationales, à savoir ici comment fut interprété le 20e congrès du Parti communiste d'Union soviétique à la lumière de la connaissance du socialisme en construction. Là encore je soulignerais que les Journées d'étude ne se sont pas interrogées sur la connaissance des démocraties populaires et de la réalité soviétique. A quand un travail spécifique sur France-URSS ? Cette activité sur le terrain fut souvent aussi exercée dans des actions de solidarité par l'intermédiaire d'une association comme le Secours populaire mais aussi de façon clandestine en somme, sans affichage partisan. Je me souviens ainsi de l'action que nous avions menée parmi les élèves du collège de Barcelonnette, action à l'instigation des communistes locaux, à la demande du député communiste Pierre Girardot lors d'une réunion publique à laquelle j'avais assisté en faisant le mur. Quand j'organisais la collecte pour les victimes des inondations au printemps 1956 qui rapporta beaucoup d'argent, il n'était pas question d'afficher que l'idée venait des communistes. Mais le principal du collège comprit très vite l'origine de ces gestes ; il devait

[251] Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique, La Nouvelle Critique (1967-1980),* La Découverte, 2004.

me dire, quand je quittais l'établissement, qu'il n'était pas aveugle sur les initiateurs de cet élan aux résultats inespérés.

Tout au long des Journées d'étude, j'ai été intéressé par tout ce qui a été dit sur les guerres coloniales. La deuxième grande motivation vint, pour moi, des espoirs nés lors de l'élection de janvier, la paix allait se réaliser, et les désillusions furent grandes ! Raison de plus pour que je prenne des distances avec les socialistes qui avaient, à mes yeux, le tort de s'opposer systématiquement à La Seyne aux actions des communistes. J'avais aussi, pour des raisons familiales, une bonne connaissance de ce qui se passait dans l'armée et parmi les Européens d'Algérie, les « colons » comme je les désignais alors. Cette découverte du bien-fondé de la revendication coloniale fut décuplée par l'initiative de mon professeur de philosophie, Benjamin Fabre, de nous commenter des poèmes d'Aimé Césaire et surtout de me faire lire son *Cahier d'un retour au pays natal*.

Tout au long des Journées d'étude, j'ai été intéressé par tout ce qui a été dit sur la presse, et pour moi plus que *l'Humanité*, ce fut la lecture du quotidien communiste *Le Petit Varois*, mais aussi de *France nouvelle*, achetée par l'intermédiaire de mon professeur de mathématiques Maurice Loi, et des *Lettres françaises*, achetées par l'intermédiaire d'un inspecteur primaire communiste Joseph Baudoin. Mes lectures sur le communisme provenaient du fonds des éditions du PCF, œuvres théoriques, philosophiques, le plus souvent faisant partie de la série des ouvrages destinés à l'éducation des communistes que me donnait à lire mon ancien instituteur, devenu conseiller municipal communiste, Marius Autran.

Tout au long des Journées d'étude, j'ai enfin été intéressé par les évocations de l'atmosphère du temps. J'ai rencontré de près, par l'intermédiaire de mes enseignants, la pensée de la droite, avec notamment Jean Chélini, brillant professeur d'histoire, militant du Mouvement républicain populaire (MRP), qui, l'année précédente, nous faisait l'apologie de la construction européenne lors de longues et passionnantes leçons sur les réalisations de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. J'ai aussi côtoyé des élèves, militants d'extrême droite du lycée de Toulon, affiliés aux Jeunesses indépendantes et paysannes créées par le député Louis Puy, suivant la préparation militaire parachutistes. Rejetant le socialisme qui venait de trahir mes espoirs, j'ai été confronté à l'anticommunisme véhiculé par ces jeunes militants. D'où une grande sensibilité au fascisme, peu évoqué ici, hormis dans le court film où l'on entend, ce qui n'était pas une litanie, les cris : « Le fascisme ne passera pas », cri fédérateur des communistes d'alors.

D'où un sentiment général, propre à cette année, que j'ai très vite partagé, la nécessité de défendre les terres communistes, d'où l'approbation enthousiaste de la plupart des communistes à l'intervention des troupes soviétiques à Budapest qui ne faisaient que leur devoir inspiré par « l'internationalisme prolétarien ». Et ceci était d'autant plus présent dans les esprits des communistes que le gouvernement n'était pas intervenu en Espagne ! Cette attitude n'était pas seulement le fait des communistes. Je me souviens des discussions formatrices que

j'ai eues alors avec mon professeur d'histoire, ancien résistant, vraisemblablement franc-maçon, antifasciste viscéral, mais critique à propos des communistes pour des raisons tenant à son expérience résistante, et surtout avec la professeure d'espagnol, immigrée républicaine, qui faisait souvent le parallèle entre la situation hongroise et son vécu espagnol.

Hélène CUÉNAT

Pour moi l'année 1956, contrairement à Monsieur Girault, c'est l'année où j'ai décidé d'entrer dans le réseau Jeanson et donc de quitter le PCF, parce que je savais que c'était incompatible du point de vue de la sécurité. D'ailleurs à la Direction de la surveillance du territoire (DST), rue des Saussaies, où j'ai passé trois journées, on m'a interrogée peut-être un jour et demi ou deux jours durant sur le Parti communiste en essayant de me coincer là-dessus. Mais j'ai refusé de répondre.

Je suis très intéressée par tout ce qui a été dit, car - ayant contribué à un travail sur l'année 1956, précisément - j'ai eu accès aux archives du PCF et j'ai demandé à pouvoir consulter les comptes rendus des débats et réunions du bureau politique qui ont décidé le vote des pouvoirs spéciaux. En effet, c'est le point auquel je suis le plus sensible dans cette année 1956. J'ai effectivement pu avoir accès aux relevés de décisions du bureau politique, mais pas aux débats du bureau politique. De ce fait, il reste un manque dans le travail de recherche que j'ai effectué. Je pose la question ici parce que je ne sais pas où la poser. Excusez-moi si c'est un peu décalé par rapport au thème de cette séance.

Jacques GIRAULT

Un élément de réponse peut-il être apporté ?

Mathilde RÉGNAUD-NASSAR

C'est très simple. Il n'existe pas de documents relatifs aux débats du bureau politique dans les archives du PCF. La seule source dont on dispose est constituée par les notes prises par Maurice Thorez durant les réunions. Or, comme je le disais tout à l'heure, Thorez n'était pas présent au bureau politique pour parler des pouvoirs spéciaux. Donc, à moins qu'on retrouve les notes d'un autre dirigeant politique, mais il n'en reste quasiment pas - surtout pas à cette époque - on ne saura jamais ce qui s'est dit au bureau politique ce jour-ci.

Alexandre COURBAN

J'ai une question à poser à Frédérick Genevée, mais à laquelle Mathilde Régnaud aura peut-être également des éléments de réponse à apporter. Si j'ai bien compris, la direction du Parti communiste français est relativement tolérante à l'égard des quelques critiques émises par ses avocats. Est-ce parce que la direction a besoin d'avoir des avocats et leur laisse donc un certain espace

de liberté à condition qu'ils n'en usent pas trop, ou est-ce que ces avocats mettent quelques critiques sous le boisseau parce qu'il pourrait être difficile, en 1956, pour un avocat communiste de se recycler s'il devait être mis à la porte de son parti ?

Frédérick GENEVÉE

Pour ce qui concerne la question d'une éventuelle « reconversion » professionnelle, je pense que les avocats communistes n'ont pas trop de problèmes à craindre. Ils sont reconnus dans le milieu des avocats en général. Cela m'amène d'ailleurs à préciser un point que je n'avais pas abordé, qui est que ces avocats n'exercent pas uniquement une activité politique, mais également une activité professionnelle où ils traitent de divorces, de choses de ce genre… Il y a même de la concurrence entre cabinets d'avocats communistes. Donc, quant à leur devenir professionnel, non, il n'y a pas trop de crainte.

Leur contestation reste limitée, essentiellement euphémisée et interne. Donc pour la direction de la section « Intellectuels », la situation reste gérable. En tout cas, plus que lorsque Gérard Lyon-Caen - qui n'est pas avocat - exprime publiquement des critiques dans *Le Monde*. Là, les choses sont plus problématiques. Encore que, suite à sa demande de réintégration, la direction du PCF, Léo Figuères notamment, l'a rencontré à plusieurs reprises pour négocier et tâcher de le faire revenir. Elle était prête à passer l'éponge, mais comme Lyon-Caen maintenait ses positions à chaque fois, cela n'a finalement pas été possible. Je crois qu'effectivement, il existe une tolérance à l'égard des avocats parce qu'eux-mêmes maîtrisent, en quelque sorte, l'espace de contestation qu'ils s'accordent.

Jacques GIRAULT

Je donne la parole à Marcel Zaidner, puis à Alban Liechti.

Marcel ZAIDNER

Je souhaiterais revenir sur deux questions. D'abord sur l'évocation par Jacques Girault de l'atmosphère de l'époque. Pour moi, les choses ne s'opposent pas. Tout ce que j'ai appris durant cette journée, fondé sur l'exploitation des archives et l'activité professionnelle des historiens, est intéressant. Le croiser et le confronter avec la restitution du contexte et la mémoire militante de l'époque peut sans doute aussi apporter des éclairages utiles. A ce titre, j'évoquerai par exemple l'intervention en Hongrie. Je l'ai approuvée à l'époque, j'ai argumenté pour la défendre, jusqu'au Festival de Moscou de la jeunesse où notre délégation, assez large, comprenait des dirigeants d'associations qui critiquaient l'intervention. J'ai estimé devoir intervenir à plusieurs reprises, à la grande satisfaction des jeunes soviétiques, pour défendre l'intervention parmi les jeunes Français. Et pour quelle raison l'ai-je fait ? Il me semble qu'il est indispensable de revenir sur l'atmosphère de l'époque pour l'expliquer. Personnellement, durant toute cette période, je me suis toujours situé, y compris par rapport au

rapport Khrouchtchev, en fonction de mon expérience de la situation française. Ce qui m'avait frappé au sujet de l'intervention en Hongrie, ce n'est pas ce qui s'était passé en Hongrie, mais ce qui se passait en France. J'ai vu ce qu'on appelait à l'époque *« les hordes fascistes »* - et cela y ressemblait quand même beaucoup - accompagnées de dirigeants socialistes, car les manifestations qui ont conduit à incendier le siège du comité central et à attaquer *l'Humanité* étaient encouragées par la présence de certains d'entre eux. Cela a représenté quelque chose de très fort pour le jeune militant que j'étais, et a dissipé toute interrogation. Je dis cela pour expliquer les choses, pas pour les justifier mais pour les resituer dans l'atmosphère de l'époque.

De la même façon, je n'ai pas du tout été sensible, à l'époque, au deuxième rapport de Khrouchtchev. J'en suis resté pendant de nombreuses années à la première partie du congrès du PCUS et n'ai pas été du tout frappé par les discussions dans le parti qui me passaient par dessus la tête. J'avais 26 ans à l'époque, je n'étais pas un dirigeant et je n'étais pas intéressé par cela. J'ai lu le rapport de Khrouchtchev plus tard, après avoir été élu au comité central du PCF, et cela a eu sur moi un effet, mais c'était en 1965. Tout cela pour dire que si on veut comprendre les choses, il faut prendre en compte - en dehors des archives et des textes - le fait que les militants de l'époque - qui n'étaient pas des dirigeants - étaient immergés dans un contexte marqué par les dernières étapes de la guerre froide, même si les choses commençaient à bouger, et le souvenir encore récent de la guerre.

La deuxième question que je souhaitais aborder a trait à la guerre d'Algérie. J'ai travaillé avec Hélène Cuénat et d'autres sur cette question. Nous ne sommes pas toujours d'accord entre nous, mais ce n'est pas grave. Je crois que cela a représenté un travail intéressant. Au sujet de la guerre d'Algérie, donc, il me semble qu'on ne peut pas vraiment comprendre ce qui s'est passé si on fractionne la réalité. La communication sur le Secours populaire m'a beaucoup intéressé mais amène une remarque de ma part. Je crois qu'il y a effectivement un rôle autonome du Secours populaire, qui va s'accentuer sous la direction de Lauprêtre. Mais on ne peut pas le considérer pour autant indépendamment des décisions du Parti communiste. Ma conviction est que le Secours populaire agit dans le cadre d'un partage de tâches et de responsabilités avec le Parti communiste. Le Parti communiste veillant, lui, à ce que son activité - notamment dans ses rapports au Front de libération nationale (FLN) et à d'autres - ne puisse entraîner la remise en cause de sa sécurité et de sa capacité à continuer de lutter. On peut discuter de la question, mais le Parti communiste prend les mesures aptes à lui permettre de poursuivre les luttes, dont celles pour la paix en Algérie. Un partage des rôles aura donc lieu, en particulier avec le Secours populaire. Celui-ci jouera un rôle important, qu'il est justifié, de mon point de vue, de mettre à l'actif non seulement des militants communistes qui y sont investis, mais également du Parti communiste lui-même. D'ailleurs, certaines orientations ou initiatives relèvent de décisions politiques, même si on n'en trouvera pas de trace écrite. Julien Lauprêtre, lui-même, vient directement du Parti communiste où il était secrétaire de Raymond Guyot. Ce dernier s'occupait justement beaucoup des questions touchant à l'armée, à l'activité contre la guerre, etc. Je crois qu'on peut lire une certaine filiation.

Jacques GIRAULT

Au sujet de cette question du partage des tâches, je donne la parole à Alban Liechti avant de proposer à Axelle Brodiez de réagir.

Alban LIECHTI

Marcel Zaidner vient effectivement d'aborder une question que je souhaitais soulever. Le rôle du Secours populaire a été extrêmement important. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agissait d'une organisation de masse dépendant au départ du PCF. Celui-ci avait en quelque sorte délégué la défense politique au Secours populaire à ce moment-là ; ce que je n'avais pas très bien compris d'ailleurs à l'époque. L'avocat du Secours populaire qui est venu me défendre s'appelait Marcel Amblard. Il n'était pas membre du Parti communiste, mais faisait partie du groupe des avocats qui travaillaient sur l'Algérie. La première fois qu'il m'a défendu, j'attendais qu'il me défende sur le fond politique, puisque je refusais de combattre un peuple qui luttait pour son indépendance. Mais il a plaidé en faisant beaucoup plus appel à l'émotion, soulignant par exemple que j'étais l'aîné d'une famille nombreuse de neuf enfants, etc. Il s'est plus situé dans le registre social que politique, et cela m'a vraiment choqué parce que moi je pensais qu'il prendrait des positions beaucoup plus politiques. Mais le Secours populaire était un peu gêné parce que le Parti communiste l'avait en quelque sorte obligé à prendre des positions politiques que lui, le parti, ne voulait pas prendre. Il faut quand même préciser que le Parti communiste essayait de continuer à agir et à s'exprimer alors que planait la menace de son interdiction et de celle de *l'Humanité*. *L'Humanité* a été le journal le plus saisi pendant toute la guerre d'Algérie, particulièrement durant cette année 1956. Face à ce danger, le Parti communiste estimait qu'il fallait pouvoir continuer d'exister justement pour continuer à lutter contre la guerre d'Algérie. Il convient donc d'être nuancé dans son appréciation de ces réalités. Moi-même je ne l'ai pas très bien compris à l'époque. D'ailleurs, la deuxième fois que je suis repassé devant le tribunal militaire, en 1958, j'ai été défendu sur un mode très politique par ce même avocat et par le bâtonnier Thorp, qui n'était pas non plus membre du Parti communiste. De ce point de vue, la situation avait considérablement changé entre 1956 et 1958.

Axelle BRODIEZ

Le partage des tâches est évident jusqu'en 1954. Il apparaît clairement à la lecture parallèle des directives du PCF et des initiatives du Secours populaire qui répondent toujours à ces directives : la direction du PCF décide de *« dire au Secours populaire de faire ceci, dire au Secours populaire de faire cela… »* et le Secours populaire le fait. Le fait nouveau, à partir de là, c'est que le Secours populaire fait quelque chose alors qu'on ne lui a pas demandé de le faire. Julien Lauprêtre m'a indiqué qu'en plusieurs circonstances, pour animer l'aide aux sinistrés, le PCF avait eu la velléité de constituer un comité *ad hoc*, comme il l'avait toujours fait. Le Secours populaire avait rétorqué qu'il ambitionnait

d'être une organisation humanitaire spécialisée en ce domaine, qu'il n'était pas question de créer de comité *ad hoc* car c'est lui qui allait intervenir. Il a fallu cinq ans pour imposer cette démarche, qui manifeste une volonté d'autonomisation du Secours populaire sur une question dont il fait sa prérogative.

Sur les questions de l'Algérie, de l'indépendance de l'Algérie, il en va de même. Il est quand même bizarre qu'une organisation de masse prenne avant le parti une position aussi audacieuse sur le fait national, sur l'indépendance, etc. Le PCF ne voulait pas intervenir au sujet d'Alban Liechti, mais Julien Lauprêtre si, parce qu'il considérait que cela touchait à une question importante. J'ignore dans quelle mesure Julien Lauprêtre était attaché à cette question d'un point de vue politique et dans quelle mesure il était aussi sensible à votre situation. Il est sûr que la défense de ces années-là joue la carte du drame de conscience : *« le pauvre, il est issu d'une famille comptant de nombreux enfants à charge, ils se retrouvent tous sans rien, c'est catastrophique, quelle inhumanité, faire ça à une pauvre famille, etc. »*. La rhétorique est déplacée d'une façon spectaculaire.

Pour moi, le Secours populaire s'autonomise du Parti communiste depuis les années 1960-1970. Je ne dis pas pour autant qu'il en est totalement détaché. Il s'en est autonomisé, et cela se joue déjà durant les années 1950, au moment où Julien Lauprêtre décide de recentrer l'activité de l'organisation sur l'humanitaire, de développer une rhétorique qui ne soit plus la rhétorique type Mouvement de la paix, dans laquelle on épouse les positions politiques découlant du versant téléologique du PCF. On se recentre alors sur la solidarité et ce recentrage fonctionnel donne lieu à une rhétorique qui exploite un peu le pathos. En même temps, c'est très habile parce que, en jouant la carte du *« drame de conscience », « drame »* renvoie au compassionnel, à un registre infra-politique et *« conscience »* renvoie à une rhétorique qui avait été utilisée dans la campagne pour Henri Martin, un positionnement bien supérieur aux lois, et là, on est dans le supra-politique. Il y a constamment un jeu entre les deux niveaux. Ce décalage du positionnement est extrêmement intéressant à analyser. A mon avis, il explique beaucoup de choses sur le Secours populaire d'aujourd'hui, qui doit beaucoup à Julien Lauprêtre. Celui-ci m'a raconté aussi qu'à certains moments, il a fallu dire *« non »* au parti et qu'il l'a fait. Cela me semble démontrer, qu'on ne peut pas résumer les choses à une question de partage des tâches. Le Secours populaire a parfois dit *« non »* parce qu'il considérait qu'il n'était pas de son ressort de prendre des positions politiques. Même si, effectivement, Julien Lauprêtre a été membre du comité central du PCF pendant trente ans, qu'il est toujours communiste et que l'association n'a jamais manifesté d'anticommunisme.

Ce qui a été dit par Alban Liechti sur 1958 me donne l'occasion de préciser un point que je n'ai pas eu le temps d'aborder. Cela reste à étudier, mais Claude Lecomte en parlera peut-être cet après-midi. 1958 est une année marquée par les positionnements sur le gaullisme. Le Secours populaire proclame aussi *« de Gaulle, c'est le fascisme »*. Dans cette situation, et face au drame de conscience vécu par les insoumis en Algérie, le PCF décide de s'engager plus franchement en 1958. C'est sans doute pourquoi on trouve alors dans les archives du Secours populaire des positions politiques prises par des non-communis-

tes. Elles mettent moins en danger le Secours populaire tout en traduisant un redéplacement sur un positionnement très politique, visiblement conjoncturel et lié à l'année 1958. Puis, le mouvement cyclique repartira et le Secours populaire en reviendra au registre du drame et de l'humanitaire.

Marie-Cécile BOUJU

Je voulais répondre à Jacques Girault et aux intervenants qui ont évoqué le vécu militant sur le terrain et la violence de l'année 1956. Au travers des archives, ce n'est pas cette forme de violence qui apparaît, mais une autre : celle de l'isolement. En tout cas, pour ce qui concerne mon sujet, c'était manifeste. Cet isolement se traduisait pour les militants qui restaient par le sentiment de ne plus être lus ou entendus. Ce qui a certainement été ressenti comme une immense violence. Que cela ait été dû à une censure organisée ou non, quel que soit leur point de vue, même pour moi cela est resté difficile à établir. Quoi qu'il en soit, ce sentiment de violence due au silence et à l'isolement a été vécu.

Frédérick GENEVÉE

Une précision à propos des avocats : depuis les années 1920, les avocats communistes sont en permanente négociation - formelle ou pas - sur le poids respectif des arguments politiques et des arguments juridiques dans la manière dont ils conduisent les procès. Il est vrai que dans le discours public, les ouvrages auxquels ils font référence, comme par exemple *La Défense accuse* de Marcel Willard, mettent en avant la défense politique au sens presque léniniste du terme. Mais dans leur exercice, ce sont de bons professionnels, attentifs à l'efficacité de leur intervention, dont l'éthique consiste à sortir leurs clients de la difficulté où ils se trouvent. Donc il y a selon les époques une négociation parfois très dure avec le parti et aussi, paradoxalement, avec leurs clients sur ces questions de contenu.

Roger MARTELLI

Quelques remarques sur la communication de Nathalie Ethuin. D'abord une précision : formellement, la publication du *Manuel* de 1964 résulte d'une décision prise en 1956. C'est le 14e congrès du Havre qui décide qu'une commission sera créée pour écrire une histoire du Parti communiste. La décision a été prise parce qu'à Moscou avait été prise antérieurement la décision d'écrire une nouvelle mouture de l'histoire du Parti communiste bolchévique de l'Union soviétique. Pour le groupe thorézien, il s'agit un peu d'allumer un contre-feu en prévision de l'apparition d'une histoire khrouchtchévienne. Le manuel de 1964, qui développe une histoire plus conservatrice, plus orthodoxe, est un ouvrage rédigé de façon purement politique et profondément thorézien. Le paradoxe est qu'il paraît en 1964, moment où commence le reflux de la culture thorézienne et le départ du groupe thorézien de la direction. Il constitue une sorte de chant du cygne du thorézisme.

Pour ce qui concerne les textes des années 1970, notamment celui que j'ai écrit sur 1956 dans *Etapes et Problèmes*, il s'agit d'un objet hybride, à la fois historique et politique. Il procède en effet d'une double volonté : le désir de revisiter l'histoire du communisme, et à cette époque, mes modèles sur la manière de penser et de retravailler sur l'histoire du parti étaient plutôt du côté de l'historiographie communiste italienne ; et puis un objectif politique, qui était de participer à l'effort de réformation du communisme de l'intérieur avec cette conviction que cela nécessitait de comprendre pourquoi cela n'avait pas bougé auparavant. C'est, entre autres, pour cela que je me suis intéressé à 1956, comme l'année de l'entrée du PCF dans une sorte de tentation de l'immobilisme. A un moment où la société bouge, un blocage s'opère par le prisme de la question de Staline et du 20e congrès, cela m'intéressait de tâcher de comprendre pourquoi.

Je terminerai en disant que, pour désigner ce blocage, j'avais eu l'idée d'user d'une métaphore - et j'insiste bien sur le terme de métaphore - la notion de *« retard »*. J'ai été un peu surpris de constater que, quelque temps après, ce qui n'était qu'une simple et petite métaphore se trouvait érigé en véritable concept. Un concept qui a même été théorisé par certains philosophes communistes comme une catégorie philosophique qui prenait quasiment un statut de catégorie fondamentale du marxisme. J'avoue que j'ai été un peu gêné de ce glissement d'un mot destiné à illustrer une idée à un concept, une catégorie capable d'expliquer à elle seule. Il me semblait qu'en procédant ainsi, on quittait les rivages de l'histoire. Et quand on quitte trop les rivages de l'histoire, on fait souvent de la mauvaise politique. Je pense que j'avais raison d'être inquiet sur les usages de ladite catégorie.

Nathalie ETHUIN

Je suis tout à fait d'accord avec ce que Roger Martelli vient de dire sur l'hybridation entre les registres savant et militant, dont le livre *Etapes et problèmes* fournit effectivement un exemple. Je voudrais préciser un point parce que tout à l'heure, je suis passée beaucoup trop rapidement sur la valorisation des travaux des historiens communistes ou des historiens et communistes français dans les années 1970. Les choses n'ont pas toujours été si simples. Tout au long de la décennie 1970, il y a eu des débats au sein de la direction du PCF pour savoir ce qu'il fallait enseigner dans les écoles du parti. Le souci s'exprime d'avoir un *« enseignement équilibré »* de l'histoire. Les interventions d'Etienne Fajon, qui était responsable à l'éducation, disent en permanence *« attention, n'allons pas trop loin, faisons un enseignement équilibré de l'histoire »*. Par exemple, une note de Fajon du 29 avril 1975 contient cette formule : *« En ce qui concerne l'enseignement de l'histoire à l'école centrale, les discussions nécessaires sont en cours avec les camarades de l'Institut »* puis, plus loin, informe que Ellenstein ne fera plus le cours sur l'URSS en 1975 : *« On utilisera les quatre volumes mais Ellenstein ne fait plus les cours »* avec la précision entre parenthèses *« il a pris la chose avec mauvaise humeur »*. Je l'ai rappelé dans ma communication, en

juin 1978, dans un rapport, Etienne Fajon toujours, évoque ainsi l'enseignement de l'histoire dans les écoles de quatre mois : *« On s'écarte trop de la position équilibrée et mesurée de notre 22e Congrès, position maintenue dans le Comité Central d'avril, on s'en écarte en ce sens où quand on parle des pays socialistes et notamment de l'URSS on en parle presque exclusivement d'un point de vue critique et jamais ou peu s'en faut de la signification de la Révolution d'Octobre pour l'histoire de notre siècle »*, etc. On retrouve la même tonalité dans les relevés de décisions du bureau politique évoquant *L'URSS et nous : « il faut faire lire « l'URSS et nous » mais pas dans son intégralité »*.

C'est la raison du choix du titre de ma thèse *« genèse et ambiguïté de l'aggiornamento »*. Dans les années 1960-70, la déstalinisation permet qu'un climat d'ouverture plane très clairement sur les programmes des écoles. Mais la présence d'intellectuels, d'historiens de profession, d'économistes, de philosophes s'accompagne toujours d'un contrôle sur l'enseignement dispensé. On retrouve l'idée qu'il faut avoir un enseignement *« équilibré »* dans des formulations comme *« ne pas tomber dans le dogmatisme de l'anti-dogmatisme », « l'anti-dogmatisme ne doit pas rimer avec éclectisme »*. En 1985, lors de l'inauguration du centre de formation de Draveil, Georges Marchais dira : *« les écoles du Parti ne sont pas une université ni un lieu de recherches »*. Alors, un certain nombre d'historiens n'iront plus dans les écoles du parti et, par exemple, la période la plus contemporaine ne sera plus enseignée par des historiens de formation ou de profession mais par Gaston Plissonnier.

Images et propagande communistes autour de 1956 : les affiches illustrées du PCF

Lucie Fougeron

Que peuvent nous apprendre les affiches illustrées produites par le PCF en 1956 ? Que nous montrent-elles ? Quelle place prend cette production dans l'étude du *« PCF dans l'année 1956 »*, et plus particulièrement dans le cadre de cette séance consacrée au diptyque *« rupture ou continuité »* ?

Revenons tout d'abord au contexte, non pas tant du point de vue de l'histoire du PCF - cela a été largement exposé par ailleurs dans ces Journées - que de celui de la propagande communiste elle-même, pour y resituer l'année 1956. Dans la production d'affiches communistes, les années 1945-1960 sont la grande période de l'image graphique, dessinée ou peinte, comme vecteur privilégié du message politique. Par rapport à l'avant-guerre, l'image prend une place de plus en plus importante dans cette propagande par l'affiche, son utilisation est systématisée. Dans le domaine de la communication de masse, populaire par excellence, l'affiche est alors un média majeur, en particulier l'affiche illustrée ; celle-ci attire l'œil du passant, moins enclin à lire de longs textes placardés sur les murs. Ces affiches illustrées sont placées sur le chemin de tous ceux qui fréquentent à un moment ou à un autre les rues des villes et des villages français : cette forme de propagande dépasse largement le cercle - déjà vaste - des militants, des sympathisants et des électeurs du PCF. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le Parti communiste français réactive sa propagande : affiches et tracts illustrés sont édités et diffusés en masse à un rythme soutenu, ils mettent en image les mots d'ordre lancés par le parti et les diffusent dans tout le pays. La direction communiste y consacre des moyens considérables et dispose d'une armée de militants qui permet une diffusion à la mesure de l'implantation d'un Parti communiste devenu le « premier parti de France ». Les affiches sont aussi un objet militant particulièrement important à cette époque. La production d'affiches ne cesse ensuite de se développer, en particulier les affiches illustrées par des peintres, dessinateurs, graphistes pour les grandes campagnes nationales, parallèlement aux placards-textes traditionnels.

J'en viens maintenant plus précisément aux éléments graphiques qui composent ces affiches : ils font généralement appel aux archétypes des oppositions binaires entre valeurs positives et négatives, qui sont exacerbées par le pinceau ou le crayon d'affichistes souvent talentueux. Il est vrai que le PCF peut faire appel aux nombreux peintres, graphistes, dessinateurs qui l'ont rejoint, mais c'est encore une autre histoire.

L'éventail traditionnel du vocabulaire symbolique de l'opposition Bien-Mal est mobilisé, dans toutes ses déclinaisons : ami-ennemi, oppressé-oppresseur, vérité-mensonge, etc. Sentiment de répulsion à l'égard des adversaires du

communisme, du PCF ou du « peuple », ou adhésion aux causes défendues par ce parti sont emportées, non sur le terrain de l'argumentation, réservé à l'affiche-texte et au discours politique construit, mais sur celui des affects et des représentations communes aux contemporains.

Un exemple parmi les plus connus est celui d'une affiche, très connue, de 1951 *(voir ill. 1)*, qui fait appel au bestiaire traditionnel composé d'insectes monstrueux, de reptiles, et autres animaux répulsifs. Il s'agit ici d'une pieuvre, dont la tête est ceinte du drapeau américain et dont les yeux sont transfigurés en symboles du dollar, qui menace d'enserrer la France dans ses tentacules. Le texte inscrit vient simplement accompagner (expliciter, s'il en était besoin) l'image, ajouté au slogan archi-connu : *« Les Américains en Amérique ! »*.

L'utilisation de l'image permet aussi la mobilisation immédiate de la mémoire du spectateur-citoyen, en particulier, les images de la guerre dont on vient de sortir, réactivables sur un temps assez long pour stigmatiser le retour des anciennes menaces : l'occupant allemand, au moment du débat sur la constitution d'une Communauté européenne de défense (CED). C'est à cette mémoire que fait appel, encore en 1965, une affiche demandant *« Pas d'armes atomiques aux revanchards allemands* [vocabulaire typique du début des années 1950]. *Désarmement »*, sur fond de champignon atomique auquel on a surajouté un aigle du Reich *(voir ill. 2)*.

Dans ce contexte rapidement retracé, que montrent en 1956 les affiches communistes illustrées ? Que montrent-elles du « PCF face à 1956 » ? Quelques exemples représentatifs issus de grandes campagnes nationales permettent de l'exposer.

Pour les élections de janvier 1956, le PCF produit logiquement des affiches de campagne électorale, dont nous avons choisi quelques-unes : trois affiches issues d'une série de cinq *(voir ill. 3, 4 et 5)*. On retrouve l'appel à *« l'union des forces de gauche »* et les revendications économiques et sociales, déclinées en fonction des catégories de la population auxquelles le PCF s'adresse traditionnellement, avec les revendications récurrentes adaptées à chacune d'entre elles. Ainsi, celle qui s'adresse aux paysans *(voir ill. 3)* - cible identifiable via les éléments graphiques : le chapeau (de paille ?) et la fourche - prend *« la défense des petits paysans contre les gros agrariens »*. Une autre affiche de cette série s'adresse aux ouvriers, à la classe ouvrière *(voir ill. 4)* ; l'identification se fait aussi par les types graphiques : salopette ou bleu de travail, usine aux cheminées fumantes à l'arrière-plan ; il s'agit de revendications salariales et des *« trois semaines de congés payés »*. On remarque qu'ici, contrairement aux autres affiches de cette série, le slogan final n'est pas *« Pour la paix »*, mais *« Pour battre la réaction »* : on a donc affaire à une représentation classique de la classe ouvrière comme figurant à l'avant-garde des luttes. Les autres affiches de cette campagne s'adressent aux jeunes *(voir ill. 5)* : les slogans concernent l'emploi, le logement, le service militaire d'un an, le retour des soldats ; à la famille, représentée par une mère et son enfant dans des tons roses et bleus, avec

des revendications adaptées (*« Pour des allocations familiales en rapport avec le coût de la vie »*) ; aux *« vieux »* (on demande l'augmentation des retraites pour « les économiquement faibles »). La guerre d'Algérie apparaît dans le slogan récurrent dans les affiches de la campagne électorale de janvier 1956, qui est logiquement *« Pour la paix ! »*, et dans l'appel au retour des soldats envoyés en Afrique du Nord.

Autre événement qui marque l'année 1956, la guerre d'Algérie, dont les premières occurrences dans les affiches du PCF apparaissent au début de l'année précédente : la propagande communiste dénonce alors la *« politique de force et de répression »* des capitalistes et des colonialistes contre les mouvements indépendantistes et contre les travailleurs français qu'ils exploitent (le parallèle est systématiquement fait, sur toute la période) et demande le retour des soldats.

Une affiche illustrée de 1956 est particulièrement représentative *(voir ill. 6)*, car elle concentre la plupart des représentations graphiques associées à la guerre d'Algérie : les représentations de la guerre en général dans les affiches communistes utilisent de manière quasi systématique l'archétype de la mère pleurant l'enfant mort - une *Mater Dolorosa* -, incarnée par deux figures féminines placées de part et d'autre de la Méditerranée, dans une scène composée de manière strictement symétrique. Ici, la scène algérienne est immédiatement identifiable par le langage graphique utilisé, qui fait appel aux représentations de l'Afrique du Nord chez les Français : l'habillement de la femme, les bâtiments typiques à l'arrière-plan, et les palmiers. A droite, la localisation métropolitaine est elle aussi aisément identifiable, également par les vêtements de la femme, et on retrouve, exprimé simplement par la représentation d'une tombe militaire avec un casque posé sur la croix, la revendication du retour des soldats et de l'arrêt des combats. Entre ces deux scènes symétriques, un personnage sombre qui occupe le centre de l'affiche - bien qu'il se trouve techniquement à l'arrière-plan - porte tous les attributs symboliques de ce que dénonce alors le Parti communiste : le monocle, marque de la bourgeoisie, ajouté à un nœud papillon que l'on devine, des sacs d'argent dans la main droite et une mitraillette dans la main gauche - le Mal incarné, les puissances d'argent fauteuses de guerre, bref, les forces réactionnaires, le capitalisme et l'impérialisme. Le slogan inscrit au bas de l'affiche, *« Négociation pour le cessez-le-feu et la paix en Algérie »*, se rattache à l'évolution de la position du PCF et circonstancie l'affiche. Mais le slogan inscrit dans la partie supérieure, *« Contre la réaction colonialiste »*, semble à peine utile à côté de ce qui est représenté.

Dans une autre affiche de 1956 *(voir ill. 7)*, on retrouve l'image féminine et maternelle incarnant la paix, avec une évocation supplémentaire : l'Algérie est représentée par une simple autochtone (à nouveau identifiable par ses vêtements et son type physique), la France par Marianne, dans une attitude corporelle figurant la protection de la France républicaine - que le PCF entend incarner - à l'égard de l'Algérie (une main de Marianne est posée de manière apaisante et protectrice sur l'épaule de l'Algérienne, la poignée de main évoque le type de relations politiques souhaité avec la population algérienne). Cette affi-

che montre également les suites des élections de janvier dans la propagande communiste : la dénonciation du *« rapt »* des voix de *« 12 millions de Français »* dont la *« volonté doit être respectée »*.

L'année 1956 est également marquée par la crise de Suez. Une des affiches produites par le Parti communiste à cette occasion *(voir ill. 8)*, en octobre, dans laquelle le graphisme se limite à la composition et à l'habillage du texte, concentre sur cet événement le discours anticolonialiste, anticapitaliste, anti-impérialiste : *« Nous n'acceptons pas que la jeunesse de France soit sacrifiée pour une poignée de banquiers franco-anglais. Non à la nouvelle aventure colonialiste ! Négociation pacifique de la question de Suez dans le respect de l'indépendance de l'Egypte ! »*.

En cette fin d'année 1956, le Parti communiste français est confronté aux événements de Hongrie et à leurs conséquences en France. Comment s'exprime-t-il sur ces questions dans ses affiches illustrées ? Tout d'abord, on note que, s'agissant des réactions du PCF aux manifestations anticommunistes en France, on ne trouve pas d'affiches dessinées, mais des affiches illustrées par des photographies : cela est vraisemblablement dû, outre la volonté de frapper les esprits par des images spectaculaires au plus près de la réalité dénoncée, au besoin de réactivité dans cette période troublée. Retenons de ce point de vue deux affiches, éditées en novembre.

La première *(voir ill. 9)*, imprimée sur papier rose foncé, s'insurge : *« Ceux-là manifestaient pour la Hongrie ! »*. C'est une affiche explicitement dénonciatrice, stigmatisante à l'égard des manifestations antisoviétiques qui ont lieu en France à la suite de l'intervention soviétique en Hongrie que le Parti communiste a approuvée. Le texte entend démontrer la continuité et la logique du parcours *« colonialiste »* et *« impérialiste »* des personnalités politiques - notamment socialistes - présentes dans ces manifestations anticommunistes dénoncées comme fascistes : *« Laniel, Bidault, Pinay, Schuman, Pleven. Ceux-là qui ont approuvé la répression du soulèvement des Malgaches en 1947 ! (100 000 victimes). Ceux-là qui ont mené de 1947 à 1954 une guerre atroce contre le peuple du Viet-Nam ! (80 000 Français y ont péri). Ceux-là qui font au peuple algérien une guerre qui a pour but de maintenir les privilèges d'une poignée de grands seigneurs ! Ceux-là qui ont acclamé (…) la guerre à l'Egypte pour rendre le Canal de Suez aux banquiers franco-anglais ! Ce n'est pas le peuple hongrois qui les intéresse mais le retour au pouvoir des hommes du Cardinal Mindszenty qui bénissait l'amiral Horthy quand, en 1941, il rangeait la Hongrie aux côtés d'Hitler pour attaquer l'URSS dont les énormes sacrifices en vies humaines ont seuls permis l'écrasement du fascisme. Les travailleurs socialistes regretteront que figuraient dans la manifestation (…) quatre ministres socialistes : Eugène Thomas, Tanguy-Prigent, Champeix, Max Lejeune ». Le slogan qui clôt la démonstration, « Tous unis dans la solidarité avec le peuple hongrois en lutte contre l'insurrection fasciste hongroise ! »*, laisse imaginer l'isolement dans lequel le PCF se trouve alors dans le paysage politique français.

Une autre affiche de novembre 1956 éditée en réaction aux manifestations anticommunistes donne à voir la logique de la propagande du PCF dans cette période. Il s'agit également d'une affiche utilisant des photographies *(voir ill. 10),* en l'occurrence des clichés censés démontrer, légende explicative à l'appui, la similitude de la nature des événements. Intitulée *« Contre le fascisme »,* sa partie supérieure est occupée par une photographie du Reichstag accompagnée de ce commentaire : *« Février 1933 : Les SS mettent le feu au Reichstag. Hitler arrive au pouvoir… des millions de victimes »*. En dessous, un second cliché ainsi légendé : *« 7 novembre 1956 : La racaille fasciste met le feu au siège du Parti communiste français. Ceux qui veulent assassiner la liberté et la paix ont les mêmes méthodes »*.

Dans cette même période de l'automne, on retrouve dans la propagande communiste le traditionnel rendez-vous des affiches commémoratives de la révolution d'Octobre. Il peut être intéressant de comparer, dans le contexte qui a été décrit, un exemplaire de l'année 1956 *(voir ill. 11)* et une affiche de 1952, l'année précédant la mort de Staline. Dans celle-ci *(voir ill. 12)*, qui est représentative de ce type d'affiches dans les années 1945-1950, on trouve des éléments figurés classiques et attendus : sur un arrière-plan de fiers drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau[252], les profils de Lénine et de Staline se découpent devant un paysage évocateur de l'URSS composé d'un barrage et d'immenses chantiers de construction, l'ensemble composant une colombe de la paix et se trouvant souligné par ce slogan *« Vive l'Union soviétique, puissance de paix, amie de la France »*.

Si l'on revient à l'affiche commémorative éditée par le PCF en 1956 *(voir ill. 11)*, on remarque tout d'abord la différence de style : ici, le registre des éléments figurés est quasiment enfantin, à la limite de la mièvrerie. Encadrées par une couronne de laurier, deux figures féminines - on a vu que l'image féminine était associée à la paix - remplacent les Lénine et Staline des années précédentes ; elles sont souriantes, ont la peau rose et les lèvres rouges. La France est représentée par une Marianne portant bonnet phrygien et cocarde, sur fond de drapeau tricolore, l'Union soviétique par une jeune femme simplement coiffée d'un foulard - un foulard traditionnel russe ? - noué sous le menton, sur fond de drapeau soviétique. En cette fin d'année 1956, cette paisible affiche, éditée à l'occasion du 39e anniversaire de la révolution d'Octobre, vient proclamer, à l'exclusion de tout autre slogan : *« Vive l'amitié franco-soviétique »*.

On voit ainsi, avec cette palette d'affiches communistes de 1956, que celles-ci illustrent fidèlement - est c'est bien leur fonction - le discours politique du Parti communiste français dans cette période. Maintenant, en prenant un peu de

[252] Notons au passage qu'il s'agit de la faucille et du marteau « à la manière soviétique », avec le marteau orienté vers la gauche (le sigle français est orienté à l'opposé), et que, en particulier dans la période de la guerre froide, l'utilisation de ce symbole communiste est limitée aux représentations de l'URSS et de ses dirigeants. Sur ses affiches, rares sont les faucilles et marteaux associés au Parti communiste français lui-même ou à ses campagnes.

recul, peut-on dire que la propagande communiste par l'affiche illustrée connaît un tournant en 1956 ? *« L'année 1956 »* constitue-t-elle une date historique dans cette forme de propagande ? A observer les affiches que nous avons évoquées, il est visible que non. La continuité de cette propagande et du type de langage (images et textes) qu'elle utilise par rapport aux années précédentes semble logique au vu de la ligne adoptée par le parti. Les affiches servent tout simplement, très logiquement, l'expression publique d'un PCF qui traverse une période particulièrement délicate et qui se trouve fortement attaqué par ses adversaires.

Du point de vue de la propagande communiste par l'affiche, le tournant, sinon la rupture, se situe peu de temps après, au début des années 1960. Une comparaison entre deux affiches éditées à onze ans d'intervalle dans le même but est éclairante : l'affiche commémorative de la révolution d'Octobre diffusée en 1952 *(voir ill. 12)*, déjà évoquée plus haut, et celle qui est produite en 1963 *(voir ill. 13)*. On passe à une expression graphique différente ; la photographie, associée à un traitement graphique souvent sophistiqué, prend le pas sur le dessin dans les affiches communistes françaises. Le PCF suit en cela, pour le dire très brièvement, l'évolution des modalités de la propagande politique, en passe de devenir la « communication » politique, et de la communication en général.

Ces affiches politiques illustrées, en particulier celles qui ont été éditées massivement par le PCF dans ces années, sont un témoignage visuel, direct, parfois surprenant ou déroutant sur la vie politique telle qu'elle se déroulait alors, sur les modalités des combats politiques. Ces images de propagande, si on les étudie sur la durée et à partir d'un corpus conséquent, sont autant de fenêtres qui permettent à l'observateur d'aujourd'hui, pour peu qu'il se dote des nécessaires outils de décryptage et d'analyse, d'accéder, autrement qu'avec les affiches-textes et les supports de propagande écrits, aux termes et aux représentations collectives à l'œuvre dans les grands débats d'une époque marquée par un climat politique dont la tonalité - la violence, en particulier - peut être difficile à appréhender aujourd'hui[253].

[253] La prise en compte de l'image dans l'étude de l'histoire contemporaine – ici, celle du PCF – se développe depuis plusieurs années et commence à trouver sa place dans le champ scientifique et éditorial, ce dont témoigne la parution récente et quasiment simultanée de deux ouvrages importants : *Images et politique en France au XX^e siècle,* de Christian Delporte (Nouveau Monde Éditions, octobre 2006) et le *Dictionnaire mondial des images* dirigé par Laurent Gervereau (Nouveau Monde Éditions, novembre 2006).

Illustration 1 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie spéciale du PCF, 1951 (89 Fi 58. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 2 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, 1965 (89 Fi 324. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 3 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, 1956 (89 Fi 167. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 4 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, 1956 (89 Fi 168. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 5 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, 1956 (89 Fi 169. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 6 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, 1956 (89 Fi 164. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 7 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, 1956 (89 Fi 163. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

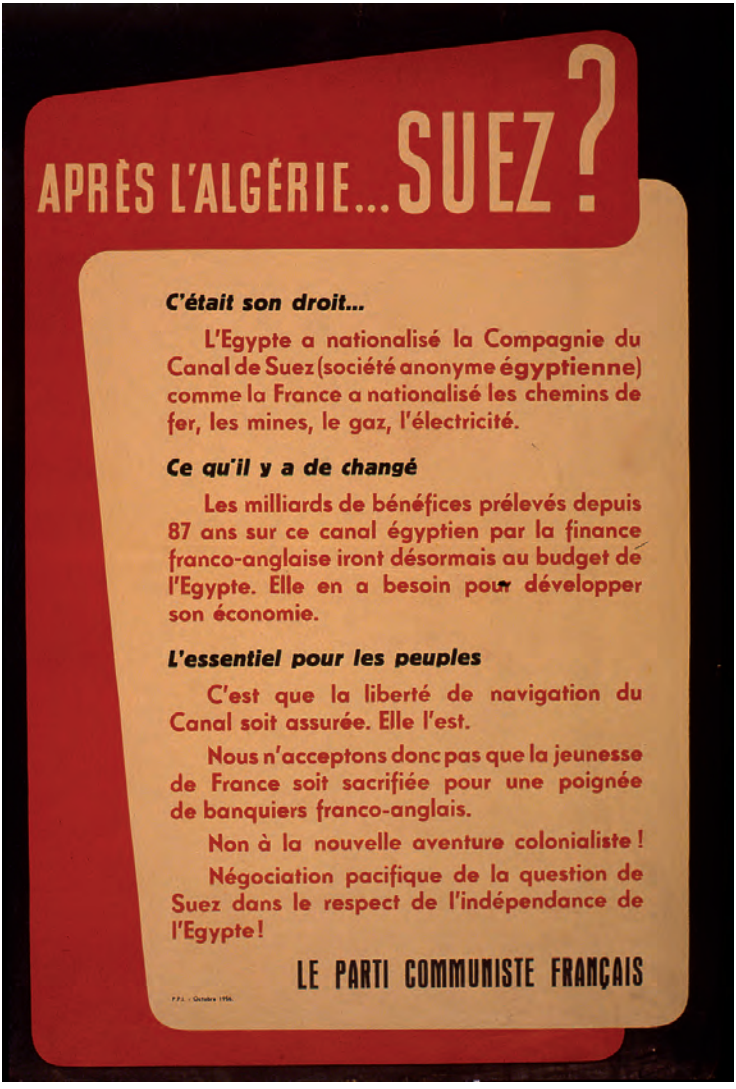

Illustration 8 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, octobre 1956 (89 Fi 174. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

CEUX-LA MANIFESTAIENT POUR LA HONGRIE !

LANIEL
BIDAULT
PINAY
SCHUMAN
PLEVEN

Ceux-là qui ont approuvé la répression du soulèvement des Malgaches en 1947 ! (100.000 victimes)

Ceux-là qui ont mené de 1947 à 1954 une guerre atroce contre le peuple du Viet-Nam ! (80.000 Français y ont péri)

Ceux-là qui font au peuple algérien une guerre qui a pour but de maintenir les privilèges d'une poignée de grands seigneurs !

Ceux-là qui ont acclamé le bombardement de Port-Saïd et la guerre à l'Egypte pour rendre le Canal de Suez aux banquiers franco-anglais !

Ce n'est pas le peuple hongrois qui les intéresse mais le retour au pouvoir des hommes du Cardinal Mindszenty qui bénissait l'amiral Horthy quand, en 1941, il rangeait la Hongrie aux côtés d'Hitler pour attaquer l'U. R. S. S. dont les énormes sacrifices en vies humaines ont seuls permis l'écrasement du fascisme.

Les travailleurs socialistes regretteront que figuraient dans la manifestation, côte à côte avec les pires réactionnaires et les fascistes, quatre ministres socialistes : Eugène THOMAS, TANGUY-PRIGENT, CHAMPEIX, Max LEJEUNE.

TOUS UNIS dans la solidarité avec le peuple hongrois en lutte contre l'insurrection fasciste hongroise !

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Illustration 9 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie spéciale du PCF, novembre 1956 (89 Fi 172. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 10 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie spéciale du PCF, novembre 1956 (89 Fi 173. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 11 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, octobre 1956 (89 Fi 161. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 12 :
Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : Schuster, 1952 (89 Fi 97. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

Illustration 13 : Affiche éditée par le PCF, Imprimerie : PPI, octobre 1963 (89 Fi 302. Coll. Affiches du PCF/AD 93).

DISCUSSION

Marc GIOVANINETTI

L'affiche sur l'Algérie qui joue sur la symétrie entre l'image de deux femmes éplorées, l'une française et l'autre algérienne, m'a fait repenser à un article de Raymond Guyot de janvier 1955, donc au tout début des événements, dont j'extrais cette phrase : *« Nos peuples combattent sur le même front de la paix, de la liberté et de l'indépendance nationale »*. Comme vous le savez, des études de vocabulaire ont été faites sur les mots d'ordre que le Parti communiste a mis en avant à propos de l'Algérie. Je souligne que, dans cet article de Raymond Guyot, qui figure en *Une* de *l'Humanité* du 18 janvier 1955, l'indépendance nationale de l'Algérie est prônée explicitement à trois reprises. Par la suite, la formule s'efface et est remplacée par le mot « paix », comme sur l'affiche de 56. On peut y voir la priorité donnée au rassemblement pour obtenir la fin de la guerre, mais également une évolution qui résulte peut-être de quelques flottements ou divergences qui réapparaîtront plus tard au bureau politique, au sujet des réfractaires, à partir de 1957-1958.

Je voudrais faire également le lien avec la personnalité de Julien Lauprêtre. Il paraît évident qu'il a tenu un rôle phare au Secours populaire ; si une personnalité a pu intervenir sur une organisation c'est bien lui. Il faisait partie de l'équipe restreinte chargée par le PCF du travail au sein de l'armée sous la responsabilité de Raymond Guyot. Et bien qu'il fût au Secours populaire dès 1954, il me semble qu'il était encore dans cette équipe en 1955, puisque je me souviens l'avoir entendu parler de la mutinerie à la caserne Richepanse d'octobre 1955. Cela explique peut-être qu'il ait fait le lien beaucoup plus facilement que tous les autres avec les soldats qui refusaient de combattre en Algérie à partir de 1956.

Alban LIECHTI

Je voudrais livrer un témoignage au sujet de Maurice Thorez et de la position du Parti communiste vis-à-vis du refus personnel. Après être revenu d'Algérie, j'ai été invité à intervenir au premier congrès des Jeunesses communistes, en 1963, après Jacques Duclos. On m'a demandé de ne pas trop glorifier mon acte personnel, mais d'intervenir sur un plan plus général, en reconnaissant que je n'avais pas forcément choisi la meilleure solution pour lutter contre la guerre d'Algérie. Alors je me suis insurgé et j'ai dit que je n'interviendrais pas si on me demandait de faire cela, que je n'interviendrais que pour dire les choses telles qu'elles s'étaient passées. Je me suis même accroché avec Serge Magnien qui était d'accord pour adopter l'attitude qu'on nous préconisait. J'ai donc prononcé mon intervention, mais j'ai été coupé et je n'ai même pas pu la terminer.

A la même période, Maurice Thorez m'a invité dans sa résidence de Bazainville pour discuter avec lui. Je lui ai posé la question de l'acte personnel. Et il m'a répondu : *« de toute façon, on a quand même besoin d'actes individuels. Quand le colonel Fabien a tué le premier soldat allemand en France, c'était un acte personnel, très visible. Le parti était d'accord pour qu'il le fasse. C'est quand même cela qui a lancé toute la Résistance après »*. Il a donc com-

paré ce que j'avais fait en refusant de faire la guerre d'Algérie au geste du colonel Fabien. Il me l'a dit personnellement en 1963, mais ça n'a jamais été écrit nulle part. Pour moi, cela montre que même un dirigeant peut avoir des points de vue différents. A mon avis, il se sentait aussi un petit peu embêté de ne pas nous avoir assez soutenus avant, c'est ce que j'ai compris en 1963.

Jacques GIRAULT

Toute cette discussion m'incite à penser qu'il manque vraiment une étude sur les Jeunesses communistes. C'est un appel que je lance aux futurs chercheurs, car je crois qu'on aurait besoin de travaux spécifiques en ce domaine.

Jean-Paul SCOT

Je voudrais revenir brièvement sur la conclusion de Mathilde Régnaud, qui estimait que les effets du 20e congrès sur la direction du Parti communiste ne s'étaient manifestés ni en rupture, ni en continuité, mais à travers une évolution lente sur le long terme. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec cette interprétation. Je pense plutôt que le fonctionnement des organismes de direction du Parti communiste ont connu des évolutions hachées. Ayant travaillé essentiellement sur la période 1944-1947, je peux dire que, pendant cette période et dès 1945-1946, en particulier, Maurice Thorez est beaucoup plus audacieux concernant la direction collective et le rapport entre le comité central et le bureau politique. Je n'évoquerai qu'un seul fait : plus d'un tiers des réunions du comité central sont ouvertes sans rapport introductif pour que les cadres communistes traduisent directement ce qu'ils pensent de la situation et la façon dont ils voient les perspectives. C'est quand même assez audacieux. Et Maurice Thorez y insiste lourdement, en disant que c'est novateur et que c'est nécessaire pour améliorer le niveau d'analyse de la situation de la France et mieux positionner le travail du Parti communiste. Il dit par exemple : *« il faut que votre Comité central prenne exemple sur ce qui se passe dans notre Bureau politique, où nous avons des discussions, où nous avons des échanges »*. Il n'emploie pas le mot *« divergences »*, mais il est évident qu'il y avait des contradictions fortes dans ce bureau politique. On le constate d'ailleurs en étudiant les discours qui terminent les réunions du comité central entre 1945 et 1946 où l'on voit toujours le trio Marty, Duclos et Thorez. On se rend compte qu'il existe des divergences très fortes, ce qui est confirmé par ailleurs.

Mais ceci étant, on voit très bien que cette expérience extrêmement originale visant à faire en sorte que la masse des cadres dirigeants participe à l'élaboration d'une stratégie - par exemple quand Maurice Thorez, au lendemain de l'interview au *Times*, déclare à ses camarades : *« mais vous n'avez pas vu que tout ce que nous avions faits depuis le 10e Congrès aboutissait à ce que j'ai conclu dans l'interview au* Times *»*, cette esquisse de direction nouvelle a été abandonnée à partir de 1947-1948 sans que le bureau politique soit devenu homogène. Cela en particulier entre 1949-52, certainement à cause du comportement de Marty. Mais il semble qu'il n'y ait pas de retour, en 1956, à de nou-

velles pratiques de direction dans le rapport entre bureau politique et comité central. Alors dans les notes de Maurice Thorez que vous avez étudiées, la question de ce qu'est le comité central, de ce qu'il doit être, de ce que doit être le rapport entre le comité central et la société française, est-elle abordée ?

Mathilde RÉGNAUD

Effectivement, en 1956, Thorez dit - cela figurait dans un passage que j'ai cité dans ma communication - qu'il fallait prendre modèle pour le fonctionnement du BP sur la manière dont on avait travaillé et dont on avait discuté durant la préparation du congrès. Mais cela reste éphémère, on le revoit très peu par la suite. Et puis, est-ce vraiment suivi d'effet ? C'est difficile à dire.

Pour ce qui est des divergences au comité central entre Marty, Duclos et Thorez, que vous évoquiez, je précise que Thorez prend des notes sur ce qui se dit en réunion mais il ne note pas tout. Par exemple, il ne note quasiment rien des propos tenus par Marty en 1947 et 1950. Cela ne signifie certainement pas que Marty n'intervient pas, mais, peut-être, qu'il dit des choses que Thorez ne juge pas intéressantes ou n'a pas envie d'écrire. C'est donc une question difficile à traiter. Les divergences étaient là, c'est évident, mais elles n'apparaissent pas forcément comme ça.

Vous avez évoqué le comité central d'avant 1947, où on tente quelque chose d'assez novateur dans le déroulement des réunions. Au bureau politique, ce n'est pas le cas, les réunions s'ouvrent sans exception par un rapport introductif. Mais cette instance ne fonctionne pas de façon fermée. Aucune séance du bureau politique ne se tient uniquement avec ses seuls membres. Des responsables, comme Marius Magnien - dont on parlait hier - viennent pour intervenir dans leur domaine, sans forcément assister à la totalité de la réunion, ni écouter ce qui se dit à la fin. En ce sens, beaucoup de cadres dirigeants participent par là à la prise de décision, avant 1956 et après 1956.

Guillaume QUASHIER-VAUCLIN

Je précise que je suis étudiant en Master 1 avec Michel Dreyfus et que je travaille justement sur la thématique des Jeunesses communistes. J'aimerais avoir l'avis d'un des intervenants à la tribune car il me semble que, ne serait-ce que sur le plan nominal, cette problématique de la rupture et/ou de la continuité s'applique très bien à l'évolution de l'UJRF vers le mouvement Jeunes communistes.

Ensuite, et cela concerne plutôt Nathalie Ethuin et Marie-Cécile Bouju, j'aimerais avoir des éléments concernant l'évolution du lien Parti communiste français/Union soviétique ou, du moins, Parti communiste français/questions relatives aux pays socialistes, parce qu'on sait très bien, par exemple, que la part consacrée aux questions de politique extérieure tend à baisser après 1956 dans les parutions officielles du PCF, du moins dans les publications de masse comme *France Nouvelle*. Je souhaiterais donc que vous développiez un peu plus dans vos domaines respectifs l'impact éventuel de 1956 sur le rapport du Parti communiste français vis-à-vis des pays socialistes et de l'URSS.

Nathalie ETHUIN

Je peux faire part de ce que j'ai vu à travers les brochures d'écoles élémentaires, qui étaient des documents massivement diffusés à l'époque. Elles constituent à ce titre des indices, même si on ne peut pas travailler sur leur réception. Jusqu'en 1955, un bulletin intitulé *« Apprendre »* traduisait des textes soviétiques. Beaucoup de conférences, de bulletins de la section d'Education étaient des traductions de textes soviétiques. Il y avait encore, mais c'est Marie-Cécile qui pourrait développer sur ce point, tout une politique de traduction de textes soviétiques qui va peu à peu disparaître par la suite. Il y avait également des ventes de masse de livres de Staline, etc. On constate que, notamment dans les bibliographies, les références à Staline, aux ouvrages de Staline, se raréfient voire disparaissent à partir de 1956-1957, mis à part *Les principes du léninisme*. Par contre à partir de ces mêmes années, on relève dans les bibliographies le retour à Marx dans le texte et de Lénine. Voilà ce que je peux dire.

Marie-Cécile BOUJU

Malheureusement, je n'ai pas étudié cette production après 1956, je me suis arrêtée à 1956. Mais pour ce qui relève des tendances fortes qui se dessinaient, et cela n'a commencé ni en 1953, ni en 1956, il y a montée en croissance d'une production éditoriale proprement française. Sur l'URSS proprement dite ou les démocraties populaires, deux types d'ouvrages sont publiés dans les années 1950. Les œuvres théoriques et les œuvres romanesques, peu nombreuses, sont essentiellement soviétiques, très peu proviennent des démocraties populaires. Mais elles connaissent un échec, ce qui est une des raisons de l'abandon de la collection *« Au pays de Staline »*, alors que la collection *« Littératures soviétiques »* de Gallimard connaîtra un grand succès en 1957. Cette production va rester relativement stable. Il convient de ne pas négliger un autre type d'ouvrages, tel le *« Petit guide sincère »* sur l'URSS de Georges Cogniot, qui a connu un grand succès populaire. La situation est donc ambivalente, avec à la fois des œuvres soviétiques qui se diffusent plus ou moins bien, et des textes inscrits dans la grande tradition militante qui continuent à se diffuser. Vous le constatez, je n'ai pas de réponse à vous donner, mais plutôt des indications de pistes à suivre.

Pierre ALCHOUROUN

Je souhaite juste joindre mon témoignage à ceux qui ont déjà été apportés. Je n'ai jamais été membre du Parti communiste, mais j'ai été syndicaliste à la CGT. Je me suis beaucoup intéressé à la question algérienne et j'ai milité à ce sujet. Cela m'a amené à rencontrer des membres du Parti communiste qui faisaient partie de ces « porteurs de valises » que nous avons évoqués hier. J'en faisais également partie et j'ai risqué beaucoup, enfin bref. Je voulais simplement dire c'est que ceux qui se réclamaient du Parti communiste ont été obligés, pour ne pas être désapprouvés par leur parti, de mettre fin pour un certain temps à leur adhésion, quittes ensuite, évidemment, à y revenir. Nous étions très disséminés et nous avions une organisation assez secrète, afin de ne pas risquer de

dénoncer des camarades sous la torture au cas où nous serions arrêtés. Je me rappelle donc avoir agi avec des gars du Parti communiste qui avaient demandé congé, avec des gars de *Témoignage chrétien* ou de la CFDT, et même des prêtres proches de la revue *la Quinzaine* qui n'existe plus depuis longtemps.

Alban LIECHTI

Je voudrais revenir sur le passage de l'UJRF aux Jeunesses communistes. J'étais à l'UJRF à l'époque, et il y avait plusieurs organisations : l'UJRF - l'Union de la jeunesse républicaine de France - pour les garçons, dont le nom ne comportait pas le mot communiste parce qu'on voulait l'élargir à beaucoup de jeunes ; l'UJFF - l'Union des jeunes filles de France - et l'Union des jeunes paysans, soit trois organisations de jeunesse. Le gros problème c'est que, sur le plan local, nous organisions des chorales et des bals, ce qui nécessitait que les filles sortent. Je rappelle qu'à l'époque, les filles ne sortaient pratiquement qu'accompagnées des parents ou de quelqu'un qui les connaissait. Nous avons donc été un certain nombre de garçons de l'UJRF à protester et à dire qu'il fallait une organisation unique avec les filles, que c'était la seule manière d'avancer. Personnellement j'avais dit que si ce n'était pas le cas, je demanderais qu'on change le nom de l'UJRF, de manière à ce qu'il y ait une Union des jeunes garçons de France à côté de l'Union des jeunes filles. A ce moment-là il y a eu de grosses discussions. Cela a été une demande de la base d'avoir une organisation commune et c'est cela qui a aidé à créer les Jeunesses communistes.

Marcel ZAIDNER

Je ne veux pas contredire ce qu'Alban Liechti vient de dire au sujet de l'UJRF et des Jeunesses communistes, mais il me semble que cet aspect reste somme toute assez épisodique. Il ne durera d'ailleurs pas puisque dans le Mouvement de la jeunesse communiste existera ensuite l'Union des jeunes filles de France. Plus déterminant me semble être le rapport de François Billoux qui explique les choses au congrès. Il dresse le constat d'échec d'une tentative issue de la Libération : la création d'un grand mouvement de masse d'inspiration communiste, reliant - comme cela s'est fait à la fin de la Résistance - l'ensemble des mouvements de jeunesse. Il y a même eu l'idée, à un moment, sous la direction de Léo Figuères, de regrouper un million de jeunes Français dans une grande manifestation de la République à la Bastille… Le constat s'impose donc que nous n'avons pas abouti à cela, que nous ne pouvions pas aboutir et qu'il manque quelque chose, justement dans cette période, pour faire avancer directement les idées du communisme dans la jeunesse. Cela nécessite de reprendre un combat plus direct, sans renoncer à rassembler, mais plus direct et plus explicitement communiste dans la jeunesse. D'où la décision de reconstituer la Jeunesse communiste, qui n'a pas pour autant fondu les autres organisations puisque dans le Mouvement de la jeunesse communiste ont coexisté la Jeunesse communiste, l'Union des jeunes filles, l'Union des étudiants et l'Union des jeunes ruraux. Je voulais resituer cette question, éminemment politique me semble-t-il, qui mériterait d'être étudiée car

elle découle de l'évolution et du tournant de 1956 ainsi que des questions de politique nouvelle que cela nous posait dans les rapports à la jeunesse.

Jacques GIRAULT

Ces dernières interventions montrent bien l'importance des témoignages et le décalage qu'il peut y avoir entre le témoignage de responsables et le témoignage, par exemple, de militants de base. Il est intéressant de voir comment certains aspects des décisions politiques sont vécus respectivement par les uns et les autres.

Francette LAZARD

Je ferai juste un témoignage très rapide en encourageant à des études à ce sujet. En 1956, j'étais membre de la cellule des étudiants d'histoire à Paris, qui comptait une cinquantaine d'étudiants communistes, et j'étais en même temps responsable de l'UJRF étudiante, où nous étions dix. Je crois que cela va dans le sens de ce que vient de dire Marcel Zaidner. Cela dit, notre cellule des étudiants d'histoire, confrontée à la décision prise en juin de se dissoudre comme cellule pour créer le Mouvement de la jeunesse communiste, n'était pas d'accord parce que nous tenions beaucoup à continuer à militer ensemble. Notre cellule était très vivante, nous y avions eu des débats passionnés sur les pouvoirs spéciaux en Algérie, beaucoup plus d'ailleurs que sur le 20e congrès - cela renvoie à un autre moment du débat de ces Journées - et nous craignions beaucoup d'être réenvoyés comme militants communistes dans les cellules de quartier où nous nous serions retrouvés complètement isolés, avec l'impression d'un affadissement de notre engagement en étant à l'Union des étudiants communistes (UEC). En même temps, nous avons eu le souci, qui s'est exprimé sous la forme d'une motion, que la future UEC ait des liens très étroits avec le parti. L'étude de ce qui est advenu ultérieurement avec l'UEC, dans les années 1960, serait très intéressante de ce point de vue. En tout cas, notre cellule d'étudiants en histoire a vraiment très mal vécu la dissolution des cellules étudiantes.

Jacques GIRAULT

Je ne conclurai pas, naturellement, parce que les Journées d'étude se poursuivent. Je retiens le témoignage extrêmement intéressant concernant la demande que fait le parti à un certain nombre de militants de se mettre en congé du parti ou bien de déposer leur carte. Cela ne s'est d'ailleurs pas limité à l'aide à l'Algérie, aux Algériens. On sait très bien qu'existait une pratique au sein du PCF - on en trouve confirmation dans les formulaires biographiques et les dossiers de la CCCP - qui veut que, lorsqu'on part à l'étranger, on remet sa carte au secrétaire de cellule. Dans certains cas, même, il faut avoir l'accord du secrétariat du parti. Il y a ainsi toute une série de modalités à respecter, faute de quoi, à un certain moment, on note dans les dossiers de la section des cadres qu'untel n'a pas respecté la discipline du parti et ne peut donc pas accéder à telle ou telle responsabilité. C'est dire l'importance de ce type de témoignages, à l'appui des réflexions générales que l'on peut aborder dans ce type de Journées d'étude.

« L'ANNÉE 1956 VÉCUE PAR DES MILITANTS COMMUNISTES »

Témoignages de :

Jacques COUBARD, journaliste, correspondant de *l'Humanité* à Varsovie en 1956.

Jean CORDILLOT, ancien secrétaire de la fédération de l'Yonne du PCF, ancien député.

Claude LECOMTE, journaliste, ancien dirigeant des Jeunesses communistes.

Henri MARTIN, ancien dirigeant de l'UJRF, emprisonné durant la guerre d'Indochine, élu au comité central du PCF en 1956.

Séance présidée par **Danielle TARTAKOWSKY,** professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 8.

Si on compare ce texte avec les analyses diffusées au sein du PCF dans les mois qui suivent ce fameux 20e congrès du PCUS, on ne manque pas d'être frappé par la proximité des argumentations. Là encore, on ne peut que procéder par coup de sonde tant sont nombreux les textes qui évoquent ce congrès dans les diverses publications du parti. Pour rester dans le domaine des activités d'éducation du PCF, on peut citer un extrait de la conférence éducative de Georges Cogniot intitulée *« le parti communiste, instrument décisif de la classe ouvrière dans sa lutte pour le pain, pour la paix, pour le socialisme »,* prononcée le 22 mai 1956 et parue sous forme de brochure. Dans la troisième partie de cette conférence consacrée au centralisme démocratique, il est fait mention du 20e congrès du PCUS en ces termes : *« Comme chacun le sait, la nécessité de la direction collective a été fortement soulignée par le 20e congrès du PCUS, en liaison avec la lutte contre le culte de la personnalité. Le culte de la personnalité, qui s'était surtout développé dans la dernière période de la vie de Staline, a causé un grave préjudice en URSS ».*

On saisit, à travers ces deux extraits, la position défensive qui est officiellement adoptée par les communistes français. Le terme de *« crimes de Staline »* n'est pas employé, ni en 1956, ni en 1964. Il s'agit de « sauver l'essentiel », en imputant le culte de la personnalité aux dérives de Staline et non au système mis en place en URSS. L'expression de « stalinisme » sera d'ailleurs longtemps débattue au sein du PCF. Cette position défensive, visant à circonscrire les critiques, ressort explicitement des analyses qui suivent l'évocation du 20e congrès du PCUS. En effet, sont évoquées dans les pages suivantes du manuel de 1964 les analyses consignées dans la résolution du comité central de Saint-Ouen du 22 mars 1956 : *« Le Comité central rejette également l'idée erronée selon laquelle le culte de la personnalité de Staline et ses conséquences tiendraient au régime socialiste lui-même ».*

Après avoir reproduit deux extraits de cette résolution, il est précisé également : *« On ne saurait pour autant assimiler le culte de la personnalité aux manifestations d'affection et de confiance de la classe ouvrière et des communistes français à l'égard des dirigeants du parti, comme prétend le faire la bourgeoisie ».*

On le voit, le manuel d'histoire de 1964 est bien davantage la compilation des analyses officielles légitimées par les directions qu'une démarche réellement historiographique. Il s'agit de justifier et de contextualiser les positions prises par les dirigeants sur tel ou tel événement. Mais cette façon d'écrire et de diffuser l'histoire du parti va être rapidement battue en brèche par de jeunes historiens communistes dès le début des années 1970. Les manières dont vont être traités les événements de 1956 par ces historiens sont un révélateur des transformations qui ont affecté les rapports entre histoire et politique au sein du PCF.

A partir de la fin des années 70 … où il est question du « choc du 20e Congrès » et des « crimes de Staline »

En 1979, des historiens communistes réunis au sein de l'Institut d'histoire Maurice Thorez (IMT), consignent leurs analyses dans un ouvrage intitulé *Le*

PCF, Etapes et problèmes[242]. Les pages consacrées à l'année 1956 présentent des analyses radicalement différentes de celles proposées dans le manuel de 1964. Sur le 20e congrès du PCUS, on peut y lire par exemple : *« Le XXe congrès du PCUS - le premier depuis la mort de Staline - est l'élément décisif de l'année pour le mouvement communiste international. Il est reçu comme un véritable choc, voire comme une déchirure, et il marque profondément et durablement la vie de tous les partis communistes dans le monde »*.

Roger Martelli, auteur du chapitre sur l'année 1956, introduit donc la notion de *« choc »* et insiste sur les ambiguïtés de la position officielle des dirigeants du PCF qui ont surtout insisté sur ce qu'ils considéraient être « l'essentiel » de ce congrès, c'est-à-dire les analyses de Khrouchtchev sur la coexistence pacifique. Il écrit : *« Cette insistance sur « l'essentiel » se traduit corrélativement par le déplacement en position secondaire de la partie critique du XXe congrès, la dénonciation des crimes de Staline et du "culte de la personnalité", qui est la partie la plus éprouvante pour tout le mouvement communiste. De la part du PCF, il y a par rapport à ce problème globalement hésitation, sous-estimation et atténuation de la critique »*.

Il n'est plus question ici de justifier les positions des dirigeants de l'époque, mais bien au contraire, d'en critiquer les tenants et les aboutissants. Les analyses qui suivent ont pour objectif de comprendre ce qui a rendu possible une telle évolution dans les façons d'aborder le passé au sein du PCF. On est en effet passé d'une conception de l'histoire au service de la politique à une conception de l'histoire comme interrogation du passé, appréhendée à l'aune de *« problèmes »*, comme l'indique le titre de l'ouvrage publié en 1979.

Les changements intervenus au sein de l'Institut Maurice Thorez permettent de comprendre le travail historiographique entrepris. En 1972, survient le décès de Victor Joannès, fondateur et directeur de l'IMT. Ce poste est proposé à Jean Burles, jusqu'alors directeur de l'école centrale. Avec une équipe de jeunes chercheurs, spécialisés en histoire contemporaine et en particulier en histoire du mouvement ouvrier et communiste, Jean Burles entend dépasser la seule vocation hagiographique de l'Institut Maurice Thorez et en faire un véritable centre de recherches. Pour symboliser ce tournant, sont mis en place un conseil scientifique, des commissions de travail et un séminaire des historiens communistes. Dès 1973, la revue éditée par l'institut, *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez,* est rebaptisée *Cahiers d'Histoire de l'IMT*[243]. Ce changement de titre est censé symboliser la méthode scientifique revendiquée par ces historiens, qui sont pour la plupart docteurs en histoire ou en passe de le devenir. Pour l'institution communiste, la valorisation de travaux au label scientifique permet d'acter la rupture avec un passé historiographique associé au culte de la personnalité n'ayant pas épargné « le parti de Maurice Thorez ».

---

[242] Roger Bourderon, Jean Burles, Jacques Girault, Roger Martelli, Jean-Louis Robert, Jean-Paul Scot, Danielle Tartakowsky, Germaine Willard, Serge Wolikow, *PCF. Etapes et problèmes. 1920-1972,* Editions sociales, 1979.

[243] Cf. Jean Burles, « Le séminaire des historiens communistes, 14-15 octobre 1972, une étape de la recherche », *Cahiers d'Histoire de l'Institut Maurice Thorez,* n°3, 1973.

Danièle TARTAKOWSKY

Je vous propose de modifier un peu le découpage de cette séance, qui sera consacrée successivement à l'expression de témoins à des titres divers de l'année 1956, puis à la deuxième table ronde réunissant historiens et archiviste autour des questions de périodisation. En effet, le programme que vous avez entre les mains laissait assez peu de temps à la première partie. Je vais donc donner la parole successivement aux quatre intervenants pour une dizaine de minutes chacun, puis nous consacrerons une bonne demi-heure, voire plus, à la discussion. Je pense qu'ainsi nous parviendrons à un bon rééquilibrage. Sans plus attendre, je passe la parole à Jacques Coubard, qui était correspondant de *l'Humanité* à Varsovie et qui nous parle donc du cœur de l'événement.

Jacques COUBARD

Il me semble un peu paradoxal qu'on me demande de parler des événements de 1956 et des réactions du Parti communiste français, puisque, à l'époque, je suis journaliste en poste à Varsovie depuis le 1er janvier 1956. Ma situation est un peu celle de Fabrice del Dongo à la bataille de Waterloo, en ce sens que je suis coupé de la rédaction de *l'Humanité* et de mes camarades.

La Pologne est riche en événements durant l'année 1956. Cela a commencé, d'ailleurs, dès le lendemain du 20e congrès du PCUS, avec la mort du dirigeant du parti Boleslaw Bierut. Une suite de modifications, de changements, ont suivi en cascade. Ils ont entraîné une atmosphère et une vision tout à fait différente de celle qu'on pouvait avoir en France au même moment, et pas seulement en raison du rapport au 20e congrès. Celui-ci a pourtant des conséquences assez immédiates. Par exemple, on a placardé dans les rues de Varsovie des affiches évoquant les membres du comité central du Parti communiste polonais qui avaient été exécutés avant la guerre sur ordre de la direction du PCUS. Mais il y a eu également le retour des gens qui rentraient des camps de concentration ; cela a contribué à la découverte de tout un pan de la réalité.

J'en arrive à ce rapport, dit « secret » ou « attribué » à Paris, alors qu'en Pologne, on le vendait au marché noir, en quelque sorte, après qu'il ait été distribué à tous les membres du Parti ouvrier unifié polonais. C'est d'ailleurs de là qu'il est parti au *New York Times* et au *Monde*. Je le sais, parce que je connaissais bien mes confrères correspondants de ces deux journaux. J'ai demandé la brochure en question au parti polonais, j'ai signé un petit texte m'engageant à le rendre dès que je l'aurais lu, j'ai pris un traducteur et je me suis fait lire ce texte dont, en le qualifiant d' « attribué », la direction du Parti communiste français niait l'existence bien sûr. Plus encore que le choc provoqué par le rapport - à cette époque où on portait en soi le rêve, tout un côté identitaire autour de Staline - ce qui était encore plus terrible était le fait que ce soit nié à Paris. Au téléphone, on ne peut pas discuter longuement. J'essayais pourtant de m'enquérir auprès de mes camarades de la rédaction de la façon dont les choses se passaient, de ce qu'on en disait, etc. Là-dessus, en juin, j'ai reçu la visite d'un

homme qui était, pour nous à la rédaction de *l'Humanité* qui connaissions son histoire, une sorte de héros : Octave Rabaté. Il avait été dirigeant de l'Union internationale des syndicats rouges avant la guerre, envoyé en Amérique latine. Puis son engagement l'avait mené en Espagne pour combattre Franco et le fascisme, dans la Résistance. Déporté à Mauthausen, il y avait dirigé la solidarité avec les autres déportés. Octave Rabaté arrive donc chez moi et me demande si je dispose du document, s'il s'agit bien du texte authentique et si j'ai pris connaissance de son contenu. Je lui réponds alors qu'il s'agit bien de ce qu'il a pu lire dans *Le Monde* et qu'il aurait pu s'épargner la peine de venir, car il avait pris comme prétexte pour se rendre à Varsovie une réunion des anciens de Mauthausen. Octave Rabaté s'effondre alors, tout d'un coup, devant moi, en larmes. C'était pourtant, je le crois, un homme courageux. Après avoir enduré ce choc terrible, il est rentré et je crois qu'il n'a rien dit.

Les événements continuent à s'enchaîner en Pologne. Même si cela n'observe pas strictement l'ordre chronologique, je voudrais évoquer les événements de Poznan. Une révolte a eu lieu, faisant des morts. La ville est encerclée par l'armée, mais, avec les collègues de *l'Unita* et du *Daily Worker,* nous obtenons un sauf-conduit. Arrivé sur place, je m'en vais voir les gens de l'usine qui était à l'origine de la grève qui avait tout déclenché. Et là, je me rends compte que les choses ne sont pas tout à fait comme on le disait, que ce n'était pas la classe ouvrière au pouvoir, si je puis dire pour résumer un peu les choses. J'écris donc un papier. Il passe dans la première édition de *l'Humanité dimanche*, qui en comptait deux à ce moment-là, puis il est retiré de la seconde. Quand j'ai demandé des comptes, on m'a affirmé que c'était à la demande de Maurice Thorez, je ne sais pas si cela figure dans les archives… Mais voilà, on retire ce papier en me disant que non, j'ai fait une erreur d'appréciation, qu'il s'agit simplement de gens qui sont manipulés.

Je voudrais parler ici d'un autre épisode, qui se situe à la veille de l'intervention soviétique à Budapest. Arrive chez moi, à Varsovie, pour plusieurs jours, André Stil, le rédacteur en chef de *l'Humanité*. Il était impatient d'aller à Budapest. Une grande discussion s'engage avec lui, à propos de ce qu'on avait vécu à Varsovie, où les ouvriers avaient commencé à s'armer pour résister aux mouvements de l'armée soviétique qui manœuvrait autour de la ville. Ils avaient été calmés par un nouvel événement, en Pologne toujours, l'accession de Gomulka à la tête du parti, en remplacement d'Ochab qui avait lui-même succédé à Bierut comme premier secrétaire du parti. Je passe rapidement pour tenter de vous donner le maximum d'éléments dans le temps qui m'est imparti. Et, s'agissant de Gomulka, il y a également une incompréhension à Paris, de la part du Parti communiste français, qui considère un peu qu'il incarne un mouvement de retour en arrière. Je pense à un éditorial de Pierre Courtade estimant qu'il y avait retour au capitalisme. Gomulka était suspect car il avait été exclu du parti, et placé pendant plusieurs années en résidence surveillée pour nationalisme. Il était partisan d'une voie polonaise au socialisme et, par exemple, en désaccord avec la collectivisation forcée telle qu'on la pratiquait. Il était partisan des conseils ouvriers et de

l'autogestion, comme Tito. Il existait donc une grosse méfiance à son égard. Pendant cette discussion de plusieurs jours avec André Stil, je lui ai dit que je ne comprenais pas son impatience et, qu'à mon avis, il ne s'agissait pas que d'une manipulation à Budapest. Bien sûr, il ne fallait pas non plus être naïf. Chaque fois qu'il y avait une faille quelque part, il était logique que l'impérialisme - parce qu'on était encore dans cette atmosphère de guerre froide - s'y précipite. André Stil estimait, lui, qu'il fallait que les soviétiques interviennent immédiatement. C'est ce qui explique les articles qu'il a écrit à l'époque dans *l'Humanité*. Une totale incompréhension régnait et a d'ailleurs perduré. André Stil m'a confié plus tard qu'il regrettait ce qu'il avait publié alors.

Je voudrais faire part des quelques réflexions que je retire de ces événements polonais, car elles ont à voir avec les suites du 20e congrès. En Pologne, on procède à une ouverture en publiant des documents, mais aussi en transformant le parti ou, en tout cas, en essayant d'en changer les structures, en tentant de changer les structures sociales. Ces changements sont très bien accueillis par la population. Evoquant la mise en œuvre des ces projets, j'avais dit à André Stil, qui constituait pour moi le contact avec Paris : attention, n'interprétons pas tout comme relevant d'une manipulation, d'une agression, de quelque chose qui va mettre en cause l'intégrité de cet ensemble qu'il fallait absolument défendre. Je conçois que, vu de France, on pouvait analyser les choses autrement, mais la perspective d'une transformation existait réellement en Pologne. D'ailleurs, l'espoir naissait aussi, à ce moment-là, d'un nouveau cours imprimé par Khrouchtchev. Voilà, ces quelques mots visaient à vous restituer l'atmosphère d'un moment durant lequel on a pu penser qu'avec la rectification des erreurs, les choses allaient changer et que le rêve que les communistes imaginaient depuis si longtemps allait se réaliser.

Je voudrais, pour finir, attirer votre attention sur le fait qu'en Pologne, la réalité sociale à continué à se transformer. Il y a eu ce qu'on appelle la « Révolution d'octobre » en polonais. Une réunion du comité central du Parti ouvrier polonais s'est tenue, je ne sais pas si les historiens ici présents ont lu les textes qui en sont issus. Ils ont représenté un peu l'équivalent en Pologne de ce qu'a été le 20e congrès et le rapport Khrouchtchev pour l'Union soviétique. C'est-à-dire qu'on a procédé à l'examen de tout ce qui avait été dit, de tout ce qui avait été fait précédemment, et surtout de la façon de gouverner. Cela a résonné comme une invitation à démocratiser. Cela a donc permis, par exemple, de contourner les syndicats avec les conseils ouvriers, parce que les syndicats étaient devenus des organismes bureaucratiques. Je m'en rendais compte quand j'allais dans les usines et que les gens me disaient : *« le syndicat, ça sert à distribuer les tickets de cinéma et des vacances »*. Je pense qu'il y a aussi, comme dans le rapport Khrouchtchev, le désir de tourner la page dramatique du système qui avait provoqué les insurrections, en dénonçant la pratique de la torture par les organismes de sécurité.

Tous ces éléments contribuèrent au fait que pour moi, à Varsovie, le rapport secret de Khrouchtchev, l'année 1956, la négation du rapport Khrouchtchev, ont été un choc personnel, culturel, politique, comme pour beaucoup de communistes.

Danielle TARTAKOVSKY

La parole est maintenant à Jean Cordillot, qui était député de l'Yonne et qui nous parle de 1956 vu d'un autre terrain.

Jean CORDILLOT

Secrétaire de la fédération communiste et député de l'Yonne, j'ai vécu l'année 1956 de manière très intense. Il n'est pas possible de traiter de tous les événements auxquels j'ai été directement mêlé dans le temps qui m'est imparti : je choisis donc de n'aborder que les questions liées à la guerre d'Algérie.

J'ai été élu député le 2 janvier 1956 après une campagne brève mais intense, sur laquelle je crois devoir revenir un instant pour la bonne compréhension des choses. La campagne que j'ai animée mobilisa des foules importantes au cours d'une bonne centaine de réunions publiques. Elle fut axée autour de deux thèmes majeurs : la paix en Algérie et la perspective d'un nouveau Front populaire. Ces deux thèmes rencontraient des échos profonds.

Pour ce qui concerne l'Algérie, l'aspiration à la paix était réelle. A la fin de 1955 déjà, des manifestations contre la guerre, assez nombreuses, s'étaient déroulées dans le pays, pas toujours - mais souvent - à l'initiative du Parti communiste. Même si la revendication de l'indépendance algérienne n'était pas clairement formulée, nous demandions impérativement la reconnaissance du bienfondé de la revendication à la liberté du peuple algérien et le retrait d'Algérie des troupes et des forces de police qui y avaient été acheminées. Et puis, et il faut s'en souvenir, au cours de la campagne, Guy Mollet lui-même avait fustigé *« une guerre imbécile et sans issue »*, ce sont ses propres termes.

Quant au thème du nouveau Front populaire, il éveillait aussi des résonances extrêmement sensibles : le souvenir de 1936 demeurait très présent et l'amélioration des rapports entre socialistes et communistes, nettement perceptible, suscitait de vrais espoirs. A ce propos, je livre deux souvenirs personnels qui me semblent aller bien au-delà de l'anecdote. L'instituteur et maire socialiste de Charmoy, localité proche de Migennes, qui s'était signalé quelques années auparavant par son anticommunisme militant et même virulent - j'en avais fait moi-même les frais au cours d'une campagne pour les élections cantonales - prit la parole au cours de ma réunion publique. Contrairement à mon attente il fit l'éloge, je le cite *« du jeune candidat communiste militant dévoué, républicain sincère, laïc éprouvé »* et du candidat socialiste *« autodidacte de grande intelligence »*, souhaitant l'élection de l'un et de l'autre, ce qui fut le cas d'ailleurs puisque c'était une élection à la proportionnelle, il est vrai assortie des apparentements. A Sergines, gros bourg du Sénonais, où une centaine de personnes participaient à ma réunion, je vis un homme d'une quarantaine d'années essuyer ses larmes alors que j'évoquais le Front populaire. Il prit la parole et, la voix hachée par l'émotion, il dit ce que cette période lui avait apportée à lui, jeune paysan, et, comme je prenais congé, il vint me serrer la main et, me tutoyant spontanément, me dit *« si tu es élu n'oublie pas : le nouveau Front populaire »*.

Les résultats du 2 janvier, on les connaît : en dépit des apparentements, une forte progression du nombre de députés communistes (153), qui formaient désormais le groupe le plus nombreux à l'Assemblée ; un succès aussi pour le Parti socialiste et pour les radicaux qui s'étaient déclarés favorables à la paix et qui constituaient ensemble le Front républicain. Le président de la République ayant fait appel à Guy Mollet pour diriger le gouvernement, nous décidâmes de lui accorder l'investiture. Je n'ai pas souvenir que des réticences se soient exprimées à ce sujet au sein du groupe. Mais quelques semaines plus tard, Guy Mollet déposait un projet de loi accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux qu'il justifiait par la situation en Algérie, laquelle disait-il, appelait le recours à des mesures et à des procédures exceptionnelles, et il posait la question de confiance.

Je garde le souvenir très vif de la réunion commune du groupe parlementaire et du comité central qui se tînt à l'Assemblée, salle Colbert, avant le vote fixé au 12 mars. Je n'étais pas partisan d'accorder les pouvoirs spéciaux. Certes, Guy Mollet affirmait vouloir les utiliser pour ramener la paix et, s'il le fallait, user de contrainte à l'égard de ceux qui s'y opposeraient. Mais la façon dont il avait capitulé devant les ultras, le 6 février, à Alger, me laissait plus que dubitatif ; en outre, il était fait mention très explicitement, dans le projet de loi, de mesures de caractère militaire qui m'inspiraient les plus sérieuses inquiétudes.

J'avais souvent eu l'occasion d'apprécier la clarté, la chaleur et la force de persuasion des interventions de Maurice Thorez ; mais, ce jour-là, il ne m'apparut pas convaincant. Il ne fit que répéter à maintes reprises, probablement sentait-il les réticences du groupe, le même argument : *« il ne faut pas risquer de sacrifier le tout à la partie »*. Le *« tout »* c'était l'union à gauche ouvrant la voie à un nouveau Front populaire et, on le comprend, je n'y étais pas insensible ; mais la *« partie »* c'était l'Algérie, la paix ou la guerre et ça pesait lourd. L'hypothèse a été émise dans la discussion de ce matin qu'il pouvait y avoir dans le *« tout »* une perspective de détente et la politique adoptée au regard du Maroc et de la Tunisie : en tout cas, il n'y fut fait aucune allusion ce jour-là ; c'est seulement au mois de juin, comme je le préciserai ultérieurement, que cet argument a été utilisé.

La première intervention fut le fait de Pierre Courtade, hostile à un vote favorable, qui exprima son point de vue avec une certaine violence et qui fut vertement repris par Jeannette Vermeersch. Je formulai timidement les objections qui étaient les miennes ; un autre député - lequel ? je ne le sais plus - se dit également contre. Beaucoup étaient tentés par l'abstention mais personne ne s'en fit l'écho. Tous les autres intervenants, ils furent assez peu nombreux d'ailleurs, approuvèrent les raisons invoquées en faveur d'un vote positif. En fait, je pense aujourd'hui qu'il n'était question que d'avaliser une décision déjà prise au bureau politique. Je veux quand même ajouter que nous étions l'objet de certaines pressions : ainsi, plusieurs d'entre nous avaient été abordés dans les couloirs par le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Georges Guille, député socialiste de l'Aube, qui nous avait amicalement conseillés, ce sont ses propres

termes, *« de ne pas faire les cons »*. Ebranlé par l'argument du Front populaire (et le souvenir de mon paysan de Sergines sur ce point a compté) mais pas convaincu, j'ai voté la confiance à Guy Mollet essentiellement par discipline. Une discipline que seul eut le courage de rompre clairement, en votant contre, Robert Ballanger.

Ce vote, nous l'avions assorti de réserves, d'une affirmation de la nécessité d'engager des discussions avec ceux contre qui on se battait pour aboutir rapidement à un cessez-le-feu et à l'arrêt de la répression et, surtout, d'un appel à développer les actions communes contre la guerre. Pour ma part - et nous étions tous je crois dans cet état d'esprit - je ne considérais pas ce dernier point comme une clause de style.

La suite devait malheureusement confirmer mes inquiétudes et mes pressentiments. Non seulement Guy Mollet ne fit pas la paix mais il aggrava la guerre et ce fut bientôt l'envoi du contingent en Algérie, d'abord sous la forme des rappels. Pour ce qui nous concerne, nous nous sommes employés très activement à faire monter et s'exprimer l'opinion à la guerre, je puis en témoigner. Ainsi, à Sens nous avons préparé en l'espace d'une journée, dès que nous fut connue la nouvelle d'un départ de rappelés, une manifestation qui eut lieu le soir du 28 mai. Après avoir défilé en ville, plusieurs centaines de personnes - 400 à 500 au moins - bloquèrent la gare pendant près de deux heures, empêchant effectivement l'embarquement de plusieurs jeunes soldats. Tout en nous réjouissant de la réussite de cette manifestation, force nous était de constater que les camarades socialistes et les électeurs influencés par le Parti socialiste n'y avaient pas ou peu participé. D'ailleurs dans *l'Yonne républicaine* du 29 avril, un communiqué signé du secrétaire de la section SFIO indiquait que la section socialiste *« saisie par la section du PC d'une proposition en vue de former un comité de paix en Algérie par la négociation, fait unanimement confiance à Guy Mollet dans la poursuite de son œuvre de pacification en Algérie et souhaite que tous les groupes politiques qui ont voté les pouvoirs spéciaux, continuent de lui apporter leur soutien sans réserves »*. Et dans *l'Yonne républicaine* du 4 mai, Jacques Piette, député socialiste de l'Yonne, motivait de la façon suivante son refus de recevoir une délégation de communistes sénonais qui avaient demandé à le rencontrer : *« Depuis quelques jours, les responsables locaux et départementaux du Parti communiste s'efforcent de créer dans le pays un climat d'hostilité à la politique algérienne du gouvernement Guy Mollet »*. Ces prises de position n'étaient visiblement pas sans effet. Nos appels à l'union, nos efforts sincères ne rencontraient pas beaucoup d'écho et la perspective du nouveau Front populaire s'évanouissait. J'ajouterai que la presse locale minimisa l'ampleur et la portée de cette manifestation ; plus généralement, à part *l'Humanité*, la presse fit peu écho à celles qui se déroulèrent dans nombre de départements.

Le 2 juin, Guy Mollet posa à nouveau la question de confiance sur l'ensemble de sa politique. Le groupe communiste ne la vota pas. Waldeck Rochet expliqua que nous condamnions la politique algérienne mais que nous donnions une appréciation positive sur les efforts en faveur de la détente internationale et sur

la politique marocaine et tunisienne ; dans ces conditions, nous décidions de nous abstenir volontairement, ce que *l'Humanité* traduisit par : *« le groupe communiste refuse la confiance »*. En réalité, c'est seulement quelques mois plus tard que, la question de confiance étant une fois encore posée, nous avons voté contre.

L'opinion publique n'évoluait pas dans le sens que nous souhaitions. Nous avons pu le vérifier à l'occasion d'une élection législative partielle qui eut lieu dans l'Yonne en juillet, à la suite de l'invalidation du député poujadiste et de la démission de celui qui avait été nommé pour lui succéder. Le Parti communiste perdait 4 695 voix tandis que le Parti socialiste progressait légèrement en voix et en pourcentage. Il y avait à ce recul plusieurs raisons. L'envoi du contingent en Algérie ne s'était pas traduit par une levée de boucliers. L'aspiration à la fin de la guerre restait forte mais l'idée progressait que ce résultat serait obtenu par une victoire sur les « rebelles » plutôt que par une négociation : au fond, la thèse de *« l'Algérie, trois départements français »* n'avait pas fini de faire des ravages. Et notre vote du 12 mars avait contribué à désorienter notre électorat, je le pense sincèrement. D'ailleurs, il nous fut reproché à plusieurs reprises au cours de la campagne, bien différente de celle qui avait précédé le 2 janvier. L'espoir n'était plus là (ce qui se traduisait aussi par des abstentions beaucoup plus nombreuses) et le nouveau Front populaire n'était plus à l'ordre du jour.

Enfin, les révélations du 20e congrès du PCUS sur le rôle de Staline, les tergiversations, le mot est faible, à propos du *« rapport attribué à Khrouchtchev »*, les révoltes réprimées de Poznan ébranlaient de toute évidence la confiance de pas mal de nos électeurs, comme le soulignait *l'Yonne républicaine* dans ses commentaires au lendemain du scrutin. Le rédacteur parlementaire du journal notait que *« cette élection était considérée à Paris comme un test de première importance »*. Nous n'avons certainement pas accordé à cette remarque toute l'attention qu'elle méritait et ne nous sommes pas livrés à une analyse suffisamment rigoureuse des résultats. Notre recul de près de 5 000 voix fut occulté à nos yeux par une perte de pourcentage limitée de 0,3 % jugée négligeable, alors qu'à y regarder de plus près, ce faible écart en pourcentage était dû à une forte abstention et à un nombre de bulletins blancs et nuls exceptionnellement élevé. Enfin, nous sous-estimions la portée de la progression importante enregistrée par le candidat poujadiste qui n'était pas sans rapport avec l'évolution de l'opinion au regard de la guerre d'Algérie. Mais l'heure n'était pas à un regard résolument critique, à la remise en cause ni de l'appréciation sur le 20e Congrès, ni de notre vote du 12 mars. Au congrès du Havre, nous aurions pu analyser l'élection partielle de l'Yonne et en tirer de premiers enseignements. Nous ne l'avons pas fait.

Tardivement, le parti a révisé son appréciation sur le vote du 12 mars par la voix d'Etienne Fajon et, je crois, de Roland Leroy. Tardivement, trop à mon gré et pas de façon totalement satisfaisante. Personnellement, ce vote ne cesse de me tarauder aujourd'hui encore, même si j'admets que la situation était exceptionnellement complexe, même surtout - et j'y insiste - si le parti dans son

ensemble et avec courage a engagé sans tarder, dans des conditions très difficiles, au Parlement, dans les différentes assemblées élues mais surtout sur le terrain une lutte résolue contre la guerre et ses divers aspects, une lutte reconnue, d'une certaine façon, par la répression que nous avons subie - des saisies de *l'Humanité* aux poursuites contre les militants - une lutte sans répit dont nous avons le droit d'être fiers.

Danielle TARTAKOWSKY

Je donne à présent la parole à Claude Lecomte, qui était responsable des Jeunesses communistes et qui nous parle des activités militantes particulièrement exposées de cette organisation contre la guerre d'Algérie.

Claude LECOMTE

C'est un exercice difficile de replonger dans des souvenirs de cinquante ans en tentant de retrouver ses réactions d'alors sans tenir compte de ce que l'on a appris depuis. Pour moi, l'année 1956 commence bien plus tôt, avec la dissolution de l'Assemblée par Edgar Faure. Depuis deux ans, nous luttions pour la fin de la guerre en Algérie avec le souci de convaincre qu'il s'agissait bien d'une guerre et non d'une simple opération de police, comme le prétendait en 1954 le ministre de l'Intérieur François Mitterrand. Avec l'obstacle toujours présent de cette affirmation qu'il s'agissait de trois départements français comme on nous l'avait enseigné à l'école depuis des décennies. C'est tellement vrai que, contrairement à ce qu'on entend parfois, ce ne sont pas les pouvoirs spéciaux qui ont envoyé le contingent en Algérie. Il y était déjà car on allait en garnison à Alger, à Beaune ou à Constantine comme on serait allé en garnison dans n'importe quelle ville de France. J'ai donc participé pleinement à la campagne électorale. J'y ai entendu les promesses de paix des représentants du Front républicain, cette coalition un peu hétéroclite de Guy Mollet à Chaban-Delmas. Et je me suis réjoui de la victoire de ceux qui se réclamaient de la gauche et s'affirmaient partisans de la paix le 2 janvier 1956.

Le gouvernement formé, assuré du soutien communiste, ainsi que Jean Cordillot vient de le confirmer, vint la première désillusion avec la capitulation de Guy Mollet sous les tomates des ultras d'Algérie, le 6 février. J'ai approuvé le vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956, pensant qu'ils pouvaient être utiles pour maîtriser les partisans de la guerre et ouvrir des négociations avec les combattants algériens, négociations qui eurent effectivement un commencement avec la mission de Pierre Commin à Rome. J'étais persuadé, et je le demeure en partie, qu'une opposition de notre part à ces pouvoirs spéciaux aurait été considérée comme une entrave aux efforts du gouvernement Guy Mollet de recherche d'une solution pacifique à cette guerre.

Le reste de l'année a été consacré à cette lutte pour la négociation, car nous nous étions rendus compte que, loin de rechercher la paix, le gouvernement

s'enfonçait chaque jour davantage dans l'intensification de la guerre. Le 2 juillet, Alban Liechti écrivait au président de la République pour lui annoncer son refus de combattre le peuple algérien. Après de vives discussions, nous lui apportions notre soutien et avions des discussions avec les conscrits pour leur demander de suivre cet exemple. Le 19 novembre 1956, Alban était condamné à deux ans de prison par un tribunal militaire pour « refus d'obéissance ». Tout au long de cette année, nous avons rencontré chaque jeune membre de l'Union de la jeunesse républicaine de France avant son incorporation, nous l'avons appelé à se conduire à l'armée en jeune travailleur, à refuser les ordres injustes, nous lui avons fait connaître *Soldat de France,* journal clandestin destiné aux soldats, en lui demandant de le distribuer et de nous écrire pour alimenter sa rubrique du « coin du soldat ». C'est grâce à ce système que nous fournissions également des informations à *l'Humanité* et à *l'Avant-garde*.

Dans la même période, il nous fallait lutter contre les tentatives de réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, la nomination du général Speidel au commandement des troupes de l'OTAN, qui mettait de jeunes Français sous les ordres de l'ancien chef d'Etat-major de la Wehrmacht lors des combats pour la libération de la France. Là aussi, le refus d'un certain nombre de jeunes de partir à l'armée sous les ordres de ce général a nécessité de mener le combat pour leur libération.

Un autre sujet nous préoccupait, d'organisation cette fois, avec la préparation du congrès du Parti communiste qui devait se tenir au Havre et se prononcer pour la renaissance de la Jeunesse communiste dans la perspective d'un congrès constitutif à la fin de l'année. Il nous semblait que le moment était propice à nous affirmer résolument communistes tant les événements en France et dans le monde montraient la justesse de nos analyses : succès de l'appel de Stockholm, victoire du socialisme en Chine, développement des mouvements de libération des peuples, lutte sociale dans des pays comme le nôtre. Le rapport Khrouchtchev, que j'ai lu comme chacun dans *Le Monde,* m'a paru outrancier, empreint d'un règlement de comptes au sein de la direction du Parti communiste de l'URSS. Je me souviens d'avoir été sceptique sur l'affirmation de Khrouchtchev déclarant que Staline dirigeait la guerre sur une mappemonde d'écolier - passage d'une exagération à une autre ! - et j'ai fait partie de ceux qui assistèrent au compte rendu du 20e congrès du PCUS, salle Wagram, je crois, où Jacques Duclos fit applaudir le nom de Staline comme dirigeant de la guerre contre le nazisme.

Les événements de Hongrie sont survenus quand nous étions en pleine bataille, toujours contre la guerre d'Algérie et contre l'expédition militaire franco-britannique sur le canal de Suez nationalisé par Nasser. On voulait nous entraîner dans une nouvelle guerre, une opération de reconquête colonialiste. La propagande délirante de la presse, de la radio, de la télévision naissante, nous a renforcés dans l'idée qu'il s'agissait en Hongrie d'une opération téléguidée de Washington contre le socialisme. Idée renforcée par le fait que la Hongrie avait

été onze ans plus tôt le dernier allié de l'Allemagne nazie et qu'il devait bien rester dans ce pays des nostalgiques de cette époque si proche ! Le spectacle complaisamment rapporté par la presse de communistes pendus dans les rues ne pouvait que nous renforcer dans l'optique d'une contre-révolution. J'ai entendu des camarades à la section du parti du 19e arrondissement s'exclamer *« qu'est-ce qu'ils attendent les Russes pour y aller ! »*.

Le 7 novembre, l'attaque menée par des hommes de main de la droite extrême entraînant de jeunes lycéens contre le siège du parti puis contre celui de *l'Humanité*, les cris appelant à mettre le feu, la bataille pour sauver le journal nous ont marqués. J'ai fait partie de la colonne formée à la gare du Nord sous la conduite de Paul Laurent, qui attaqua les agresseurs de *l'Humanité* à coups de bouteilles de Coca-Cola garnissant un camion providentiel de livraison. Et le lendemain nous avons encore longuement manifesté dans les rues de Paris. Quelques jours plus tard, à l'occasion d'un meeting tenu au Vél d'Hiv, une tentative d'agression contre l'immeuble de la Jeunesse communiste, rue Humblot dans le 15e arrondissement, fut mise en échec par notre résistance dans l'immeuble et la venue d'une colonne de secours dirigée, si mes souvenirs sont bons, par Henri Martin.

Au souvenir de tant d'événements, je rejoins Jules Vallès décrivant la situation sous l'Empire et la traduisant ainsi : *« allez donc peser les théories sociales quand il tombe de ces grêlons de fer dans le plateau de la balance »*. L'année s'est terminée par la tenue du congrès constitutif de la Jeunesse communiste, avec son cortège de fêtes de fin d'année qui étaient axées pour l'essentiel autour de la lutte contre la guerre d'Algérie. L'année 1957 allait commencer avec toujours, au centre de nos soucis, la poursuite de cette guerre et l'action légale et illégale, ouverte et clandestine, menée pour y mettre fin.

Danièle TARTAKOWSKY

Je donne la parole à Henri Martin, dirigeant de l'UJRF, élu au comité central lors du 14e congrès du PCF en 1956.

Henri MARTIN

D'abord je précise que, lorsque j'ai connu la réalité des crimes de Staline, j'ai été - et je le reste - saisi d'horreur. Je ne lui trouve aucune excuse. Je pense aussi que la direction du Parti communiste français de l'époque a eu tort d'essayer de masquer l'ampleur de ces crimes. Mais je ne suis pas d'accord avec la manière de traiter cette année 1956 dans la déclaration du PCF du 23 octobre 2006. Celle-ci donne l'impression qu'il n'y avait aucune menace de guerre mondiale et que seule l'Union soviétique aurait utilisé la force des armes pour régler des différends politiques ; de plus, elle aurait aussi été le seul pays du monde à souffrir d'un manque de démocratie. Les pays capitalistes qui ont soutenu nombre de dictatures et qui continuent, peuvent dire merci. J'ai l'impression que les rédacteurs de ce texte me font la leçon sur ce que j'aurais dû faire en 1956. C'est très facile cinquante ans après.

Revenons à cette époque. Les communistes français sont très inquiets des informations que donne la grande presse sur le 20e congrès du PCUS et attendent avec impatience le compte rendu qui a été annoncé à la salle Wagram. A un moment de son intervention, Jacques Duclos est amené à citer, comme il le fait d'habitude, Marx, Engels, Lénine et, entraîné par l'habitude, il cite avec le même élan Staline. Dans la salle, chacun de nous pense que si Jacques, qui a assisté au congrès du PCUS, associe le nom de Staline à Marx, Engels et Lénine, c'est qu'il est toujours digne de l'être. C'est un immense soulagement pour tous ceux qui sont dans la salle, qui se lèvent et applaudissent longuement. Tous les membres du bureau de la Jeunesse communiste étaient assis au même rang. Je me rappelle que nous nous regardions en souriant, heureux, soulagés. Pour nous, les commentaires que nous avions lus constituent désormais un mensonge de plus et nous n'allons plus passer de temps à lire les mensonges des autres journaux. Nous avons très peu écouté le reste du discours, tant nous étions soulagés. Lorsqu'on nous accuse aujourd'hui d'avoir applaudi les crimes de Staline, c'est totalement déformer le sens de la réaction des militants communistes et les injurier gravement.

D'autant qu'à l'époque, une de nos tâches les plus urgentes était de mobiliser notre peuple pour arrêter la guerre d'Algérie qui faisait des victimes tous les jours. Bientôt, le gouvernement socialiste va rappeler 170 000 soldats dont des dizaines de milliers vont mourir en même temps que des centaines de milliers d'Algériens. Au sujet des pouvoirs spéciaux qu'on nous reproche d'avoir votés : si nous ne l'avions pas fait, nous aurions été accusés de ne pas avoir donné au gouvernement les moyens de faire la paix. Toutefois, ce vote aurait été plus compréhensible par les Algériens. Dans cette période, notre préoccupation essentielle, à la JC, est d'organiser des manifestations contre cette guerre. En 1955, nous avons joué un rôle déterminant pour faire manifester 40 000 soldats sur les 60 000 rappelés. L'exemple de la caserne de Richepanse à Rouen, où les rappelés avaient tenu tête aux CRS pendant deux jours, en liaison avec 10 000 manifestants amenés par le secrétaire fédéral du parti : Roland Leroy, en est un exemple parmi bien d'autres. Cette année, toujours, le communiste français Alfred Gerson qui aidait les communistes algériens à diffuser le matériel clandestin *Soldat de France* est torturé par les parachutistes ; leur général sable le champagne pour fêter cette capture qu'il trouve importante.

En 1956, après le vote des pouvoirs spéciaux, soi-disant destinés à contraindre les colonialistes à la paix, nous ferons manifester 60 000 rappelés sans attendre que le gouvernement socialiste tienne ses promesses. Celui-ci réagit vivement et 240 communistes qui ont organisé ou soutenu ces manifestations sont inculpés. J'en fais partie, mais je ne suis pas arrêté car la précédente campagne pour ma libération l'a fait réfléchir. Plusieurs emprisonnés le seront par contre pendant un an : Jacques Vigier, ancien maire de Saint-Pierre-des-Corps, décédé aujourd'hui, Maxime Bonnet, ancien lieutenant FTP, enseignant à Valençay, décédé aussi, l'instituteur Fanton dans la Creuse, la mère de Maurice Gastaud, qui habite dans le 20e arrondissement de Paris et qui distribuait *Soldat de*

France aux soldats casernés à Vincennes… Six millions de ces tracts seront diffusés pendant cette guerre.

Pendant cette période Alban Liechti écrit sa lettre au président de la République le 2 juillet. En septembre 1957, le comité central prend la décision de multiplier son exemple mais seulement trente-sept militants la suivront et, en 1959, Maurice Thorez demandera d'arrêter les refus individuels et d'intensifier le travail clandestin, dont on verra les résultats dans le refus massif des soldats du contingent de suivre les généraux factieux. A l'ouverture du 14e congrès du PCF, le 18 juillet 1956, une lettre de dix-sept communistes emprisonnés à Fresnes sera lue, ce qui attire l'attention du congrès sur cette guerre qui déshonore encore une fois notre pays. Maurice Thorez conclut le congrès en disant : *« A l'œuvre pour l'unité de la classe ouvrière, pour l'union de toutes les forces démocratiques en vue d'imposer le cessez-le-feu »*. Mais le gouvernement socialiste qui poursuit *l'Humanité* chaque fois qu'elle parle d'indépendance du peuple algérien - on s'étonnait ce matin qu'elle n'en ait pas parlé plus : chaque fois cela coûtait très cher au journal - va se lancer dans l'aggravation de la guerre et, avec le soutien de l'Angleterre, attaquera l'Egypte qu'il accuse d'aider les Algériens. En fin d'année, ce gouvernement ne se sentira pas gêné de manifester coude à coude avec les fascistes, ceux-là même qui viendront incendier le siège du comité central puis s'attaqueront à celui de *l'Humanité* et réitéreront même, quelques jours après, en s'en prenant au siège national de la Jeunesse communiste.

Dans cette même année 1956 se poursuit évidemment la mise en œuvre de la stratégie lancée en 1946 par le discours de Churchill à Fulton, celle de la destruction du communisme, y compris par la guerre. Ce qui s'est passé en Hongrie n'est pas un événement séparé de cette stratégie. Ne pas en tenir compte, c'est masquer la réalité de cette époque. Si on observe attentivement une carte de l'Europe, on constate que la Hongrie s'enfonce comme un coin dans le bloc des états alliés à l'URSS. En cas de guerre, le changement de camp de la Hongrie donnerait évidemment une aide énorme aux assaillants capitalistes. Il ne s'agit pas là de considérations morales, mais de stratégie militaire. Le rôle dirigeant joué par le cardinal Mindszenty, ancien pilier du régime fasciste de Horthy revenu au gouvernement, qui joue effectivement un très grand rôle pour demander l'aide de l'Ouest, créait les conditions pour faciliter une intervention qui n'aurait pas été, évidemment, limitée à l'humanitaire. La question n'était donc pas seulement intérieure à la Hongrie, ce qui aurait été un problème tout à fait différent, comme cela fut le cas en Pologne, mais pouvait déboucher sur une guerre mondiale.

Dans cette situation, il n'y avait pas seulement le juste désir du peuple hongrois de plus de démocratie. Derrière celui-ci s'abritait le déclenchement potentiel d'une guerre mondiale qui aurait fait encore plus de morts que la précédente. Ce ne sont pas des manifestations pacifiques qui ont permis, en 48 heures, de massacrer des milliers de communistes, pourtant armés, abrités dans leurs locaux, en les pendant à leurs balcons, mais une organisation militaire très bien préparée, avec une infiltration dans les derniers jours à travers la frontière.

Dans le numéro d'*Historia* de novembre 2006, on voit à la page 80 la photo d'un insurgé armé qui a une jambe en bois. Il est cité comme ancien combattant, sous-entendu : comme défenseur de la patrie. Mais c'est aux côtés de l'armée nazie que les anciens combattants hongrois ont combattu. Cela d'autant plus facilement que les forces révolutionnaires, qui avaient pris démocratiquement le pouvoir en 1919, avaient été pourchassées et étaient devenues quasiment inexistantes. Démobilisés, ces combattants qui s'étaient opposés farouchement à l'armée soviétique - à l'exception des responsables nationaux fascistes - ont été affectés à la reconstruction du pays, d'abord en relevant les ruines, puis dans les usines. Pour ces « ouvriers », anciens membres militants de l'armée fasciste, l'heure était à la revanche sanglante contre les communistes. Ce sont ces « ouvriers » qui affrontèrent l'armée soviétique. Les armes leur arrivaient par la frontière autrichienne, dans les caissons de la Croix Rouge. Les communistes français qui travaillaient à Budapest, au siège de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique en ont témoigné, à l'époque.

Exactement à la même époque, la France et l'Angleterre, qui soutenaient l'insurrection hongroise au nom de la liberté, intervenaient contre la liberté du peuple égyptien de nationaliser le canal de Suez ; et la France continuera pendant encore six années sanglantes à s'opposer aux droits de l'Algérie de vivre libre. De plus, la France reniait sa signature du 20 juillet 1954 à Genève qui l'engageait à permettre, en 1956, l'organisation d'élections libres dans tout le Vietnam. Cette signature reniée coûtera 3 millions de morts au peuple vietnamien, plus les blessés, plus l'agent orange qui tue encore aujourd'hui. Ce n'est pas par « manœuvre politique » qu'à l'époque, le PCF parle plus de la guerre d'Algérie que de l'intervention en Hongrie, ainsi que je l'ai entendu dire hier. C'est tout simplement parce que la guerre d'Algérie dure plus longtemps et que c'est la France qui est l'agresseur. Il ne faut pas écrire une histoire amputée de faits essentiels.

Je pense que l'URSS de 1956, qui ouvrait le goulag, était prête à donner plus de libertés au peuple hongrois, car elle avait commencé à le faire en Pologne. Mais elle n'était pas prête à laisser la Hongrie se transformer en base d'attaque contre elle, directement à sa frontière, alors qu'elle avait besoin de paix pour reconstruire le pays. Ce n'était plus une question politique, c'était une question militaire qui pouvait déboucher ou non sur une guerre mondiale. Dans cette année 1956, il faut compter toutes les victimes. Les plus nombreuses n'ont pas été le fait de l'URSS. Qui a intérêt à le masquer dans cette année 2006 où l'impérialisme américain veut dominer le monde et massacre les gens qui lui résistent ? Ne masquons pas les faits qui nous déplaisent !

En conclusion, je pense que dans l'intérêt des batailles actuelles, il ne faut pas - cinquante ans après - continuer à combattre l'URSS qui n'existe plus et continuer d'accuser les communistes français de 1956 d'avoir été les complices de Staline. Passons à des choses plus actuelles et plus importantes pour notre peuple.

Danielle TARTAKOWSKY

Avant de donner la parole à la salle, je souhaite réagir. L'intitulé de cette séance était *« l'année 56 vécue par des militants communistes »*. Je trouve éclairant, à l'écoute des quatre témoins, que 1956 - dont nous savons bien qu'elle est une année extrêmement polysémique - ne signifie pas la même chose pour les militants. Ils ne parlent pas du même lieu géographique, ils ne parlent pas des mêmes responsabilités, ils n'ont pas les mêmes priorités. Il me semble que cela constitue une leçon pour les politiques, mais également pour les historiens : un appel à ne pas céder à l'injonction commémorative qui nous dit ce qu'il faut commémorer et, nous disant ce qu'il faut commémorer, nous dit ce que nous devons entendre par 1956. Ce qui me paraît intéressant pour l'historien - je tends ici une perche à destination des intervenants de tout à l'heure, puisque ce sont majoritairement des historiens - c'est de tenter de comprendre pourquoi, pour tel ou tel militant, tel ou tel groupe de militants, telle ou telle formation, c'est tel aspect de 1956 qui occupait nécessairement le devant de la scène, dans des articulations avec le reste qu'il faut ensuite déterminer.

Un intervenant

Je souhaiterais obtenir des informations plus précises au sujet du si controversé vote par les députés communistes des pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet. Il me semble que l'on n'insiste pas assez sur le fait qu'il s'agissait d'un vote pour la pleine application du programme de Front républicain, lequel prévoyait noir sur blanc l'ouverture de négociations avec les représentants du peuple Algérien, du Front de libération nationale en l'occurrence. Il serait d'ailleurs intéressant de savoir s'il existe des archives de la SFIO relatives à ce point. Toujours est-il que la direction du Parti communiste français était informée de l'existence de premiers contacts. Des négociations officieuses avaient eu lieu à Rome entre des représentants du Front de libération nationale et le secrétaire général-adjoint du Parti socialiste. Ces éléments peuvent expliquer le vote des pouvoirs spéciaux.

Jean CORDILLOT

Sur ce point précis, je n'ai pas de grande précision à apporter. Ce que je peux dire, c'est qu'effectivement, Guy Mollet affirmait demander les pleins pouvoirs pour faire la paix. Mais le comportement qui avait été le sien à Alger, le 6 avril, pouvait faire douter de la réalité de sa volonté d'user des pleins pouvoir notamment contre les ultras qui avaient acclamé Soustelle. Le fait qu'il ait très rapidement retiré le général Catroux, d'abord nommé ministre résidant en Algérie, constituait un autre indice de la faiblesse de cette volonté politique. Mais je suis bien d'accord avec ce que disait tout à l'heure Claude Lecomte, si nous n'avions pas voté les pouvoirs spéciaux, on nous aurait effectivement accusés de n'avoir par donné au Parti socialiste et au gouvernement de Guy Mollet la possibilité de faire la paix en Algérie. Cela demeure un éternel débat. Je reste pourtant convaincu que ce vote n'a pas contribué à faire la clarté.

Marc GIOVANINETTI

J'adresserai ma première question à Monsieur Coubard. Je sais que, au début de 1957, une délégation du comité central du Parti communiste français va rencontrer une délégation du Parti communiste polonais. Parmi les motifs de cette rencontre, les reproches qu'adressent les Français aux Polonais pour avoir laissé passer dans la presse et dans certaines maisons d'édition polonaises des articles ou des livres défavorables au PCF. Notamment un ouvrage de Pierre Hervé, qui avait été exclu du PCF au début de l'année 1956, et quelques écrits d'Auguste Lecœur, exclu également deux ans auparavant. Vous et vos confrères polonais aviez-vous vent de ces accusations ? Régnait-il réellement une certaine liberté de publication dans la presse polonaise ?

Je poserai immédiatement une deuxième question destinée à Monsieur Cordillot. Vous m'aviez dit, il y a quelque temps, que vous aviez accompagné Raymond Guyot à la réception de l'ambassade d'Union soviétique, le 7 novembre, pour l'anniversaire de la révolution soviétique, soit deux jours après l'intervention en Hongrie. J'aimerais savoir quelle était l'ambiance et si on se glorifiait de l'intervention contre les « fascistes hongrois », puisque telle était la version officielle. Plusieurs autres membres du bureau politique du PCF étaient présents, eux-mêmes étaient-ils réjouis ?

Jacques COUBARD

Oui, je confirme qu'une liberté nouvelle de la presse polonaise régnait alors. Dans ce contexte, des journalistes font référence à des textes qui paraissent en France ou en Italie après le 20e congrès du PCUS, ils peuvent dénoncer librement des scandales touchant le pouvoir politique ou des institutions, etc. C'est ce que les membres du Parti ouvrier polonais ont appelé à l'époque *« la révolution d'octobre polonaise »*, vous mesurez la force de cette référence. On pouvait effectivement constater toute une effervescence de ce point de vue là.

Il est exact que des désaccords se sont exprimés entre le parti français et le parti polonais. C'est la raison de l'invitation d'une délégation française par Gomulka, en 1957 me semble-t-il. Dirigée par Raymond Guyot, cette délégation comprend quatre membres qui effectuent une visite en avion à travers la Pologne et rencontrent la direction du parti polonais. Il y avait Raymond Guyot, Gustave Ansart et deux autres dont j'ai oublié les noms, bien que j'ai accompagné cette délégation et que j'ai assisté aux discussions. Le programme était tout à fait ancré dans la réalité, je dirais de terrain, c'est-à-dire que les discussions n'avaient pas lieu seulement avec les dirigeants locaux du Parti ouvrier, mais directement avec les gens : des mineurs, ici, ou des métallurgistes, là, etc. Tous soutenaient les réformes de Gomulka et quand ils nous montraient comment les choses se passaient dans leurs entreprises, nous constations que c'était absolument différent de tout ce que nous avions pu penser. Ce genre de choses n'était jamais apparues auparavant parce que, habituellement, quand les délégations - et j'en ai accompagnées - traversaient une usine, elles ne pouvaient certainement pas apprendre grand chose sur ce qui s'y passait réellement. Raymond Guyot et les autres camarades de la délégation ne m'ont pas paru bouleversés

mais, quand même, réfléchissaient et constataient que quelque chose s'était passé qu'on n'avait pas vu.

Jean CORDILLOT

Effectivement, dans l'après-midi du 7 novembre, j'ai été abordé dans les couloirs de l'Assemblée par Raymond Guyot. Il semblait visiblement inquiet de ce que serait la réception à l'ambassade d'URSS à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'octobre, et m'a demandé de l'y accompagner. Je dois dire que j'étais plus que réticent, non pas en raison des événements mais, beaucoup plus prosaïquement, parce que je n'étais vraiment pas dans une tenue indiquée, dans mon esprit tout au moins, pour aller à une telle réception. Raymond Guyot a vivement insisté et m'a même emmené dans sa voiture. J'ai donc assisté à la réception. Je dois dire que, ce soir là, il y avait très peu d'assistance à l'ambassade d'URSS. Plusieurs membres du bureau politique étaient présents ; lesquels ? Je ne saurais le dire. L'atmosphère générale, autant que je m'en souvienne, était plutôt morose, mais l'approbation de l'intervention soviétique en Hongrie était évidente.

Ce dont je me souviens mieux, c'est qu'en sortant de l'ambassade, le chauffeur de Guyot, qui avait écouté la radio, lui a dit : *« Raymond, tu sais, ils ont mis le feu au Comité central »*. Dans l'effervescence, nous sommes partis rejoindre la colonne qui marchait sur *l'Humanité*. Ensuite, nous nous sommes retrouvés, je crois, au 120 rue Lafayette. Marcel Servin, qui était sorti par les toits du siège du comité central est arrivé. C'est là qu'a pris naissance le tract qui a été publié le lendemain, qui comportait une formule suggérée par Raymond Guyot, dont je n'ai plus le souvenir exact, mais qui parlait de *« sonner aux oreilles des fascistes »*.

Je veux souligner que cette atmosphère de violence extrême ne régnait pas qu'à Paris, mais dans nos petites villes de province aussi. Ainsi, dans l'Yonne, le siège de la fédération était à mon domicile, qui était en plus la maison du député. Une manifestation est allée de l'hôtel de ville au monument aux morts. Mon domicile ne se situait pas du tout sur ce parcours, mais la manifestation a fait un crochet pour venir devant chez moi, où elle m'a copieusement hué. Elle était conduite par le maire RPF de Sens, l'archevêque et le secrétaire de la section socialiste. Je dois dire aussi, mais cela tient plutôt de l'anecdote, que nous nous étions un peu préparés à cette éventualité et que si les manifestants avaient tenté de donner l'assaut, ils auraient été bien reçus.

Hélène CUENAT

Je reviens sur ce que vous avez dit tout à l'heure, Monsieur Cordillot, et sur le petit débat qui a suivi. Je ne suis pas d'accord avec l'appréciation que *« si on n'avait pas voté, alors on nous aurait rendu responsables de la suite, c'est-à-dire de la guerre »*. J'estime qu'on ne vote pas les pouvoirs spéciaux à qui que ce soit, sans avoir un programme, un projet et en disant comment on peut le réaliser. Et lorsqu'on est précisément sur le point d'avoir des élections importan-

tes, d'envisager la réalisation d'un projet, on ne donne pas les clés comme ça à quelqu'un. J'estime qu'en la circonstance, le PCF a cédé avant même d'avoir essayé de combattre.

Jean CORDILLOT

On ne peut pas dire que le gouvernement de Guy Mollet n'avait pas de projet. Des dispositifs très précis figuraient dans le projet de loi sur les pouvoirs spéciaux. Et Guy Mollet disait *« oui, il y a des mesures militaires qui sont prévues, mais je veux les utiliser pour contraindre les partisans de la force en Algérie, pour contraindre les gros possédants »*. Personnellement, je n'y croyais pas. Je ne croyais pas à sa volonté politique. Mais on ne peut pas dire qu'il n'y avait pas de projet. Si je reste convaincu qu'il ne fallait pas voter les pouvoirs spéciaux, je suis néanmoins persuadé que si nous ne les avions pas votés, une campagne anticommuniste effrénée aurait été déclenchée. Il est vrai qu'aux élections partielles de l'Yonne, le 1er juillet, le PCF a perdu 5 000 voix. Je pense que le vote des pouvoirs spéciaux y a été pour quelque chose, entre autres facteurs. Mais si nous avions voté autrement, nous aurions vraisemblablement perdu aussi des voix, pour des raisons inverses. Le problème, c'est que nous n'avons pas analysé pourquoi nous avions perdu des voix.

Nathalie ETHUIN

La discussion qui a lieu prouve à quel point il est difficile, cinquante ans après, de parler de l'année 1956. Je souhaitais réagir à l'intervention d'Henri Martin. Je pense qu'il a dû être difficile pour vous, Monsieur Martin, d'entendre durant ces deux journées, les interprétations de jeunes chercheurs qui n'ont jamais vécu cette expérience, qui n'ont pas eu à vivre ces contradictions, ces périodes de violence que vous venez de rappeler. Mais il ne me semble pas qu'il y ait eu, de la part de qui que ce soit, la volonté de donner des leçons. Nous n'étions pas là pour vous dire : *« vous auriez dû, ou vous n'auriez pas dû, voter les pouvoirs spéciaux, etc. »*, mais pour objectiver ce qui s'est passé. Disant cela, je mesure à quel point il peut être inconfortable, cinquante ans après, de voir des jeunes chercheurs objectiver ce que vous avez fait et vécu. Personnellement, je tiens à préciser que je n'ai jamais voulu donner de leçon à quiconque. Lorsque j'ai rappelé que Jacques Duclos avait fait applaudir Staline à la salle Wagram, je n'ai jamais dit, et personne ne l'a dit, ni hier, ni aujourd'hui, qu'il avait fait applaudir les crimes de Staline, mais qu'il avait fait applaudir ce qu'il avait appelé *« les mérites »* de Staline, en le contextualisant.

Ce point me permet de revenir sur ce que je disais dans ma communication en évoquant *« la posture d'historien trouble mémoire »*. J'ai emprunté cette expression à Pierre Laborie, qui qualifiait ainsi les historiens qui ont travaillé sur la Résistance. Il écrivait à ce sujet que *« l'historien est et doit être un trouble mémoire, attentif à rappeler que des lignes de partage existent, que tous les écarts ne sont pas réductibles. Ecart entre la conviction de l'expérience vécue*

et les interrogations critiques portées de plus loin sur le déroulement du passé. Ecart entre les vertus de la commémoration et la rigueur de la méthode historique. Ecart entre une mémoire identité, ciment d'une solidarité et d'une fraternité d'essence supérieure et des mémoires durement autopsiées, décapées et recoupées pour les besoins de la vérité ». Je pense que nous somme là au cœur du sujet. Il y a une mémoire, des mémoires qui s'entrechoquent sans qu'il y ait aucune leçon à donner. Cette séance de témoignages constitue un beau moment, courageux.

Henri MARTIN

Je n'ai souhaité accuser personne dans cette salle. Ce que j'ai mis en accusation, c'est la déclaration de mon parti que je trouve extrêmement maladroite. Que, par ailleurs, des jeunes chercheurs, qui n'ont évidemment pas vécu cette période, portent des appréciations dans leurs travaux parce qu'ils n'ont pas eu suffisamment de conversation avec des gens qui l'ont vécue, ne me choque pas du tout. Cela fait partie, disons, des hésitations dans le travail de recherche. Mon propos visait nommément, une ligne politique qui me paraît dangereuse pour l'unité du Parti communiste.

Naftali SKROBEK

Je suis devenu communiste comme d'autres deviennent catholiques. Né chez des communistes, j'ai bu - comme on dit - le communisme avec mon petit lait. Je voudrais redire que les actes des millions de communistes ont été motivés par le projet qu'ils portaient, profondément humain, de changer un univers fait d'injustices et de morts. Alors, il faut comprendre une réaction comme celle d'Henri Martin. Cela a été dur de prendre connaissance du rapport Khrouchtchev, dur de découvrir une certaine réalité. Mais je veux souligner qu'il revient aux historiens de rétablir la vérité. Et il faut veiller à ne pas tout justifier, parce que beaucoup de choses restent injustifiables. Henri Martin a d'ailleurs commencé son intervention en disant : *« les crimes de Staline ne sont pas justifiables »*. Il a tout dit là. On peut discuter sur bien des points, mais il ne faudrait pas que la recherche prenne un caractère d'antagonisme. On est en train de rétablir l'histoire, chacun apporte son témoignage, sa vie.

Jean-Paul SCOT

L'historien n'a ni à édicter une vérité, ni à justifier ce qui s'est passé. Il peut tout au plus se permettre de chercher à comprendre ce qui s'est passé et à l'interpréter. Je suis navré d'avoir à rompre avec la sensibilité qui s'exprime dans cette table ronde, mais moi, je cherche à comprendre par comparaison. Je poserai la question assez simplement. Pour comprendre le vote des pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet, ne faut-il pas le comparer, par exemple, avec l'abstention exprimée par le Parti communiste au gouvernement Ramadier, en mars 1947, à propos de l'affaire d'Indochine ? On sait que Waldeck Rochet,

en particulier, aurait souhaité que les parlementaires communistes votent « contre » et que les ministres communistes sortent du gouvernement pour cela. Or, à l'époque, Maurice Thorez a répondu : *« il n'est pas question de sortir du gouvernement sur des problèmes de politique coloniale* [et - sous-entendu - extérieure]. *Il faut sortir sur des questions de politique nationale, si on ne peut pas maintenir plus longtemps la collaboration »*. On a là une démonstration de cette position un peu trop facile, consistant à *« ne pas compromettre le tout à propos de la partie »*.

Mais, à mon avis, la question est plus vaste, parce qu'on retrouve la même situation dans les négociations de 1976-1977 sur le Programme commun. Je crois que, fondamentalement, le Parti communiste, dans ses rapports avec le Parti socialiste, ne pose pas la question du rapport à l'Etat, du partage du pouvoir d'Etat. En 1956, on ne négocie pas avec le Parti socialiste, alors que Duclos a des forts doutes sur l'application des pouvoirs spéciaux - et il l'exprime d'ailleurs. Tout simplement parce que le PCF apporte un soutien au Parti socialiste, mais en n'imaginant de solution réelle au problème que si les communistes étaient à tête du gouvernement et pouvaient imposer leurs solutions.

« L'ANNEE 1956 : UNE BORNE DE PERIODISATION OPERATIONNELLE POUR LA RECHERCHE ? »

Table ronde avec :

Michel DREYFUS, directeur de recherche au CNRS, Centre d'histoire sociale du XX^{e} siècle, Université Paris 1.

Jacques GIRAULT, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 13.

Christian OPPETIT, conservateur général, responsable de la section du XX^{e} siècle, Centre historique des Archives nationales.

Claude PENNETIER, chercheur au CNRS, Centre d'histoire sociale du XX^{e} siècle, Université Paris 1, directeur du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (Maitron).

Jean-Louis ROBERT, directeur de recherche, Centre d'histoire sociale du XX^{e} siècle, Université Paris 1.

Séance présidée par **Danielle TARTAKOWSKY,** professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 8.

Danielle TARTAKOWSKY

Je vous propose d'ouvrir cette deuxième table ronde, qui réunit un archiviste et quatre historiens autour de la question : « l'année 56, une borne de périodisation opérationnelle pour la recherche ? ». Il me semble que cela prend assez bien le relais de ce qui a été dit sous un tout autre mode, puisque nous nous interrogions précédemment sur les espaces pertinents et sur le fait que ces espaces d'observation amènent nécessairement ou pas à privilégier des lectures différentes de 1956. Nous allons à présent aborder la même question du point du vue de la périodisation, c'est-à-dire jauger l'intérêt de prendre en compte des séquences plus longues pour essayer de comprendre le pourquoi de 1956. Je passe la parole à Michel Dreyfus de l'Université de Paris 1.

Michel DREYFUS

Année terrible pour le communisme international, 1956 constitue également une borne de périodisation significative dans l'histoire du communisme français. On assiste alors à la résurgence d'un phénomène qui avait disparu de la vie du parti depuis 1939 : la rupture et le départ de groupes de militants qui se trouvent en désaccord avec ses orientations. Ne serait-ce que pour cette raison, l'année 1956 doit être étudiée. Ce qui se passe alors modifie et modifiera, à court et aussi à plus long terme, les rapports que le PCF entretient avec les intellectuels : les liens étaient étroits avec ce milieu depuis la seconde guerre mondiale, en raison du prestige acquis par l'URSS et le PCF dans la lutte contre le nazisme. Mais à partir de 1956, plus rien ne sera comme avant en ce domaine. L'examen des dissidences communistes montre bien comment s'opèrent ces premières lézardes.

Pour comprendre ce qui se joue en 1956, un bref rappel de l'histoire des dissidences communistes s'impose[254]. L'histoire des dissidences est en effet un excellent poste d'observation pour mesurer les progrès effectués par le PCF dans sa structuration. Pour reprendre une formulation célèbre de l'époque, il s'est *« construit en s'épurant »*. Du congrès de Tours à la seconde guerre mondiale, on peut distinguer deux grands ensembles de dissidences. La décennie 1920-1930 a été ponctuée par un foisonnement de départs de toutes sortes : « socialistes-communistes » qui fonderont ensuite le Parti socialiste communiste ; syndicalistes révolutionnaires — Pierre Monatte est le plus connu — qui se regroupent autour du noyau de *La Révolution prolétarienne* ; trotskystes ; communistes de gauche ; Parti ouvrier paysan (POP), sans oublier enfin des personnalités diverses et parfois plus difficilement classables telles que Boris Souvarine et Albert Treint. J'arrête ici cette énumération à la Prévert et je n'entrerai pas dans la description de ces dissidences : je retiendrai seulement leur très grand nombre et leurs différences, parfois sensibles, sur le plan numérique. Je note enfin que ces départs multiples participent tous, en creux, au modelage

[254] Je me permets de renvoyer sur ce point à Michel Dreyfus, *PCF. Crises et dissidences, de 1920 à nos jours,* Bruxelles, Editions Complexe, 1990, 284 p., notamment, pp. 113-130.

d'une organisation de type nouveau ; la dissidence constitue en quelque sorte le prix à payer pour l'homogénéisation et la construction du PCF.

Un second groupe de dissidences se produit durant la décennie 1930 : il présente une physionomie assez différente de celles des années 1920. Plus rares, ces dissidences sont essentiellement au nombre de quatre : Fédération communiste indépendante de l'Est (FCIE) ; Jacques Doriot ; André Ferrat et le Groupe Que faire ?, et enfin les départs suscités par le Pacte germano-soviétique en août 1939. Mais surtout, ces ruptures se font à partir d'une organisation qui est maintenant construite dans ses grandes lignes et qui n'a plus guère à s'épurer et s'homogénéiser, au moins en ce qui concerne ses dirigeants : en effet, comparé à celui de la décennie précédente, le PCF des années 1930 n'est plus le même. Comme on le sait, après une période de recul particulièrement sensible allant de 1928 à 1932, la tendance s'inverse et le PC commence à s'enraciner solidement, Front populaire oblige, dans la société française à partir de 1934-1935. Dès lors, scissions et départs ont une portée bien moindre et une fonction toute autre : les ruptures des années 1920 s'inscrivaient dans un processus de construction du parti, alors que celles de la décennie 1930 apparaissent bien davantage comme des « incidents de parcours » d'une organisation qui est en train d'acquérir sa vitesse de croisière. Ces deux grands ensembles montrent qu'il ne suffit pas de compter les dissidences, de les décrire et de mesurer leur influence : il convient également de voir d'où elles viennent, à partir de quel type d'organisation elles se produisent.

Il en va de même pour ce concerne les dissidences de 1956. Depuis le Pacte germano-soviétique, le PCF n'a pas connu de départs significatifs. Certes, il y a eu, en 1952, les affaires Marty, Tillon puis, deux ans plus tard, le cas d'Auguste Lecœur. Mais on ne peut parler de dissidences dans la mesure où ces trois responsables ont été évincés de leurs fonctions sans avoir jamais remis en cause auparavant l'orientation générale du PCF. Ils ont été marginalisés ou contraints au départ, mais ils n'avaient jamais exprimé auparavant une quelconque prise de distance avec le parti ; ils ont été poussés vers la sortie, ce qui n'est pas du tout la même chose. La situation change de façon radicalement différente en 1956 et ce pour plusieurs raisons. Pour la première fois depuis 1939, on assiste à un nombre nullement négligeable de départs volontaires qui n'ont rien à avoir avec les trois éliminations survenues en 1952-1953. Ces départs se font dans un contexte nouveau et difficile pour le PCF ; mais ils traduisent également une incapacité de sa part à prendre en compte les changements politiques internationaux ainsi que certaines mutations de la société française.

En politique intérieure, la victoire du Front républicain (janvier 1956) a pu sembler renouer avec les souvenirs glorieux du Front populaire. Mais pas pour longtemps. Chassés du pouvoir depuis mai 1947, les communistes s'en rapprochent à nouveau, en soutenant le gouvernement de Guy Mollet à ses débuts. Passées les premières mesures sociales de ce gouvernement, le PCF est rapidement mis dans l'embarras par la question algérienne ; en mars 1956, le PCF vote les

pouvoirs spéciaux demandés par Guy Mollet mais dès octobre, il commence à prendre de la distance à son égard. Et surtout, le PC doit affronter le choc des révélations du 20e congrès et du « rapport attribué à Khrouchtchev », dont la publication, qui commence le 6 juin 1956 dans *Le Monde*, a un retentissement énorme.

Comme on le sait, le PCF et d'abord Maurice Thorez, son secrétaire général, font tout pour en limiter les effets : cette stratégie est immédiatement défendue lors d'un comité central tenu le 22 mars 1956, en l'absence d'ailleurs de Maurice Thorez. Le rapport introductif présenté par Jacques Duclos reste muet sur la question du « rapport secret » et tente d'élucider les questions qu'il pose. Pourtant, première nouveauté, plusieurs intervenants parmi lesquels Jean Pronteau, Maurice Kriegel-Valrimont, André Pierrard, Florimond Bonte, Benoît Frachon et Waldeck Rochet s'expriment. Seconde nouveauté, la résolution finalement adoptée diffère de celle proposée par la direction, ce qui est contraire à tous les usages en cours dans l'histoire du PCF. C'est la première fois que, depuis des décennies, il y a eu à ce niveau une réelle discussion au-delà du cadre imposé par le bureau politique : l'événement n'est pas mince. Puis, la tactique de blocage suivie par Maurice Thorez est entérinée lors du 14e congrès du PCF tenu au Havre en juillet 1956 : cette tactique semble donc d'abord payante.

Pourtant, ce raidissement va s'avérer rapidement désastreux : il est en effet heurté de plein fouet par les événements de Pologne et de Hongrie qui surviennent trois mois seulement après le congrès du Havre. Je ne reviens pas sur cette chronologie bien connue. Mais je souligne le fait que ce raidissement, qui aurait peut-être pu contenir efficacement les effets du rapport Khrouchtchev, s'avère complètement incapable d'apporter une réponse aux réactions et aux interrogations nombreuses suscitées par les événements de Pologne et de Hongrie ; ce qui se passe dans ce dernier pays est qualifié de *« contre-révolution fasciste »* par Maurice Thorez. Par ailleurs, est réaffirmé lors d'un comité central tenu à Ivry le 21 novembre 1956, la nécessité de la dictature du prolétariat dont le modèle *« a été et reste fourni par le pays de la Révolution d'Octobre »*. Aucune mention n'est faite alors des crimes de Staline ni du rapport Khrouchtchev qui les dénonce.

Devant ce blocage, les réactions se multiplient chez les intellectuels et vont susciter plusieurs dissidences. A la veille du comité central tenu en novembre, de nombreux intellectuels en vue du PCF protestent dans une lettre contre l'intervention soviétique et plus généralement la politique d'ensemble du PCF. Remise au comité central par Hélène Parmelin, cette lettre, signée notamment par Georges Besson, Marcel Cornu, Francis Jourdain, Picasso, Edouard Pignon, Paul Tillard, Henri Wallon et René Zazzo, critique « la pauvreté invraisemblable d'informations…, les ambiguïtés plus ou moins voulues » inspirées par la direction du PCF et réclame la convocation d'un congrès extraordinaire pour débattre des « problèmes innombrables posés aux communistes ». Une telle initiative est aussitôt dénoncée comme « fractionnelle » et aucun congrès n'est organisé ; cependant, dans un premier temps, la direction du PCF n'exclue pas les signataires qu'elle cherche plutôt à récupérer. Toutefois, il faut remonter à

1925 et à la « Lettre dite des 250 » pour voir, au sein du parti, une manifestation d'opposition de cette ampleur : il y a bien là le signe de quelque chose de tout à fait nouveau.

L'onde de choc des événements des pays de l'Est touche bientôt des compagnons de route du PCF, plus prestigieux encore. Député communiste de la Martinique, Aimé Césaire annonce sa démission ; Sartre, Vercors, Yves Montand, Simone Signoret, Gérard et Anne Philippe quittent le Mouvement de la paix ou l'association France-URSS, suivis peu après par d'autres intellectuels communistes tels que Roger Vailland, Claude Roy, Jacques-Francis Rolland, Claude Morgan, directeur des *Lettres françaises*. Roger Vailland se retire discrètement et Dominique Desanti partira en 1958.

Depuis l'automne 1956, existe une nouvelle revue, *Arguments*, qui est publiée en liaison avec d'anciens contestataires. Dans son noyau initial se trouvent d'anciens communistes — Edgar Morin, Jean Duvignaud, Pierre Fougeyrollas — ainsi que des personnalités qui n'ont jamais appartenu au PCF, comme Colette Audry ou Roland Barthes. Edgar Morin définira ultérieurement *Arguments* comme *« un bulletin, formule militante ou chercheuse… (visant) à discuter plutôt que proclamer »* et à se livrer à *« un dégel intellectuel »*. L'essor de la revue ira de pair avec la crise profonde que va traverser, à partir de l'année suivante, la revue communiste théorique, *La Nouvelle critique*. Annie Kriegel, qui a fait partie de son comité de rédaction, en est exclue à l'automne 1957 avec un autre de ses responsables, Victor Leduc, ainsi que Lucien Sebagh. Germaniste et traducteur de Marx, Emile Bottigelli ainsi que le philosophe Jean Toussaint Desanti quittent le parti au même moment.

Enfin à partir de décembre 1956 un certain nombre de responsables, dont les positions critiques se précisent depuis plusieurs mois, décident de sauter le pas et de s'organiser indépendamment, donc de façon fractionnelle. Une telle pratique constitue alors le pire crime de lèse-majesté qui soit au sein du PCF. Victor Leduc, Jean-Pierre Vernant, Jean Chaintron, Robert Brécy, Paul Tillard, Claude Morgan et Yves Cachin publient un bulletin, *L'Etincelle*, référence explicite à *l'Iskra* de Lénine. *L'Etincelle* se prononce en faveur du *« redressement démocratique et révolutionnaire du PCF »*. En mai 1957, L'Etincelle fusionne avec un autre organe oppositionnel, *Tribune de discussion* qui, constitué un peu plus tôt en mars 1956, avait demandé dans son premier numéro *« une discussion effective au sein du Parti »*, à l'instar de ce qui semblait alors se passer en Union soviétique avec le rapport Khrouchtchev. *L'Etincelle/Tribune de discussion* se définit sur la base du programme suivant : lutte pour la liquidation définitive du stalinisme dans le PCF, retour aux principes léninistes de démocratie intérieure, soutien révolutionnaire à la lutte anti-impérialiste des peuples coloniaux, unité d'action et *« orientation de lutte pour le socialisme »*. La remise en cause de l'orientation générale du PCF est donc complète. Circonstance aggravante, des contacts sont discrètement pris avec d'autres courants et vont jusqu'aux trotskystes.

Ces vagues de départs — exclusions ou démissions — illustrent le trouble profond ressenti par de nombreux intellectuels tout au long de 1956 puis dans les années qui suivent. Pourtant ce tableau serait incomplet si n'étaient brièvement évoqués les remous suscités au sein du PCF par la question de l'avortement et de la contraception[255]. Bien plus réduits que ceux qui viennent d'être décrits, ces remous montrent, à leur façon, l'incapacité du PCF à comprendre certaines mutations fondamentales de la société française. Sur la question de la contraception, le PCF se fige sur une posture défensive analogue à celle qu'il exprime sur les grandes questions immédiatement politiques de l'appréciation du stalinisme, du 20e congrès ainsi que de la Pologne et de la Hongrie. Le PC apparaît ainsi complètement à rebours des évolutions en cours sur ces questions fort différentes.

Le 8 mars 1956 se constitue une nouvelle association, La Maternité heureuse dont le but est de lutter contre l'interdiction légale qui frappe alors toute information relative à la contraception. La mise sur pied de La Maternité heureuse est un signe discret, alors peu apparent, de l'évolution des mentalités sur une question qui concerne directement des centaines de milliers de femmes. La Maternité heureuse veut mettre fin aux multiples drames provoqués par les centaines de milliers d'accouchements annuels qui ont lieu alors dans tout le pays. Or, dès ses débuts, les objectifs de La Maternité heureuse sont condamnés par le PCF, par la bouche de Jeannette Vermeersch : la femme du secrétaire général vante le droit à la maternité des femmes et tout le bonheur qu'elles ont à être mamans, et rien d'autre. Le 7 mars 1956, Marie-Claude Vaillant-Couturier condamne la propagande *« néo-malthusienne et petite-bourgeoise »*, tout en niant le fait qu'il *« y ait trop d'enfants en France. Voilà pourquoi, plutôt que le droit de ne pas avoir d'enfants, nous réclamons le droit à maternité, dans la joie, sans douleur, sans crainte »*. Le PCF ne comprend absolument pas la signification de ce nouveau terrain de lutte dans lequel s'engagent, de façon pionnière, un certain nombre de femmes : beaucoup sont d'abord issues des milieux protestants et francs-maçons.

Ce débat ne reste pas sans conséquences, y compris au sein du PCF. En 1955, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, directeur du journal *Libération* a chargé le journaliste communiste Jacques Derogy d'enquêter sur la question de ce que l'on appelle alors le birth control. Durant l'été 1955, Jacques Derogy visite des centres en Angleterre et en Suisse, puis publie à l'automne 1955, dans *Libération*, une dizaine d'articles sous un titre quelque peu provoquant : *« Les femmes sont-elles coupables »* ? Sa démarche provoque de nombreuses réactions et suscite l'ouverture d'une tribune des lecteurs. Mais en mai 1956, Maurice Thorez condamne l'orientation défendue par Jacques Derogy qui quitte peu après le parti. Ce blocage sur les positions les plus traditionnelles qui soient ne rehausse pas le prestige du PCF, en particulier dans les milieux intel-

[255] Sur ce qui suit, cf. Sylvie Chaperon, *Les années Beauvoir, (1945-1970),* Paris, Fayard, 2000, 430 p., notamment, pp. 238-252.

lectuels et progressistes et contribuera, à terme, à une perte sensible de son influence au sein de ces milieux. Or toutes les questions sont liées et la condamnation de la lutte pour la contraception rejoint l'incapacité plus générale du PCF à prendre en compte les grands changements de l'époque, comme le dit aussi très justement Sylvie Chaperon : *« Au demeurant, le raisonnement qui consiste à faire diversion en s'opposant à la libéralisation de la contraception… montre à quel point les dirigeants* [du PCF] *restent ignorants des changements sociaux du pays. Refuser la remise en question de Staline, partir en guerre contre la contraception, et traiter de fascistes les émeutiers hongrois, c'est tout un et à chaque fois c'est le résultat d'une crispation sur des schémas idéologiques obsolètes ».*

Je ferai quelques remarques pour conclure. Tous ces départs illustrent le trouble profond ressenti par de nombreux intellectuels communistes tout au long de ces douze mois de 1956 puis dans les années qui suivent. Ces départs diffèrent sensiblement de ceux qui les ont précédés. Ils s'opèrent pour l'essentiel, on l'a vu, dans le milieu des intellectuels. L'examen du parti le montre : 1956 n'a pas eu de conséquences dans d'autres secteurs : ni les militants de « l'appareil », ni ceux qui sont en charge des nombreuses municipalités alors dirigées par le PCF, ni les syndicalistes de la CGT et moins encore les adhérents du « parti profond » ne font alors défection. Le 20e congrès ne suscite guère de débat dans la CGT qui fait pourtant partie de « l'écosystème » communiste ; en revanche l'intervention en Hongrie pose problème à un certain nombre de militants et suscite des débats que Benoît Frachon sait circonscrire, en laissant chaque organisation syndicale prendre la position qui lui convient. Il est d'ailleurs frappant de voir combien 1956 est une date majeure dans l'histoire du PCF mais ne l'est pas dans celle de la CGT ; ce qui montre que tout en étant liées, les deux organisations ont aussi leur spécificité et que voir uniquement la centrale syndicale dans son rapport au PCF est complètement réducteur. Les limites de la dissidence de 1956 sont nettes : réduite sur le plan numérique, elle reste pour l'essentiel dans le cadre du groupe sociologique des intellectuels.

Pourtant, par l'importance des questions qu'elles soulèvent tant sur le plan politique qu'en ce qui concerne l'absence de démocratie au sein du PCF, ces dissidences montrent bien que 1956 inaugure une période nouvelle de l'histoire du PCF : plus que jamais, la question du stalinisme continue de se poser mais les blocages devant cette discussion sont nombreux. Dès lors, l'immobilisme, l'absence totale de démocratie qui y règne entraîneront, en réaction, la formation, d'autres oppositions qui rencontreront parfois, selon des processus complexes, certains groupements constitués à partir de 1956. On le verra avec *Tribune communiste* et *la Voie communiste* à partir de 1958 puis la crise de l'Union des étudiants communistes de 1962 à 1965. Le rapport du PCF aux intellectuels, puis à d'autres couches plus larges de la société, ne sera jamais plus comme avant. De ce point de vue, 1956 constitue bien un tournant fondamental dans l'histoire générale du Parti communiste français.

Jacques GIRAULT

A la question, l'année 1956 peut-elle être une borne pour la recherche sur l'histoire du Parti communiste français, je réponds *« pourquoi pas ! »* en ajoutant aussitôt *« à condition »*. Si l'année 1956 est abordée par les historiens dans le but d'étudier seulement la ligne politique de la formation, ce serait nuisible à mon avis comme toute périodisation. Nous en avons eu la preuve par les diverses communications qui font la richesse des Journées d'étude qui se terminent. Il faut toujours replacer toute coupure chronologique dans une approche diachronique plus large. Pour l'étude indispensable de la ligne politique, la stratégie, son élaboration, les archives internes de la direction du PCF apportent beaucoup pour cette période. Déjà les archives actuellement répertoriées vont bien au-delà car elles permettent de comprendre souvent les divers niveaux d'élaboration et de réflexion, par exemple pour ce que j'en connais, la vie des fédérations et la constitution des directions des fédérations. L'approche des diverses sections de travail du parti devrait aussi permettre de saisir les discussions et les choix.

Mais pour étudier la réception de la ligne politique du PCF, il faut connaître aussi les attentes des militants et des divers cercles intéressés jusqu'à la base du PCF et plus largement la population. En somme quelle est la demande du corps social ? En parallèle l'interrogation pose la question : quelles sont les offres politiques proposées ? Ici se greffent les travaux indispensables sur les représentations et sur le militantisme. Comment sont diffusés à tous les niveaux ces offres, la connaissance du passé, les résultats de l'activité militante, la diversité régionale et socioprofessionnelle. Une telle orientation fait apparaître les conditions de la réception, en fonction du corps social, du rapport des forces, des habitudes politiques, du passé. D'où la nécessité de ne pas oublier les travaux sur les municipalités, sur le syndicalisme, bien peu présents lors de ces Journées, sur les organisations diverses, comme le Secours populaire, étude présentée ce matin. Enfin, il faut aussi ne pas délaisser la connaissance des moyens pour diffuser cette politique et pour rendre compte de sa réception, l'appareil militant, les militants eux-mêmes, la presse, les revues … Et c'est ici qu'intervient la problématique de l'implantation qui m'est chère et qui me paraît s'élargir et se compliquer dans cette période de puissance du PCF.

Quoi qu'il en soit, l'hypothèse qui doit guider les recherches ne doit pas suivre la préoccupation de l'analyse politique actuelle. Je m'explique. Pour des raisons diverses qui ne m'intéressent pas, la direction du parti a affirmé que le retard pris en 1956 expliquerait l'évolution de la ligne du parti après ces années. Depuis une trentaine d'années, tous ceux qui réfléchissent sur l'histoire du parti sont confrontés à cette hypothèse et apportent des réponses souvent fort contestables et improductives.

Je voudrais illustrer mon propos à partir de l'exemple de la lettre qu'Aimé Césaire écrit le 24 octobre 1956 à Maurice Thorez pour exposer les raisons de sa démission du parti. Il condamne la politique du PCF notamment sur ses rapports avec les peuples colonisés les qualifiant de *« paternalisme »* et de *« fra-*

ternalisme ». Roger Garaudy lui répond dans un article de *l'Humanité*, le 2 novembre 1956, diffusé en tract de quatre pages se terminant par une phrase cinglante *« A quelqu'un que je tenais en estime, j'aurais voulu ne pas dire adieu »*. On peut se demander pourquoi cette réponse officielle a été confiée à Garaudy. A mon avis, tout simplement parce qu'il a parfois signé des articles sur l'œuvre poétique du député de la Martinique. Cette réaction s'inscrit-elle dans le « retard » ? Une telle appréciation nous prive d'un autre regard. Garaudy note que depuis quelques années Césaire n'a pas aidé par sa présence et son activité notamment à l'Assemblée la réflexion des communistes, ce qui est vrai. D'autre part il précise que Césaire isole la question coloniale de la lutte globale à mener par les travailleurs de tous les pays contre le capitalisme. Ce qui peut ouvrir sur des recherches pour comprendre les insuffisances et les mérites de la politique des communistes en la matière.

Pour conclure, la recherche historique impose un examen approfondi de toutes les sources en testant la pertinence explicative d'hypothèses variées, démarche contraire à la sélection des sources pour illustrer les interprétations du passé par les contemporains, qu'ils appartiennent aux milieux scientifiques ou politiques.

Christian OPPETIT

A la question qui nous est posée, il existe certainement de multiples réponses. Tout au long de ces deux Journées, on a examiné les rapports du Parti communiste français et son rapport au mouvement communiste international. Je choisirai de considérer ce qu'il en est du point de vue de l'insertion de l'histoire du Parti communiste français dans l'histoire générale de la France, et j'examinerai plus particulièrement comment les événements de cette année 1956, au sens large du terme - et particulièrement la guerre d'Algérie, qui à ce moment, et à partir de 1956 pour quelques années, a dominé la conjoncture nationale - ont pesé de manière décisive dans la recomposition des forces politiques; comment ils ont influé sur l'avenir du Parti communiste français. Je me concentrerai donc sur les deux-trois ans qui séparent l'automne 1955 du retour au pouvoir du général de Gaulle, en 1958. Je le ferai à partir, pour ce qui est des Archives, essentiellement des sources du ministère de l'Intérieur : archives des Renseignements généraux et rapports des préfets.

1956, c'est l'année de l'entrée de la guerre dans une phase décisive ; une guerre qui marque la fin de l'aventure coloniale de la France, alors que, par ailleurs, dans le monde, les peuples anciennement colonisés achèvent de se libérer de l'emprise des puissances coloniales. Rappelons la tenue, en avril 1955, à Bandung, en Indonésie, de la conférence du même nom, qui marque l'entrée sur la scène internationale des peuples du Tiers-Monde.

Pour la France, les « événements d'Algérie » sont devenus depuis les sanglantes journées d'août 1955 dans le Constantinois une véritable guerre : de la

révolte, on passe à la guerre proprement dite, dans toute l'Algérie ; la lutte armée se radicalise, se structure. En septembre 1955, le gouvernement riposte par l'envoi du contingent. En mars 1956, le vote des pouvoirs spéciaux transfère l'essentiel des pouvoirs civils à l'armée sur l'ensemble du territoire de l'Algérie.

Parallèlement, le Front de libération national (FLN) s'impose, du côté nationaliste, comme le principal, puis le seul acteur ; le Mouvement nationaliste algérien (MNA) dirigé par Messali Hadj, est peu à peu supplanté ; les effectifs de l'Armée de libération nationale (ALN) deviennent très importants : plusieurs dizaines de milliers d'hommes, bien armés. En France métropolitaine, les militants du FLN, pour ainsi dire inexistants à la fin de l'année 1955, atteignent le nombre de 15 000 à la fin de l'année 1956, début d'une progression qui verra ce chiffre multiplié par plus de dix ; commence alors une sanglante guerre entre le FLN et le MNA, qui se conclura en 1957-1958 par la défaite du MNA. Le 20 août, c'est le congrès de la Soummam, qui pose les fondements de l'Etat algérien.

Par ailleurs, le FLN réussit sa percée auprès de l'opinion publique française, deux exemples : en octobre 1955, c'est l'article de Robert Barrat dans *le Nouvel Observateur,* entretien avec deux responsables du FLN en Algérie : Abane Ramdane et Omar Ouamarane ; en décembre 1955, c'est la parution du livre de Francis Jeanson : *L'Algérie hors la loi*.

Au fur et à mesure que le temps passe, c'est une guerre sans merci que se livrent le FLN et le gouvernement français. Dans cette guerre, le gouvernement, dirigé par Guy Mollet depuis janvier 1956, est incapable d'articuler une politique cohérente ; pris entre une volonté affirmée de vouloir négocier et la mise en oeuvre d'une pacification qu'il pose en préalable absolu, il ne peut faire jouer les quelques atouts qui lui restent ; sous la pression des éléments les moins ouverts de sa majorité gouvernementale, il privilégie de manière de plus en plus unilatérale la pacification, c'est-à-dire la répression ; c'est ainsi que Guy Mollet désavoue Pierre Commin, un de ses proches, chargé par lui de maintenir le contact avec les dirigeants FLN de l'extérieur. Cette politique se traduit, en Algérie, par une démission peu à peu irréversible devant le pouvoir des militaires ; elle culmine lors de la bataille d'Alger entre janvier et juillet 1957.

Un exemple, parmi d'autres, de cet aveuglement, est donné par l'arraisonnement de l'avion des chefs FLN, le 22 octobre 1956, au dessus d'Alger ; à ce moment là, loin de saisir l'occasion d'entamer un dialogue avec le FLN, Guy Mollet s'y refuse. Rappelons, pour mémoire, les souvenirs de Ben Tobbal, le responsable de la Wilaya 2 (Nord-Constantinois) : à l'annonce du refus renouvelé de négocier de la part des gouvernants français, c'est, pour lui même et ses proches compagnons, un sentiment de joie : rien de décisif ne pourra être fait par la France pour tenter de diviser le mouvement nationaliste.

Cela, alors que dans le pays, il existe des forces qui sont prêtes pour une autre approche du problème algérien. A gauche, au sein des partis politiques traditionnels - comme en témoignent les conflits à l'intérieur du Parti radical ; rappelons la position de Mendès-France lui-même, qui précisément quitte le gou-

vernement en mai 1956, en désaccord avec la politique algérienne de Guy Mollet. Cette prise de distance se fait jour dans une mouvance chrétienne relativement large, qui ne se satisfait pas des solutions mises en oeuvre en Algérie ; également dans une partie indécise de l'opinion de gauche, aux contours relativement flous, au début, mais qui recueille une audience de plus en plus importante ; cette opinion est en opposition de plus en plus forte à la politique menée par Guy Mollet ; elle s'éloigne alors pour longtemps de la « gauche de gouvernement ».

En d'autres termes, en se coupant, dans une logique de fuite en avant, de toute possibilité de négocier, en s'en remettant de plus en plus exclusivement au pouvoir des militaires dans la conduite de la guerre, les dirigeants socialistes se privent de toute possibilité d'action véritablement politique ; la solution politique ne peut désormais passer par la SFIO. Pour faire vite, on peut dire que, se coupant de toute possibilité d'action, la SFIO , en tant que parti de gouvernement cesse progressivement d'exister ; désormais, la voie est ouverte à d'autres forces ; comme on le sait, c'est au général de Gaulle que reviendra la tâche historique de trouver une solution à la question algérienne.

La disparition de la SFIO comme parti de gouvernement s'accompagne de sa disparition en tant que force centrale à gauche ; le discrédit durable de Guy Mollet auprès de l'opinion de gauche, l'opposition qu'il rencontre, voire la haine qu'il suscite, contribuent à délégitimer profondément cette gauche là ; elle cesse d'exister comme référence. Cette disparition contribue durablement à l'éclatement des forces de gauche. La gauche non communiste se recomposera plus tard, lentement, sur d'autres bases, en intégrant d'autres éléments idéologiques, d'autres forces issues pour une part de la lutte anti-coloniale. Il faudra attendre 1972 - 16 ans - pour qu'un projet de gouvernement de gauche émerge à nouveau, autour d'un parti socialiste rénové. De ce point de vue, l'année 1956 représente donc bien un tournant.

L'année 1956 doit également être considérée du point de vue des rapports entre le Parti communiste et le Parti socialiste SFIO. Pour le PCF, l'année 1956 est l'année de la réintégration dans le jeu politique national. Une réintégration que le Parti communiste français veut décisive après les années 1948-1953 qui ont été celles de la guerre froide, de la culmination de la guerre froide, et de l'alignement sur l'Union soviétique ; années où le Parti communiste s'est enfermé dans une position d'isolement total ; années d'une indécision stratégique très grande, due en partie, en partie seulement, aux flottements au sommet de l'appareil.

Il s'agit donc de rompre avec cet isolement, le soutien au gouvernement de Front républicain dirigé par Guy Mollet est, pour les dirigeants du Parti communiste, la seule issue à cette situation. Les divergences éventuelles sur la conduite de la guerre en Algérie sont considérées comme secondaires ; aussi bien les souvenirs d'Etienne Fajon que les rapports des Renseignements généraux sur les réunions publiques animées par les dirigeants du PCF ne laissent aucun doute à ce sujet : le vote des pouvoirs spéciaux est justifié par la néces-

sité d'une alliance à tout prix avec la SFIO. Alliance conçue suivant le schéma des années du Front populaire : alliance à la base, lutte au sommet. Position du reste difficile à tenir : beaucoup de militants ne comprennent pas - plus - ce grand écart. Or cette politique d'alliance ne donne pas les résultats escomptés, d'une part parce que la SFIO connaît cet effritement dont il a été fait mention, d'autre part parce que la logique de la guerre isole le PCF, qui, malgré la prudence de son appui progressif - mais très réel - à la cause de l'indépendance algérienne - est perçu comme en position de rupture par rapport aux intérêts de la France en Algérie ; position qui le stigmatise très fortement.

L'effacement de la SFIO prive le PCF de la seule alliance possible pour lui, pour de longues années ; en effet, malgré la reprise des négociations avec la SFIO à partir des élections législatives de l'automne 1962, il ne pourra mettre en oeuvre une stratégie d'union efficace avec des partenaires unis à lui sur une base solide. Il est donc retourné à l'isolement ; même si cet isolement n'est plus celui des années de crise de la guerre froide. C'est seulement à partir de 1972 qu'un dispositif nouveau permet de renouer avec une stratégie d'union à gauche, précisément l'Union de la gauche - à partir de 1972, mais dans des conditions évidemment totalement différentes : désormais l'initiative passe au Parti socialiste, refondé au congrès d'Epinay en 1971.

Il me semble donc possible de considérer que les années 1956-1958 constituent, du point de vue de l'évolution du rapport de forces à gauche, une borne de périodisation efficace pour ordonner le paysage de la vie politique pour les 15-20 ans qui suivent. La guerre d'Algérie, qui, en 1954, n'est absolument pas considérée par le PCF comme une question centrale, à la différence de la question allemande ou de la politique de Pierre Mendès-France, a été l'occasion de ce tournant historique, en même temps que le révélateur des contradictions auxquelles il a du faire face. Un rôle de révélateur, et c'est peut-être ce qui permet de faire de manière plus nette le lien avec la thématique de ces deux Journées : ces années 1956-1958 sont celles de l'émergence dans l'opinion de nouvelles forces à gauche ; ces forces témoignent du changement profond qui se fait dans l'opinion, et de la perte de légitimité du Parti communiste comme référence pour l'opinion progressiste, plus généralement pour l'opinion de gauche, qui était la sienne depuis la Libération.

Pour citer les mots de Jean-Pierre Rioux[256] : *« Si les intellectuels communistes semblent avoir été plus sensibles à Budapest qu'à l'Algérie ...la gauche pensante, interrogée par Rémy Rieffel (colloque cité supra), entérine largement aujourd'hui ce sentiment d'un effet désagrégateur de la Guerre d'Algérie sur les progressismes d'antan, et sur l'image du PCF, qui désormais n'est plus en phase avec les intellectuels »*. Citons également Pierre Vidal-Naquet, dans un article très connu[257] : *« Quelque chose s'est brisée alors , au moins pour une généra-*

[256] in Colloque IHTP, novembre 1988 : *« La guerre d'Algérie et les intellectuels français »*.

[257] « Une fidélité têtue. La Résistance française à la guerre d'Algérie », *Vingtième siècle,* avril -juin 1986.

tion entre les grands appareils et l'intelligence ». Cet effet de désagrégation vient s'ajouter aux effets de la crise du mouvement communiste et produit ses effets sur le moyen terme. Bien entendu, comme cela a été dit, et comme le confirment les observations nombreuses de la police, cela s'observe essentiellement dans les marges de la mouvance communiste ; en priorité dans les « organisations de masse », entre autres, le Mouvement de la paix. Le noyau central du système, le parti, résiste remarquablement bien ; là encore, les observations minutieuses de la part de l'appareil d'Etat en font foi. Cette crise de la mouvance communiste, du reste, ne commence pas avec l'année 1956 ; elle est présente de manière forte, dès les années1952-1953.

L'impression qui se dégage est que, dès les années d'après-guerre, l'appareil du parti est confronté à la difficulté de gérer une mouvance progressiste qui avait constitué la force de l'implantation communiste au lendemain de la Libération ; il perd peu à peu la légitimité incontestée qui était la sienne. En somme, et je conclurai par ces considérations, la conjoncture courte de ces années 1956-1958 voient converger l'ensemble des problèmes qui se posent et qui se poseront de manière structurelle au Parti communiste français sur toute la durée des années qui suivent et qui détermineront son avenir : l'année 1956, comme point nodal pour l'histoire du PCF et de la gauche.

Claude PENNETIER

La question qui nous est proposée ici, *« l'année 1956 constitue-t-elle une borne de périodisation opérationnelle pour la recherche ? »*, mérite d'être examinée. Elle est intéressante, car on sent bien qu'il y a, à ce moment-là, une coupure. Je ne développe pas ce point puisque l'importance que revêt l'année 1956 sous les différents angles a déjà été évoquée à différents moments durant ces Journées d'étude. Pour ma part, je la mettrai en rapport avec d'autres moments, les autres bornes dans l'histoire du Parti communiste français : 1934-1935, 1947, 1968, 1977-1978, 1989… on voit que ces bornes marquent à la fois des tournants dans la stratégie du PCF et des tournants dans la place du communisme dans la société française, ou plutôt dans la perception qu'a la société française des communistes. Suivant les cas, ce rapport est plus ou moins complexe. Par exemple, l'année 1939 voit à la fois un changement très fort de la place du parti dans la société : il est interdit, il y a la guerre, ses moyens d'action sont complètement transformés… en même temps qu'un changement stratégique profond avec la reprise de notion de « guerre impérialiste ». Cela en fait une borne incontournable.

Je pense que, si on m'a convié à traiter de cette question, c'est avec l'idée que, dans le matériel humain qui se manifeste sous la forme d'itinéraires, il peut y avoir des éléments de réponse. Il est vrai qu'étudier la biographie collective, c'est à la fois établir des typologies et des périodes. En travaillant sur la biographie collective sous la forme prosopographique, on peut avancer des hypothèses, notamment en matière de périodisation, que l'enquête viendra ensuite soit

confirmer, soit nuancer, soit infirmer. Par exemple, l'idée que quelque chose, dans la façon de militer à l'intérieur du Parti communiste, aurait été modifié à partir de cette borne que constituerait l'année 1956. Souvent les résultats les plus intéressants se situent plutôt aux marges ou en contre-point. Prenons, par exemple, le tournant de 1934-1935. On en sait déjà beaucoup de choses, qu'on ne va pas demander à l'enquête d'établir. On sait très bien qu'il se produit un afflux de nouveaux militants en 1934-1935 et qu'une génération commence à se former. Mais quand on observe les matériaux biographiques, on s'aperçoit aussi que des militants qui s'étaient éloignés en 1928-1929, des cadres d'âge moyen, reviennent en étant ses militants d'expérience, en 1934-1935. C'est ce type de mouvements qu'il est intéressant d'identifier dans le domaine de la recherche.

Pour en revenir à 1956, il me semble que cette année joue davantage sur la perception qu'on a du Parti communiste, sur sa place dans la société, que sur sa stratégie. Il n'y a pas, en 1956, de changement stratégique majeur. D'ailleurs, on peut penser que l'un des problèmes de 1956 réside justement dans le fait que, malgré les événements internationaux considérables qui ont lieu, cette année n'est pas l'occasion d'un changement ou d'une mutation forte. Ce qui amène à s'interroger sur la perception des événements par les individus. Les réactions des militants peuvent être immédiates. Michel Dreyfus l'a évoqué, on constate des ruptures immédiates sous l'effet de l'émotion, notamment chez les intellectuels. D'autres évolutions donnent lieu à des ruptures décalées, comme dans le cas d'Annie Kriegel, par exemple, sanctionnant l'aboutissement de maturations. D'autres individus s'installent dans un maintien à distance. Madeleine Rebérioux fournit un exemple de ce type. Très marquée par les événements de Hongrie, elle défend toutefois un texte d'approbation à l'intérieur de sa cellule, mais le fait en pleurant. On voit ensuite, par rapport aux guerres coloniales, par rapport aux pouvoirs spéciaux, tout une maturation s'effectuer, un maintien à distance s'installer durablement.

Dans le cas de certains militants - j'ai pu le constater dans des biographies et c'est justement en cela que la biographie devient intéressante - il y a, au contraire, un renforcement des liens avec le parti. Des gens qui se disent *« Et bien oui, les temps changent. Quelque chose de nouveau arrive. On ne le voit peut-être pas encore, mais il va y avoir des changements dans le Parti communiste français… »* Et du coup, il devient plus intéressant d'être communiste, parce qu'on est un peu allégé de ce rapport à l'Union soviétique et au stalinisme, que des possibles s'ouvrent dans le parti. Et puis, il y a des renforcements par la fidélité.

Tout cela m'a donné envie de recourir au schéma très pratique employé par un sociologue américain du nom d'Hirschman, qui a étudié les entreprises américaines à travers le crible d'un triptyque composé de : *« la loyauté dans l'entreprise »*, *« l'exit »*, c'est-à-dire qu'on la quitte, et *« la prise de parole »*. Hirschman montre que des grosses entreprises américaines, type Coca-Cola, peuvent fonctionner un certain temps sur la loyauté : les salariés ont l'esprit

maison ; il sont contraints de l'avoir car ceux qui n'ont pas l'esprit maison et qui ne s'y sentent pas bien, n'ont qu'à partir. Mais au bout d'un moment, la vie de l'entreprise ne se renouvelle plus, perd de la dynamique et un moment survient où l'usage - complexe - de la prise de parole peut permettre la survie de l'entreprise. Ce schéma est utilisé en sciences politiques en raison de l'intérêt qu'il est susceptible de présenter pour l'étude de certaines situations précises. Je vais l'appliquer ici au Parti communiste dans cette année 1956, en en passant successivement en revue chacun des piliers.

La loyauté : c'est ce qui va dominer, cela a déjà été rappelé par plusieurs d'entre-nous. Jacques Duclos, Maurice Thorez définissent les axes de cette loyauté, offrant la possibilité de recevoir l'événement 20e congrès du PCUS, de fournir une réponse aux événements de Hongrie, tout en continuant à mener la lutte anti-coloniale. Sur le fond, le bureau politique, le comité central, les municipalités, les députés pour l'essentiel, etc. restent bien dans le cadre de cette loyauté.

L'exit : il touche essentiellement un milieu précis, celui des intellectuels et du monde artistique. Ce n'est pas négligeable, car le lien avec ce milieu était un des points forts du Parti communiste à la Libération. La perte est incontestablement considérable, mais on voit bien qu'elle ne peut pas influer sur l'intérieur, sur ce qui constitue l'appareil du parti. L'exit joue également sur d'autres marges : les coloniaux, et pas par hasard, mais comme un effet du vote des pouvoirs spéciaux. J'écoutais tout à l'heure les témoignages relatifs à cette question. Je comprends tout à fait que des témoins puissent évoquer des questions en rapport avec la situation politique française. Mais, je prendrai deux exemples simples, non pas pour contredire leurs propos, mais afin de montrer comment les choses peuvent jouer, comment les pouvoirs spéciaux sont entendus par les militants communistes algériens sur le territoire français. A l'occasion d'un exposé sur la situation de Boulogne-Billancourt en 1968, j'ai entendu l'ancien dirigeant communiste Claude Poperen affirmer que *« c'est à partir des pouvoirs spéciaux que nous avons perdu notre influence sur les militants algériens à Boulogne-Billancourt »*. Ce qui, en tant que responsable politique dans cette entreprise, lui a rendu les choses difficiles jusqu'en 1968 inclus. Auparavant, il pouvait avoir le contact et influer directement à l'intérieur de ce milieu. Ensuite, il lui a fallu composer avec lui comme tel, négocier, dialoguer et trouver des accords avec un milieu qui regardait le PCF de l'extérieur. Un autre exemple, peut-être anecdotique, mais comme on en trouverait sans doute beaucoup d'autres. Edouard Delépine, responsable des étudiants coloniaux à Paris, était antillais et fréquentait le restaurant du quartier latin, réservé aux étudiants maghrébins : tunisiens, algériens, etc. Après le vote des pouvoirs spéciaux, il n'a plus pu accéder à ce restaurant qui lui était désormais interdit, ce qui a constitué une souffrance car c'est précisément là qu'il était possible de nouer des liens.

La prise de parole : je crois que c'est au regard de ce critère que le moment est particulièrement important. Michel Dreyfus l'a évoqué, cette prise de parole s'effectue à travers des voix du courant oppositionnel qui s'organise en fractions, ou par l'entremise de voix plus institutionnelles. Elle peut prendre des formes diverses, mais elle devient indispensable, parce que le Parti communiste est, de

fait, en grand danger. Après avoir été extrêmement puissant, il est contraint de bouger, de se remettre en cause, de s'interroger. Cette expression peut prendre alors des voix comme celles, par exemple, de Marcel Servin et Laurent Casanova et monter très haut, jusqu'au bureau politique. Jusque dans les réunions du bureau politique, Casanova maintient ses positions sur de nombreux points, dont les questions coloniales, les questions du rapport au pouvoir gaulliste. Un vrai débat s'instaure, certes pas encore sous les formes où il s'installerait plus tard, mais - quand même - il existe. Il aboutit encore à l'exit, mais c'est presque la dernière fois. Tous les autres débats qui suivront s'ouvriront à chaque fois davantage.

En ce sens, je crois que 1956, malgré les contradictions, malgré ce que Roger Martelli appelle à juste titre « le retard »… par parenthèse, on voit bien la fonction de ce terme : une fonction de prise de conscience politique, d'interprétation politique de l'évolution historique. Et si le concept est fort, il est également réducteur… donc, malgré ce « retard », quelque chose s'est insinué. Car la prise de parole n'existait pas dans les années qui précèdent. La mise à l'écart de Marty et de Tillon s'est déroulée sans aucun débat ; avec un réquisitoire, mais sans débat. Et, plus largement, malgré le mûrissement d'un certain nombre de positions, on ne peut pas dire que de grands échanges internes aient eu lieu depuis la période de la Libération. Alors, en ce sens, et ce sera mon dernier mot, l'année 1956 constitue bien une borne de périodisation opérationnelle au regard de l'approche que j'ai esquissée.

Jean-Louis ROBERT

La question qui nous est posée trouve d'abord une première série de réponses concrètes au niveau du travail de recherche. Si on s'interroge sur l'existence même de travaux fixant une borne à 1956, il ne faut pas que cela constitue pour autant une justification empirique, on constate que des travaux traitent de l'année 1956, mais il sont peu à se fixer une borne en 1956 ou à commencer abruptement avec l'année 1956. Cela étant, on connaît cet effet classique dans l'historiographie, qui voit un colloque déclencher quelque chose à partir d'une date. C'est-à-dire, pour ce qui nous concerne ici, que l'année 1956 était déjà connue, mais qu'on peut s'interroger sur le fait qu'elle fonctionnerait désormais comme repère historiographique. Je dirige trois thèses portant sur le Parti communiste après la seconde guerre mondiale : l'une compare deux villes communistes italienne et française, une seconde étudie les cadres fédéraux du Parti communiste et la troisième s'attache aux stratégies d'union de la gauche. Je ne peux pas anticiper sur les conclusions que ces thèses apporteront du point de vue de la chronologie, mais en tout cas aucune des trois ne parle de 1956 ou ne s'arrête sur 1956. Elles couvrent une période qui part d'avant et qui continue après. Voilà un premier élément à noter.

Je souhaiterais aborder à présent une question plus complexe mais assez classique pour les historiens, que je formulerai ainsi : pouvons-nous légitimement étudier un phénomène en prenant en compte et, si oui, comment, l'évolu-

tion qui suit ? Les historiens ont beaucoup de débats entre eux à ce sujet, et l'idée vient souvent qu'il ne faut pas projeter sur ce qui s'est passé ce qu'on sait de ce qui vient après. Il est vrai que nous sommes en 2006 et, cela a été évoqué, nous savons ce qu'il est advenu du communisme français depuis 1956. Nous connaissons également sa très grande faiblesse actuelle, on pourra en convenir sans déformer la réalité, au moins en termes relatifs par rapport à la situation antérieure. Deux points de vue historiographiques s'offrent alors à nous.

Soit on se pose la question : *« l'année 1956 marque-t-elle le début du déclin du PCF ? »*. On peut certes objecter qu'en 1956, le PCF n'est déjà plus à son niveau de la Libération. Cela n'obéirait peut-être pas à l'orthodoxie de la pensée communiste du rayonnement et de l'influence du communisme, mais cela fournit un indicateur qui fait sens, même si ce recul par rapport aux sommets atteint à la Libération reste assez faible, on reste à 26 %. Alors, doit-on situer le premier gros choc subi par le Parti communiste à l'été 1956, puisque nous avons déjà évoqué la baisse de ses résultats dans quelques élections partielles ? Mais ce ne sont pas les seules. En 1957 et 1958 suivent également des élections partielles, qui ne sont pas très bonnes pour le Parti communiste. Puis le score national passe de 26 % à 19 %, c'est le premier grand choc. Après, il y aura des petites remontées, mais qui permettront jamais de retrouver ce niveau d'audience. Plus tard, se produiront d'autres chocs, comme en 1981, et ainsi de suite…

On constate qu'ainsi, du point de vue d'une histoire du Parti communiste - je ne parle pas d'une histoire de la France, d'une histoire de la société, d'une histoire générale, ni même d'une histoire du communisme - on peut utiliser la borne de 1956 pour fixer le début du déclin du Parti communiste français, en considérant qu'un sommet se situe quelque part entre 1934 et 1956, avec des mouvements extrêmement brutaux compte tenu évidemment de la seconde guerre mondiale. On se place ainsi dans la perspective d'un temps long du déclin, qu'il reste à expliquer du point de vue de l'historiographie. Car c'est facile, pour un historien, de porter un regard sur cinquante ans d'histoire. De ce point de vue, en 2100 ou en 2200, un historien serait encore davantage fondé à conclure que, effectivement, 1956 marque le grand début du déclin du Parti communiste français.

Je viens d'évoquer une hypothèse de travail possible. Elle a du sens et n'est pas si absurde, mais présente le danger de conduire à scruter l'année 1956 pour établir en quoi elle recèle la cause du déclin. Ce processus de déclin du Parti communiste pourrait ainsi tenir à un « retard » ou, puisque qu'on a déjà discuté de cette notion de retard, on pourrait employer un autre terme, comme « erreur », par exemple, ainsi que cela a été fait pour qualifier le vote des pouvoirs spéciaux. Et on pourrait en énumérer bien d'autres. On poserait alors que ce « retard » ou ces « erreurs » déclencheraient un certain processus, car je rappelle ici que, pour l'historien, l'événement est à la fois déclencheur et révélateur. Ici, il déclencherait et révèlerait chez le Parti communiste, confronté aux circonstances particulières de 1956 : la guerre d'Algérie, la révélation des crimes du stalinisme… une difficulté, une incapacité historique à surmonter ces circonstances nouvelles, très dures, qui remettent en cause certains aspects très profonds de son identité.

M'étant attardé sur cette première façon de voir, je ne néglige pas pour autant la deuxième, toute différente. Il y a certes un paradoxe, mais les historiens sont toujours comme ça. D'abord en 1956, rien n'est joué. Le Parti communiste est encore très fort avec 156 parlementaires obtenus après un succès électoral quand même satisfaisant. L'histoire n'est jamais aussi mécanique, aussi simple, aussi définitive. L'historien n'a pas le droit de commencer à interroger au sujet de l'année 1956 uniquement pour chercher cette grande fresque d'explication du déclin. Car ce n'est pas ainsi que les choses se sont posées historiquement, mais dans le contexte de 1956, marqué par les luttes sur la question de l'Algérie, pour la paix, pour la création d'avancées sociales plausibles compte tenu du rapport de force que la gauche avait obtenu, etc. Vous constatez qu'en procédant ainsi, je ne commence pas par apprécier 1956 en fonction d'une évolution ultérieure, qui certes s'est produite, mais que je peux considérer n'étant pas liée à 1956, comme une coïncidence historique. Je vais plutôt l'aborder dans une autre démarche historiographique consistant à s'interroger sur l'action du Parti communiste dans les conditions de l'époque, dans le cadre de la société et des questions qui lui étaient posées, sans savoir si cela aura un effet à long terme ou non. C'est un renversement de perspective, je n'apprécie pas ce qui se passe en 1956 à l'aune d'une évolution de cinquante ans.

Vous l'aurez constaté, la question qui nous est posée m'inspire essentiellement des réflexions sur la temporalité et la chronologie. D'autant que je ne suis pas un spécialiste de 1956, mais plutôt du premier vingtième siècle.

Je ferai une deuxième remarque pour rester dans ces questions de temporalité. On a évoqué, mais sans peut-être le mesurer suffisamment, que l'idée d'un cycle 1936-1956 n'est pas absurde, bien qu'elle ne fonctionne pas entièrement, ne serait-ce que par la proximité. Car, finalement, on perd un peu de vue que nous sommes en 2006 et que 1956, ça fait déjà cinquante ans, c'est loin. Si je remonte de dix ans… Dix ans avant 2006, ça fait 1996-1995, soit la première élection de Jacques Chirac comme président de la République ; c'est tout près, on est dedans quasiment. De la même façon, dix ans avant 1956, c'est 1945, c'est la fin de la seconde guerre mondiale ; on est tout près de la seconde guerre mondiale. Mais 1956 est très loin de nous. Bien sûr, à l'échelle d'un historien universel, sur vingt ou trente siècles, tout est proche. Mais à l'échelle de l'historiographie du vingtième siècle, 1956 est très loin de nous et très près de 1945. Il y a beaucoup de chance que l'on sente encore la seconde guerre mondiale. Elle est là, et même probablement plus encore que les interventions des témoins à ces Journées d'étude nous l'ont laissé entrevoir. Fatalement, le temps a passé, donc les témoins que nous avons sont les jeunes de l'époque : les jeunes conscrits, les jeunes communistes, les jeunes députés, etc. Certains ont vécu la fin de la seconde guerre mondiale, ont eu juste le temps d'être peut-être résistants. Mais les témoins de 1956 qu'il serait intéressant d'entendre, ce sont les gens qui avaient vécu à fond la seconde guerre mondiale. Car ceux qui sont présent aujourd'hui appartiennent à la génération de témoins qui arrivaient en 1956, qui ont entendus les anciens parler, qui ont été au contact de l'héroïsme de ces anciens devant eux. Et ceux qui venaient de faire la seconde guerre mon-

diale, la Résistance, ils sont présents en masse en 1956, même si le parti a déjà bougé. Ce sera ma seconde observation, je crois qu'il faut bien cerner cette époque. On a déjà parlé un peu du contexte. Mais ce n'est pas seulement le contexte de l'année 1956 que j'ai en tête, c'est le contexte des gens. Claude Pennetier le disait tout à l'heure, les membres du Parti communiste de cette époque sont imprégnés du passé. Même 1920, le congrès de Tours, est plus proche de 1956, que 1956 ne l'est de nous. Je crois qu'il faut toujours veiller à faire ce travail d'historien, à prendre en compte les dimensions du temps quand on examine une année comme 1956. C'est la garantie de bien resituer les choses afin de ne pas plaquer trop rapidement dessus des considérations de 2006.

Claude COUSSEMENT

Nous venons d'entendre un certain nombre de recommandations fort intéressantes sur la manière de procéder à une analyse historique, sur les pièges dans lesquels il ne fallait pas tomber. Je pense que l'accord est partagé à ce sujet. Je voudrais néanmoins faire part d'un point de vue à ce sujet et vous demander votre opinion. Dans les recommandations sur la manière d'analyser les événements et les positions d'un parti, je n'ai pas entendu ici - et j'entends rarement - tenir compte d'un facteur ; un chef de parti a aussi pour mission de maintenir la cohésion de son organisation, quels que soient les partis qu'on considère et c'est encore vrai dans l'actualité récente. Or, j'ai le sentiment que les analyses sur 1956 occultent souvent cette nécessité de cohésion, telle qu'elle pouvait être conçue et perçue à l'époque. Lorsque Jacques Duclos prononce ce fameux discours à la salle Wagram, ou lorsque Maurice Thorez parle du rapport Khrouchtchev de la manière dont il l'a fait, ne peut-on déceler la volonté de préserver, moyennant peut-être une vérité édulcorée, ou une contre-vérité ou tout ce que vous voudrez bien envisager, la cohésion d'un parti qui avait fait l'éloge dithyrambique de Joseph Staline. J'ai le souvenir qu'un numéro de *Regards* de l'époque l'avait présenté comme un grand génie de l'Humanité, peut-être le plus grand qu'il y ait jamais eu. Alors, passer de cela à l'affirmation du contraire, pouvait évidemment provoquer quelque trouble et constituer un grand coup de pied dans la fourmilière. Khrouchtchev, pour sa part, avait choisi de procéder ainsi à l'égard du PCUS et il avait sans doute ses raisons de le faire. Mais si l'on constate qu'après le retentissement du rapport Khrouchtchev, il n'y a pas eu de désertion en masse du Parti communiste français, on peut se demander si Maurice Thorez et la direction qui l'entourait n'ont pas eu raison, momentanément, de ne pas se dire d'accord avec la position adoptée par Nikita Khrouchtchev en URSS. Voilà une observation sur laquelle je voudrais que vous réagissiez peut-être.

Danielle TARTAKOWSKI

Puisque les intervenants susceptibles d'être sollicités par des questions sont cinq à la tribune, je suggère que nous entendions successivement plusieurs questions ou interventions.

Frédérick GENEVÉE

Premier point, à mon sens, Jean-Louis Robert a eu raison de nous rappeler les fondements méthodologiques en disant que tout historien doit s'abstenir de jouer des anachronismes, en quelque sorte. C'est une évidence. En même temps, la méthode historique consiste aussi à se poser des questions, c'est la problématisation. Or, en 2006, les historiens se posent des questions sur 1956 qui ne sont pas celles qu'ils pouvaient éventuellement se poser en 1996 ou en 1986. Il me semble donc nécessaire de prendre en compte l'inévitable tension qui s'établit entre le danger de l'anachronisme et le besoin de renouvellement des questions historiennes.

Deuxième point, l'année 1956 constitue incontestablement une rupture. Claude Pennetier et Michel Dreyfus l'ont démontré s'agissant de la question de la dissidence, de la prise de parole, de la contestation, et je partage ce constat. Mais j'observe également que toutes les interventions depuis hier, notamment celles qui s'appuient sur de nouvelles recherches, ont insisté sans exception pour relativiser la coupure de 1956. Soit en disant que des évolutions se faisaient antérieurement à cette date, soit en estimant que les conséquences provoquées par 1956 se jouaient finalement ultérieurement. Je crois que l'un des enseignements passionnants de ces Journées d'étude réside clairement dans cette idée de la relativisation de 1956. En cela, elles auront été utiles.

Troisième point. Je ne sais pas si c'est en terme de rupture ou de borne, mais en tous les cas l'année 1956 constitue bel et bien un enjeu politique. L'intervention d'Henri Martin en a témoigné, il existe un enjeu politique, en tous cas interne au monde communiste autour de l'analyse de 1956. Et je dirai que, au moins à ce titre, c'est une borne intéressante à étudier.

Marc GIOVANINETTI

Je souhaiterais revenir sur cette idée de l'espoir d'un nouveau Front populaire, puis des espoirs déçus et complètement évanouis. Jusqu'en 1956, l'idée de Front populaire est présente constamment dans le discours politique du Parti communiste. A tel point qu'on n'y fait presque plus attention, quand on lit les textes de l'époque, tellement c'est ancré pratiquement comme première proposition politique dans tous les discours, les programmes. Et à partir de 1956, effectivement, les illusions sur cette éventualité semblent disparaître. Cela m'amène à évoquer l'Union progressiste, qui représente sans doute l'un des derniers éléments sur lesquels les communistes pouvaient espérer construire quelque chose de commun en dehors de leur propre appareil. Par exemple, j'ai eu la surprise de trouver trace de la nomination de Pierre Cot - dont il a beaucoup été question ce matin - à la section de politique extérieure du PCF, en 1946, c'est-à-dire au moment de la création de cette structure. Et cela alors qu'il n'a jamais été, à ma connaissance, membre du Parti communiste. Mais en 1956, il semble relativement éloigné du Parti communiste. A partir de cette date, la seule organisation de masse qui compte encore quelques

non communistes éminents, c'est le Mouvement de la paix, dont le déclin je pense commence aussi à cette période là.

Jacques GIRAULT

Il est vrai qu'on ne peut pas travailler sur l'histoire du Parti communiste sans savoir que, parmi ses objectifs, figure constamment le maintien de la cohésion du parti. Mais il faut tenir compte du fait que le parti ne raisonne pas en vase clos, et qu'il faut que la cohésion corresponde à la demande des militants mais aussi à celle de la population. Qu'attend-on du Parti communiste à l'époque ? Si Jacques Duclos fait acclamer le nom de Staline… Vous n'ignorez pas qu'il existe deux versions de l'événement. Selon la première, c'est le public de la salle Wagram qui a proclamé le nom de Staline, après que Duclos eut prononcé celui de Lénine. Dans la seconde, un témoignage y faisait référence ce matin, Jacques Duclos a hésité un moment après avoir évoqué Lénine, puis il a ajouté Staline… c'est que, en 1956, la demande consiste peut-être, dans le Parti communiste et dans le public, en un espoir toujours placé dans l'Union soviétique, dans ce qu'a représenté Staline. Je voudrais évoquer simplement un exemple. On a connu, plus tard, un courant consistant à débaptiser toute une série de rues, de réalisations, auxquelles ont avait donné le nom de Staline. Quelquefois, on est allé jusqu'au bout : à Gentilly, par exemple, vous trouverez une rue Lénine, dite « anciennement Durand ». Et bien, une période a été escamotée, car elle portait précédemment le nom de Staline. En revanche, j'ai vécu dans une commune du Var où le nom de Staline a été maintenu après débat. On a estimé qu'il fallait assumer le passé, ne pas rajouter aux divisions, et cela a paru constituer la seule solution. Plus tard, lorsqu'on s'est rangé à l'idée qu'après tout il était plus judicieux de remplacer le nom de Staline par Stalingrad, on l'a fait pour des motifs électoraux, en pensant aller ainsi dans un sens favorable à l'union de la gauche. Cela n'a d'ailleurs pas empêché la municipalité d'être perdue par le Parti communiste. Mais, c'est un autre problème.

Cela soulève aussi le problème de la responsabilité de l'historien. On parle des historiens qui ont quitté le Parti communiste en 1956. Mais, en gros, les historiens communistes de cette période avaient-ils la possibilité de poser toute une série de questions ? J'ajoute que, y compris dans une période plus récente, le Parti communiste français n'a pas ouvert ses archives d'une façon égale pour le monde. Il y a encore dix ou quinze ans, certains historiens communistes ont pu bénéficier d'ouvertures, d'autres non. En conséquence de quoi on ne peut pas reprocher aux historiens d'en avoir tiré les conséquences dans certains cas.

Quant à l'Union progressiste, qui a été évoquée, je précise que les communistes n'ont jamais présenté un candidat contre Pierre Cot, par exemple. Un des députés de l'Union progressiste, Pierre Meunier, a même été secrétaire de Maurice Thorez. Et quand le journal *Libération* a cessé de paraître, c'est bien parce que le Parti communiste a dit *« maintenant on arrête parce qu'on n'a plus d'argent »*.

Michel DREYFUS

L'année 1956 est intéressante : à l'exception du Pacte germano-soviétique qui crée une situation exceptionnelle, le Parti communiste est pour la première fois de son histoire sur la défensive par rapport à ce qui se fait en Union soviétique. Il se trouve en effet sur la défensive, dans la mesure où il ne veut pas admettre le rapport « attribué » à Khrouchtchev. Un tel cas de figure n'est jamais arrivé auparavant. Pour le montrer, je prendrai deux exemples de décisions politiques fort discutables, qui pourtant n'ont pas été discutées par le Parti communiste français et ne l'ont pas mis en difficulté. La première, c'est ce qui s'est passé en Allemagne de 1930 à 1933 : la politique totalement suicidaire de l'Internationale communiste a très largement contribué à la désunion ouvrière et à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, événement majeur de l'histoire européenne et mondiale. Il n'y a pas eu alors le moindre débat au sein de l'Internationale communiste, ni dans ses sections, en France ou ailleurs. Il s'agissait pourtant, on le mesure aujourd'hui, d'une orientation absolument catastrophique, gravissime mais il n'y a eu aucune critique à son sujet. Le second exemple est constitué par les procès de Moscou de 1936 à 1938. Qui les défend aujourd'hui ? Plus personne. Lorsqu'ils se déroulent, ils suscitent, certes, la protestation d'André Gide ainsi que de quelques trotskystes, socialistes de gauche, etc, mais au sein de l'univers communiste, il ne se passe pratiquement rien. Aussi quand, en 1956, un événement politique survenu en Union soviétique met, pour la première fois de son existence, le Parti communiste français en difficulté, celui-ci a du mal à l'admettre. Cela constitue pour lui un phénomène tout à fait nouveau.

Je m'autorise une seconde remarque. Je pense que nous sommes tous d'accord pour considérer que c'est du côté des intellectuels que commence la contestation. Sans entrer dans les détails, je crois que nous le serons également pour dire qu'ailleurs, que ce soit dans l'appareil municipal, au sein du parti profond ou dans son appareil, ainsi que dans les organisations syndicales — en premier lieu la CGT — les conséquences de 1956 restent limitées. Ceux qui abordent les questions de fond et qui interpellent le parti sont essentiellement des intellectuels. Ce sont eux qui s'expriment le plus et ils sont aussi les plus visibles parce qu'ils écrivent, ils laissent des traces. On peut dire sans grand risque de se tromper, que 1956 introduit une sorte de divorce ou de lézarde — je vous laisse le choix du terme — qui entame l'audience dont bénéficiait le Parti communiste chez les intellectuels, dans le monde artistique et culturel, etc. Nous serons tous d'accord sur ce point. Cela dit, 1956 constitue évidemment un événement dans l'histoire du Parti communiste, mais quelle est son importance réelle sur le parti ? La réponse n'est pas simple car il faut relativiser les problèmes. Une des grandes difficultés que rencontre l'historien est de distinguer ce qui est important de ce qui l'est moins : il existe des hiérarchies implicites mais ce qui est le plus visible n'est pas nécessairement ce qui compte le plus. En revanche, il ne fait aucun doute que 1956 annonce les difficultés que rencontrera par la suite le PCF avec ses intellectuels.

Jean-Louis ROBERT

Je souhaiterais revenir sur les notions d'antériorité et de continuité autour de l'année 1956. Cela a été évoqué, des choses se préparaient avant 1956 d'autres ont continué après. Le Parti communiste a continué de fonctionner, mais en connaissant des changements, avec des militants qui s'interrogeaient, etc. Je crois que cela prouve que, si un certain nombre de communistes s'interrogent profondément et quittent le PCF, parfois dans des conditions particulières… on connaît l'exemple de Lyon-Caen, qui, finalement, serait prêt à revenir si on acceptait de lui conserver ses activités en lien avec les syndicats, dans le domaine du droit du travail... il y a fondamentalement, en 1956, quelque chose de l'ordre de la mentalité communiste des années 1936-1937, pendant laquelle - cela a été rappelé - les procès de Moscou paraissaient quelque chose d'à peine discutable et n'étaient de fait pas discutés.

Un autre choc, peut-être comparable au retentissement du rapport Khrouchtchev et de l'évocation des crimes staliniens, a été l'annonce du pacte germano-soviétique. Là aussi, un gros choc a entraîné quelques départs, y compris d'intellectuels ou de députés. Mais, finalement, il va finir par être surmonté, car arrivent ensuite l'avènement de la Résistance, les conditions du combat, etc. C'est ce qu'on peut constater, dans une certaine mesure, en 1956. Le choc est aussi en partie surmonté et puis, au fond, le parti est encore là, puissant, continuant - là, je vais contredire ce que j'avançais tout à l'heure en traçant la chronologie de 1956 - à représenter une force aux capacités significatives d'agir en politique ou dans le social. Une force importante et j'ajoute, y compris un attrait. La génération des intellectuels qui quitte le PCF dans les années 1980 est souvent celle qui l'a rejoint dans les années 1960. Puisque nous avons tous évoqués des épisodes personnels : j'étais moi-même, dans les années 1960, élève au lycée Louis Le Grand. Et bien, autour de 1964 - huit ans seulement après 1956 - le cercle des Jeunesses communistes de ce prestigieux lycée parisien comptait plus de cent adhérents. Le rayonnement du Parti communiste trouvait encore un écho chez des jeunes bourgeois, généralement destinés à des carrières intellectuelles, de cadres ou ingénieurs. Le Parti communiste constituait encore, malgré tout, comme une force multiple et attractive. Ce qui signifie que, même si j'ai dit tout à l'heure que 1956 pouvait fonctionner comme borne chronologique signifiant le déclin du Parti communiste, les choses ne sont ni aussi simples, ni aussi linéaires. J'en veux pour preuve l'existence d'épisodes qui démontrent que, quoi que le PCF soit devenu de 1956 à nos jours, il manifeste encore des capacités d'initiatives politiques. Et cela, même si cela ne marche pas, pour mille raisons qui peuvent être étudiées. Par exemple, la signature du Programme commun en 1972 relève bien d'une initiative du Parti communiste. C'est lui, et non les autres forces du champ politique, qui le voulait et c'est lui qui l'a imposé. Qu'après, la stratégie des socialistes et de François Mitterrand jouent, bien sûr. Mais en 1972, cette initiative qui me semble encore marquer une force politique du Parti communiste. J'aurais d'ailleurs tendance à me demander, s'il fallait prendre une autre borne, s'il ne serait pas opportun de la situer dans ces années 1970, et si, finalement, elle serait pas au moins aussi signifiante en terme

de rupture et d'organisation dans une chronologie du Parti communiste. Cela justement parce que, comme certains des travaux qui ont été présentés aujourd'hui l'ont montré, en même temps qu'intervient ce déclin, cette crise aiguë à partir de 1956, le Parti communiste continue à fonctionner et à être actif.

Claude PENNETIER

Je dirai qu'en 1956, comme en 1939, le communisme est sauvé par l'anticommunisme. Cette formulation peut paraître paradoxale parce que, évidemment, la répression anticommuniste peut porter des coups tout à fait redoutables : interdiction du parti, interdiction de sa presse, arrestation des militants. Mais en même temps, tous ces événements qui frappent un parti à la structure et au mode de fonctionnement particuliers, empêchent qu'il y ait débat en son sein. Et s'il n'y a pas débat, il n'y a pas dépassement, il n'y a pas dissidence. En 1939, la seule dissidence envisageable consiste à se rallier à l'ennemi ou à céder à la pression de l'ennemi, mais il n'y a pas de débat interne à ce moment, c'est très net. On le voit bien au travers des archives de personnalités marquantes comme Renaud Jean, par exemple. Grâce à ses carnets, à ses courriers, on sait précisément aujourd'hui ce qu'il pensait, avec beaucoup de finesse, de l'orientation du PCF. Mais, durant le procès des parlementaires communistes comme en d'autres occasions, il n'en a pas dit un mot publiquement. On pourrait généraliser cette attitude.

En 1956, pour la plus grande « chance » du communisme, la violence anticommuniste revêt des traits d'extrême droite, fascistes. Des activistes frappent les militants, mettent le feu à des locaux. C'est clair dès qu'on se penche sur des exemples précis. Guy Poussy, par exemple, a failli être pendu devant le siège du comité central ou de *l'Humanité* ? je ne sais plus… Mais il s'est enfui, a couru et cela a frappé les imaginations. Le lendemain, quand il s'est rendu à son entreprise pour travailler, le chef du personnel est venu lui dire : *« on n'arrête pas de s'accrocher, mais je tiens à vous dire mon émotion, ma sympathie. On ne peut pas faire de telles choses à des gens comme vous »*. On décèle bien là la réalité du rapport à la société, même si c'est dans un exemple un peu caricatural. Cette pression externe empêche ou fige le débat. Par là même, elle tend, d'un côté à empêcher des évolutions éventuelles, et d'un autre côté à maintenir la cohésion interne. Je reviens à cette idée de cohésion, évoquée tout à l'heure par un intervenant qui estimait que le rôle du chef du parti consiste précisément à maintenir la cohésion. Il me semble que cela n'est pas vrai à tout prix et qu'il revient également au responsable de faire évoluer son parti, de l'inciter, de jouer un rôle d'anticipation. Car si sa seule fonction est de maintenir la cohésion, on est en droit de s'inquiéter et de détecter un signe annonciateur de déclin.

Christian OPPETIT

Très rapidement, un point factuel pour répondre à Monsieur Giovaninetti au sujet du Mouvement de la paix. Effectivement, au vu des archives, le Mou-

vement de la paix est considéré par les Renseignements généraux, par les préfets, comme l'organisation de masse qui souffre le plus des événements. Dans les quelques mois qui suivent novembre 1956, il est demandé aux préfets de faire un petit rapport spécialement consacré aux conséquences des événements de Hongrie. Il apparaît que le Mouvement de la paix - c'est relevé avec attention - , la CGT pour partie, ainsi que l'Union progressiste sont les organisations les plus touchées. Par contre, ce qui désole manifestement ces fonctionnaires et, sans doute, le pouvoir, est la bonne tenue des structures du PCF. C'est moins vrai pour la CGT, qui connaît des mouvements, on ne sait pas très bien dans quelle mesure. La situation du Mouvement de la paix, elle, est véritablement plus difficile. Je signale à titre d'exemple, qu'à Marseille, en janvier 1957, le Mouvement de la paix qui tâche d'organiser une grande réunion, rencontre des difficultés pour louer un local, pour trouver l'argent nécessaire. Ce qui est quand même surprenant pour Marseille et constitue à ce titre une indication.

Deuxième point, au sujet de la guerre d'Algérie. Tout à l'heure, Jean Cordillot a fait allusion à la violence ressentie à l'époque par les gens qui étaient proches du Parti communiste. Les événements de novembre 1956 constituent sans doute un pic à cet égard. Mais ce qui me semble caractériser la situation, à partir de mai 1956 et jusqu'en 1958-1959, c'est la violence anticommuniste qui s'intègre structurellement aux problématiques liées à la guerre d'Algérie. Les militants communistes sont mis au banc, politiquement et idéologiquement, mais sont même menacés physiquement.

Naftali SKROBEK

Je voudrais faire part de l'existence d'un livre en polonais, intitulé « Saga d'une famille », qui a été édité par le centre d'histoire juive de Varsovie après la mort de son auteur. Il raconte la vie de cet auteur, une femme, dont le mari faisait partie des membres du comité central du Parti communiste polonais qui ont été fusillés en Union soviétique en 1937. A ce moment là, toutes les épouses de ces dirigeants ont été arrêtées et enfermées à la Loubianka. Quelques unes ont été libérées, d'autres ont été envoyées en Sibérie. Cette femme, arrêtée en 1937, ne revient en Pologne qu'en 1946. Nika, qui est secrétaire général du Parti polonais à l'époque, la connaît personnellement et lui propose de devenir la directrice de l'école centrale du parti. Elle accepte et le restera jusqu'à 1968. En 1968, elle est licenciée par Gomulka pour s'être opposée à ses déclarations au sujet d'une « cinquième colonne » visant les communistes juifs qui se trouvent en Pologne, qui sont tous obligés de partir, à quelques exceptions près. Et cette femme, après son passage à la Loubianka, après huit ans de goulag, apprenant seulement à son retour en Pologne que son mari a été fusillé, continue à manifester pendant des années et des années sa foi dans la construction du socialisme dans son pays. En raison de son intérêt, il serait souhaitable que ce livre soit traduit en français. Je l'évoque, car il me semble éclairer un point de notre discussion. On a évoqué le fait qu'après 1956, l'influence du Parti communiste n'a pas baissé, etc. Mais il y avait une telle foi chez tant de militants et même de cadres

du parti, une telle foi dans le projet de bâtir une autre société, qu'elle a aveuglé sur quantité de choses. D'ailleurs, on a parlé des intellectuels qui savaient et qui ne disaient rien - ce qui est vrai - mais c'était également les cas des responsables du parti. Tout simplement parce qu'on espérait qu'on arriverait quand même à bâtir une société meilleure, plus juste.

Guillaume NAHON

Je ne conclurai évidemment pas. Je voulais juste excuser l'absence de Madame Claire Pessin-Garric, Vice-présidente du Conseil général, qui devait conclure ce colloque, mais ne pourra malheureusement pas être présente. En son nom, je voulais remercier à nouveau tous les intervenants, et vous tous qui avez assisté à ces Journées d'étude, à mon avis passionnantes. Je vous rappelle que les Actes de ces Journées seront publiés avec le soutien de la Fondation Gabriel Péri. Je demanderai donc aux différents intervenants de bien vouloir nous adresser le texte écrit de leur communication. Pour les tables rondes, nous transmettrons aux orateurs la transcription de leur prestation, qu'ils voudront bien, je l'espère, amender. Nous tâcherons également de rendre compte, dans la mesure du possible, des échanges qui se sont déroulés tout au long des ces deux Journées passionnantes.

Annexe

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET L'ANNÉE 1956

État des sources conservées aux

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

et dans les collections de la Bibliothèque marxiste de Paris.

établi par Pascal Carreau,
attaché de conservation du patrimoine

sous la direction de Guillaume Nahon,
directeur des Archives départementales
de la Seine-Saint-Denis.

Novembre 2006

Avertissement

A l'occasion des Journées d'étude sur *« le PCF et l'année 1956 »,* il a paru utile de présenter un état des archives relatives à cette thématique qui sont déjà consultables aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. Sont donc signalés ici les documents classés à ce jour et dotés d'un instrument de recherche, avec l'indication de la cote sous laquelle ils sont communicables au public.

Un des objectifs de la manifestation était de valoriser le dépôt récent aux Archives départementales des fonds du Parti communiste français et du journal *l'Humanité*, qui entretiennent un rapport direct et explicite avec le thème retenu pour ces Journées. Certains des intervenants les ont d'ailleurs exploités dans le cadre de leurs recherches scientifiques. Cette présentation renvoie ainsi prioritairement aux archives de direction et des sections de travail du PCF, aux fonds personnels de dirigeants et aux fonds *Mémoires d'Humanité* et *Ciné-archives* ; elle a été élargie à seulement quelques fonds privés et aux collections de la Bibliothèque marxiste de Paris, qui constituent un pan du fonds du PCF classé par l'Etat et seront prochainement communicables dans des locaux de l'Université de Paris 13, à proximité des Archives départementales.

En effet, la richesse et la diversité des ressources conservées aujourd'hui aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, notamment en matière d'archives du mouvement ouvrier et du monde du travail (au sens le plus large), autoriseraient une investigation plus transversale et plus exhaustive.

Précisons aussi que le choix de signaler quasi exclusivement les documents produits au cours de l'année 1956 constitue un parti pris destiné à faire mesurer, à partir d'exemples précis, la richesse et l'intérêt de fonds et de dossiers qui portent sur une période chronologique plus étendue. Tout travail de recherche sur l'année 1956 devra s'y référer plus largement pour replacer cette année particulière dans son contexte.

On trouvera en annexe le répertoire détaillé des enregistrements sonores des réunions du comité central du PCF tenues en 1956. Il vise à attirer l'attention sur une série parfois méconnue des chercheurs, actuellement consultable de 1950 à 1977 grâce au travail de restauration et de transfert sur supports numériques effectué par le secteur audiovisuel des Archives départementales. Ces documents seront intégralement signalés, avec les archives papiers correspondantes, dans un *Etat des fonds et des instruments de recherche* relatifs aux réunions du comité central du PCF, à paraître en 2007 en collaboration avec la Fondation Gabriel Péri.

Ont contribué à la réalisation de ce document : Philippe Malpertu (Archives départementales de la Seine-Saint-Denis) et Catherine Bensadek (Bibliothèque Marxiste).

Pascal Carreau

Sommaire

FONDS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ..... **p. 255**
Archives papier ..... p. 255
Archives sonores ..... p. 257
Affiches ..... p. 258
Périodiques ..... p. 258

FONDS « MÉMOIRES D'HUMANITÉ » ..... **p. 259**
Collection photographique du journal *l'Humanité* ..... p. 259
Périodiques ..... p. 259

FONDS « CINÉARCHIVES » ..... **p. 260**

FONDS PERSONNELS ..... **p. 260**

COLLECTIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE MARXISTE DE PARIS ..... **p. 261**
Brochures ..... p. 261
Tracts ..... p. 265

ENREGISTREMENTS SONORES DES RÉUNIONS DU COMITÉ CENTRAL ..... **p. 269**
- Répertoire détaillé

FONDS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Archives de la direction nationale du PCF, classées « archives historiques » par l'Etat en juin 2003 et déposées en juin 2005 aux Archives départementales dans le cadre d'une convention signée en décembre 2003 entre le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et le PCF.

Archives papier

CONGRÈS

8° 4504 Rapports, interventions, documents du 14e congrès national, le Havre, 18 au 21 juillet 1956, n° spécial des *Cahiers du communisme,* juillet-août 1956.

COMITÉ CENTRAL

261 J 2/1-68 Dossiers relatifs au déroulement des réunions (1939-1992).

261 J 2/32 Année 1956 :

- 18 janvier à Paris : rapport de Jacques Duclos, coupures de presse.
- 7 février à Paris : notes manuscrites, coupures de presse.
- 22 mars à Saint-Ouen : extraits du rapport de Jacques Duclos, coupures de presse.
- 9 et 10 mai à Arcueil : interventions prononcées, coupures de presse.
- 5 juin à Paris : décision du comité central, coupure de presse.
- 22 juin à Paris : coupure de presse.
- 6 juillet à Paris : coupure de presse.
- 18 et 19 octobre à Aubervilliers : coupures de presse.
- 1er novembre à Ivry-sur-Seine : coupures de presse.
- 20 et 21 novembre à Ivry-sur-Seine : coupures de presse.

BUREAU POLITIQUE

261 J 4/1-51 Relevés de décisions des réunions (1944-1994), originaux fragiles, communicables uniquement sur CD sous la cote 2 NUM 4/1-6.

2 NUM 4/3 Année 1956 : 51 documents numérotés, 5 janvier au 27 décembre 1956.

2 NUM 4/6 Année 1977 : projet de décision sur la délégation du PCF au 20e congrès du PCUS en 1956, 5 janvier 1977.

SECRÉTARIAT

261 J 5/1-51 Relevés de décisions des réunions (1944-1994), originaux fragiles, communicables uniquement sur CD sous la cote 2 NUM 4/7-16.

2 NUM 4/11 Année 1956 : 49 documents numérotés, 6 janvier au 28 décembre 1956.

COMMISSION CENTRALE DE CONTRÔLE POLITIQUE

261 J 6/1-19 Archives déclassifiées et ouvertes à la communication (1921-1988) ;

261 J 6/9 Dossiers sur les désaccords d'intellectuels après 1956 (Aimé Césaire, Roger Vailland, Tristan Tzara, « lettre de 10 communistes », cellule Sorbonne-Lettres), 1956-1960.

SECTION DE TRAVAIL PARMI LES FEMMES

Ce fonds coté 261 J 9/ est en cours de classement. Seuls les documents de la période 1941-1976 ont été pré-inventoriés.

Dossier « Rapports et documents concernant la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) ou ses activités », 1951-1969.

Dossier « Le PCF et les femmes », 1946-1956.

SECTION DE MONTÉE DES CADRES

261 J 21/1-99 Dossiers « Composition sociale des comités fédéraux », 1952-1974.

FONDS MARCEL CORNU (1952-1996)

267 J 1 Dossier « La Pensée, 1952-1976 ».

267 J 2 Dossier « L'année 1956 ».

FONDS ÉTIENNE FAJON (1927-1991)

En cours de classement.

Dossier « 14e congrès, le Havre, 18 au 21 juillet 1956 ».

FONDS RAYMOND GUYOT (1926-1988)

283 J 30 Dossier « Pologne, 1956-1974 ».

283 J 51 Dossiers « Comité central, 1945-1962 ».

283 J 76 Dossier « Activité de la section Polex, 1956-1975 ».

FONDS MARIUS MAGNIEN (1926-1961)

273 J 3 « Activité de la section de politique étrangère puis de politique extérieure », dossier sur l'année 1956.

FONDS VICTOR MICHAUT (1936-1966)

271 J 1 Dossier « Conférence sur le travail du Parti parmi les intellectuels », 1955-1957.

FONDS GASTON PLISSONNIER (1950-1994)

264 J 17 Dossiers « Relations PCF-PCUS », 1956-1987.
264 J 18 Dossiers « Congrès du PCUS », 1956-1986.
264 J 30 Notes des sections de travail : note sur la Propagande (1956) et notes sur la section économique (1956-1961).

Archives sonores

CONGRÈS

4 AV/930-941 Enregistrement du 14e congrès national, le Havre, 18 au 21 juillet 1956, communicable sur 12 CD audio.

COMITÉ CENTRAL

Enregistrements des débats (1951-1994) communicables sur cassettes et CD audio.

Année 1956 (cf. détail page 267) :
1 AV/4663-4667 Réunion du 18 janvier : 5 cassettes.
1 AV/4668-4669 Réunion du 7 février : 2 cassettes.
1 AV/4670-4680, 4 AV/2087 Réunion des 9 et 10 mai : 11 cassettes et 1 CD audio.
1 AV/4681-4686 Réunion du 5 juin 1956 : 6 cassettes.
1 AV/4687-4693 Réunion du 22 juin : 7 cassettes.
1 AV/4694-4695 Réunion du 6 juillet : 2 cassettes.
1 AV/4696-4703 Réunion des 18 et 19 octobre : 8 cassettes.
1 AV/4704-4706 Réunion du 1er novembre : 3 cassettes.
1 AV/4707-4719 Réunion des 20 et 21 novembre : 13 cassettes.

Année 1977 :
4 AV/2221-2222 Réunion du 24 janvier 1977, discussion sur la délégation du PCF au 20e congrès du PCUS en 1956.

SECTION D'ÉDUCATION

Enregistrements des cours et conférences donnés aux centres de formation de Choisy-le-Roi puis de Draveil (1974-2001).

1 AV/22029 Conférence de Roger Martelli sur la période 1956-1976, stage « organisation », 3 novembre 1994.
1 AV/21802-21803, 22026-22027 Conférence de Germaine Willard sur la période 1938-1956, stage « organisation », 1er novembre 1994.

INSTITUT DE RECHERCHES MARXISTES

Enregistrements d'initiatives publiques organisées par l'Institut (années 1970-1980).

1 AV/17078 Débat entre Roger Martelli et Alexandre Adler sur l'année 1956, sans indication de lieu ni de date.

Affiches

Collection en cours de classement.

89 Fi 1-821 Affiches déjà inventoriées (1944-2000).

89 Fi 160-176 Année 1956 :

- 89 Fi 160 « 39e anniversaire de la révolution d'Octobre : vive l'amitié franco-soviétique ».
- 89 Fi 161 « 1er congrès de l'Union des jeunesses communistes de France ».
- 89 Fi 162 « 12 millions de Français ont voté contre la guerre en Algérie ».
- 89 Fi 163 « Contre la réaction colonialiste ! Négociation pour le cessez-le-feu et la paix en Algérie ».
- 89 Fi 164 « Avec le PCF… pour la paix ».
- 89 Fi 165 « Avec le PCF… pour la retraite des vieux ».
- 89 Fi 166 « Avec le PCF… pour la paix ».
- 89 Fi 167 « Avec le PCF… pour battre la réaction ».
- 89 Fi 168 « Avec le PCF… pour la paix et le progrès social ».
- 89 Fi 169 « Journée du livre marxiste 1956 ».
- 89 Fi 170 « Le parti de l'unité : Camarades socialistes ! ».
- 89 Fi 171 « Ceux-là manifestaient pour la Hongrie ».
- 89 Fi 172 « Contre le fascisme ».
- 89 Fi 173 « Après l'Algérie… Suez ? ».
- 89 Fi 174 « Le fascisme ne passera pas ! ».
- 89 Fi 176 « Arbre de Noël 1956 ».

Périodiques

2935 Per 1-249 *l'Humanité* (1911-2002)

2935 Per 140-143 année 1956 complète reliée.

2937 Per 1-38 *La Terre* (1937-1982)
2937 Per 11 année 1956 complète reliée.

2958 Per 1-72 *Cahiers du bolchévisme / Cahiers du communisme* (1924-1999)
2958 Per 25-26 année 1956 complète reliée.

2946 Per 1-7 *L'Ecole et la Nation* (1951-1976)
2946 Per 1 années 1951-1956 complètes.

2940 Per 1-23 *La Pensée* (1944-2002)
2940 Per 10 années 1956-1957 complètes.

2982 Per 1-2 *L'Algérien en France* (1950-1963)
2982 Per 1 années 1950-1960 incomplètes.

2951 Per 1-4 Bulletin édité par la section de politique extérieure du Comité central (1952-1958)
2951 Per 2 années 1955-1956 (manque le n° 1).

FONDS « MÉMOIRES D'HUMANITÉ »

Archives du journal l'Humanité, gérées par l'association Mémoires d'Humanité et déposées aux Archives départementales dans le cadre d'une convention signée en octobre 2003 entre le Conseil général de la Seine-Saint-Denis, l'Humanité et Mémoires d'Humanité.

Collection photographique du journal *l'Humanité*

En cours de classement.

83 Fi / En l'état actuel de notre connaissance du fonds, seul un nombre limité de tirages positifs noir et blanc est relatif à l'année 1956. Quelques documents concernent les manifestations contre la répression en Hongrie et l'attaque contre le siège de *l'Humanité*, les émeutes et la répression à Alger, la crise de Suez, le Conseil mondial de la paix, une délégation de sénateurs français à Varsovie, le congrès du PC chinois.

Périodiques

243 J 6 / 519-554 *France Nouvelle* (1946-1979)
243 J 6 / 529 année 1956 complète reliée.

243 J 6 / 857-900 *La Nouvelle Critique* (1948-1966)
243 J 6 / 879-880 année 1956 complète reliée.

243 J 6 / 555-565 *Regards* (1935-1959)
243 J 6 / 563 années 1954-1956.

243 J 6 / 901-950 *Economie et politique* (1954-1979)
243 J 6 / 906-907 année 1956 complète reliée.

243 J 6 / 995-1023 *Démocratie nouvelle* (1947-1968)
243 J 6 / 1004 année 1956 complète reliée.

243 J 6 / 633-767 Europe (1923-1987)
243 J 6 / 692 2e semestre 1956.

FONDS « CINÉ-ARCHIVES »

Archives audiovisuelles du Parti communiste français, gérées par l'Association Ciné-archives et déposées aux Archives départementales dans le cadre d'une convention signée en février 2000 entre le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et Ciné-archives.

Enregistrements de manifestations publiques organisées par le PCF.

1 AV/15646 Témoignage de Robert Lambotte sur la situation dans le Constantinois, puis allocution de Pierre Courtade au sujet de la saisie de *l'Humanité*, sans indication de lieu ni de date.
1 AV/15647 Discours de Jacques Duclos après le refus du PCF de voter la confiance au gouvernement, sans indication de lieu ni de date.

FONDS PERSONNELS

Archives de personnalités déposées en dehors de la convention signée entre le Conseil général de la Seine-Saint-Denis et le Parti communiste français.

185 J 1-134 Fonds Jules Meurillon (1927-1991)
185 J 124-125 *Lettres Françaises,* année 1956.

188 J 1-8 Fonds Michel Tartakowsky (1920-1999)
188 J 7 Bulletins des correspondants de *l'Humanité*, 1948-1981.

COLLECTIONS DE LA BIBLIOTHÈQUE MARXISTE DE PARIS

Ouvrages, périodiques, brochures de la Bibliothèque marxiste de Paris, qui font partie intégrante du fonds historique du PCF classé par l'Etat et seront déposés prochainement à l'Université de Paris 13 dans le cadre d'une convention signée le 23 octobre 2006 entre l'Université de Paris 13 et le Parti communiste français.

Brochures

Conservées provisoirement au siège national du PCF.

14e congrès du PCF

- BrB 3259 Duclos Jacques, « Les municipalités au service des masses laborieuses. Rapport au 14e Congrès, le Havre, 18-21 juillet 1956 », Paris SGP 1956.
- BrB 4255 « Camarades socialistes. 14e Congrès, le Havre, 18-21 juillet 1956 », Paris PPI 1956.
- BrB 2901 « Le Parti communiste français dans la lutte pour le progrès social, pour la paix, pour un avenir de grandeur nationale. Projet de Thèses. 14e Congrès, le Havre, 18-21 juillet 1956 », Paris PPI 1956.
- BrB 3283 « Thèses : Le PCF dans la lutte pour le progrès social, pour la paix, pour un avenir de grandeur nationale. Résolution : les municipalités au service des masses laborieuses. Adresse du Congrès aux camarades socialistes. Appel à la jeunesse de France. Adoptés par le 14e Congrès, le Havre, 18-21 juillet 1956 », Paris PPI 1956
- BrB 3260 Servin Marcel, « Un Parti toujours plus fort et plus uni. Intervention au 14e Congrès, le Havre, 18-21 juillet 1956 », Paris ICC 1956.
- BrB 3263 Souslov Mikhaïl, « A tous les communistes, au grand peuple de France. Message du CC du PCUS et discours au 14e Congrès, 19 juillet 1956 », Paris SGP 1956.
- BrB 3289 Thorez Maurice/Garaudy Roger, « Pour la défense de la culture, de la paix et du progrès social. Le Parti communiste et les intellectuels.14e Congrès, le Havre, 18-21 juillet 1956 », Paris PPI 1956.
- BrB 3256 Thorez Maurice, « Pour un avenir de progrès social, de paix et de grandeur nationale. Rapport d'activité du CC au 14e Congrès, le Havre, 18-21 juillet 1956 », Paris SGP 1956.

20e congrès du PCUS

- BrB 2175 Chepilov D., « Discours au 20e Congrès du PCUS », Moscou ELE 1956.
- BrB 2176 Kiritchenko A., « Discours au 20e Congrès du PCUS, 15 février 1956 », Moscou ELE 1956.
- BrB 2174 Mikoïan A., « Discours au 20e Congrès du PCUS, 16 février 1956 », Moscou ELE 1956.
- BrB 2177 Molotov Viatcheslav, « Discours au 20e Congrès du PCUS, 18 février 1956 », Moscou ELE 1956.
- BrB 4552 Perkhouvine M., « Discours au 20e Congrès du PCUS », Moscou ELE 1956.
- BrB 4556 Sabourov M., « Discours au 20e Congrès du PCUS », Moscou ELE 1956.
- BrB 2172 Souslov M., « Discours au 20e Congrès du PCUS », Moscou ELE 1956.

Guerre d'Algérie

- BrB 393 Billoux François, « Le développement du front unique pour la paix en Algérie. Rapport au CC, Arcueil, 9-10 mai 1956 », Paris ICC 1956.
- BrB 8657 Camus Albert, « Pour une trêve civile en Algérie. Appel lancé à Alger le 22 janvier 1956 au Cercle du Progrès, devant une assistance composée de membres des différentes communautés algériennes », Alger Imp. SGIP 1956.
- BrB 4216 Fajon Etienne, « La lutte pour la paix en Algérie. Discours à l'Assemblée des Communistes de la Région parisienne, Salle des Métallurgistes, 13 avril 1956 », Paris SGP 1956.
- BrB 7479 Parti Communiste Algérien, « Pour une Nation algérienne libre, souveraine et heureuse », Alger Parti Communiste Algérien 1956.
- BrB 3450 Le Leap Alain, « Données sur le problème algérien. Réalités d'aujourd'hui. Causes Perspectives ou Comment répondre aux questions qui se posent », Paris PPI 1956.
- BrB 8862 Mouvement des Universitaires Français unis devant la menace d'une nouvelle guerre mondiale. Mouvement des 150, « Quelques aspects du problème algérien », Paris E. André 1956.
- BrB 8658 Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens, « Mémoire adressé aux Nations Unies », Paris Imp. Abécé 1956.
- BrB 3291 Vermeersch Jeannette, « Pour la paix en Algérie ! Interventions à l'Assemblée Nationale, le 17 octobre 1956 », Paris SGP 1956.

- BrB 4751 « De la pacification à la répression. Le Dossier Jean Muller », Paris Cahiers du Témoignage Chrétien XXXVIII 1956.

Pologne - Hongrie - Suez

- BrB 4006 Dobosiewicz Stanislaw, « Dix ans de Pologne populaire. Développement de l'enseignement », Varsovie Ed. Polonia 1956.
- BrB 3321 Gomulka Wladuslaw, « Documents: Rapport. Résolution du CC du Parti Ouvrier Unifié de Pologne, octobre 1956 », Paris SGP 1956.
- BrB 5826 Gomulka Wladyslaw, « Discours prononcé à la 8e session plénière du CC du POUP, le 20 octobre 1956 », Varsovie Polonia 1956.
- BrB 3317 Thorez Maurice / Fajon Etienne, « La situation internationale. Les événements de Pologne et de Hongrie. Allocution et Rapport du CC, le 2 novembre 1956 », Paris SGP 1956.
- BrB 3319 PCF, « Documents, photos, commentaires… Vérités sur la Hongrie… présentés à la réflexion de tous les honnêtes gens », Paris SGP 1956.
- BrB 3355 Stil André, « Je reviens de Budapest. Conférence à la Maison des Métallurgistes, Paris, le 17 décembre 1956 », Paris SGP 1956.
- BrB 3293 Garaudy Roger, « La vérité sur Suez. Intervention à l'Assemblée Nationale, le 16 octobre 1956 (compte rendu officiel) », Paris SGP 1956.
- BrB 3262 Servin Marcel, « Pour la solution pacifique du problème de Suez. Conférence, Salle de la Mutualité, le 13 septembre 1956 », Paris SGP 1956.

Vietnam

- BrB 5688 Pham Van Dong / Vo Nguyen Giap Général, « Notes à MM. Les Présidents de la Conférence de Genève pour l'Indochine et au Président de la Commission Internationale de Surveillance et de Contrôle de l'Armistice au Vietnam », Paris, Union vietnamienne pour la paix, l'unité et pour l'amitié avec la France, 1956.
- BrB 5337 « L'anticolonialisme, l'antiféodalisme, l'anticommunisme au Sud-Vietnam », Hanoï ELE 1956.
- BrB 9415 « Le Vietnam depuis l'armistice », Paris, Union vietnamienne pour la paix, l'unité et l'amitié avec la France, 1956.

PCF. Conférences éducatives

- BrB 3001 Cogniot Georges, « Le Parti Communiste instrument décisif de la classe ouvrière dans sa lutte pour le pain, la paix, pour le socialisme. Conférence devant les communistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, le 22 mai 1956 », Paris PCF Les Conférences éducatives 1956.
- BrB 3261 Duclos Jacques, « Nécessité et possibilités du Front unique. Conférence faite le 18 juin 1956 devant les communistes des fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise », Paris PPI Les Conférences éducatives 1956.
- BrB 3002 Fajon Etienne, « Nécessité et conditions de la Révolution socialiste. Conférence devant les communistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, le 4 juin 1956 », Paris PCF Les Conférences éducatives 1956.
- BrB 3257 Feix Léon, « Les problèmes de l'union entre la France et les pays d'outre-mer. Conférence faite le 11 juin devant les communistes des fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise », Paris PPI Les Conférences éducatives 1956.
- BrB 2999 Garaudy Roger, « L'Economie socialiste au service du peuple. Conférence devant les communistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, le 14 mai 1956 », Paris PPI Les Conférences éducatives 1956.
- BrB 3258 Kanapa Jean, « La Coexistence pacifique. Conférence faite le 15 juin 1956 devant les parlementaires communistes », Paris PPI Les Conférences éducatives 1956.

PCF. Réunions du comité central

- BrB 3290 Fajon Etienne, « La situation politique et l'unité d'action de la classe ouvrière. Rapport au CC, Aubervilliers, 18-19 octobre 1956 », Paris ICC 1956.
- BrB 3318 Thorez Maurice, « Il faut un gouvernement à l'image de la majorité républicaine du 2 janvier. Discours de clôture au CC, Ivry, 21 novembre 1956 », Paris SGP 1956.

Parti communiste italien

- BrB 7659 Togliatti Palmiro, « Il XX Congresso del PCUS », s.l. Ed. Riuniti 1956.

- BrB 2717 Togliatti Palmiro, « Les voies du socialisme. Rapport au CC du PCI, Rome, 13 mars 1956 », s.l. Cahiers du PC Italien Section pour l'Etranger 1956.
- BrB 3233 Togliatti Palmiro, « Pour la démocratie socialiste. Rapport au CC du PCI, 24 juin 1956 », s.l. PC Italien Cahiers du PC Italien. Section pour l'étranger 1956.

Jeunesses communistes

- BrB 4831 Martin Henri, « Vers le 1er Congrès de l'Union des Jeunesses Communistes. Rapport devant le Comité National de l'UJRF, Paris, 6 octobre 1956 », Paris Imp. Hermel 1956.
- BrB 3362 Thorez Maurice, « Message aux Jeunesses Communistes. Congrès constitutif de l'Union des Jeunesses Communistes de France, Ivry, 16 décembre 1956 », Paris PPI 1956.
- BrB 3857 Vermeersch Jeannette, « Pour un grand journal des Jeunes Filles. Discours aux Jeunes Filles à l'occasion du 300e numéro de *Filles de France,* 94 rue J.P. Timbaud, le 12 octobre 1956 », Paris, *Filles de France,* 1956.

Autres

- BrB 5424 Mollet Guy, « La paix, la paix intérieure, la paix d'outre-mer, la paix mondiale. C'est sous ce signe que se placera toute l'action du gouvernement. Discours à l'Assemblée nationale, le 31 janvier 1956 », Paris Imp. Georges Lang 1956.
- BrB 3926 Vermeersch Jeannette, « Contre le néo-malthusianisme réactionnaire nous luttons pour le droit à la maternité. Conférence faite le 4 mai 1956 devant le Groupe Parlementaire du PCF à l'Assemblée Nationale », Paris PPI 1956.
- BrB 3924 « Documents sur "l'Affaire Guitton" », Paris Union Française Universitaire 1956.

Tracts

Conservés provisoirement au siège national du PCF. Classement chronologique.

PCF « Après les élections du 2 janvier - Des procédés inadmissibles ». Paris, PPI, 01/01/1956.

PCF « Notre programme - Elections législatives janvier 1956 ». Paris, s.e., 01/01/1956.

PCF « Population Juive de France, le Parti Communiste Français s'adresse à vous ! ». Paris, Imp. ABC, 01/01/1956.

PCF « Pour consacrer la victoire du 2 janvier, un gouvernement de gauche, s'appuyant sur la majorité de gauche ! ». Paris, PPI, 01/01/1956.

UFF « Pour le bonheur de vos foyers, un bel avenir pour vos enfants - L'Union des Femmes Françaises répond à vos aspirations ». Paris, ICC, 01/01/1956.

SFIO « Liste Socialiste SFIO. Département de la Dordogne - Elections législatives du 2 janvier 1956 ». Périgueux, Imp. Pierre Fanlac, 02/01/1956.

PCF « Liste du Parti Communiste Français - Elections législatives du 2 janvier 1956 ». Paris, s.e., 02/01/1956.

PCF « Après la victoire du 2 janvier ». Paris, PCF, 03/01/1956.

PCF « Liste du Parti Communiste Français - Elections législatives du 8 janvier 1956 ». Paris, s.e., 08/01/1956.

PCF « Nous appelons la classe ouvrière et les travailleurs français à apporter à la lutte des peuples d'Afrique du Nord son soutien le plus actif - Intervention à l'Assemblée nationale lors du débat sur l'Afrique du Nord ». Paris, SEDIC, 03/02/1956.

PCF « Sur les relations franco-algériennes - Déclaration du Bureau Politique ». Paris, Imp. Poissonnière, 02/03/1956.

PCF « A l'Assemblée nationale Jacques Duclos explique le vote communiste en faveur du gouvernement ». Paris, SGP, 12/03/1956.

PCF « Les trésors de la pensée marxiste seront à votre disposition pour la 1re fois en France à La Journée de vente-exposition du Livre marxiste au Vel' d'Hiv ». Paris, s.e., 17/03/1956.

PCF « Camarades algériens » [tract bilingue français-arabe]. Paris, PPI, 28/03/1956.

Fédération de Paris du PCF « Jacques Duclos : Négociez ! ». Paris, Imp. Poissonnière, 11/04/1956.

PCF « Aux vieux et vieilles de France ! ».
Paris, SGP, 01/05/1956.

PCF « A l'Assemblée nationale, le mardi 5 juin 1956, le Parti communiste a refusé la confiance au gouvernement Guy Mollet pour la politique de guerre menée en Algérie. Waldeck Rochet explique le vote. La décision du Comité Central ».
Paris, SGP, 01/05/1956.

PCF « Après la saisie de *l'Humanité*. Agissons ensemble pour défendre la liberté et pour la paix en Algérie ».
Paris, SGP, 11/05/1956.

PCF « De Gaulle revendique la dictature. Union et action pour liquider le complot fasciste. Déclaration du Bureau Politique ».
Paris, SGP, 19/05/1956.

Mouvement de la Paix « Paix en Algérie ! Rassemblement national pour le désarmement, la paix en Algérie, dimanche 17 juin, à 14 h 30 au Parc des Princes ».
Paris, Imp. Centrale de la Presse, 01/06/1956.

PCF « Déclaration du Bureau politique »
[au sujet du rapport Khrouchtchev].
Paris, SGP, 18/06/1956.

PCF « Adresse des délégués du Parti communiste français [au 14e congrès du PCF] à leurs Camarades socialistes ».
Paris, SGP, 21/07/1956.

PCF « Jeunes Gens et Jeunes Filles de France ».
Paris, SGP, 21/07/1956.

PCF « Après le voyage en URSS de la délégation du Parti socialiste SFIO - Un important article de *La Pravda,* le 28 juillet 1956, pour la compréhension mutuelle, pour la coopération dans le mouvement ouvrier international ».
Paris, SGP, 28/07/1956.

PCF « Déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste Français sur le problème du Canal de Suez - Extraits du discours de Raymond Guyot à l'Assemblée nationale le 2 août 1956 ».
Paris, SGP, 02/08/1956.

PCF « Tous unis pour imposer la Négociation en Algérie ».
Paris, SGP, 01/09/1956.

PCF « Ceux-là manifestaient pour la Hongrie : Laniel, Bidault, Pinay, Schuman, Pleven - Tous unis dans la solidarité avec le peuple hongrois en lutte contre l'insurrection fasciste hongroise ! ».
Paris, PPI, 01/11/1956.

PCF « Lettre à Aimé Césaire » [de Roger Garaudy].
Paris, PPI, 01/11/1956.

PCF « A bas la guerre ! - Appel adopté par le Comité Central réuni à Ivry le 1er novembre 1956 » Paris, SGP, 01/11/1956.

PCF « A bas la guerre ! Nieder mit dem Krieg ! - Appel adopté par le Comité Central réuni à Ivry le 1er novembre 1956 ».
Paris, SGP, 01/11/1956.

PCF « 7 novembre 1917 - 7 novembre 1956.
Vive le 39e anniversaire de la Révolution d'Octobre ».
Paris, SGP, 07/11/1956.

PCF « 7 novembre 1917 - 7 novembre 1956.
Vive le 39e anniversaire de la Révolution d'Octobre
7 November 1917 - 7. November 1956. Es lebe der 39. Jahrestag der Oktober-Revolution ! ».
Paris, SGP, 07/11/1956.

PCF « Le Peuple de Paris commémorera le 7 novembre le 39e anniversaire de la Révolution d'Octobre ».
Paris, SGP, 07/11/1956.

PCF « Pour barrer la route au fascisme ! Tous, ce soir, à la République. L'action de la classe ouvrière sera la plus forte.
Le Fascisme ne passera pas ! ».
Paris, ICR, 08/11/1956.

PCF « Contre le fascisme. Février 1933. 7 novembre 1956.
Le fascisme ne passera pas ! ».
Paris, Imp. Poissonnière, 11/11/1956.

PCF « La vérité sur la Hongrie ».
Paris, SGP, 11/11/1956.

PCF « Les événements de Hongrie. Une déclaration de Janos Kadar, Président du Conseil Hongrois ». Paris, SGP, 18/11/1956.

PCF « L'URSS propose : Conférence à cinq pour le désarmement ».
Paris, SGP, 19/11/1956.

PCF « Face aux conséquences désastreuses de la guerre d'Algérie et d'Egypte. Pour une politique de salut national ».
Paris, SGP, 28/11/1956.

PCF « Français et Françaises, Pourquoi ces nouveaux soucis ? Face aux redoutables conséquences de la folle expédition d'Egypte : programme du Parti communiste français ».
Paris, SGP, 01/12/1956.

PCF « Grande Fête de Noël 1956 à l'intention des enfants de la Région parisienne. Parc des Expositions, vendredi 28 décembre 1956 à 14 heures sous la présidence de Marcel Cachin ».
Paris, s.e., 28/12/1956.

PCF « Promotion du 35e anniversaire du Parti Communiste Français. Bulletin d'adhésion ».
Paris, PCF, 00/00/1956.

PCF « Promotion du 40e anniversaire de la Révolution Socialiste d'Octobre. Bulletin d'adhésion ».
Paris, PCF, 00/00/1956.

ENREGISTREMENTS SONORES DES RÉUNIONS DU COMITÉ CENTRAL DU PCF DE L'ANNÉE 1956

Copies communicables sur cassettes et CD audio
(cotes 1 AV / 4663-4719 et 4 AV / 2087-2088)

Répertoire détaillé

1 AV / 4663-4667 Réunion du 18 janvier 1956 à Paris

1 AV / 4663 Durée totale : 59'

- Marius COLOMBINI, des Bouches-du-Rhône, analyse les résultats des élections législatives. Il se félicite des bons résultats du PCF, fait le bilan des élections et de leurs conséquences dans son département. - 20'
- Paul FABBRI commente la campagne et le déroulement des élections en Meurthe-et-Moselle, l'incidence sur le monde du travail, les rapports avec les socialistes. - 22'

- Auguste GILLOT, de la Seine Nord-Est, analyse les résultats des élections. Il les compare avec ceux des précédentes législatives et en tire les conséquences pour les travailleurs. Il critique l'attitude des socialistes. - 17'

1 AV / 4664 Durée totale : 56'
- Raymond GUYOT commente les résultats des élections législatives dans le département de la Seine. Il dénonce le mouvement poujadiste et Le Pen. Il compare la situation politique de 1956 et celle d'avant-guerre, dont 1936. Il rappelle les luttes qui ont précédé les élections de cette année. - 40'
- Lucienne MAZELIN, analyse les élections législatives et plus particulièrement le vote des femmes *(son audible mais de mauvaise qualité)*. Elle évoque l'Union des femmes française (UFF) et les femmes communistes. - 16'

1 AV / 4665 Durée totale : 1h 08'
- Georges COGNIOT intervient à propos du programme d'action laïque du PCF. Il analyse la politique gouvernementale de laïcité et les rapports sociaux dans ce domaine. - 20'
- Marcel DUFRICHE analyse les résultats des élections dans le contexte politique, social, économique du moment. Il fait le bilan des actions et de la progression du PCF. - 21'
- Gustave ANSART, député du Nord, tire le bilan des élections dans son département, par catégories sociales et par localités, notamment par rapport à la loi sur les apparentements. - 27'

1 AV / 4666 Durée totale : 57'
- Juliette DUBOIS fait l'analyse des résultats aux élections dans le Loir-et-Cher, la Seine, dans l'Est de la France, en Normandie et en Bretagne. Elle traite de la politique du Front Unique et des rapports avec les socialistes. - 23'
- Gaston VIENS revient sur les résultats des élections, notamment dans le monde rural. Il évoque les relations entre les militants et les sympathisants communistes. - 26'
- Etienne FAJON dirige la discussion sur les amendements au projet de résolution finale. Des propositions d'amendements sont faites par Jeannette Vermeersch, Georges Frischmann, Auguste Gillot, Hubert Ruffe, Georges Thévenin. - 7'

1 AV / 4667 Durée : 17'
- Jacques DUCLOS prononce le discours de clôture. Il tire les enseignements de cette réunion et des résultats aux dernières élections. Il conclut sur les actions à mener pour amplifier l'influence du PCF.

1 AV / 4668-4669 Réunion du 7 février 1956 à Paris

1 AV / 4668 Durée totale : 57'

- Raoul CALAS consacre son intervention à la politique de recrutement des adhérents au PCF. - 19'
- Léon DELFOSSE, du Pas-de-Calais, dresse un tableau des luttes sociales dans son département. Il revient sur les résultats des dernières élections et sur Auguste Lecoeur. Interruption de Maurice THOREZ. Puis, Léon DELFOSSE aborde la question du recrutement des adhérents au PCF. - 20'
- Henri SOUQUIERE *(NB : le nom de Gorges SEGUY est indiqué sur la bobine à fil originale, mais d'après le timbre de la voix de l'orateur, il est fort peu probable qu'il s'agisse de lui. Il a du être noté par erreur.)* expose au comité central les problèmes du recrutement d'adhérents dans sa région. Il est interrompu par Maurice THOREZ qui critique ses propos. - 18'

1 AV / 4669 Durée totale : 35'

- Marcel SERVIN introduit la discussion sur les rapports au sein de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF).
- Georges SEGUY intervient sur les actions du PCF dans le milieu des cheminots. - 9'
- Un orateur non-identifié fait le point à propos du Mouvement de la Paix. - 5'
- Lucien LANTERNIER revient sur la situation politique et sociale du moment : les colonies, le Front Unique, les actions revendicatives. Il traite de la Fédération de Seine-Ouest. Maurice THOREZ et d'autres orateurs contestent ses propos sur le nombre de cartes d'adhérents. Lucien LANTERNIER reprend son intervention. - 19'
- Le vote d'une résolution sur le rapport introductif de Marcel Servin a lieu. *(L'orateur est peut-être Etienne FAJON.)* - 2'

1 AV / 4670-4680 Réunion des 9 et 10 mai 1956 à Arcueil

1 AV / 4670 Durée : 63'

- Maurice THOREZ annonce que, dorénavant, les débats du comité central ne seront plus publiés et justifie cette décision. Il analyse ensuite la situation politique du moment dans le monde : la guerre d'Algérie, la guerre froide, le Front unique. Il décrit le mode de fonctionnement des instances dirigeantes du PCF et de celles d'autres organisations politiques. Il aborde aussi le rapport au 20e congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) puis oriente son intervention sur le « rapport secret ».

1 AV / 4671 Durée : 65'

- Suite de l'intervention de Maurice THOREZ, qui fait une critique nuancée du culte de la personnalité de Staline et du fonctionnement du PCUS. Il dénonce la déviation de ce fonctionnement, la répression, les procès, aborde les rapports entre le PCF et le PCUS. Il considère le rapport secret comme une auto-critique du PCUS sous la période stalinienne et condamne l'utilisation qui a pu être faite de ce rapport par les adversaires des partis communistes. Il fait l'historique du fonctionnement du PCF depuis 1945. *(N.B. : cette partie de l'intervention est difficilement compréhensible par moments, à cause de l'écho dans la salle et de la saturation de l'enregistrement original).*

1 AV / 4672 Durée totale : 35'

- Suite et fin de l'intervention de Maurice THOREZ, qui conclut en mettant en avant les points forts du PCF. - 3'
- Nouvelle intervention de Maurice THOREZ sur les actions à mener pour la paix *(N.B. : cette intervention n'appartient manifestement pas à la réunion)*. Une oratrice se joint à lui pour remercier Staline et l'URSS. Il s'agit d'une émission de Radio-Liberté sur le 12e congrès du PCF en 1950 (5e émission consacrée à la dernière journée du congrès). On y a inséré la voix d'une femme qui présente les propos de Maurice THOREZ. Ce dernier est souvent applaudi. La salle chante la " Marseillaise " et l' "Internationale ". - 18'
- Intervention de Roger GARAUDY (?) qui critique le plan Schumann, la politique américaine *(N.B. : cette intervention n'appartient pas à la réunion car elle semble dater de 1955)*. - 14'

1 AV / 4673 Durée totale : 62'

- Oswald CALVETTI exprime son accord global avec le projet de thèses pour le 14e congrès du PCF, faisant seulement quelques remarques. - 6'
- Henri JOURDAIN trouve peu clairs des passages du projet de thèses et demande à comprendre, notamment ceux concernant le capital fixe et les cadences de travail. Il fait des propositions. Il semble hésitant et peu à l'aise. Des orateurs, dont Marcel DUFRICHE, lui répondent depuis la salle. - 26'
- Fernand GRENIER demande des précisions sur le projet de thèses, notamment sur le logement social et le commerce extérieur. Il parle de la production industrielle, du cinéma français. On lui répond depuis la salle, dont Maurice THOREZ. Il dénonce les " lois scélérates " sur la presse. - 30'

1 AV / 4674 Durée totale : 53’

- Virgile BAREL intervient au sujet des loisirs, du tourisme et des congés des salariés. Il propose au comité central des actions pour permettre à plus de travailleurs de partir en vacances. Il propose des amendements au projet de thèses. - 17’
- André PIERRARD, enseignant, pense que le programme du PCF n’est pas assez mis en valeur dans le projet de thèses. Il parle du Front unique et de l’unité ouvrière par rapport au 20e congrès du PCUS - 23’
- André SOUQUIERE dit son accord avec le projet de thèses, exprimant juste quelques remarques de détail. - 10’
- Waldeck ROCHET revient sur le rapport. - 3’

(N.B. : pour la suite de cette intervention, celle de Gaston MONMOUSSEAU et le début de celle de Raymond GUYOT cf. 4 AV / 2087).

1 AV / 4675 Durée totale : 60’

- Suite et fin de l’intervention de Raymond GUYOT sur le rôle national du PCF. Maurice THOREZ intervient pour compléter ses propos. - 9’
- Lucien LANTERNIER aborde la question des maladies provoquées par de mauvaises conditions de travail. - 8’
- Maurice KRIEGEL-VALRIMONT, fait des remarques sur le projet de thèses, sur la politique sociale, l’Alsace, la politique du PCF. - 13’
- Gaston PLISSONNIER discute quelques points du projet de thèses sur les comités fédéraux. Il donne son avis sur le rapport du 20e congrès du PCUS. Il s’oppose au contrôle des naissances en l’état actuel de la société. Maurice THOREZ l’interrompt pour apporter des précisions sur ce sujet ainsi que sur l’avortement : le PCF y est fermement opposé. - 23’
- Roger GARAUDY dit son accord sur le fond avec le projet de thèses et apporte quelques remarques sur la formation idéologique des militants (écoles et littérature communiste). - 7’

1 AV / 4676 Durée totale : 1h08’

- Marcel DUFRICHE exprime quelques remarques sur le projet de thèses et revient sur l’intervention d’André Pierrard à propos du 20e congrès du PCUS, du Front Unique. - 11’
- Jeannette VERMEERSCH analyse, sur la base du projet de thèses, les rapports avec les socialistes et le Front unique. Elle fait souvent référence au comité fédéral du Nord et revient sur l’affaire Lecoeur. Maurice THOREZ l’interrompt pour expliquer comment sont prises les décisions du

comité central. Jeannette VERMEERSCH reprend pour aborder le culte de la personnalité (Staline et Thorez). Elle reconnaît ce fait mais le nuance, surtout en ce qui concerne le PCF. S'agissant de l'URSS, elle explique les raisons et les conséquences de ce culte et prend la défense de Maurice Thorez. Un orateur intervient depuis la salle pour dire son accord avec ces propos. Maurice THOREZ prend la parole pour mettre en débat la question du culte de la personnalité au sein du PCF. Des orateurs, dont Benoît FRACHON, prennent la parole depuis la salle pour exprimer leur avis et dire notamment, qu'en France, on a toujours réagi contre les tentatives dictatoriales. Les orateurs confirment que l'appellation " le parti de Maurice " était uniquement amicale envers le secrétaire général. Jeannette VERMEERSCH dénonce l'utilisation qui a été faite de ce culte par des adversaires politiques. Elle continue sur le rôle du PCF dans les entreprises, revient sur le culte de la personnalité et explique pourquoi il ne faut plus employer la formule " le parti de Maurice ". Benoît FRACHON reprend la parole pour donner son point de vue sur un poème de Louis Aragon à la gloire de Maurice Thorez. - 57'

1 AV / 4677 Durée totale : 65'

- Suite et fin de l'intervention de Jeannette VERMEERSCH. Un orateur explique comment est perçu le culte de la personnalité dans le bassin minier du Nord. Jeannette VERMEERSCH reprend la parole pour exprimer son refus du contrôle des naissances et dénoncer le déficit des naissances. Maurice THOREZ intervient pour également dire son refus du contrôle des naissances en le rattachant à une théorie léniniste. - 19'
- Pierre COURTADE insiste sur le fait que le culte de la personnalité concerne Staline et que cela doit être précisé dans le projet de thèses. - 2'
- Auguste GILLOT déclare être en plein accord avec le projet de thèses. Il souhaite rajouter quelques lignes concernant l'Algérie. Un orateur donne des précisions depuis la salle *(peut-être Maurice THOREZ)*. Auguste GILLOT reprend sur les finances des communes, sur les actions pour le Front unique, sur le fonctionnement du PCF, sur le contrôle des naissances auquel il s'oppose. - 26'
- André VOGUET intervient au sujet de la culture. - 6'
- Georges THEVENIN aborde l'Algérie et la question coloniale. A la fin de son intervention, Maurice THOREZ prend la parole pour apporter des précisions sur ce sujet. - 12'

1 AV / 4678 Durée totale : 68'

- Un orateur non-identifié traite de la liberté de la radio et du cinéma. Il aborde ensuite la question du culte de la personnalité en URSS. - 6'
- Arthur RAMETTE, député du Nord, aborde le 20e congrès du PCUS, le socialisme, le " birth-control " (contrôle des naissances).

(N.B. : la fin de cette intervention ainsi que celle de Marcel PAUL sont indisponibles, la bobine à fil de l'enregistrement original étant manquante.)

- Maurice KRIEGEL-VALRIMONT revient sur le rapport de François Billoux consacré à la guerre d'Algérie. *(Pas d'enregistrement de ce rapport)*. - 3'
- Pierre DOIZE évoque les actions contre la guerre d'Algérie menées dans les Bouches-du-Rhône, les rapports avec les socialistes, le Front unique, le recrutement des militants. - 26'
- Michel VANDEL aborde la jeunesse, la politique du PCF envers les socialistes, la guerre d'Algérie, le vote des députés communistes le 12 mars en faveur des pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet. Il finit sur les actions à mener pour le Front Unique. - 22'

1AV / 4679 Durée totale : 68'

- Yvonne DUMONT centre son intervention sur l'UFF et les actions contre la guerre d'Algérie. Elle dénonce cette guerre et soulève les difficultés de vie des mères et épouses de soldats. - 23'
- Léon FEIX évoque la question coloniale, le vote communiste à l'Assemblée le 12 mars, les luttes contre la politique gouvernementale en Algérie. Il parle des luttes contre la politique du pouvoir, du Front unique et des rapports avec les socialistes. *(La fin de l'intervention est manquante)*. - 27'
- Gaston MONMOUSSEAU intervient sur la forme et la qualité des amendements au projet de thèses proposés par André Pierrard, Jeannette Vermeersch, Marcel Paul, Henri Jourdain, Fernand Grenier. - 13'
- Eugène HENAFF aborde la situation dans certains services publics, dans le bâtiment. Il parle des luttes contre la guerre d'Algérie et des luttes revendicatives dans ce contexte. - 5'

1 AV / 4680 Durée totale : 40'

- Un orateur non-identifié *(il s'agit peut-être de Gaston MONMOUSSEAU ou d'Eugène HENAFF)* intervient sur la

guerre d'Algérie, les actions contre cette guerre et les conséquences sur le monde salarié. - 10'
- Georges GOSNAT propose un nouveau mode de calcul des cotisations des adhérents. - 10'
- Discussion des amendements au projet de résolution finale. Ils émanent notamment de Raymond GUYOT. Plusieurs personnes interviennent dont Maurice THOREZ et Jeannette VERMEERSCH. - 20'

4 AV / 2087 **Réunion des 9 et 10 mai 1956 - Elément déposé ultérieurement**

Plage 2 Durée : 2mn 12s
- Fin de l'intervention de Waldeck ROCHET, qui dénonce la « politique de dumping » engagée par le gouvernement pour écouler les excédents de produits agricoles (blé, sucre,…) qui fragilise le commerce extérieur français. Les Etats-Unis le pratiquent aussi mais ils en ont les moyens. Il faut donc maintenir la rédaction du projet de thèses sur ces questions. *(N.B. : pour le début de l'intervention cf. 1 AV / 4674).*

Plage 3 Durée : 5mn 32s
- Gaston MONMOUSSEAU demande une clarification du chapitre des thèses concernant l'unité ouvrière. Selon lui, les raisons qui poussent la classe ouvrière, et les ouvriers socialistes en particulier, à vouloir l'unité ne découlent pas de considérations purement tactiques, mais d'un « cheminement de la conception traditionnelle socialiste vers nos conceptions politiques », car sur plusieurs points importants les ouvriers socialistes et « certains de leurs militants les plus en vue ont des conceptions identiques aux nôtres ». Ce qui s'explique surtout par le rôle joué par le PCF au cours de toutes ces années (ligne politique juste, activité persévérante en faveur de l'unité). Il faut le rappeler dans le passage des thèses concernant l'unité, car cela aiderait les communistes à ne pas renoncer à affirmer sans cesse « nos positions » et à avoir confiance dans la politique de front unique et d'unité d'action menée par le PCF.

Plage 4 Durée : 22mn 14s
- Raymond Guyot aborde la non-participation des députés communistes français à l'Union internationale parlementaire qui a tenu une conférence le 25 octobre 1955 à Helsinki, d'une part, à l'Assemblée de Strasbourg et celle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), d'autre part.

Concernant le premier point, il déplore le fait que les députés communistes, qui ont été exclus de la délégation française, n'ont pas protesté et ne se sont pas battus pour y participer, alors que l'URSS y adhère depuis plus d'un an, qu'elle a envoyé une délégation de 29 parlementaires à Helsinki, et que les députés communistes d'autres parlements (finlandais, italien) ont participé à leur délégation nationale. La participation des communistes français, qui ont pourtant « la première place » au Parlement et dans le pays, aurait peut-être permis, par exemple, de faire pencher le vote en faveur de l'adhésion de la Chine à cette Union internationale parlementaire. Alors que cette adhésion a été refusée à quelques voix près à Helsinki. Elle permettrait au moins de peser en faveur de la détente internationale et de la paix, d'autant plus qu'une nouvelle conférence de l'Union internationale parlementaire va s'ouvrir bientôt. La question doit donc être soulevée dans les thèses ou dans une conclusion du comité central afin de charger le bureau du groupe communiste de poser la question devant l'Assemblée.
Sur le deuxième point, il estime que, bien que le PCF dénonce le caractère de l'Assemblée de Strasbourg créée en mai 1949 dans la perspective de la « politique agressive des blocs dirigée par les Etats-Unis », il faudrait que le PCF cesse de la boycotter afin de porter en son sein son combat pour « une collaboration véritablement européenne dans tous les domaines […] dans le cadre général de la politique de détente », cela sans s'écarter, quant au fond, des théories de Lénine sur les Etats-Unis d'Europe. D'autant que la situation est favorable : législatives du 2 janvier, dissensions internes à l'Assemblée de Strasbourg, possibilités de rapprochement avec les socialistes de nombreux pays européens (comme Jacquet).
(N.B. : pour la fin de l'intervention cf. 1 AV / 4675).

1 AV / 4681-4686 Réunion des 4 et 5 juin 1956 à Paris

1 AV / 4681 Durée totale : 57'

- François BILLOUX prononce un rapport sur les organisations de la jeunesse : l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), l'Union des jeunes filles de France (UJFF), *Avant-Garde,* le bilan de leur action et de leur fonctionnement, l'analyse de l'influence des autres organisations sur la jeunesse (le PS, l'Eglise, la JOC), la situation politique du moment, le projet de création de l'Union des jeunesses communistes de France (UJCF), les actions du PCF en direction des jeunes. - 35'

- Pierre COURTADE exprime sa préférence pour l'appellation Jeunesse Communiste plutôt que pour celle proposée d'UJCF. - 2'
- Raoul CALAS revient sur le rapport de François Billoux et donne son point de vue sur la jeunesse et les actions à mener. Il parle de l'Hérault. Il préfère l'appellation d'UJCF et s'en explique. - 11'
- Paul LAURENT, président de l'UJRF, expose ce que, à son sens, doit être l'UJCF, élargie aux problèmes des jeunes. - 11'

1 AV / 4682 Durée totale : 60'

- Auguste GILLOT exprime son accord avec le rapport de François Billoux. - 8'
- Marcel DUFRICHE demande des éclaircissements sur le rapport de François Billoux et souhaite que les membres du comité central soient mieux informés des projets de la direction du PCF. - 6'
- Guy DUCOLONE, qui donne son accord à la création de l'UJCF, pense que cela aidera à la diffusion des idées communistes. - 7'
- Mauricette VANHOUTE, de l'UJFF, parle de la Haute-Vienne, des rapports entre l'UJFF et la future UJCF, et de ce que cela peut apporter pour la diffusion des idées. - 11'
- Marcel SERVIN s'interroge sur la précédente intervention. Il souhaite qu'il n'y ait pas de liens organiques entre l'UJCF et le PCF et expose les problèmes soulevés par cette création. - 10'
- André VOGUET, d'accord avec les propos de Marcel Servin, soulève lui aussi les difficultés à prévoir avec la création de l'UJCF. - 5'
- Jeannette VERMEERSCH demande des éclaircissements sur les propos de Marcel Servin. Elle est d'accord avec la création de l'UJCF, mais dans une conception différente de sa mise en place (transformation de l'UJFF). - 13'

1 AV / 4683 Durée totale : 1 h 20'

- Oswald CALVETTI se prononce en faveur de la création de l'UJCF car il pense que l'UJRF est inadaptée pour amener la jeunesse aux idées communistes. Il discute des modalités de lancement pour éviter des confusions. - 4'
- Madeleine VINCENT est d'accord avec la création de l'UJCF et discute de son appel constitutif. - 3'
- Maurice KRIEGEL-VALRIMONT, dit son accord avec la création de l'UJCF, émet néanmoins des réserves sur sa constitution. Il fait des propositions sur son organisation et propose d'élargir l'appel. - 8'

- Waldeck ROCHET est favorable à la création de l'UJCF. Il aborde la question de ses liens avec le PCF, la modalité de l'appel, et propose des amendements au rapport introductif de François Billoux. - 12'
- Raymond GUYOT est d'accord avec la création de l'UJCF. Il intervient au sujet de ses buts, des modalités de sa constitution, de ses rapports avec le PCF. - 20'
- Jacques DUCLOS demande l'ajournement d'une discussion prévue, préférant qu'elle ait lieu au Palais Bourbon avec le groupe parlementaire communiste. - 3'
- Claudine CHOMAT, de l'UFF, aborde les rapports de l'UFF avec le PCF et ses futures relations avec l'UJCF. Elle estime que *"l'Humanité"* n'ouvre pas assez ses colonnes à l'UFF. Elle resitue les actions du PCF et de l'UFF par rapport à la jeunesse. Elle est d'accord avec la création de l'UJCF mais juge son lancement précipité et fait des propositions sur cette constitution initiale. - 30'

1 AV / 4684 Durée totale : 1 h 12'

- Gaston MONMOUSSEAU constate le consensus du comité central sur la création de l'UJCF mais émet des réserves sur les modalités de sa constitution. Il estime notamment qu'il ne faut pas faire d'appel commun avec les organisations de jeunesse existantes car il n'y a pas de liens organiques entre elles. Il existe un risque d'amalgames. - 8'
- Juliette DUBOIS, d'accord avec la création de l'UJCF, apporte son avis sur sa constitution. - 5'
- Waldeck ROCHET intervient à nouveau pour proposer des modalités de constitution de l'UJCF. - 5'
- Roger GARAUDY évoque les spécificités de la jeunesse. Il pense que cette création ne doit pas être seulement la transformation formelle de l'UJFF et de l'UJRF mais quelque chose d'original. Maurice THOREZ intervient à sa suite. - 12'
- Jean CAGNE, favorable à la création de l'UJCF, insiste sur les problèmes liés à sa constitution par rapport au PCF et aux autres organisations de jeunesse. Maurice THOREZ et un autre orateur interviennent après lui. - 20'
- Pierre DOIZE, d'accord avec la création de l'UJCF, intervient sur sa future organisation et pense qu'il doit y avoir un appel commun. - 7'
- Nouvelle intervention de François BILLOUX pour traiter du lancement de la nouvelle organisation, de son fonctionnement, de ses rapports avec le PCF, de la rédaction d'un appel à la jeunesse. (Plusieurs intervenants l'interrompent et se mêlent à la discussion, dont Maurice THOREZ, Marie-

Claude VAILLANT-COUTURIER, Jeannette VERMEERSCH, en particulier par rapport aux jeunes filles. - 10'). - 20'

1 AV / 4685 Durée totale : 1 h 15'

- Suite et fin de l'intervention de François BILLOUX, avec des interruptions de Gaston MONMOUSSEAU et de Claudine CHOMAT, qui apportent des précisions sur la manière de mobiliser les jeunes pour l'UJCF. François BILLOUX termine. - 4'
- Louis ARAGON intervient sur un sujet hors de l'ordre du jour. Après avoir évoqué des « fuites », il rappelle la discrétion de rigueur au sujet des travaux du comité central. Des orateurs interviennent, ainsi que Maurice THOREZ qui demande une enquête. Il pense que ces fuites risquent de prêter le flanc à la critique. - 12'
- Pierre COURTADE traite des rapports entre l'URSS et la Yougoslavie à propos d'un document publié dans *"l'Humanité"*. - 3'
- Benoît FRACHON dit son accord avec Pierre Courtade. - 2'
- Jeannette VERMEERSCH dénonce les attaques contre le PCF, notamment de la part des Yougoslaves. Elle souhaite que le PCF y réagisse. - 7'
- Joseph SANGUEDOLCE poursuit sur le même sujet. Il dénonce la critique des communistes yougoslaves. - 4'
- Etienne FAJON dénonce également les critiques dont le PCF est l'objet. Il analyse la situation, donne son accord avec le document de réponse de *"l'Humanité"* et souhaite la normalisation des relations avec les Yougoslaves. - 7'
- Nouvelle intervention de Benoît FRACHON, qui estime qu'il s'agit d'attaques contre le prochain congrès du PCF. Jeannette VERMEERSCH approuve ses propos ainsi que la réponse de *" l'Humanité "*. - 5'
- Nouvelle intervention de Benoît FRACHON (?) pour dire son accord avec la réponse du PCF aux communistes yougoslaves mais trouve le moment inopportun (visite de Tito en URSS). - 5'
- Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER lui répond depuis la salle *(bruit de fond, souffle)*. Elle intervient au sujet du document de réponse aux Yougoslaves. Benoît FRACHON et Maurice THOREZ se joignent à la discussion. Ces attaques font suite au soutien du PCF à l'URSS, dont elle retrace l'historique depuis 1948. Maurice THOREZ réagit vivement puis violemment, renvoyant les critiques sur le PC yougoslave. Ce moment de la discussion se

répartit ainsi : Maurice THOREZ : 20' ; Benoît FRACHON : 2' ; Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER : 5' - Total : 27'

1 AV / 4686 Durée totale : 1 h 10'

- Suite de l'intervention de Maurice THOREZ à propos des attaques dont le PCF est l'objet de la part des communistes yougoslaves. Il situe ces attaques par rapport aux autres PC européens (Italie, Bulgarie, Albanie). - 10'
- Léon FEIX dénonce ces attaques et les tentatives de désagrégation du PCF de la part d'intellectuels de gauche. - 12'
- Pierre COURTADE, déclarant se sentir visé par les propos de Léon Feix, demande des précisions. - 2'
- Maurice THOREZ répond à Pierre Courtade, trouvant ses remarques injustifiées. Il reprend la critique des intellectuels communistes, de la fédération de Paris. Un orateur *(peut-être Etienne FAJON)* intervient au sujet des journalistes de *"l'Humanité"*. Maurice THOREZ finit son intervention. - 22'
- Jacques DUCLOS dirige la discussion des amendements au projet de résolution finale proposés par : Gaston Monmousseau, Jeannette Vermeersch, Auguste Gillot, Marcel Dufriche, Raoul Calas, Daniel Renoult, Waldeck Rochet, Virgile Barel. Le projet est voté et adopté. - 11'
- Raymond GUYOT intervient à propos de la Communauté européenne (Assemblée de Strasbourg, plan Schumann). - 8'
- François BILLOUX lit le projet de résolution finale sur la jeunesse. - 6'

1 AV / 4687-4693 Réunion du 22 juin 1956

1 AV /4687 Durée totale : 67'

- Maurice THOREZ mentionne une lettre en réponse aux attaques dont le PCF est l'objet de la part du PC yougoslave *(écho, sons parasites)*. Il évoque aussi une lettre en réponse au rapport du 20e congrès du PCUS et demande l'envoi d'une délégation du PCF en URSS. - 23'
- Hubert RUFFE, du Lot-et-Garonne, traite de la situation du communisme international après le 20e congrès du PCUS. Il approuve la démarche de Maurice Thorez. - 8'
- Marcel DUFRICHE est d'accord avec Maurice Thorez. Il décrit la façon dont a été perçu le rapport du 20e congrès du PCUS chez les militants. - 6'
- Pierre VILLON se dit soulagé par la réponse du PCF après le rapport sur les fautes de Staline. Il explique ces fautes dans le contexte historique et international. - 10'

- Raoul CALAS exprime son accord avec la position critique du PCF vis-à-vis du PCUS, mais dénonce les attaques anti-communistes. Pour l'éducation des jeunes militants, il demande que soit publiée une histoire du PCF. - 10'
- Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER revient sur le rapport Khrouchtchev. Elle le met un peu en doute et souhaite une motion de soutien à Maurice Thorez. - 6'
- Joseph SANGUEDOLCE dénonce une campagne de presse anti-communiste. Il est d'accord avec les deux lettres-réponses du PCF. - 6'

1 AV / 4688 Durée totale : 55'

- Suite et fin de l'intervention de Joseph SANGUEDOLCE. - 1'
- Pierre COURTADE se félicite des réponses du PCF mais y apporte des remarques. Il revient sur la critique de Staline, sur le glissement de la dictature du prolétariat vers un état totalitaire. Il trouve excessif la critique sur les intellectuels. Il reprend l'histoire de l'URSS depuis 1917. Il dénonce le caractère fermé et isolé du gouvernement soviétique, mettant sur le compte des hommes les erreurs et non pas sur celui du système communiste. Il nie toute responsabilité du PCF. Maurice THOREZ intervient alors pour nuancer les paroles de Pierre Courtade, notamment à propos des déportations de populations et des procès politiques. - 13'
- Pierre COURTADE reprend sur la construction de l'URSS, sur l'association « France-URSS » et sur l'image de l'URSS diffusée par le PCF. Il remet en cause les relations entre les membres du comité central et Maurice Thorez. Ce dernier intervient. Pierre COURTADE finit sur les rapports entre le PCF et les autres PC. - 46'
- André VOGUET dénonce les campagnes anti-communistes de la presse et des organisations politiques. Il critique Jean Chaintron. Il pense que le manque de démocratie dans le parti a prêté le flanc aux attaques.

1 AV / 4689 Durée totale : 68'

- Gaston MONMOUSSEAU s'exprime au sujet du rapport du 20e congrès du PCUS. Il pense que cela regarde tous les communistes. Ce fut un grand choc. Il refuse de croire entièrement ce document car ce serait, pour lui, trop se remettre en cause. Il admet que la situation n'était pas simple pour les dirigeants soviétiques depuis 1917. Il dénonce les attaques anti-communistes et fait la distinction entre le culte de la personnalité et l'affection légitime portée au chef du PCF. - 15'

- Jeannette VERMEERSCH évoque le mouvement communiste international. Elle approuve les propos d'Hubert Ruffe. Elle parle de l'Inde, de l'Egypte et de l'Algérie. Maurice THOREZ intervient au sujet de la Turquie. Jeannette VERMEERSCH décrit la bataille idéologique entre capitalisme et communisme, la position de la social-démocratie, en procédant à des rappels historiques sur la seconde guerre mondiale, la situation dans les pays de l'Est avec les purges et les procès. Elle prône la discipline dans le PCF, le respect des directives et des positions du parti, le vote à main levée, l'autocritique, le refus des tendances. Elle fait l'éloge de Louis Aragon. Un orateur *(non identifié)* intervient depuis la salle. Elle réfute tout suivisme ou dogmatisme systématique. - 53'
(N.B : par moments, le son de cette intervention est perturbé par du souffle et par la présence de l'enregistrement précédent non effacé).

1 AV / 4690 Durée totale : 66'
- Fernand GRENIER s'interroge sur la manière de faire connaître le rapport secret aux communistes. Il met en garde contre les « fuites » et leurs conséquences. Il fait le constat des fautes de Staline en les resituant dans leur contexte historique, critique le PC yougoslave. Il dénonce les méfaits du système capitaliste et défend le bilan de l'URSS en rappelant les épreuves traversées depuis 1917, en prenant acte des erreurs du régime. Il parle ensuite de problèmes survenus lors de la parution d'une revue. Un orateur lui répond depuis la salle *(peut-être Louis ARAGON)*. Il est question de la revue "*Regards*". Maurice THOREZ intervient à propos d'une autre revue ainsi que Jeannette VERMEERSCH ; puis une autre personne après que Fernand GRENIER ait repris sur la presse communiste. - 41'
- Henri JOURDAIN dénonce les attaques anti-communistes, critique Pierre Hervé qui a fait un parallèle Hitler-Staline. Il procède à des rappels historiques. Il évoque le rôle du PCF dans le monde et appelle au développement des relations avec les autres PC. Au cours de cette intervention, Maurice THOREZ intervient pour affirmer la nécessité de la bataille idéologique. - 25'

1 AV / 4691 Durée totale : 1 h 15'
- Henri MARTEL affirme son accord avec le rapport de Maurice Thorez. Il revient sur celui du 20e congrès du PCUS, sur les fautes de Staline. Il rappelle le développement de l'URSS depuis 1917, le compare avec les conditions de

vie en France. Il ne regrette pas les actions du PCF, dénonce la campagne anti-communiste et donne son sentiment sur le culte de la personnalité. Jeannette VERMEERSCH intervient à ce propos, ainsi que Maurice THOREZ (5'). *(N.B. : bruits parasites, écho)*. Henri MARTEL réfute l'existence d'un tel culte au sein du PCF. Dans son intervention, il mentionne fréquemment le Pas-de-Calais. - 32'
- Henri VEDRINES, de l'Allier, dresse un bilan positif de l'expérience soviétique et donne son avis sur le rapport du 20e congrès du PCUS. Il aborde ensuite les relations entre le PS et le PCF, avant et après le rapport Khrouchtchev, notamment dans les Landes et dans l'Allier. Il dénonce le dogmatisme, parle des relations Est-Ouest, du Front unique, de la guerre froide, de la social-démocratie. Il approuve les réponses du PCF au PC yougoslave. - 43'

1 AV / 4692 Durée : 66'
- Maurice THOREZ se réjouit de la spontanéité des interventions précédentes, condamnant les relations formalistes. Il parle de la réponse du PCF au PC yougoslave, du rapport du 20e congrès du PCUS, du PC italien. Il s'interroge sur les conséquences de la divulgation de ce rapport, regrette qu'il ne s'en tienne qu'aux faits sans expliquer le contexte. Il s'étonne que les fautes reprochées à Staline, connues auparavant des dirigeants soviétiques, n'aient pas été dénoncées plus tôt. Il rappelle les mérites attribués à Staline depuis 1917. Il pense que les dirigeants soviétiques actuels devraient faire leur auto-critique. Il explique ce qu'est la dictature du prolétariat, rappelant l'expérience de l'URSS : la révolution, la « Nouvelle économie politique » (NEP), la seconde guerre mondiale. Il justifie, en argumentant, certaines mesures anti-démocratiques prises durant toutes ces années, les plans quinquennaux. Pour lui, le rapport aurait du rester en partie secret. Il parle du testament politique de Lénine critiquant Staline et d'autres dirigeants soviétiques, en nuançant.

1 AV / 4693 Durée : 50'
- Suite et fin de l'intervention de Maurice THOREZ. Il trouve le rapport du 20e congrès du PCUS excessif et conteste qu'une responsabilité quelconque du PCF serait due à un certain suivisme. Il souhaite en tirer les leçons, parle de l'interprétation de ce rapport et de l'attitude du PCF par les adversaires politiques. Face à ces attaques, il appelle les communistes à être solidaires.

1 AV / 4694-4695 Réunion du 6 juillet 1956 à Paris

1 AV / 4694 Durée totale : 60'

- Etienne FAJON évoque dans son rapport d'introduction les lettres adressées par le PCF aux PC soviétique et yougoslave concernant le 20e congrès du PCUS et les divergences de vue avec les Yougoslaves. Il précise les positions du PCF et retrace l'historique de ces tensions depuis la divulgation du rapport. Il lit la lettre du bureau politique envoyée au PCUS, analyse les relations entre les différents PC, rend compte de sa visite en URSS et de sa rencontre avec Khrouchtchev.

1 AV / 4695 Durée totale : 45'

Discussion des amendements au projet de résolution finale de la réunion concernant les réactions du PCF après le 20e congrès du PCUS. La discussion est dirigée par Waldeck ROCHET. Les auteurs des amendements interviennent pour expliquer leur motivation. Ce sont, dans l'ordre : Hubert RUFFE, Virgil BAREL, Gaston MONMOUSSEAU, Jeannette VERMEERSCH, encore Hubert RUFFE, Maurice THOREZ, Waldeck ROCHET, André STIL, Maurice THOREZ, Louis ARAGON, Maurice THOREZ, Jeannette VERMEERSCH, Maurice THOREZ, Etienne FAJON. *(N.B. : selon la place de l'intervenant dans la salle, le son est entaché d'écho, de souffle. La discussion se fait sous forme d'échanges ce qui rend difficile un chronométrage précis par intervenant)*. Les thèmes abordés sont le culte de la personnalité, la société socialiste en URSS, les interrogations sur le régime stalinien et sur le manque d'opposition à Staline. La résolution est votée et adoptée.

Ordre des intervenants dans la discussion : Waldeck ROCHET, Maurice THOREZ, André PIERRARD, Maurice THOREZ, Waldeck ROCHET, Maurice THOREZ, Waldeck ROCHET, Gaston MONMOUSSEAU, Waldeck ROCHET, Florimond BONTE, Etienne FAJON, Claudine CHOMAT, Waldeck ROCHET, Jean LLANTE, Maurice THOREZ, Jean LLANTE, Maurice THOREZ, Florimond BONTE, Maurice THOREZ, Fernand GRENIER, Maurice THOREZ.

1 AV / 4696-4703 Réunion des 18 et 19 octobre 1956 à Aubervilliers

1 AV / 4696 Durée totale : 1 h 07'

- Marcel DUFRICHE dénonce une poussée de sectarisme dans le PCF à l'égard des socialistes. Il analyse les rapports

avec le PS, en déduit les actions à mener. Par rapport à ces propos, il tire les conclusions des élections qui ont eu lieu au cours de l'année. Il aborde ensuite la situation dans le mouvement syndical. Il fait référence à la situation en Italie. - 26'
- Avant l'intervention de Maurice PERCHE, député d'Eure-et-Loir, un orateur propose aux présents de communiquer les amendements éventuels au projet de résolution finale. Maurice PERCHE, qui est instituteur, traite des relations avec le Syndicat national des instituteurs (SNI), de la question laïque, du Front unique, des rapports avec les socialistes. - 7'
- Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER aborde la situation politique du moment et se livre à la critique de Guy Mollet. - 3'
- André SOUQUIERE aborde les rapports avec les socialistes, au sujet du Mouvement de la Paix, de la lutte contre la guerre d'Algérie, de la pétition lancée le 14 Juillet 1956. Maurice THOREZ l'interrompt pour revenir sur le Mouvement de la Paix et les communistes. André SOUQUIERE reprend sur ce thème. Un orateur, qui est également adhérent de la CGT, prend la parole. - 31'

1 AV / 4697 Durée totale : 1 h 08'
- Suite et fin des interventions d'André SOUQUIERE et de Maurice THOREZ sur la représentation des personnalités communistes dans les organisations de défense de la paix. - 20'
- Paul LAURENT évoque les mouvements de la Jeunesse communiste et leurs relations avec le PCF. - 17'
- Lucienne MAZELIN exprime son accord avec le rapport d'Etienne Fajon sur le Front unique, les rapports avec les socialistes. Elle parle des mouvements de femmes. Elle déplore le sectarisme des communistes envers les socialistes du fait de la politique des dirigeants socialistes au gouvernement. Elle illustre ses propos par des exemples pris dans des entreprises ou des communes. - 19'
- André VOGUET rapporte les actions du PCF dans le Maine-et-Loire. Il pense qu'il faut intensifier les rapports avec les socialistes (le Front unique) et est d'accord avec le rapport de la réunion. - 12'

1 AV / 4698 Durée totale : 1 h 09'
- Oswald CALVETTI revient sur la politique du Front unique. - 8'
- Interruption de séance et inscription des orateurs. - 1'
- Jean CAGNE fait part des relations avec les socialistes dans le département du Rhône à propos du Front unique, de la laïcité, de la politique gouvernementale. - 19'

- Fernand GRENIER intervient à propos du projet de résolution. Il développe les thèmes de la guerre d'Algérie, les votes à l'Assemblée nationale, la crise de Suez, la politique de Guy Mollet. - 10'
- Georges MARRANE, député de la Seine, est d'accord avec le projet de résolution. Il dénonce la politique gouvernementale notamment en Algérie, évoque le vote de confiance à l'Assemblée nationale. Il prône l'unité d'action avec les socialistes. - 8'
- Henri VEDRINES, député de l'Allier, aborde le Front unique et les relations avec les socialistes dans son département, les actions contre la guerre d'Algérie. Interruption de Maurice THOREZ qui parle de l'aspirant Maillot. - 24'

1 AV / 4699 Durée totale : 60'

- Suite et fin de l'intervention d'Henri VEDRINES. Alors qu'il critique un discours de Jeannette Vermeersch, Maurice THOREZ intervient pour défendre cette dernière et critiquer les arguments d'Henri Védrines. Le PCF a du mal à faire accepter sa politique de Front unique auprès de militants communistes très anti-socialistes. Cela est du au fait que les dirigeants du PS sont au gouvernement. - 17'
- Jean PRONTEAU, député de Charente, revient sur les propos d'Henri Védrines. Ce dernier lui répond à propos de la situation en Algérie. Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER et Léon FEIX se joignent à la discussion sur ce thème. - 8'
- Paul FABBRI détaille les actions à mener pour faire aboutir les revendications des salariés dans les entreprises. Benoît FRACHON l'interrompt pour contester ses propos. Maurice THOREZ intervient ensuite pour critiquer les méthodes de "harcèlement" que préconise Paul Fabbri. Ce dernier reprend à propos des méthodes de lutte syndicale. - 30'

Florimond BONTE déplore les hésitations du PCF à condamner, par un vote de défiance à l'Assemblée nationale, la politique du gouvernement, notamment sur la question algérienne. - 6'

1 AV / 4700 Durée totale : 54'

- Raymond GUYOT rappelle à l'ordre Paul Fabbri et Jean Pronteau pour la tenue de leurs propos. Il aborde la question algérienne, notamment l'avenir des originaires européens d'Afrique du Nord et l'attitude de l'armée. - 9'
- Jean PRONTEAU reprend la parole pour préciser le sens de son intervention. - 4'
- Georges THEVENIN évoque le PC algérien. - 3'

- André VOGUET intervient sur la guerre en Algérie. - 1'
- Etienne FAJON annonce que le PCF a décidé de voter contre le projet de politique générale du gouvernement et l'explique. Il approuve l'intervention de Jeannette Vermeersch à l'Assemblée nationale à propos de l'aspirant Maillot. Il parle ensuite des relations avec les syndicats. - 21'
- Nouvelle intervention d'Henri VEDRINES qui répond aux critiques de Raymond Guyot à son égard. Il en tiendra compte. - 1'
- Léon FEIX dirige la discussion sur les amendements au projet de résolution finale, proposés par Jean Pronteau, Fernand Grenier, Auguste Gillot, entre autres. Marcel DUFRICHE intervient sur ces amendements ainsi que Maurice THOREZ sur le Front Unique. *(Une intervention de Marcel Servin est annoncée sur la boîte de la bobine à fil originale mais l' enregistrement est manquant)*. - 15'

1 AV / 4701 Durée totale : 60'

- Madeleine VINCENT intervient dans son rapport sur le rôle des femmes dans les luttes revendicatives (la guerre en Algérie, les conditions de travail et d'existence). Elle décrit les actions des femmes, les illustre par des exemples, dénonce les méthodes patronales utilisées contre les salariées. Elle parle ensuite de l'UFF et préconise des actions en direction des femmes. - 30'
- Claudine CHOMAT décrit la situation des femmes dans le Pas-de-Calais. Elle parle des difficultés de la diffusion de la presse communiste dans les milieux féminins face aux autres journaux et périodiques destinés aux femmes. Elle relate les actions de l'UFF, évoque Micheline Krasucki (?), les problèmes financiers de l'UFF. Maurice THOREZ intervient pour préciser les propos de Claudine Chomat. - 30'

1 AV / 4702 Durée totale : 1 h 07'

- Un orateur non-identifié intervient au sujet du Pas-de-Calais, des luttes des femmes et des difficultés de diffusion des idées de l'UFF (carte d'adhérent, presse militante). Il développe sur les actions à entreprendre pour augmenter l'influence de l'UFF. - 9'
- Michel VANDEL fait part des actions de l'UFF à Argenteuil, des difficultés des femmes à s'investir dans le militantisme. - 15'
- Jeannette VERMEERSCH analyse le rôle des femmes dans les organisations de masse, les façons de les amener à militer. Maurice THOREZ intervient pour compléter ses propos (15'). - 33'

- Madeleine Vincent dirige la discussion sur les amendements au projet de résolution finale. Jeannette VERMEERSCH et Guy DUCOLONE interviennent. - 10'

1 AV / 4703 Durée totale : 20'
- Suite et fin de la discussion des amendements au projet de résolution finale dirigée par Madeleine VINCENT. Interviennent : Jeannette VERMEERSCH, Madeleine COLLIN, Marcel SERVIN, Madeleine COLLIN, Léon MAUVAIS, Maurice CARROUE, Madeleine VINCENT, Maurice CARROUE, Jeannette VERMEERSCH, Raymond GUYOT, Maurice THOREZ, Benoît FRACHON, Madeleine VINCENT, Jean LLANTE, Madeleine VINCENT.

1 AV / 2111-2114 Réunion du 1er novembre 1956 à Ivry : élément déposé ultérieurement

1 AV / 2111 Durée totale : 60'
- François BILLOUX prononce un rapport d'introduction consacré aux "événements" de Pologne, de Hongrie et d'Egypte. Il dresse un bilan critique des démocraties populaires.

1 AV / 2112 Durée totale : 59'
- Georges LAZZARINO fait part des réactions aux "événements" dans les Bouches-du-Rhône. - 6'
- Lucien LANTERNIER rend compte des réactions aux "événements" en Savoie et donne son sentiment sur le rapport du 20e congrès du PCUS. - 23'
- Auguste GILLOT critique le PC hongrois et expose sa conception d'un parti communiste. - 26'
- Marcel SERVIN s'adresse à Lucien Lanternier, à propos d'un article de Pierre Courtade paru dans *"l'Humanité"*. Lucien LANTERNIER lui répond. - 4'

1 AV / 2113 Durée totale : 63'
- Raoul CALAS donne son sentiment sur les réactions aux événements de Pologne et de Hongrie, notamment celles des intellectuels communistes. Il fait la critique des démocraties populaires et sa propre autocritique. Il est interrompu par Maurice THOREZ qui souhaite apporter des précisions à ses propos. Raoul CALAS reprend. - 14'
- Michel VANDEL relate les réactions des travailleurs dans les entreprises après ces événements. - 12' *(N.B. : pour la suite de l'intervention cf. 1 AV / 4704)*.
- Suite et fin de l'intervention d'Yvonne DUMONT *(N.B. :*

le début doit figurer sur une bobine à fil manquante). Elle analyse la situation en Pologne, les réactions en France, l'action de l'UFF. - 19'
- Georges MARRANE analyse et critique la situation politique en Pologne, Hongrie et en France. Il donne son opinion sur Maurice Thorez pour étayer ses propos. - 18'

1 AV / 2114 Durée totale : 60'
- Suite et fin de l'intervention de Georges MARRANE. - 6'
- Marcel SERVIN analyse les événements de Pologne et de Hongrie, critique les démocraties populaires. Il dénonce des tentatives de division du PCF. - 26'
- Raymond GUYOT présente un projet de résolution intitulé "Appel du PCF aux Français". Discussion des amendements présentés par Etienne FAJON : Marcel CAILLE, Pierre COURTADE, Roger GARAUDY. Etienne FAJON intervient à propos de son amendement. - 28'

1 AV / 4704-4706 Réunion du 1er novembre 1956 à Ivry

1 AV / 4704 Durée totale : 1 h 05'
- Suite et fin de l'intervention de Michel VANDEL sur l'évolution des rapports entre le PCF et les socialistes *(N.B. : pour le début de l'intervention cf. 1 AV / 2113)*. - 13'
- Waldeck ROCHET examine les événements de Pologne et de Hongrie dans le contexte de la divulgation du rapport Khrouchtchev. Il se fait le témoin des sentiments contrastés des militants communistes (doute, interrogation, incrédulité). Il revient sur le contenu du rapport et ses conséquences. Il déplore le manque d'analyse des faits dénoncés. Il critique durement les nouveaux gouvernements de Pologne et de Hongrie (Gomulka, Imre Nagy, Janos Kadar). - 30'
- Laurent CASANOVA aborde la crise de Suez. Il critique la politique de la Grande-Bretagne et le mouvement sioniste. Il rappelle les paroles de Lénine sur la guerre. Il revient sur les événements de Pologne et de Hongrie. - 22'

1 AV / 4705 Durée : 1 h 04'
- Suite de l'intervention de Laurent CASANOVA sur les risques de fractionnisme au sein des partis communistes. Il déplore que d'autres PC se mêlent des affaires du PCF et du mouvement ouvrier français. Il dénonce les crimes commis à l'encontre des communistes en Pologne et en Hongrie et justifie l'intervention soviétique. Il critique violemment deux communistes, Leduc et Tzara, qui ont publié un texte sans en avertir le PCF. Une pétition de soutien à ces deux

personnes a circulé. Sur proposition de Maurice THOREZ, Laurent Casanova lit le nom des signataires aux membres du comité central. Il pense que cela ne peut que nuire au parti, à son organisation, à ses actions. Il dénonce ces actes comme des manœuvres fractionnistes. Il rappelle ce que doit être la ligne de conduite des membres du parti, en particulier les intellectuels.

1 AV / 4706 Durée : 10'

- Suite de l'intervention de Laurent CASANOVA. *(N.B. : la fin est manquante. La durée totale de son intervention est de 1 h 36').*

1 AV / 4707-4719 Réunion des 20 et 21 novembre 1956 à Ivry

1 AV / 4707 Durée : 1 h 07'

Raymond GUYOT aborde dans son rapport introductif les réactions du PCF après les événements de Pologne et de Hongrie. Maurice THOREZ intervient pour préciser les propos de Raymond Guyot. Ce dernier reprend et insiste sur l'expérience du socialisme soviétique, parle de l'Albanie, de la Yougoslavie et de la Hongrie. Il dénonce les critiques de certains communistes à propos de ces événements (Rolland, notamment), l'attitude de la presse officielle yougoslave et le complot anti-communiste (applaudissements). Il aborde le problème de la restriction de l'approvisionnement des produits pétroliers dans le contexte de la crise de Suez. Il conteste la politique de Guy Mollet, analyse la situation internationale. Il condamne les attaques contre les organisations communistes, dont celle contre le siège du journal *"l'Humanité"* le 7 novembre précédent. Il critique l'attitude du député communiste Arthur Ramette à l'Assemblée nationale et propose un blâme à son encontre. Il suggère au comité central d'élaborer une campagne d'information sur le rôle de l'armée et de la police. Il continue sur le Front unique, les tensions politiques en France.

1 AV / 4708 Durée totale : 52'

- Suite et fin du rapport de Raymond GUYOT, sur les événements de Pologne et de Hongrie et les tentatives anticommunistes d'exilés hongrois en Belgique. Il se félicite des réactions des socialistes belges et allemands après ces événements et revient sur la nécessité du Front unique. Il en appelle à l'unité et au resserrement des militants du PCF. Il rappelle à l'ordre les intellectuels, dénonce l'opportunisme et les tentatives de fractionnisme. - 18'

- Georges LAZZARINO fait état des conséquences de la crise de Suez dans les Bouches-du-Rhône, notamment au niveau économique (transformation du pétrole). Il parle des événements de Pologne et de Hongrie, des réactions des socialistes. - 17'
- Alphonse BOOSZ, du Bas-Rhin, s'exprime sur les mouvements à caractère raciste et xénophobe à Strasbourg. Il explique les réactions des communistes et des Alsaciens en général après les événements de Pologne et de Hongrie dans cette région très catholique. Il parle du Front unique dans son département. Il critique les mouvements sionistes dans le Bas-Rhin tout en dénonçant le climat de pogrom qui règne contre les non-Alsaciens (?). Il réaffirme la confiance des militants dans le PCF. - 17'

1 AV / 4709 Durée totale : 61'

- Pierre COURTADE expose son opinion sur les événements de Pologne et de Hongrie. Il critique les Yougoslaves et analyse les réactions dans les démocraties populaires après ces événements. Il admet que l'on a trop idéalisé ces pays, trop sous-estimé les erreurs (de Rakosi en Hongrie, par exemple) mais mentionne aussi les acquis et les progrès obtenus dans ces pays. - 28'

(N.B. : pour la fin de cette intervention cf. 1 AV / 2115 et pour le début de la suivante cf. 1 AV 2116).

- Fin de l'intervention de Théo VIAL qui assimile les critiques de communistes après les événements de Pologne et de Hongrie à du fractionnisme. - 2'
- Marcel SERVIN fait une mise au point au sujet d'un document remis aux membres du comité central.
- Roger GARAUDY constate des divergences d'analyse parmi les communistes après les événements de Pologne et de Hongrie, en particulier chez les Italiens et les Yougoslaves, surtout après le 20e congrès du PCUS. Il déplore la confusion qui règne au PCF. - 31'

1 AV / 4710 Durée totale : 1 h 06'

- Léon MAUVAIS expose les conséquences de la crise de Suez sur les conditions de vie des salariés. Il parle des relations avec les socialistes, du Front unique, de la façon dont ont été ressentis les événements de Pologne et de Hongrie dans le monde du travail. Il fait un parallèle entre l'intervention soviétique en Hongrie et la guerre d'Espagne en 1936. Il en appelle à l'unité politique et syndicale. - 40'
- Auguste GILLOT évoque l'attitude du PCF après les événements de Pologne et de Hongrie et se félicite de ses réac-

tions. Il approuve l'intervention militaire soviétique en Hongrie. Il rappelle les incidents récents devant le siège du PCF, rue de Châteaudun à Paris, et les manifestations ayant suivi. Il critique les positions des socialistes sur les événements de Pologne et de Hongrie ainsi que la politique du gouvernement de Guy Mollet (crise de Suez, restrictions pétrolières). Il dénonce les intrusions des communistes yougoslaves dans les affaires du PCF. - 26'

1 AV / 4711 Durée totale : 1 h 04'

- Suite et fin de l'intervention d'Auguste GILLOT. Face aux attaques extérieures et intérieures dont le PCF est la cible, il en appelle à l'unité, au refus des tendances, à la discipline de parti et dénonce les tentatives de fractionnisme. - 9'
- Joanny BERLIOZ aborde les événements de Pologne et de Hongrie. Il revient sur le rapport du 20e congrès du PCUS et déplore les conséquences de sa divulgation. Il analyse ce rapport, les dérives bureaucratiques et autocratiques dans les démocraties populaires mais aussi les acquis de ces pays depuis 1945. Il parle de la situation internationale, des attaques idéologiques dont sont victimes les pays de l'Est. Il dénonce les actions des émigrés de ces pays. Il approuve l'intervention militaire soviétique en Hongrie, rejette les attaques anti-communistes. Il regrette que les militants ne connaissent pas assez l'histoire de leur parti. Face à la guerre froide, à la crise de Suez, le PCF doit proposer une alternative. Il critique Tito et son antisoviétisme, les positions des socialistes français, la politique du gouvernement en Algérie. - 55'

1 AV / 4712 Durée : 61'

- François BILLOUX rappelle la justesse des thèses développées au cours du 14e congrès du PCF (la guerre d'Algérie, la crise de Suez, l'émancipation des colonies). Il dénonce la bureaucratie et les erreurs des démocraties populaires, mais précise qu'après le 20e congrès du PCUS, les corrections sont en cours. Il reproche aux Polonais et aux Hongrois un manque d'éducation politique. Il pense que les critiques anti-communistes servent de prétexte à des personnes ayant des rancœurs vis à vis du PCF. Il revient sur les acquis de la Révolution russe depuis 1917 pour le mouvement communiste, le rôle de l'Armée rouge durant la seconde guerre mondiale. Il critique l'attitude de Tito et celle du PC italien.

1 AV / 4713 Durée totale : 1 h 06'

- Louis ARAGON est d'accord avec François Billoux mais

pas avec l'intervention de Joanny Berlioz. Il approuve les positions du PCF. - 5'
- Yvonne DUMONT dénonce les attaques anti-communistes depuis les événements de Pologne et de Hongrie. Elle parle des réactions à l'UFF, des causes et conséquences de ces événements. Elle s'oppose à l'existence de tendances au sein du PCF. De plus, elle s'étonne que l'on fasse paraître les débats du comité central alors qu'il avait été décidé de ne publier que la résolution finale. Sur ce point, Maurice THOREZ et une oratrice, depuis la salle, lui répondent que lorsque la direction du PCF le jugera utile au débat, les comptes rendus des réunions du comité central paraîtront dans la presse communiste. - 31'
- Pierre VILLON, rappelle les événements de Pologne et de Hongrie, les attaques des pays capitalistes et en appelle à l'unité du camp socialiste. - 15'
- Waldeck ROCHET critique Tito et ses tentatives de réformisme du communisme, notamment après le 20e congrès du PCUS. Il critique les prises de position d'Hélène Parmelin. Il analyse la situation en Hongrie et y dénonce une contre-révolution. - 15'

1 AV / 4714 Durée totale : 63'
- Suite et fin de l'intervention de Waldeck ROCHET, qui assimile les critiques venant de communistes à des manœuvres de fractionnisme tendant à faire évoluer le PCF vers un parti social-démocrate. - 12'
- Une oratrice non-identifiée dénonce la lettre d'Hélène Parmelin et toutes les autres critiques adressées au PCF. Elle en appelle à la discipline de parti et réaffirme sa confiance dans les dirigeants du PCF. - 11'
- Marius COLOMBINI rend compte des réactions dans les Bouches-du-Rhône après les événements en Europe de l'Est. - 12'
- Marcel DUFRICHE fait part des réactions dans la Fonction publique après les événements en Europe de l'Est. - 18'
- Jacques DUCLOS dénonce la campagne anti-communiste et anti-soviétique en Pologne et en Hongrie, les tentatives de tendance au sein du PCF. Il condamne les prises de position de Tito. - 10'

1 AV / 4715 Durée totale : 1 h 12'
- Suite et fin de l'intervention de Jacques DUCLOS, qui relate sa visite auprès de Mao Tsé Toung et leur convergence de point de vue. Il critique le cercle Petöfy en Hongrie, revient sur les événements dans les pays de l'Est, cri-

tique à nouveau les positions de Tito. Ce dernier s'oppose à l'URSS en dénonçant le stalinisme et le suivisme de certains PC européens. Jacques DUCLOS critique ceux qui condamnent les positions du PCF, dont Auguste Lecœur et Pierre Hervé. Il termine en dénonçant des tentatives de fractionnisme au sein du PCF, appelle à l'unité, trace les grandes lignes d'action pour sortir de cette crise. - 26'
- Fernand GRENIER se félicite des réactions du PCF après les événements de cette année dans les pays de l'Est. Il dénonce les attaques internes et externes contre le PCF. Il se fait l'écho d'un texte de soutien d'ouvriers militants de la CFTC, notamment après les attaques violentes contre le siège du PCF, rue de Châteaudun, le 7 Novembre précédent. Il s'oppose à la demande par certains de la tenue d'un congrès extraordinaire, dénonce les tentatives de tendance et souhaite intensifier la propagande (presse militante, radio, télévision). Il est interrompu par Maurice THOREZ qui précise ses propos. - 27'
- Georges MARCHAIS critique l'intervention de Pierre Courtade. Il estime que le PCF n'est pas isolé dans cette crise. Il dénonce le colonialisme. Il parle de la situation politique dans les communes de la Seine dans le contexte des événements de 1956. Il demande une sanction contre un militant communiste, Claude Roy. - 16'
- Virgile BAREL en appelle à l'esprit de parti, à l'unité. Il évoque Henri Wallon, Hélène Parmelin, Pablo Picasso. - 3'
(N.B. : pour la fin de cette intervention cf. 4 AV / 2088).

1 AV / 4716 Durée : 40'
- Jeannette VERMEERSCH décrit les différentes classes sociales pour expliquer la société moderne (ouvriers, cadres, bourgeoisie, intellectuels, etc.) et les réactions diverses après les événements de 1956. Elle détaille les divergences d'intérêts de ces classes sociales. Elle insiste sur les classes moyennes, prises entre la bourgeoisie et les combats de la classe ouvrière. Elle revendique le droit de ne pas être impartiale car, pour elle, toutes les informations sont partiales. Elle cite des exemples. Elle critique Rolland et la lettre d'Hélène Parmelin, dénonce les tentatives de tendance au sein du PCF et pose la question du maintien dans le parti de militants trop en désaccord.

1 AV / 4717 Durée : 54'
- Laurent CASANOVA intervient sur le Mouvement de la paix et les intellectuels dans le contexte des événements de l'année dans le monde (pays de l'Est, Suez, Algérie). Des

divergences de point de vue apparaissent au sein de ce mouvement, notamment de la part des Italiens et des Polonais qui critiquent fortement l'URSS. Il évoque les positions des dirigeants d'autres PC. Il critique les tentatives de tendance au sein du PCF (Leduc et Tzara), dénonce un fractionnisme naissant, demande des sanctions. Il se félicite des prises de position du PCF. Il conclut en souhaitant que les intellectuels ne se distinguent pas du reste de la classe ouvrière.

1 AV / 4718 Durée : 1 h 10'

- Maurice THOREZ appelle à la mobilisation face aux attaques et à la crise que connaît le mouvement communiste international. Il parle des problèmes économiques de la France, des restrictions pétrolières et des conséquences sur les conditions de vie des Français. Il aborde ensuite les tensions Est-Ouest. Il condamne les attaques contre le siège du PCF, rue de Châteaudun, le 7 Novembre précédent, et les agressions contre des communistes en Hongrie ainsi que la contre-révolution dans ce pays. Il justifie l'intervention militaire soviétique (applaudissements), critique Tito. Il fait l'éloge du communisme, du PCF et de ses militants. Il rejette les tentatives de tendance au sein du parti en s'interrogeant sur le choix de société que désirent les contestataires. Il critique à nouveau Tito, refuse le terme de stalinisme, conteste la notion d'isolement du PCF formulée par Pierre Courtade, cite Lénine à ce propos. Il pense que les débats doivent rester internes au PCF. Il conclut son intervention en appelant les militants à barrer la route au fascisme et à la guerre (applaudissements).

1 AV / 4719 Durée totale : 58'

- Jean LLANTE émet le souhait que l'on diffuse largement l'intervention de Maurice Thorez. - 2'
- Pierre COURTADE s'explique sur ses propos précédents qui ont été mis en cause. Maurice THOREZ intervient pour préciser ses critiques et fait observer que les travaux du bureau politique sont accessibles à tous les membres du comité central. - 10' (dont 8' pour Maurice Thorez)
- Arthur RAMETTE revient sur les rapports entre les communistes et les socialistes. Il accepte le blâme que lui inflige le PCF à la suite de son comportement à l'Assemblée nationale. - 8'
- Léon FEIX s'exprime au sujet des attaques anti-communistes, après l'agression contre le siège du PCF, rue de Châteaudun, le 7 Novembre précédent, et par rapport aux événements dans les pays de l'Est. Il condamne les positions de

Jacques-Francis Rolland et de Roger Vailland qui ont critiqué le fonctionnement du parti. Léon FEIX accuse Jacques-Francis Rolland de fractionnisme et affirme qu'il n'est pas possible de tolérer la dissidence et les critiques de fond. Il propose des sanctions contre les contestataires allant du blâme à l'exclusion. - 31'
- Marcel SERVIN dirige la discussion des amendements au projet de résolution finale à la réunion. Il évoque aussi la revue *" France Nouvelle "*. - 7'
(N.B. : la fin de cette intervention est manquante).

4 AV / 2088 **Réunion des 20 et 21 novembre 1956 : élément déposé ultérieurement**

Plage 4 Durée : 5 mn 27s
- Suite et fin de l'intervention de Virgile BAREL , qui termine son explication à propos de « l'information mensongère » selon laquelle Picasso aurait peint un Guernica sur les événements de Hongrie. Selon Virgile BAREL, face à l'individualisme et à l'indiscipline de certains membres du PCF, il faut sans cesse promouvoir « l'esprit de parti » et l'idée de la « grande solidarité qui nous lie dans le grand combat de classe de notre parti », notion d'unité qui implique celle de la nécessité du « centralisme démocratique » (à ce sujet, il propose le rejet d'une motion émanant des avocats du parti, car les organismes dirigeants doivent pouvoir décider de la publication ou non de certains textes ou parties de textes). Il faut également faire appel à « l'esprit de responsabilité de chacun de nous vis-à-vis du parti » face à la campagne « odieuse » dont le PCF est l'objet. Cet esprit de responsabilité doit en premier lieu animer les élus, qui sont en contact direct avec « les pires adversaires du parti ». A ce sujet, il propose que le comité central prononce un blâme intérieur à l'encontre du député Arthur Ramette à cause de son attitude à l'Assemblée nationale le 7 novembre.

Plage 5 Durée : 1 mn 15s
- Léon FEIX s'apprête à présenter au comité central les propositions de la commission centrale du contrôle politique, mais Maurice THOREZ l'interrompt pour que le comité central conclue ses travaux et engage une discussion « politique ».

Plages 6 et 7 Durée : 24 mn 29s
- Jeannette VERMEERSCH souligne que la campagne de propagande des impérialistes sur les événements de Hon-

grie correspond à une volonté de faire « illusion » sur leur succès. En fait, les impérialistes connaissent d'« énormes difficultés » : problèmes coloniaux, luttes d'influence entre pays impérialistes (Etats-Unis et Grande-Bretagne au Proche et au Moyen-Orient), rétrécissement de leurs marchés (en raison du marché mondial socialiste), lutte des masses populaires pour la paix.

Jeannette VERMEERSCH relève, qu'en France, on retrouve la même situation : la bourgeoisie et le gouvernement tentent de faire croire à « l'isolement » des communistes, alors qu'ils sont responsables d'une situation catastrophique qui les isole, eux, de plus en plus des masses : intensification de la guerre d'Algérie, déclenchement des hostilités en Egypte (crise de Suez), chômage, manque de marchandises dans les magasins, problèmes de chauffage des écoles et des administrations, manque de combustibles pour les usines… Bien qu'elle ait été « troublée par l'effroyable campagne qui a été menée », la confiance des masses et de la classe ouvrière ne s'est pas placée du côté de « la réaction et du Parti socialiste », qui ont à s'expliquer sur leur bilan catastrophique et leur refus de réaliser leurs promesses électorales depuis qu'ils sont au pouvoir. Les communistes n'ont rien à se reprocher : loin du soit-disant « immobilisme » dont on les taxe, ils ont tout fait pour parvenir à l'union, notamment en appelant de leurs vœux la constitution « d'une majorité à l'ancienne ».

- Jeannette VERMEERSCH affirme qu'il faut voir les raisons de cette campagne anti-communiste dans la volonté de tromper la classe ouvrière, car « à notre époque, rien de grand ne peut se faire sans la classe ouvrière, et encore moins contre elle ». C'est d'ailleurs ce qui s'est produit en Hongrie : la classe ouvrière a été trompée et « a assisté à la contre-révolution sans voler au secours de la démocratie populaire en danger ». Mais lorsque le peuple est trompé, le PCF ne l'est pas : dans ce cas, il représente les intérêts du peuple et de la classe ouvrière même lorsqu'une grande partie de celle-ci ne voit pas bien où est son intérêt. Comme l'enseignait Lénine, il est en effet possible de tromper la classe ouvrière, c'est ce qui s'est produit en 1914 et en 1939 pour pouvoir entraîner les peuples dans la guerre. C'est aussi ce qui s'est produit en Angleterre lorsque les ouvriers brisaient les machines, en croyant que c'était la machine leur ennemi. En France, on peut être fier de la classe ouvrière, et « le mérite en revient au parti dans les dernières années ». La conscience de la classe ouvrière s'est développée et l'influence du PCF gagne de plus en plus dans ses

rangs. D'où un acharnement contre le parti de la classe ouvrière et la CGT, y compris dans ses rangs : Hélène Parmelin, par exemple, et la mise à profit des événements de Hongrie pour pousser plus loin l'attaque contre les principes marxistes-léninistes du PCF.
(N.B. : la fin de cette intervention est manquante).

1 AV / 2115-2116 Réunion des 20 et 21 novembre 1956 : élément identifié ultérieurement

1 AV / 2115 Durée totale : 36'
- Suite et fin de l'intervention de Pierre COURTADE, qui aborde les événements de Hongrie. Il fait la critique de la position du PCF. Il analyse la situation en Pologne et en France. Une discussion s'amorce avec d'autres membres du comité central dans la salle à propos d'une lettre envoyée par le PCUS. Pierre COURTADE propose de modifier le fonctionnement du comité central. - 31'
(N.B. : pour le début de cette intervention cf. 1 AV / 4709).
- Arthur GIOVONNI constate l'existence d'un courant dissident au sein du PCF. - 5'

1 AV / 2116 Durée totale : 36'
- Suite et fin de l'intervention d'Arthur GIOVONNI. - 9'
- Théo VIAL s'exprime à son tour sur la réaction du PCF après l'intervention militaire de l'URSS en Hongrie et face à la campagne anticommuniste dont il est l'objet. - 27'
(N.B. : pour la fin de cette intervention, cf. 1 AV / 4709).

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT 7

SOMMAIRE 9

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE 11

1re TABLE RONDE : « 1956, QUE COMMÉMORE-T-ON ?
PROBLÉMATIQUES ET ENJEUX HISTORIOGRAPHIQUES » 29

COMMUNICATIONS :
« L'ANNÉE 1956 ET SON CONTEXTE » 69

« LE PCF FACE À 1956, RUPTURE OU CONTINUITÉ ? » 129

TÉMOIGNAGES :
« L'ANNÉE 1956 VÉCUE PAR DES MILITANTS COMMUNISTES » 199

2e TABLE RONDE : « L'ANNÉE 1956, UNE BORNE
DE PERIODISATION OPERATIONNELLE POUR LA RECHERCHE ? » 221

ANNEXE : ÉTAT DES ARCHIVES SUR
LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET L'ANNÉE 1956 249

TABLE DES MATIÈRES 301

Réalisation, impression :
Public Imprim® 69200 Vénissieux
Dépôt légal : août 2007

Ce troisième numéro de la collection « Mémoire en ligne(s) », éditée par la Fondation Gabriel Péri, rend compte des Journées d'étude, organisées par les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis et s'inscrivant dans le cadre des commémorations nationales du ministère de la Culture, dont une des thématiques retenues pour 2006 était : *« 1956 : la crise du Parti communiste »*.

Dépositaires du fonds d'archives du Parti communiste, le Département de la Seine-Saint-Denis, les Archives départementales ont saisi l'opportunité d'organiser cette manifestation, la première depuis l'ouverture du fonds à la communication en juillet 2005. Plus de 120 participants : enseignants et chercheurs, étudiants, citoyens, spécialistes confirmés du communisme, se sont interrogés sur les enjeux historiographiques, des directeurs de recherche ont débattus sur la pertinence d'ériger l'année 1956 en borne historiographique pour la recherche sur le communisme. Ces Journées ont été l'occasion de présentation de travaux appuyés sur la consultation du fonds du PCF, en rapport avec l'année 1956.

FONDATION GABRIEL PÉRI
22, rue Brey - 75017 Paris - France
T +33 (0) 1 44 09 04 32
F +33 (0) 1 45 74 06 78
fondation@gabrielperi.fr
www.gabrielperi.fr

26 €